



BARCELONA, DRASSANES PER ÀFRICA

CAMEROUN, UN MELTING POT.

Par un groupe de journalistes Camerounais



Fabien Essiane
Pierre Rostand Essomba
Marie Rose Domisseck
Jean Paul Mbia
Lorraine Mbessa Ndzana

2011

ISBN: 978-84-938989-0-8
Dipòsit Legal: B-22.462-2011

AVANT-PROPOS.

La SDRCA (Société pour la promotion des réalités culturelles africaines) est un centre de coopération internationale, une société d'études et une plate-forme pour les médias.

Cette société offre un abri à partir de son origine à des gens qui se sentent liés aux objectifs fixés dans leurs statuts. Le but essentiel de la société est l'Afrique et les Africains.

L'entreprise fait la démonstration que, de ressources limitées on peut obtenir des résultats remarquables. Toutes les activités sont certifiées avec « Barcelone, chantiers par l'Afrique. »

La SDRCA est née suite à un fait indéniable : l'espérance de vie moyenne pondérée à la naissance du continent africain n'a atteint que 51 ans.

La SDRCA a pour but d'améliorer cette situation par des reportages de l'Afrique à travers le magazine indépendant culturel en ligne "La voix de l'Afrique" (2004) et sa chaîne de télévision à FricaTV Internet (2007).

Elle a été particulièrement applaudie à Barcelone et ses environs. La SDRCA traduit la vie quotidienne en Afrique et conduit à une réflexion de sa large gamme de partisans. La société a réussi à avoir une équipe brillante de cinq correspondants au Cameroun « la petite Afrique ». Maintenant, nous avons trouvé le temps de publier un livre basé sur les articles publiés dans « La Voix d'Afrique ».

Il s'agit de l'Afrique et les Africains, raison majeure de SDRCA, mais également un outil destiné à mobiliser les efforts. Dans une deuxième étape, SDRCA est ouverte à la participation et au partage. C'est pourquoi le marché international pour la science et la technologie (2007) Internet, est comme un sac à l'intérieur duquel des gens peuvent lier des partenariats.

Le programme de convergence (2009) de la SDRCA a été particulièrement utile pour ceux qui sont impliqués. La SDRCA a sélectionné des femmes et hommes d'affaires catalans et des résidents africains à Barcelone, pour faire du commerce sur les marchés africains. Le commerce a toujours été le meilleur outil de rapprochement entre les cultures et une source de richesse dans les différents pays africains.

Comme l'ont dit les participants au programme de convergence, la SDRCA s'efforce de créer une nouvelle classe moyenne qui, par les caractéristiques des sociétés africaines, devrait conduire à une amélioration des conditions de vie de beaucoup d'Africains.

« CAMEROUN, UN MELTING POT » est un autre angle dans la diffusion de l'Afrique, spécialement en provenance du Cameroun. Nous sommes convaincus que les nouvelles publiées dans ce livre vous aideront à mieux comprendre l'Afrique durant ces cinq dernières années.

SDRCA (www.SDRCA.es)

"La veu d'Àfrica" (www.laveudafrica.com)

àFricaTV (www.africatv.cat)

Marché International de Science et Technologie (www.jmnanswers.es)

BARCELONE, CHANTIERS PAR AFRIQUE (Barcelona-Drassanes-per-Africa.org)

INTRODUCTION.

L'Association SDRCA (Societat per a la Difusió de les Realitats Culturals Africanes) a été créée le 13 janvier 2006 à Barcelone, suite aux diverses initiatives de ceux qui deviendront en automne 2002, ses premiers membres. Le fruit de ces efforts aboutit en 2004 à la publication de la revue électronique culturelle indépendante «La Veu d'Àfrica». En français: «La Voix d'Afrique», dont le site est : (www.laveudafrica.com).

Dès lors jusqu'à ce jour, cette revue paraît en ligne, hors mis les moments de réajustements de la forme et du contenu.

Fabien ESSIANE est le premier correspondant de la SDRCA au Cameroun en 2006 Pierre Rostand ESSOMBA et Marie Rose DOMISSECK intègrent le groupe un an plus tard, c'est-à-dire en 2007. Jean Paul MBIA et Lorraine MBESSA NDZANA arrivent bien après. Tous sont des correspondants permanents de «La Veu d'Àfrica».

Ensemble, nous sommes convenus de réaliser cet ouvrage à partir de leurs articles publiés. La SDRCA considère que la publication de ce livre peut aider le Cameroun à mieux se faire connaître. Fort de ce qui précède, nous pensons tous que "CAMEROUN : UN MELTING POT" peut apporter un appui dans la diffusion des réalités culturelles africaines.

Dr. Josep Juanbaró, chimiste et journaliste.
Barcelone, 27 avril 2011.

Fête de la Vierge Marie de Montserrat, Sainte Patronne de la Catalogne, Vierge Noire de toute l'Humanité.

FABIEN ESSIANE. Fabien Essiane camerounais de nationalité, est né le 30 juin 1981 à Yaoundé. Journaliste de formation diplômé de l'Ecole supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) de Yaoundé, filière journalisme promotion de novembre 2005. En Janvier 2006, il effectue un stage professionnel au Service Afrique de RFI (Radio France Internationale) à Paris et depuis le 15 janvier 2007, il est un des correspondants de RFI au Cameroun. En août 2007, il devient le correspondant au Cameroun de l'agence de presse espagnole EFE. Fabien Essiane est titulaire d'un master en Gestion du patrimoine culturel obtenu en 2010 à l'Universitat de Girona (Espagne) et est aussi étudiant en doctorat des sciences humaines et de la culture dans la même université. En 2008, il est l'envoyé spécial de RFI à la 8^{ème} CAN féminine (Coupe d' Afrique des Nations) de football féminin en Guinée Equatoriale. Fabien Essiane a à son actif plus d'une centaine de reportages dont deux grands reportages de 20 minutes diffusés sur les antennes de RFI intitulé « *les mariages par internet* » et « *les femmes et les églises réveillées du Cameroun* ». A part son travail de correspondant de deux médias, Fabien Essiane est aujourd'hui, le chargé des affaires culturelles et de la communication de la Fondation Solomon Tandeng Muna à Yaoundé.

PIERRE ROSTAND ESSOMBA. Pierre Rostand Essomba de nationalité camerounaise, est né le 29 septembre 1979 à Douala. Journaliste, il travaille depuis 2004 dans une radio privée à Yaoundé. En 2010, il a été le correspondant permanent de l'agence de presse espagnole EFE au Cameroun. Il a également travaillé avec le bureau de presse du Saint-Siège lors de la visite du pape Benoît XVI au Cameroun en mars 2009. Amoureux de l'écriture depuis l'enfance, Pierre Rostand Essomba écrit en 1999 "LOS GRITOS DE MEDIA NOCHE". Africaniste, il est membre de l' "Association Justice pour Thomas Sankara". L'homme vient de bénéficier d'une bourse de formation octroyée par l'UNESCO. Pendant 3 ans, il a été le porte-parole des étudiants hispanophones au Cameroun. L'histoire retient aussi que Pierre Rostand Essomba est l'un des six initiateurs des semaines culturelles espagnoles au Cameroun. Unique garçon d'une famille de quatre enfants, le Redacteur-en-chef adjoint de Radio Reine s'est marié le 24 avril 2010 à Yaoundé. Et parmi les cadeaux reçus: la bénédiction apostolique du pape Benoît XVI.

MARIE ROSE DOMISSECK. Issue d'une famille de 18 enfants et de nationalité camerounaise, Marie Rose Domisseck commence sa carrière professionnelle dans une radio privée. En 2002, elle présente sur les ondes de Radio Reine une émission de sports qui a fait des échos à Yaoundé, puis enrichie ses connaissances en Langues dans le Centre Culturel Espagnol de Yaoundé, où elle obtient son (DELE) Diploma Superior en Español como Lengua Extranjera, et va remporter plusieurs titres dont le premier prix au concours de poésie organisé par le Centre Culturel Espagnol en 2002. Depuis 2005 elle travaille dans une structure nationale « Microfinance et Développement » (MIFED) en partenariat avec le CIDR (Centre International de Développement et de Recherche) en France ; dont la spécialité est la promotion et le développement de la microfinance en zone rurale. Marie Rose a eu à participer aux XIIèmes Journées Mondiales de la Jeunesse en 1997 en France et côtoyé ainsi plusieurs cultures d'origines diverses. D'où sa passion pour les langues et cultures étrangères. C'est ainsi qu'elle intègre JMNANSWERS en 2007 et écrit dès lors des articles à caractère culturel pour La Veu d'Afrique.

JEAN PAUL MBIA. Unique fils d'une famille de 8 enfants (5 décédés), Jean Paul MBIA est né le 12 Juin 1983 à Yaoundé. Il fit ses études primaires et secondaires respectivement à l'école publique groupe 2 d'Obala et au lycée général d'Evodoula, tous dans le département de la Lékoumou, avant de rallier Yaoundé où il sera inscrit à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'université de Yaoundé II à Soa. Pas une longue période passée, le fils de Jean François Alexis EkANI MBIA et de feu Akouma Anastasie s'intéressera au noble métier du journalisme et entrera par conséquent au Centre de formation Professionnel de l'audiovisuel de la Crtv. Il débute ainsi une riche carrière de journaliste. Chef de la brigade des reportages à Sky One Radio à Yaoundé, correspondant au Cameroun de la radio japonaise (NHK). Jean Paul MBIA s'infiltré dans des milieux associatifs. Entre autres, membre du réseau national des journalistes pour les droits de l'Homme, membre de l'association des médias pour la promotion de la santé. Le frère de MBIA EKANI Elisabeth et d'EBIE Hélène Nadège est fiancé et père de deux enfants.

LORRAINE MBESSA NDZANA. Lorraine Mbessa Ndzana est née à Yaoundé le 05 août 1986. Elle est issue d'une famille modeste et a quatre frères et cinq sœurs.

Elle fait ses études secondaires au lycée d'elig-essono à Yaoundé, en 2006 elle en ressort titulaire d'un baccalauréat littéraire, option espagnol. Lorraine est influencée par son milieu socioculturel et par sa famille, parmi lesquels on retrouve des poètes, des peintres et des romanciers. En bref elle est fascinée par les lettres, les langues et plus particulièrement par les langues étrangères. Après l'obtention de son baccalauréat, elle s'inscrit à l'université de yaoundé¹, département des langues, littératures et civilisations ibériques, iberoaméricaines et italiennes. En 2009 elle obtient une licence dans ladite filière. La même année, elle fait la connaissance de la SDRCA (société pour la diffusion des réalités culturelles d'Afrique) basée à Barcelone en Espagne. Par la suite, elle commencera à rédiger des articles pour la revue La Veu d'Àfrica.

Lorraine participe activement aux activités organisées par le centre culturel espagnol et obtient le DELE (diplôme espagnol comme langue étrangère). Entre l'université, la SDRCA et sa vie familiale, elle dispense des cours d'espagnol dans certains collèges de la place. En 2010, elle obtient son master 1, spécialité littérature. Ayant dans un soucis de mieux peaufiner sa formation académique et professionnelle, elle s'intéresse davantage au journalisme, qui est un milieu qui la fascine beaucoup, pour cela elle multiplie des formations en photographie numérique organisées par l'ambassade d'Espagne au Cameroun et l'ONG Medicus Mundi.

Le 27 décembre 2010, lorraine Mbessa Ndzana perd son père, qui l'a tant soutenu dans ses études. Elle est tentée de tout abandonner, mais finalement se ressaisit et décide aller de l'avant. Elle est actuellement étudiante en Master 2 et se spécialise en littérature hispano africaine.

ARTS

Attention, ça tourne !

La 11^{ème} édition du festival africain consacré au Cameroun, baptisée « Ecrans Noirs » a allumé ses projecteurs à Yaoundé, le 2 juin dernier. Des innovations sont annoncées au cours de cette édition 2007.

Marie Rose Domisseck

Lun 4 juin 2007

Pendant une semaine, Yaoundé sera la capitale du cinéma africain. Plus d'une cinquantaine de réalisateurs de films africains séjournent dans la ville aux sept collines depuis le 31 mai dernier. Ils sont venus des quatre coins du continent noir, présenter au public camerounais leurs œuvres. En déroulant le grand tapis rouge pour la montée des marches le 2 juin (samedi dernier), les yaoundéens ne se doutaient plus du début des activités des Ecrans Noirs 11^{ème} édition au Cameroun. Bien sûr que quelques mois auparavant, les inquiétudes planaient sur la cité par rapport à la tenue de ce grand festival africain du cinéma. Les projecteurs sont allumés et ça tourne déjà depuis deux jours.

Pour cette année 2007, l'honneur est revenu au Maroc d'ouvrir les rideaux, en projetant en avant première au Palais des Congrès de Yaoundé « Les indigènes ». Un film de Rachid Boucharb, un cinéaste franco-marocain qui met à l'affiche l'acteur Jamel Debbouze et Samy Naceri. Au moment où « les indigènes » ce film qui retrace l'histoire de la colonisation en Afrique est projeté à Yaoundé, il connaît un grand succès à travers le monde. D'autres grands films vont suivre. Le public de Yaoundé et de ses environs aura l'honneur de regarder pour la première fois le film intitulé « Qui a tué Marc Vivien Foé ». Un œuvre réalisé par Basseck Bakobio, cinéaste camerounais qui vient faire la lumière sur la mort subite du footballeur international camerounais, décédé le 23 juin 2003 au stade Gerland de Lyon en France. Ce jour-là, l'histoire avait retenu que Marc V. Foé, milieu de terrain des Lions Indomptables du Cameroun, défendant les couleurs de son pays contre la Colombie en demi-finale de la coupe des confédérations de 2003, avait brutalement tiré les rideaux de sa vie, devant des millions de spectateurs et téléspectateurs. Beaucoup d'ancre avait coulé sur cette disparition.

Ecrans Noirs, le festival innove cette année. Pour la première fois, des films seront projetés dans les vidéo-clubs de la capitale. Cette option a été prise par le comité d'organisation dans le but de permettre à un grand nombre de cinéphiles, de vivre le festival dans toutes ses activités annexes et de redonner au public le goût de la fréquentation des salles de cinéma. C'est ce qui justifie d'ailleurs l'installation d'un écran géant au village du festival qu'abrite depuis la 10^{ème} édition, le musée national (l'ancien palais présidentiel).

Cette année, le festival s'ouvre également à la télévision avec la programmation de la série gabonaise « les couilles de l'éléphant », du réalisateur Henri Joseph

Koumba. Sur la cinquantaine de films et documentaires annoncés au cours du festival, une dizaine de productions camerounaises seront présentées.

En prélude aux activités proprement dites du 11^{ème} festival du cinéma africain consacré au Cameroun, les manifestations annexes ont été lancées depuis le 22 mai dernier avec l'organisation d'un atelier de formation des jeunes scénaristes sur l'écriture du scénario. Chaque participant à cet atelier animé par des scénaristes professionnels venus du Canada, du Burkina Faso et du Cameroun bien sûr, devra à la fin de la formation présenter un scénario de court métrage.

Le représentant résident de l'UNESCO au Cameroun, Bernard Hadjadj a invité les uns et les autres à encourager la formation des jeunes dans les métiers du cinéma.

Les projecteurs des « Écrans Noirs » édition 2007, vont s'éteindre le 9 juin prochain avec la remise des prix. Ce sera sous la présidence du ministre d'État camerounais chargé de la culture.

**Joséphine Ndagnou réussit son pari dans le cinéma.
La réalisatrice en service à la Cameroon-Radio -Television (CRTV) vient de
mettre son premier film à la consommation du public. "Paris à tout prix"
est depuis quelques jours en promotion au Cameroun**

Marie Rose Domisseck

Lun 6 août 2007

Dans sa chambre de jeune fille, située dans un quartier mal famé de Yaoundé, Suzy est plongé dans un nuage de rêverie matérialisé par un avion en plein vol vers l'Occident, et la tour Eiffel, destination qui aiguise depuis longtemps ses appétits. Ces deux symboles du bien-être et du bonheur se télescopent dans l'esprit de la jeune fille et créent une obsession : partir à tous les prix pour Paris, suite à l'image reluisante renvoyée par les médias sur la ville lumière, et les paillettes que lui jettent à la figure tous ceux qui sont les habitués de la traversée de la méditerranée.

Plus que jamais décidée à concrétiser son rêve, Suzy s'engage sur le chemin de l'hexagone au prix de multiples risques avec la filière des faux visas. Aventure dans laquelle elle perd tout ce qu'elle a investi. Des humiliations avec les marins, qui la rattrapent au large des côtes camerounaises, alors qu'elle tente de passer la frontière par la Guinée Équatoriale afin de rallier l'Espagne. Au bout de ces échecs, la jeune fille ne renonce pas. Elle se trouve habitée par un courage qui décuple sa détermination et va la conduire à la pire des solutions : la prostitution. Finalement, aidée par un ami homosexuel, Suzy s'envole de manière régulière et formelle pour Paris où, elle ne mettra que neuf mois, avant de se voir expulsée par la police française. Une situation qui va fragiliser, déchirer et anéantir la petite camerounaise.

« Paris à tout prix », un film dynamique, plein de suspense qui traite de plusieurs maux à la fois, est une somme qui démantèle l'ambition malveillante des jeunes à s'évader à tout prix de leur environnement, en faisant la recherche un visa.

En 135 minutes Joséphine Ndagnou plonge le téléspectateur dans les thèmes tels l'exode rural, l'alcoolisme, la prostitution et l'homosexualité. Le résultat de cet ensemble de fléaux est interprété avec brio par des personnages singuliers qui ont le mérite d'être à la base, des acteurs amateurs, mais dont les prestations ne souffrent d'aucune contestation. Joséphine Ndagnou qui est en même temps l'actrice principale de son propre film affirme qu'il lui a fallu deux ans et demi de tournage, 47 heures d'images et 16 semaines de montages d'images.

« Paris à tout prix » d'après sa réalisatrice, a mobilisé un budget de 300 millions de francs CFA, l'apport logistique du ministère de la Défense, du ministère français des Affaires Étrangères, une subvention de l'Organisation Internationale de la Francophonie et de certaines entreprises camerounaises.

Repères

Camerounaise, elle entre dans la réalisation comme on entre en sacerdoce : par vocation.

Au début des années 90, elle apparaît dans de nombreux téléfilms :

- *L'étoile de Noudi*
- *Le retraité*
- *Japhet et jnette*

En 2005, on la revoit dans un long métrage : « les saignantes » de Jean Pierre Bekolo. Après ce remarquable parcours, la voici avec le premier long métrage de sa carrière de réalisatrice « Paris à tout prix ». Joséphine Ndagnou est titulaire d'une maîtrise d'études cinématographiques à la Sorbonne de Paris. Et depuis 17 ans, réalisatrice à la CRTV.

L'ARGENTINE SENSIBILISE LE CAMEROUN SUR L'IMMIGRATION ET LA DEFORESTATION.

Marie Rose Domisseck

14 septembre 2007

Un atelier sur le court-métrage se déroule à Yaoundé. Il est organisé par le Centre Culturel Espagnol. L'atelier qui s'achève le 15 septembre 2007 est placé sous le thème de « l'immigration ».

Depuis une dizaine de jours, Matias Sacco Mano de nationalité argentine et Frank Ndéma, directeur général de l'association « Sud Plateau », sont trempés dans le tournage de dix courts- métrages de 10 à 15 minutes à Yaoundé et ses environs. L'un des films « les baillons » était encore en train de s'enregistrer samedi dernier dans plusieurs quartiers de la capitale camerounaise. C'est une fiction de 13 minutes sur l'exploitation forestière.

« Les baillons » raconte l'histoire d'un jeune journaliste engagé, qui essaie de dénoncer certaines pratiques dont sont complices les entreprises forestières et les politiques en matière d'exploitation forestière au Cameroun. Le journaliste est intimidé et poussé à l'émigration après avoir vécu dans la clandestinité.

En plus des problèmes d'immigration que pose le réalisateur pour rester dans la droite ligne de l'atelier, le film remet au goût du jour les problèmes environnementaux que subissent les pays africains avec l'exploitation abusive des forêts. Le tournage se passe sur trois sites. Le quartier Ekounou au Sud-Est de Yaoundé, où est située la radio pour laquelle travaille le journaliste. Biyem-Assi et Mvolyé au Sud de la cité pour les autres scènes qui se tournent de jour comme de nuit. Le jour, ce sont les grumiers que l'on voit passer chargés de billes de bois. La nuit lorsque le journaliste rentre à la maison et trouve que sa maison a été saccagée et son épouse bâillonnée, d'où le titre du film « les baillons ». Sa situation de clandestin lui autorise à sortir seulement la nuit. Les acteurs de ce court-métrage ne sont pas tous des comédiens professionnels. L'acteur principal Roger Fopa est champion du Cameroun de danse sportive. Pour réaliser « les baillons » on a estimé le budget à 500 000 FCFA, soit 763 Euros. D'après le réalisateur Bienvenu Oloua, pour ce film à petit budget ils ont deux jours pour tourner et deux jours pour monter.

L'équipe connaît d'énormes difficultés sur le plan matériel et humain ; très peu de jeunes sont assez formés.

Depuis l'année dernière, l'Ambassade d'Espagne et son Centre Culturel au Cameroun organisent des ateliers dont l'objectif est de professionnaliser les participants, de hausser la qualité des productions et réaliser un court-métrage de qualité qui puisse participer à des festivals internationaux.

Dix cinéastes camerounais prennent part à cet atelier de formation animé par l'argentin Matias Pablo Sacco Mano.

Le cinéma africain est malade

Marie Rose Domisseck

28 avril 2008

Un film documentaire du réalisateur camerounais Lambert Ndzana, suivi d'un débat, a mis à nu les insuffisances du septième art en Afrique. C'était à Yaoundé au Centre Culturel Français

Deux générations de cinéastes africains, dont le choix a essentiellement reposé sur la qualité des interventions des uns et des autres et la neutralité des personnalités, dissèquent le septième art en Afrique dans un documentaire de Lambert Ndzana, réalisateur camerounais. D'un côté les icônes que sont Paul Charlemagne Coffie de l'Organisation internationale de la francophonie, Mouhamed Soudani, réalisateur algérien, Augustin Batita Takalena, réalisateur et producteur togolais, ou encore Abderrahmane Ahmed Salem, réalisateur mauritanien. De l'autre, on note la présence de la réalisatrice camerounaise Hélène Ebah, des réalisatrices sénégalaises Kady Sylla et aïcha Thiam et de

l'acteur sénégalais Gora Seck. Tous évoquent l'état du septième art sur le continent, ses problèmes de financement et de diffusion et ouvrent quelques pistes pouvant mener à la sortie de l'impasse.

Pour bon nombre de ces réalisateurs, le cinéma africain n'accroche plus parce qu'il s'est résolument tourné vers l'Occident, et ne propose plus d'histoires proches des réalités locales. Pour la camerounaise Hélène Ebah, la mort du cinéma africain est due à l'arrivée de la télévision. « Les gens qui allaient au cinéma dans les années 1980 ont brutalement cessé de fréquenter les salles de ciné dès que la télé est arrivée », déclare la camerounaise. Une idée que ne partage pas le directeur du Cinéma Théâtre Abbia. Simon Fotso lui, pense que la faute est du côté des cinéastes africains eux-mêmes. D'après ce promoteur, les gens se sont fatigués de la télévision parce qu'elle propose toujours les mêmes histoires ; pour cette raison, les salles de cinéma se sont à nouveau remplies de cinéphiles, qui ne boudent pas un bon film qu'il soit africain ou non. Parlant du financement, tous les experts sont unanimes sur la participation de l'État à l'effort de réhabilitation du cinéma dans toute l'Afrique. Simon Fotso voit en cela une manière pour les réalisateurs de vouloir faire des films sans fournir le moindre effort. Pour la réalisatrice sénégalaise Kady Sylla, l'apport de l'État est indispensable si on veut revivre un cinéma qui fait rêver les cinéphiles du continent noir.

La sortie de crise pour certains, à l'instar du réalisateur mauritanien Abderrahmane Ahmed Salem, réside dans la production tous azimuts. D'autres comme le togolais Augustin Batita Takalena pensent qu'il faut que les aînés prennent les jeunes par la main, afin de leur montrer la voie à suivre. Un point de vue que partage Lambert Ndzana, pour qui le conflit générationnel opposant les cinéastes n'a pas lieu d'être. Car dit-il, toutes les sensibilités sont importantes pour sortir le cinéma de son sommeil.

Le Cameroun n'a plus de salle de cinéma

Marie Rose Domisseck

18 février 2009

L'affaire semble prendre la tournure d'un dépôt de bilan collectif en l'espace de quelques jours. Les trois dernières salles de cinéma encore fonctionnelles ont fermé les portes ; après l'*Abbia* à Yaoundé et le *Wouri* à Douala, le dernier rempart de la diffusion cinématographique au Cameroun appartenant à la famille Fotso, a déposé les clefs. Du coup, la motivation de faire des films semble disparaître chez les producteurs et réalisateurs.

« Je suis choquée par la nouvelle de la fermeture du cinéma *Abbia*. Déjà c'était inadmissible qu'il y ait une seule salle de cinéma à Yaoundé. C'est une catastrophe pour le cinéma camerounais...s'il n'y pas de salle de cinéma, il n'y a pas de raisons de produire des films », explique Joséphine Ndagou, réalisatrice.

D'après les enquêtes de La Veue d'África à Yaoundé, la désertion des salles par les cinéphiles est à l'origine de cette banque route collective. Une bouderie qui a eu pour effet de provoquer le tarissement des recettes. Selon les responsables de ces salles, les arriérés se sont accumulés au point d'atteindre le montant astronomique de 28 millions de francs CFA. Soit 42 749 euros, pour ce qui est du cinéma *Abbia*. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, *le Wouri* et *l'Empire* ont suivi quelques jours plus tard. « Il était devenu difficile de supporter les charges. Même si les salles sont vides, la climatisation, la lumière, l'entretien et bien d'autres éléments entrant dans le bien-être du client doivent être assurés », explique un responsable du ministère de la culture.

Si pour les salles de Yaoundé et Douala, les questions de loyer ne surprennent pas beaucoup, il est difficile de comprendre le virage à 180 degrés de la famille Fotso à Bafoussam. « La salle ne produisait plus de bénéfices. Pour cette raison, ils la ferment pour en faire un supermarché », laisse entendre un ex-employé du cinéma *l'Empire*. Ce qui confirme la pensée de la ministre de la culture sur la transformation éventuelle de ces salles en chaînes alimentaires et autres magasins spécialisés dont la gérance est la chasse gardée des asiatiques.

Les raisons de la désertion des salles tiennent davantage à la conjoncture devenue difficile qu'à la piraterie ou l'alternative de DVD. Les cinéphiles ne peuvent plus dépenser plus de 2000 francs soit 3,5 euros pour un ticket d'entrée au cinéma.

Afin de contourner cette difficulté, les autorités envisagent une orientation vers les espaces de diffusion bon marché, où les films seraient projetés à 300 ou 400 francs CFA, moins d'un euro. Une option qui ne résout pas le problème de la production cinématographique nationale menacée d'extinction si les salles *bon marché* viennent à prendre le pas sur les salles *haut standing*. Même si la production nationale est soutenue par les pouvoirs publics, il est risqué d'ouvrir la voie à cette option qui pourrait plomber les efforts de ceux qui ne bénéficient pas de l'appui de l'État.

Le cinéma camerounais est en train de mourir.

Immigration clandestine : des jeunes pour sensibiliser les jeunes

Marie Rose Domisseck

19 mai 2009

Depuis quelques jours, des jeunes filles et garçons sillonnent les villes de Yaoundé, Douala et Bafoussam pour une campagne contre l'immigration clandestine. Et pour mieux faire passer le message, l'Association des Jeunes Fiers de leurs Cultures organise des spectacles de théâtres dans les universités, lycées et autres lieux fréquentés par les jeunes.

L'Association, qui est soutenue par quelques comédiens camerounais a présenté hier 21 mai 2009, une pièce théâtrale aux jeunes du quartier Tsinga à Yaoundé intitulée « Le voyage au bout de la nuit ». Cette pièce est un

ensemble d'extraits de textes de Calixte Beyala, dans « Femme nue, femme noire » ; Léonora Miango avec son sombre « contour du jour qui vient » ; les poètes du « Boulevard de la liberté ».

A travers romans et poèmes, les jeunes ont monté une histoire. Celle d'Irène Popo qui doit continuer ses études en Europe après le Baccalauréat. Qu'est-ce qu'elle y découvre ? « De vieux barbus qui palpent ses seins, ses fesses ». Histoire d'une rencontre avec l'Occident qui tourne mal et où elle subit souillures et humiliations. Prostituée par son proxénète de frère. Là-bas dit-on, le Cameroun est loup pour le camerounais.

De retour au pays sans un sou, début de la descente aux enfers. Drogue, alcool et surtout le sexe, Irène Popo divague, délire entre la « rue de la joie » et les « ampoules rouges des auberges ». C'est le résultat d'une immigration. Une grosse performance artistique.

Sur scène, les acteurs sortent le grand jeu. Ils crient leur mal de vivre, leur sombre destin. Tout part donc d'une frustration, d'un rendez-vous raté. Et au-delà de ce choc, le continent noir laisse des plumes. Ses enfants s'adonnent aux plaisirs faciles. Une performance artistique de poids qui sous-tend un thème dur et délicat, traité sans salacité. Mais avec une gravité qui arracherait une larme au spectateur. Sommes-nous vraiment voués à la géhenne ? Les rues de la joie et autres boulevards de la liberté nous réservent-ils toujours joie et liberté ?

Mais il est difficile pour les jeunes africains d'être fiers de leur culture aujourd'hui. La misère, l'injustice et la calomnie dictent leur loi dans tous les secteurs. « Pendant que nous sommes ici à Yaoundé, nos frères et sœurs fouillent les poubelles de l'autre côté de la méditerranée. Leurs parents font semblant de dormir la nuit tombée. Alors qu'une fois couchés, ils se retrouvent face à leur ombre », a tenu à préciser Gaston Eloundou, le président de l'Association des Jeunes Fiers de leurs Cultures. Déclaration faite à la fin du spectacle.

Les jeunes camerounais écouteront-ils leurs égaux ? Chaque jour ils sont des dizaines prêts à risquer leur vie pour aller chercher fortune en Europe.

Le peintre Gaspar Gomán expose à Yaoundé

Marie Rose Domisseck

9 novembre 2010

Le projet d'exposition de l'artiste Gaspar Gomán est né il y a bientôt deux ans lorsque le directeur du centre culturel français, M. Maheux découvre son travail.

Gaspar Gomán, artiste et professeur, a déjà exposé à deux reprises au centre culturel français de Yaoundé dans les années 1970. Une partie de son œuvre, visible aux yeux de tous les passants de la capitale, est très appréciée. Qui n'a pas ralenti son pas devant les ornements de la façade d'Afriland First bank à Yaoundé, qui n'a pas scruté les magnifiques mosaïques des bassins de l'hôtel de ville ? Néanmoins son nom, son travail de peinture et de sérigraphie restent encore méconnus à Yaoundé et à l'international malgré la pertinence et la qualité de son travail.

Le CCF de Yaoundé a donc souhaité organiser une rétrospective des œuvres de Gaspar Gomán au Cameroun, en France et aussi en Espagne où il a longtemps vécu durant ses études. Un catalogue de plus de 80 pages en français, anglais et espagnol est également édité en mille exemplaires et sera distribué gratuitement pour promouvoir le travail de l'artiste.

Gaspar Gomán a suivi des études académiques à l'école supérieure des beaux-arts de Barcelone durant la période franquiste, une époque où la simple citation du nom de Picasso motivait un renvoi. Cependant, de retour en Guinée équatoriale, l'artiste invente une expression picturale d'une grande liberté propre à lui. Il se libère des codes appris aux beaux arts et puise son inspiration dans l'art africain, tout en respectant certains principes de l'académisme. Sa peinture est une synthèse entre une influence de la peinture occidentale de la première moitié du XXème siècle (Gauguin, Matisse, Picasso...) et une iconographie purement ethnographique dans un style expressif des premières peintures africaines sur chevalet. L'artiste travaille sur tous les supports et excelle dans plusieurs techniques (gravure, dessin au crayon, gouache, huile, aquarelle, mosaïque, etc.). Il a conservé dans son atelier un très important fonds d'esquisses et de peintures qui vont permettre de reconstituer l'historique de son travail de 1972 à nos jours. Cet artiste, dont les œuvres ornent édifices publics visibles de tous les habitants de Yaoundé, et dont la peinture est une des plus originales sur le continent africain est totalement inconnu de ses contemporains. Il reste aujourd'hui à réparer cette injustice et à présenter son œuvre artistique au grand jour. C'est ce à quoi s'emploie le CCF de Yaoundé, en collaboration avec l'ambassade d'Espagne au Cameroun et la fondation S.T. Muna.

COMMERCE

Un avión de la Compañía aérea Kenya Airways se ha estrellado en Duala, capital económica de Camerún.

Pierre Rostand Essomba

10 mai 2007

A pesar de un aguacero que caía en el aeropuerto internacional de Duala, el equipaje del vuelo KQ 507 de Kenya Airways decidió despegar.

El Boeing 737-800 de la compañía Kenya Airways despegó del aeropuerto de Duala, el sábado 5 de mayo pasado, a medianoche. Según las informaciones de la policía del aeropuerto, la última transmisión de información a la torre de mando fue cinco minutos del despegue.

Sin embargo, el señal de secorro de una baliza fue captado a las 2 de la madrugada.

Avión de última generación, capaz de recibir 189 personas, el 737-800 hacia la línea Abidjan (Capital de la Costa de Marfil) – Nairobi (Capital de Kenya). En la noche del 4 al 5 de mayo 2007, con destino a Nairobi, via Duala, procedente de Abidjan, el aparato tenía 114 personas: 105 pasajeros y 9 miembros del equipaje.

El vuelo KQ 507 de Kenya Airways tenía que despegar a las 23 horas. Con una hora de retraso, el comandante de a bordo WamWea Francis Mbatia, decide hacer frente a la tormenta. Esperando que el tiempo fuera favorable, otras compañías demoraron sus vuelos. Pero el joven comandante de Kenya Airways, él quiere irse. Pide a la torre de mando el último parte meteorológico. El parte anuncia una tempestad en Duala. « Por favor Señor, me voy. Podemos. » Son las últimas palabras del comandante de a bordo. Sin perder ni siquiera un minuto, se fue. Son las 24 horas. Dos minutos después el avión no señala su posición a la torre de control. Cinco minutos más tarde, la torre intenta entrar en contacto con el equipaje: ningún señal. 40 minutos después, el vuelo KQ 507 siempre no contesta. Los operadores de la torre de control llaman al jefe de la Oficina de la Circulación Aérea de la Agencia para la Seguridad de la Navegación aérea en África. Durante muchas horas, las autoridades del aeropuerto de Duala multiplican las busquedas. Llamaron al aeropuerto de Libreville (Gabón): Allí, ningún señal.

Mientras que lo buscaban al Sur de Camerún, los residuos del Boeing 737-800 de la compañía Kenya Airways, se encontraban a unos 20 kilómetros del aeropuerto de Duala, en el manglar. Todas las 114 personas al borde de este avión han muerto. 25 países lloran sus muertos. En este accidente, Camerún

perdre 35 personnes; entre les cuales tres arbitros internacionales de fútbol y uno de los mejores abogados camerunese.

Por el momento, nadie puede saber las causas exactas de este accidente. Sólo una caja negra ha sido encontrada. Se busca la segunda y la más importante, porque es ella que tiene todas las informaciones según los expertos. Es un aparato nuevo de seis meses de utilización que se ha enterado en el manglar de Mbango-Pongo. En Costa de Marfil hace siete años, la misma compañía perdió un avión de mismo tipo. Los responsables de la firma Boeing llegaron a Douala hace dos días, inspectan todos los detalles para tener las causas de este accidente.

¿Por qué el comandante de a bordo tomo la decisión de irse sabiendo que había un aguacero ? ? Porqué la torre de mando le dió el permiso de despegar? Tantas preguntas en la mente de la opinión.

Un verdadero viaje sin vuelta.

Crash kenya airways: les derniers honneurs.

Marie Rose Domisseck

03 décembre 2007

24 corps non identifiés ont été inhumés le 29 novembre 2007 au cimetière du Bois des Singes à Douala.

La capitale économique du Cameroun s'est encore plongée dans le deuil le 29 novembre dernier. Les autorités administratives, militaires et religieuses, ainsi que les populations de Douala ont tenu à rendre un dernier hommage aux victimes du crash de la Kenya Airways survenu dans la nuit du 4 au 5 mai 2007 à Mbanga Pongo près de Douala. La cérémonie était aussi une occasion pour inhumer les restes des 24 victimes non identifiées. Une messe a été dite en la mémoire des défunts. La cérémonie était organisée par la commission de restitution des corps du crash du vol KQ 507 de Kenya Airways. Présidée par le délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala, cette commission officielle regroupe toutes les parties prenantes de cet accident. Une délégation des responsables de la compagnie aérienne Kenya Airways et des représentants du gouvernement kenyan, ont participé à cette cérémonie.

Sur les 114 passagers morts dans ce crash, il y avait 35 passagers de nationalité camerounaise. Mais seulement 31 corps ont été restitués dans le strict respect des normes en la matière et rendus aux familles respectives dans des cercueils en bois rectangulaires et identiques pour toutes les victimes. Trois victimes camerounaises n'ont pas pu être identifiées et une dépouille est encore retenue par la commission de restitution, sur instruction de la justice. Dans ce dernier cas, les ayants-droits, divisés en deux camps, se disputent la récupération du corps. L'affaire est encore devant les juridictions de Douala.

Pour les dépouilles étrangères, la restitution des 68 corps avait débuté le 23 novembre 2007, sous la houlette des représentants de Kenya Airways à Douala. La compagnie kenyane a permis aux familles de faire le voyage de Douala, pour entrer en possession de leurs dépouilles. Les dépouilles ont été acheminées par la même compagnie Kenya aux familles n'ayant pas fait le déplacement.

Au total, seulement 90 victimes ont été régulièrement identifiées au terme de trois mois grâce au test ADN effectué en Europe. Malgré tous les efforts, certains corps n'ont malheureusement pas pu être identifiés.

Douala : un Directeur Général d'une grande entreprise d'État, pris en otage par ses employés.

Pierre Rostand Essomba

08 octobre 2008

Le patron par intérim du Chantier Naval, Antoine Bikoro Alo'o a été retenu dans son bureau par des employés temporaires qui réclament trois mois d'arriérés de salaire. Le 03 octobre dernier, plus de 700 personnes ont manifesté bruyamment dans l'enceinte du Chantier Naval et Industriel du Cameroun. Elles exigeaient le paiement de leurs arriérés de salaire. Dans la foulée, les jeunes ont bloqué l'entrée principale de l'entreprise à l'aide des verrous et des barricades. Et ont séquestré dans leurs bureaux, le Directeur Général par intérim, les cadres et tous les agents. Ces « otages » n'ont pu être libérés qu'à trois heures au petit matin de samedi.

Les manifestants ont décidé de lever la grève après l'assurance qu'un mois de salaire allait leur être payé. Ce qui a été fait samedi matin. Dans le rôle du médiateur, il y avait le sous-préfet de Douala 1^{er} qui a transpiré pour ramener toutes les parties à la raison. La Direction justifiait le retard accusé dans le paiement des salaires, par des problèmes de trésorerie auxquels le Chantier Naval fait face. C'est depuis le mois d'août dernier que les employés temporaires de l'entreprise étaient sans salaire. Promesse leur avait été faite de la part de la direction, qu'ils rentreraient en possession de leurs arriérés de salaire le 26 septembre 2008, au motif que le Directeur Général était en mission à l'Étranger. Une fois de plus, vendredi dernier les salaires n'étaient pas disponibles. Aucune explication n'a été donnée cette fois-là. En plus, ils ont fait face à l'arrogance du D.G. Antoine Bikoro Alo'o a exigé qu'ils soient conduits hors de l'enceinte de l'entreprise, menaçant de licencier ceux qui refuseraient de s'exécuter. Autour de 12h30, la tension est montée d'un cran. Les temporaires ont alors bloqué les entrées et exigé d'être payés sur le champ. La police et la gendarmerie arrivées sur les lieux sont restées à l'extérieur et n'ont rien fait.

Aux revendications salariales se sont ajoutées celles sur les conditions de travail. « Nous n'avons plus droit à la ration alimentaire, ni aux indemnités

d'hébergement et de transport. Les travaux effectués les jours fériés ne sont pas payés. Nous sommes traités comme des esclaves », déclare un jeune employé de 29 ans, mécanicien depuis 7 ans au sein de l'entreprise. Un autre jeune explique qu'ils ne bénéficient pas de prise en charge médicale. En cas d'accident de travail, chacun se débrouille comme il peut.

Le Chantier Naval et Industriel du Cameroun emploie environ 2500 personnes temporaires. Certains y exercent depuis près de 10 ans. Ce sont ces jeunes dont l'âge varie entre 20 et 45 ans qui constituent le gros des effectifs de l'entreprise ; environ 80%. La plupart a été recrutée dans les établissements secondaires techniques. Le 07 mai 2008, le Chef de l'État nommait un nouveau patron par intérim au Chantier Naval et Industriel de Douala. La nomination avait été applaudie par ces jeunes gens, caressant ainsi l'espoir de se voir définitivement recrutés par le CNIC. Qui aurait cru qu'Antoine Bikoro Alo'o, porté à bout de bras par des milliers de jeunes le 07 mai dernier, serait aujourd'hui la peste de ces employés temporaires ?

Une eau minérale frauduleuse inonde le marché camerounais.

Marie Rose Domisseck

4 novembre 2008

La commercialisation d'eau ordinaire ensachée, présentée comme minérale et potable, est en plein essor sur le marché camerounais. Vendeurs et consommateurs en pâtissent.

De nombreux clients sont venus se plaindre chez un vendeur d'eau, deux jours après la livraison. Le jeune garçon âgé d'une vingtaine d'années aurait vendu à ses clients il y a deux jours une eau pleine de particules, dans des sachets pourtant étanches. Une particularité qui bat en brèche tous les enseignements scolaires relatifs aux qualités d'une eau potable. Celle-ci se voulant inodore, incolore, sans saveur et encore moins avec des corps étrangers. Une partie de la clientèle du jeune vendeur a même menacé de le conduire au commissariat de police. L'eau incriminée porte la marque « wasser ». Il est écrit sur le sachet qu' « en plus d'être source de vitalité, idéale pour toute la famille, cette eau est potable ». Les informations inscrites sur l'emballage indiquent que le produit serait conditionné par la société Kaal agroalimentaire, basée à Douala.

Mise au courant de la situation, la cellule de la normalisation et la protection du consommateur au ministère du commerce est tombée des nues, et est restée formelle. « Toutes les marques qui ne justifient pas leur présence sur le marché par un agrément officiel ne doivent pas être vendues. Les contrevenants à cette règle, en plus de mettre en danger la vie des gens, s'exposent à des sanctions lourdes » précise le chef de la cellule. Pour engager une sanction contre la vente frauduleuse des produits de consommation, le ministre du commerce a précisé que ce sont les consommateurs qui doivent enclencher le processus en se rapprochant des services spécialisés. Par ailleurs, Luc Magloire Mbarga demande aux populations de rester vigilantes. « Les marques d'eau frauduleuses n'ont généralement pas sur leur emballage des indications sur les

constituants du produit. C'est à peine si l'on retrouve une date de péremption sur ces produits », a déclaré le ministre du commerce.

Les informations recueillies auprès des promoteurs d'eau ensachée sur la chaîne de fabrication de celle-ci donneraient des sueurs froides à tout éventuel consommateur. Des témoignages concordants indiquent que la plupart des personnes engagées dans cette activité, conditionnent elles-mêmes à domicile, de l'eau préalablement recueillie d'une cavité thermale du quartier, ou d'une pompe ordinaire. Le matériel de conditionnement est rudimentaire. Il s'agit d'une bouteille en plastique entaillée à la base. C'est par là que l'on verse de l'eau censée être filtrée. Cette eau est par la suite recueillie à l'autre bout de la bouteille, où du coton a été préalablement fixé, dans le but de capter toutes sortes de particules. C'est au bout de ce processus que l'eau supposée alors « potable » et « minérale » est ensachée à l'aide d'une machine spécialisée dans la coupure des sachets.

La fabrication des sachets dans lesquels est emballée l'eau destinée à la vente, relève d'une autre industrie. Celle-ci est juste chargée de produire des emballages, en général de 500 ml estampillés d'une marque quelconque. Les noms des sociétés et les contacts sur les sachets, très souvent, sont fictifs. Il y est souvent mentionné qu'il s'agit de l'eau minérale importée, alors qu'il n'en est rien. Les indications précisant qu'il y a une date de péremption bien sûr non visible, sont écrites dans un français approximatif. La traduction de certaines informations de la langue de Molière vers celle de Shakespeare, est un véritable massacre linguistique. Ainsi peut-on lire des incongruités telles que : « a consommée »... au lieu de « à consommer... ». On peut également voir : « drink water » en anglais à la place de « drinking water », pour parler d'une eau potable.

La Cameroon Airlines Corporation à nouveau dans des problèmes.

Marie Rose Domisseck

29 septembre 2009

Après la démission au mois de mars 2009 de son directeur général, le français Gilbert Mitonneau, la nouvelle compagnie aérienne du Cameroun, avant qu'elle ne soit vraiment opérationnelle est plongée dans un autre problème. Le seul avion que possède cette compagnie, un Boeing 767-300 est bloqué en Irlande. L'entreprise Shannon Aerospace Limited sollicitée par le gouvernement camerounais pour la révision totale de l'avion, exige que lui soit payé la totalité de la somme demandée (près d'un milliard de francs CFA).

L'appareil baptisé « le Dja » qui s'est envolé du Cameroun le 21 juin dernier pour l'Irlande où il devait passer en révision, fait l'objet d'un retard de près d'un mois déjà sur le délai initialement prévu. Le gouvernement avait annoncé une durée de 45 jours pour faire réviser l'avion. Ceci dans le but de permettre à la nouvelle compagnie Camair-Co de démarrer son exploitation dans les plus brefs délais. A Yaoundé, on a donc mis le paquet pour être fin prêt au

lancement des activités dès le retour du Dja. Ce qui justifie d'ailleurs la frénésie avec laquelle a eu lieu la vaste campagne de recrutement du personnel.

Informée de la situation dans laquelle se trouve la compagnie, la presse a voulu mieux s'informer. Mais aucune personnalité proche du dossier ne veut se prononcer. Cependant, dans les couloirs du ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du territoire, il se dit qu'une solution sera trouvée avant le 10 octobre 2009.

Depuis près de deux ans, le Cameroun est sans compagnie aérienne. Avec la nomination de Gilbert Mitonneau au poste de Directeur Général de la Camair-Co, le 30 décembre 2008, par le Chef de l'État, le décollage de la nouvelle compagnie aérienne était lancé. Il fallait donc préalablement résoudre le problème de la flotte. Une fois cette flotte constituée, Camair-Co devait obtenir un certificat de transport aérien qui atteste que les garanties techniques sont suffisantes et que la compagnie est en mesure de respecter la réglementation technique appliquée. Un certificat devant faire partie du dossier à transmettre à l'Association Internationale de Transport Aérien LATA, en vue de l'obtention d'un agrément LATA. A ce jour, l'on ne peut déterminer avec exactitude où en est le dossier.

Les camerounais qui s'impatientent de voir flotter dans le ciel un avion estampillé Camair-Co devront sans doute attendre encore.

La société civile se mobilise contre la vie chère à Ebolowa

Marie Rose Domisseck

30 mars 2010

Face à l'incapacité de la délégation régionale du Commerce du Sud Cameroun de faire respecter les prix des denrées de première nécessité dans la ville, une marche de protestation a été organisée le 30 mars, dans les rues d'Ebolowa. La marche interpelle tous les acteurs de la société civile et les consommateurs de la ville d'Ebolowa. C'est un message à l'endroit des décideurs en vue du respect de l'application des mesures du chef de l'État, mesures portant sur la baisse des prix des denrées de première nécessité. L'appel à la mobilisation, lancé par Alexandre Atangana, coordonnateur du Centre d'appui aux initiatives paysannes d'Ebolowa (Caïpe), est clair à l'endroit des pouvoirs publics. Les populations du Sud en général et les habitants de la ville d'Ebolowa en particulier, payent depuis de nombreux mois, le lourd tribut des surenchères dans les marchés et autres coins de vente de la région. Le sel, le sucre, le poisson, l'huile de table, le riz de vrac, denrées de première nécessité, dont les derniers prix, homologués par le ministère du Commerce, devraient alléger la charge de nombreux ménages, sont commercialisés à Ebolowa, dans l'anarchie totale. « Il est anormal qu'un paquet de sucre homologué à 700fcfa soit vendu à 1000fcfa dans certaines boutiques d'Ebolowa et environs » s'indigne, une ménagère, au marché central d'Ebolowa.

Selon André Abate, menuisier au quartier Bwambé « il n'y a pas d'autres miracles à faire, pour nourrir les nombreuses bouches que nous avons dans nos familles. Il faut que les populations revendiquent dans la rue pour attirer l'attention de ceux qui doivent faire appliquer les mesures sur la vente des denrées de première nécessité ». Jeanne Ateba institutrice dans une école de la place est également de cet avis. L'enseignante accuse les contrôleurs des prix en service à la délégation régionale du Commerce du Sud, de ne pas faire leur travail, dans les normes. « Dans les poissonneries, le poisson vendu en plus d'être d'une mauvaise qualité est vendu en violation des prix officiels. » De nombreuses boutiques, situées à la descente du marché central, dénonce, un infirmier, « ont des stocks de riz avariés qui sont vendus aux consommateurs. J'en ai été victime et je me suis présenté plus d'une fois à la délégation régionale du commerce du Sud qui, n'a toujours pas réagi ».

À Ebolowa, les populations se plaignent non seulement de la surenchère dans l'achat des denrées, mais aussi et surtout de la mauvaise qualité des produits consommés, dangereux pour leur santé. Certains commerçants des localités périphériques comme Mengong, Biwong Bané, Ngoulemakong et autres, estiment qu'il faut amortir les frais de transports des denrées sur le prix de vente. D'autres, par contre, comme c'est le cas au marché de New Bell à Ebolowa, se complaisent dans la hausse illicite des prix et soutiennent que ce n'est pas le gouvernement qui nous donne l'argent, pour notre commerce. Les consommateurs en fin de compte, s'interrogent sur l'attitude amorphe des éléments de la brigade de contrôle de la délégation régionale du Commerce du Sud.

Des accusations et autres plaintes que le délégué régional du Commerce Clément Essomba a souvent relativisées. Selon lui « des contrôles systématiques sont effectuées en permanence tant au niveau des prix des denrées, qu'au niveau même de la qualité des produits vendus ».

CAMAI-CO SUR LA PISTE DE DÉCOLLAGE.

Pierre Rostand Essomba

26 février 2011

On peut désormais le dire sans risque de se tromper, puisque le Directeur Général lui-même l'a confirmé, que l'on s'achemine vers le décollage effectif de Camair-Co, la nouvelle compagnie camerounaise de transport aérien. Après la cérémonie d'installation des principaux dirigeants il y a près d'un mois, l'on a procédé le jeudi 24 février 2011 à la présentation officielle du logo de la compagnie. C'était au cours d'une cérémonie présidée à l'hôtel Sawa de Douala par le Gouverneur de la région du littoral Fai Yengo Francis, en présence du Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala Fritz Ntone Ntone et de nombreuses autres hautes personnalités de la région et d'ailleurs.

Trois œufs aux couleurs du drapeau du Cameroun. Désormais, il n'en reste plus que deux, l'un ayant éclos et dans lequel se trouvait ce logo. Logo qui reflète la diversité, la vivacité, la fierté et la chaleur, bref toutes les spécificités du peuple camerounais a expliqué le Directeur Général de la compagnie Alex Van Elk. Sur le logo apparaît une étoile, symbole de l'union, un cercle pour signifier l'ensemble du peuple et un oiseau, significatif du tour du monde que fera Camair-Co. Avec pour signature, L'étoile du Cameroun. Présentant les valeurs qui caractérisent son équipe à savoir l'intégrité, la dignité, le respect, la diversité, l'égalité, la créativité et l'innovation, le Directeur Général a par ailleurs laissé entendre dans son discours que la compagnie avait reçu pas plus tard que le 23 février 2011, son certificat de transporteur aérien (Airline Operating Certificate) et donc, peut déjà s'élancer dans les airs.

Au sujet de la flotte, l'on apprend que Camair-Co dispose à la veille de son décollage deux avions, un Boeing 767-300 ER réparti en 30 class affaires et 180 en économiques, et un Boeing 737-700 pour 12 class affaires et 116 économiques. L'ambition étant d'avoir d'ici la fin de l'année au moins quatre avions sur son tarmac. En attendant, trois lignes sont prévues pour l'instant sur le plan local au départ de Douala. Douala-Maroua trois fois par semaine, Douala-Garoua six fois par semaine et Douala-Yaoundé à la fréquence de douze fois par semaine. Pour ce qui est des vols régionaux, la compagnie assurera pour un départ la ligne de Ndjamena au Tchad trois fois par semaine et à brève échéance Dakar, Libreville, Lagos, Brazzaville... Quand aux vols internationaux, la compagnie desservira tout d'abord Paris en France cinq fois par semaine et à venir en long courrier, la Chine, Dubaï et Johannesburg. Au sujet du personnel, Alex Van Elk fait savoir qu'à ce jour la compagnie emploie près de 330 personnes et d'autres recrutements devraient suivre dans les semaines à venir, notamment concernant les anciens personnels de la défunte Camair.

A noter que pour mener à bien son lancement, Camair-Co s'est attaché les services de divers partenaires, notamment Lufthansa consulting pour la préparation initiale, Aérobrand pour le branding (habillement des hôtesse...), Amadeus pour le système de réservation, Boeing pour les avions et Lufthansa technik pour assurer la maintenance. L'un des responsables de cette dernière structure présent à la cérémonie de ce jeudi a fait savoir que leur but est de travailler main dans la main avec les camerounais qui selon lui sont assez performants. Il émet par ailleurs le vœu de voir la Camair-co dans deux ans pourquoi pas, assurer elle-même sa maintenance. Une nouvelle étoile est née, il s'agit de Camair-Co, reste qu'elle trouve dans le ciel du monde son positionnement. Le décollage est prévu pour le lundi 28 mars 2011.

CULTURE

Ministère de l'Enseignement de Base au Cameroun : une nouvelle ère pour les contractuels

Jean Paul MBIA

08 juin 2007

Des garanties sont désormais posées quant au paiement des salaires des contractuels de l'Éducation de base, après le don de la Banque Mondiale.

«Ce qui va changer ? Les salaires des instituteurs contractuels vont entièrement être payés. Il s'agit d'une retombée de l'initiative " Fast Track ". La contractualisation prend corps avec ce don qui s'étale sur deux ans ". Paul Valentin Emog, directeur des Ressources humaines au ministère de l'Éducation de base a l'expression assurée quand il évoque les changements qui vont émaner de l'accord signé mercredi dernier entre le gouvernement camerounais et la Banque Mondiale.

Il s'agit du prolongement de la décision prise par le ministre de l'Education de base, Mme Haman Adama en novembre dernier. Décision de contractualiser près de 10.300 instituteurs, et 3000 maîtres de parents (maîtres payés par les APE). Avec cette annonce officielle, Haman Adama venait mettre fin à une série de manifestations d'amertume des désormais ex-lvacs. Manifestations qui concernaient notamment leur intégration dans la Fonction publique et l'amélioration de leurs conditions de travail. " Ce don de 26 milliards de Fcfa représente des salaires étalés sur deux ans ", ajoute Paul Valentin Emog. Lors de l'annonce de novembre dernier, le Minedub avait évalué les salaires des contractuels à environ 100.000 Fcfa par mois. Contrats qui pouvaient être renouvelés

Côté contractuels, on se veut prudent. " Il y a une satisfaction de prime à bord, mais entre ce qui est dit et ce qui est fait, il y a d'énormes différences ", déclare Thomas Messanga Ngonu, secrétaire adjoint du Syndicat national unitaire des instituteurs et des professeurs des écoles normales (Snuipen). L'accord entre la Banque Mondiale et le gouvernement du Cameroun représente du concret, selon une promesse du Minedub, d'améliorer les conditions de vie et de travail des contractuels de l'Éducation de base. Il intervient après plusieurs mois, voire des années d'atermoiements entre les Ivacs et les autorités du Minedub. Les premiers, qui étaient payés pratiquement au rabais revendiquaient à corps et à cris et au moyen de descentes et de marches dans les rues de Yaoundé parfois, leur intégration dans la Fonction publique.

En novembre dernier, le ministre Haman Adama annonçait la contractualisation de 13.300 d'entre eux, après une série de négociations, de calculs et d'études de dossiers. " Des efforts ont effectivement été consentis pour nous payer

depuis janvier ", déclare Thomas Messanga Ngono. Il s'agit, avec ces 26 milliards dont la première partie a été offerte mercredi (12,4 milliards de Fcfa), d'une bouffée d'oxygène. On affirme au Minedub que cette somme va renforcer les efforts consentis par le gouvernement en direction des instituteurs de l'Éducation de base. En rappel, le déficit dans ce secteur est estimé au Cameroun à près de 30.000 professionnels.

Bientôt un salon international de l'étudiant au Cameroun.

Jean Paul MBIA

13 juin 2007

C'est le premier salon de telle envergure organisé par le Ministère camerounais de l'enseignement supérieur en partenariat avec le cabinet d'ingénierie marketing "Expoland". Ledit salon se tiendra du 24 au 28 juillet 2007 au palais des congrès de Yaoundé. Campus 2007, sa dénomination a pour ambitions d'apporter de réponses aux nombreuses interrogations des élèves, étudiants, parents d'élèves sur l'offre de la formation du système de l'enseignement supérieur camerounais et celui des pays qui accueillent traditionnellement les étudiants camerounais et de permettre aux services des ressources humaines des entreprises camerounaises, aux différents départements ministériels du Cameroun, aux organisations internationales et aux ONG de faire connaître leurs compétences.

Pour la réussite de cet événement, le Ministère de l'enseignement supérieur et président du comité d'organisation, le professeur Jacques FAME NDONGO, a tenu ce mercredi 13 juin 2007, une réunion interministérielle de coordination dans la salle des conférences de son département ministériel en vue des préparatifs liés audit événement. Le commissaire général Bruno BEKONO MVONDO, rappelle que la diversité des formations au Cameroun est l'un des facteurs.

La deuxième édition du Salon International de la Mode vient de fermer ses portes à Yaoundé.

Marie Rose Domisseck

14 août 2007

Le plus grand rassemblement des opérateurs du secteur de la mode en Afrique Centrale, baptisé First Class Fashion a ouvert ses portes à Yaoundé le 06 août dernier. Les premiers jours du salon, il faut le reconnaître, étaient timides du côté des initiés comme du public. Et pourtant les organisateurs ont mis l'accent sur la sensibilisation des fléaux qui détruisent et ruinent l'avenir de la jeunesse ; c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la First Class Fashion s'est placée sous le

signe de la lutte contre le SIDA, de la lutte contre la délinquance et la prostitution. « On s'est rendu compte que ces fléaux font de plus en plus de ravages sur la jeunesse et ne permettent pas un réel épanouissement de celle-ci. Et si rien n'est fait pour demander aux jeunes de faire attention au SIDA, de ne pas vendre leur corps pour vivre, nous courrons tous de graves dangers, car seul le travail délivre de la misère plutôt que de se lancer dans la délinquance », a expliqué un membre du comité d'organisation.

L'objectif poursuivi par les organisations de cet événement qui était à sa deuxième organisation sur le sol camerounais, visait à rassembler dans un espace convivial tous les acteurs du secteur de la mode, que sont : les bijoutiers, les parfumeurs, les cosméticiens, les photographes, les décorateurs, les accessoiristes, les stylistes et les modélistes ; afin de leur offrir une plate forme d'échanges et de promotion du fruit de leur imagination créatrice. La First Class Fashion était une occasion de faire connaître les articles que produisent les artistes camerounais, et que ceux-ci échangent avec leurs collègues étrangers.

Les participants au Salon International de la mode de Yaoundé sont venus du Gabon, du Bénin, du Togo, du Congo, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun. Pendant cinq jours, l'on a aussi vu des stylistes français et belges à Yaoundé. Une colonie des stars de la diaspora, à la tête desquelles se trouvaient les stylistes Alphadi du Niger, le camerounais Imane Ayissi, et l'ivoirien Pathéo, étaient présents à l'événement.

Pendant une semaine, le salon a développé plusieurs activités qui s'articulaient autour des stages de modeling avec Imane Ayissi, une démonstration de photographie de mode dans les différents stands avec le photographe français Frédéric Lachapelle, un atelier sur les produits de beauté avec Medi Globe, et bien d'autres activités.

Du 06 au 12 août dernier, Yaoundé la ville aux sept collines était à la mode. Mais la date du futur salon n'a pas été donnée.

Audiovisuel au Cameroun : les premières licences délivrées à quatre médias privés

Jean Paul MBIA

03 septembre 2007

Le ministre de la Communication Ebénézer Njoh Mouelle a remis solennellement hier Jeudi, 29 Août 2007, les licences à quatre exploitants privés de radiotélévisions et de télédistribution.

Spectrum TV, Canal 2 International, Sweet FM et TV+. Voilà le quatuor dont les représentants ont reçu hier jeudi, les premières licences de communication

privée audiovisuelle, des mains du Mincom Ebénézer Njoh Mouelle. Les principaux représentants de ces structures ont pu palper leur " premier diplôme ", leur " acte de naissance ", avec une émotion à la mesure des attentes suscitées au sein de la communauté nationale. " C'est un grand défi qui nous attend, reconnaît Mactar Sylla, le directeur général de STV. Cette cérémonie marque d'une pierre blanche les progrès de la communication audiovisuelle au Cameroun ".

Et pourtant, tout n'a pas été aisé pour les quatre récipiendaires. Depuis la promulgation de la loi du 19 décembre 1990 sur la communication sociale au Cameroun et la signature du décret d'application du PM du 3 avril 2000, les délibérations du comité technique interministériel ont conduit en 2006 à des résolutions concernant 203 dossiers transmis au Conseil national de la Communication. Et depuis le mois d'octobre dernier, le Mincom procédait à la signature des cahiers de charge avec les entreprises ayant reçu l'avis favorable du CNC. " A ce jour, explique Ebénézer Njoh Mouelle, 50 entreprises privées de communication audiovisuelle se sont prêtées à cet exercice. Parmi celles-ci, les quatre récipiendaires se sont acquittés des frais afférents à cette licence. Entre autres, 100 millions de Fcfa pour les télévisions et 50 millions pour la radio. La licence est octroyée pour une durée de cinq ans renouvelable pour la radio à couverture locale, et de dix ans pour les deux télévisions et câblodistributeur à couverture nationale.

" Cette cérémonie célèbre l'aboutissement d'un processus conduit avec méthode et réalisme. Les licences consacrent l'avènement des toutes premières entreprises privées dans le secteur des médias au Cameroun ", affirme Ebénézer Njoh Mouelle, accompagné pour l'occasion par plusieurs membres du gouvernement. Pour lui, il s'agit de la fin de la récréation et du temps des clarifications : " Tous les opérateurs du secteur privé de la communication audiovisuelle devront se soumettre à la réglementation et aux aspects financiers, afin de sortir définitivement du régime transitoire de la tolérance qui arrangeait quelques uns arrivés dans l'audiovisuel sans préparation, souvent par effraction. " On apprend de bonne source qu'en plus des quatre récipiendaires d'hier, deux autres se sont déjà acquittés des obligations financières et on n'attend plus que la signature de leurs licences.

La quarantaine d'opérateurs en attente devront s'acquitter des frais pour sortir de l'informel. Pour l'instant, il n'est pas question de les interdire, ou de réprimer. Et au Mincom, on se veut même diplomate. " Nous attendons que ceux qui n'ont pas payé aillent régulariser leur situation. Nous sommes ouverts en ce qui concerne le délai. On ne va pas le leur imposer sans une négociation préalable à laquelle nous sommes ouverts", précise le Mincom. Les entreprises bénéficiaires de cette licence sont astreintes au respect du cahier de charge signé par elles-mêmes, qui implique une certaine responsabilité éthique, managériale, déontologique, la formation de l'opinion publique, le respect de la vie privée, etc. En rappel, la licence confère aux entreprises la légalité, et leur donne droit à certaines facilités financières, une certaine crédibilité en tant qu'entreprise. Un véritable sésame.

Un centre culturel à la recherche de ses repères.

Pierre Rostand Essomba

03 novembre 2008

Le Centre Culturel Espagnol (CCE) de Yaoundé n'attire pas les foules. Les hispanophiles du Cameroun rejettent le tort sur les autorités espagnoles en service dans la capitale camerounaise. En une année, le CCE n'est culturellement actif que pendant six jours. Période baptisée « *Semana Cultural de España en Camerún* ».

Prenez un taxi à Yaoundé et dites au chauffeur que vous vous rendez au centre culturel espagnol. Sans hésiter, celui-ci vous répondra qu'il ignore où est situé ce centre. Pourtant, le CCE est situé dans un quartier résidentiel de Yaoundé. Le quartier abrite toutes les Ambassades et les autres institutions internationales installées au Cameroun. Même la personne la plus étrangère à Yaoundé connaît le quartier bastos. Le paradoxe est que plus on connaît bastos, moins on visite le centre culturel espagnol qui s'y trouve.

Situé dans la même enceinte que l'Ambassade d'Espagne au Cameroun, le centre ne devrait pas être un endroit peu connu des yaoundéens, vu la diversité de la culture espagnole. Le pays de Camilo José Cela, Pedro Almodóvar et de Pablo Picasso est mal connu culturellement, des camerounais. La direction du centre depuis 12 ans, se contente tout juste de l'apprentissage de la langue espagnole aux camerounais. C'est vrai, la langue est le premier outil culturel dont on doit disposer. De 1996 à ce jour de l'an 2008, le CCE a déjà connu six directeurs. Le tout premier, Julio Heraiz España, initie l'apprentissage de l'espagnol. Le 2^{ème}, José Luis Garcia Galán introduit la semaine culturelle espagnole au Cameroun. Pendant une semaine, on parle de l'Espagne aux camerounais. Des experts viennent de Madrid pour le faire. C'est également sous la direction de Garcia Galán que le CCE projette pour la première fois des films espagnols. C'était tous les vendredis à 15 heures. L'idée était très appréciée. Beaucoup s'en réjouissaient, sans toutefois comprendre parfaitement la langue. Guillermo Anguerra Gual, le 3^{ème} directeur apporte des idées nouvelles. Une salle de cinéma, une bibliothèque bien fournie et des excursions dans les villages pour mieux échanger avec l'arrière pays. Miguel María de Lucas, le 4^{ème} patron du CCE était vraiment un directeur culturel. C'est grâce à lui que certaines filles et certains garçons de Yaoundé peuvent apprendre à danser « *las sevillanas* ». Un club théâtral voit le jour au CCE et sa technique de direction attire quelques foules au centre ; d'où l'idée d'aller chercher un autre local pour le centre.

Ces quatre directeurs sus-cités ont eu chacun son histoire. Ils avaient l'ambition de faire de leur centre un véritable site culturel à Yaoundé. Un centre pouvant rivaliser d'adresse avec le Goethe Institut, le British Council, le Centre Culturel Français et même le Centre Culturel Camerounais. L'on n'avait jamais célébré de semaine culturelle dans un autre centre comme le CCF. Mais depuis quelques années, les hispanophiles de Yaoundé se posent la question de savoir qui organise désormais les « *semanas culturales de España en Camerún* » ? Puisque depuis quelques temps, la majorité des activités culturelles espagnoles à Yaoundé se déroulent au Centre Culturel Français. Un

geste qui choque les amoureux camerounais de la culture de Federico Garcia Lorca. Le CCF, bien qu'il soit un centre de la Commission de l'Union Européenne, n'a jamais vanté les mérites d'un autre centre à Yaoundé.

Le Cameroun est un pays où la concurrence occupe le premier rang. Et pour dominer dans votre secteur, l'on doit travailler en collaboration avec les médias. Le CCE ne communique pas. Ce qui cause un grand préjudice à l'institut. Sa cellule de communication est opérationnelle seulement durant les six jours de la période culturelle. Pourtant même les mauvais produits se vendent après une bonne publicité. « Une potion magique » que les autorités espagnoles semblent ignorer. Comment expliquer qu'en une année, un centre culturel ne dispose d'aucun programme d'activités culturelles ? Tout est sur projet et rien n'est réalisé. Plus les années passent, moins le Centre Culturel Espagnol de Yaoundé progresse. Les hispanophiles du Cameroun se sentent orphelins.

Si votre enfant va s'installer chez le voisin, cela signifie qu'il y a un problème chez vous. Vivement que le CCE retrouve ses repères afin de rendre heureux les amoureux de la culture espagnole. El día menos pensado, todo cambiará.

**«XII SEMANA CULTURAL DE ESPAÑA » : Yaoundé au cœur
De la culture espagnole du 14 au 25 avril 2009.**

Lorraine Mbessa NDZANA

Avril 2009

« XII SEMANA CULTURAL DE ESPAÑA », tel est le message qu'on pouvait lire sur la banderole perchée au-dessus de la grande route menant à l'université de yaoundé¹. cette banderole était déjà visible de tous quelques jours avant le lancement de la 12^{ème} édition de la semaine culturelle espagnole au Cameroun. Les curieux et certains habitués des semaines culturelles n'hésitaient pas alors à noter le numéro proposé ou à se diriger vers le centre culturel espagnol, à l'ambassade d'Espagne, afin d'avoir de plus amples informations. le programme de cette semaine s'articulait autour des activités suivantes : conférences, séminaire, projections de films, concerts de musique, jeux, soirée folklorique et une journée sportive.

La semaine culturelle débute le mardi 14 Avril par une série de conférences qui ont lieu au centre culturel espagnol. La première est présidée par Denebola Amalia Llevot (professeur à l'école normale supérieur de Yaoundé). Cette dernière entretiendra l'assistance sur le thème : « Don Luís Buñuel : la mirada de un aragonés de rompe y rasga ». Les jours suivants, s'enchaîneront deux autres conférences portant sur les thèmes : « Cataluña : folklore vivo », et « León, una tierra de contrastes », présidées respectivement par Christina Enguita et José Luis del Riego.

L'université de yaoundé¹ a été à l'honneur le vendredi 17 avril 2009. Ce jour, le professeur Julian Acebrón entretiendra les étudiants sur le thème « la

literatura y los sueños ». Et le jour suivant, un séminaire présidé par ce dernier portant sur « la metodología de la investigación » fera la joie des étudiants en cycle de recherche. Ces événements ont vu la grande participation des étudiants désireux de se cultiver davantage ou simplement venus par curiosité. La semaine culturelle espagnole a été également marquée par des projections cinématographiques telles que « Bamako », « un franc, quatorze pesetas », « poniente », et « une femme pour Ibu ». ces projections se sont tenues au centre culturel François Villon de Yaoundé et avaient pour thème central l'immigration. Précisément celle dite clandestine pratiquée par les populations de l'Afrique subsaharienne. Ces projections ont été suivies des concerts et un atelier de musique dénommé « rythme de la musique espagnole ».

La soirée folklorique du samedi 18 avril a été le point culminant de cette semaine culturelle. Le spectacle commence avec les petits écoliers du primaire qui présentent des sketches et des danses traditionnelles camerounaises. Leur talent laisse l'assistance sans voix, et ceux-ci provoquent à chaque fois des salves d'applaudissements. Les élèves, les étudiants, et les chorales du cce et de l'école normale supérieure de Yaoundé ont également fait vibrer la salle par leurs poèmes, chants espagnols, « sevillanas », salsa, etc. La soirée s'est achevée par la remise des prix aux participants et aux lauréats des concours de peinture et de littérature.

La semaine a pris fin le dimanche 19 avril par des attractions culturelles et les finales sportives. Cependant elle s'est poursuivie dans certaines grandes villes du Cameroun, notamment à Douala où elle a débuté le 20 avril et s'achèvera le 25 avril 2009.

Même si on regrettera que cette 12^{ème} édition de la semaine culturelle espagnole à Yaoundé n'ait pas été aussi dense et animée que l'année dernière et que la bibliothèque du centre culturel qui a également servi de salle de conférence n'ait pas pu accueillir un très grand nombre de panélistes à cause de son cadre d'accueil très limité. Il va sans dire qu'elle aura été un moment de parfaite communion de la culture espagnole avec les 250 ethnies que compte le Cameroun et ce tant sur les plans culturel proprement dit qu'intellectuel. Ainsi s'éteignent les lampions de cette 12^{ème} édition et déjà l'on guette avec impatience la 13^{ème} édition.

Cameroun : les enseignants du primaire et du secondaire en grève

Jean Paul MBIA

14 mai 2009

Des syndicats écrivent au Premier ministre pour exiger des primes et l'ouverture de négociations.

Un préavis de grève a été adressé au Premier ministre le 1er mai 2009. Il était signé des membres de la Coordination nationale des syndicats des enseignants de l'éducation de base et du secondaire qui rassemble une demi-douzaine de syndicats de ces deux secteurs de l'enseignement. On y retrouve notamment l'une des principales organisations de défense des droits des travailleurs dans

la Fonction publique, le Syndicat national autonome de l'enseignement secondaire (Snaes), le Syndicat national indépendant des enseignants de base (Snieb) et le Syndicat des travailleurs des établissements scolaires privés du Cameroun (Syntespric)...

" Après examen de la situation des enseignants [du primaire et du secondaire], prenant en compte l'injustice persistante dont ces enseignants sont victimes depuis plus d'une décennie et ce malgré la trêve sociale observée par leurs syndicats ", les travailleurs mécontents réuni lors de la dernière fête du travail à Yaoundé ont posé leurs exigences au gouvernement. "Nous réclamons la dotation immédiate et le paiement de la prime de recherche et de documentation d'un montant d'au moins 150.000Fcfa et son application à tous les enseignants notamment ceux d'Eps", explique Roger Kaffo Fokou, le secrétaire général du Snaes.

Selon Jean Kamdem, secrétaire général de la Fédération des syndicats de l'enseignement et de la recherche (Feser), "l'ouverture sans délai de la négociation en vue de l'adoption d'une convention collective de l'enseignement privé", qui est également une des réclamations des enseignants, n'est pas l'expression d'une volonté de reprendre des pourparlers qui n'existent pas avec le gouvernement. Contrairement aux enseignants du supérieur qui ont réussi à imposer un cadre de dialogue permanent avec les autorités, les professeurs du secondaire et du primaire en sont encore à réclamer que les parties s'asseyent autour d'une table.

D'ailleurs, la dernière exigence formulée dans le préavis de grève du 1er mai est "la convocation d'une assise pour la mise en œuvre des autres aspects jusqu'ici non appliqués du statut particulier des enseignants, ainsi que des modalités de revalorisation substantielle des conditions de vie et de travail des enseignants". "Notre statut avait été signé en 2000 par le président de la République. Les négociations avec le gouvernement se sont arrêtées depuis lors. Les textes d'application qui devaient être signés par la même autorité sont toujours attendus. Il n'y avait pas à négocier sur quelque aspect que ce soit à cet égard", regrette M. Kaffo Fokou.

"D'aucuns diront que depuis 2000 nous n'avons rien fait, mais il faut se souvenir que nous n'avons raté aucune occasion pour rappeler au gouvernement que nous souffrons", souligne par ailleurs Jean Kamdem. De fait, les journées dédiées à l'éducation, aux enseignants, comme les sessions de l'Assemblée nationale, les lettres au chef de l'Etat en début d'année, etc. ont porté les protestations des enseignants. " Jusqu'alors, le gouvernement n'a rien dit. Même après notre lettre du 1er mai", déplore M. Kamdem. Et son collègue Roger Kaffo Fokou de conclure : "Nous aurions aimé que l'on ne nous oblige pas à perturber les examens." Une manière de dire qu'à tout moment, la craie pourrait se casser dans les salles de classe.

QUAND BEAUTE RIME AVEC INDISCIPLINE

Pierre Rostand Essomba

23 novembre 2009

Miss Cameroun 2009 est en rupture de bans avec le Comité d'organisation. On accuse Anne Lucrèce Ntep de n'en faire qu'à sa guise.

La maison Miss Cameroun serait-elle finalement hantée ? A peine s'est-on remis de la déchirure entre Joëlle Audrey Amboagué, la plus belle fille du Cameroun en 2008, et Solange Ingrid Amougou, présidente du Comité d'organisation de Miss Cameroun (Comica), avec le passage de témoin à une nouvelle élue, qu'une autre crise survient dans l'univers camerounais de la beauté. Anne Lucrèce Ntep, Miss Cameroun 2009, et Solange Ingrid Amougou, ne semblent plus accorder leurs violons même si les deux regardent vers la même direction. Pas besoin de rentrer dans les secrets des dieux d'autant plus qu'un certain nombre de faits étalent au grand jour le péril en la demeure.

Le 20 octobre dernier, lors du lancement des opérations de l'élection de Miss Cameroun 2010 à Yaoundé, les hommes des médias présents s'étonnaient de l'absence d'Anne Lucrèce Ntep. En lieu et place de Miss Cameroun 2009, sa première dauphine, Damaris Ngambè et Anita Awana, deuxième dauphine Miss Cameroun 2008 et Miss Naïades de la même année. De source bien informée, l'on apprendra que la plus belle fille du Cameroun a été refoulée sans façon à l'entrée de la salle par des vigiles en faction. Motif, Anne Lucrèce Ntep n'a pas encore mis les pieds à l'institut Zolo, à Yaoundé, où elle doit prendre des cours de cuisine, de restauration, de tenue d'une femme en public et de l'entretien du ménage, d'après les clauses du contrat passé entre le Comica et ledit établissement. Depuis deux mois que les cours ont démarré, seules Damaris Ngambè et Hulda Yanimbock, la première et la deuxième dauphines, s'y rendent.

La maison de fonction, située au premier étage de l'immeuble abritant le Comica au quartier Mvog-Ada, reste désespérément inoccupée. «La mère de la Miss dit que sa fille ne peut pas venir habiter dans l'appartement d'en bas, alors que la présidente habite celui d'en haut. Elle nous traite de proxénètes», lance Solange Ingrid Amougou. Hormis le véhicule de fonction, désormais garé à Mvog-Ada, la couronne et l'écharpe de la Miss sont elles aussi gardées au siège du Comica.

Il est reproché à Miss Cameroun de fonctionner en marge du code de conduite convenu entre le Comité d'organisation et les lauréates avec un accord parental préalable, le 13 mai 2009, à quelques jours de l'élection. «Elle boude les activités du Comica, fonctionne en aparté et a déjà élaboré son programme d'activités à elle», poursuit Mme Amougou. Non seulement l'omniprésence des membres de sa famille aux cérémonies devient agaçante aux yeux des membres du Comica, mais aussi la distance affichée vis-à-vis des activités liées à son statut n'est non plus pour arranger les choses. Ce qui lui vaut, le 25 août dernier, une lettre d'avertissement écrite par Solange Ingrid Amougou. «En conséquence, nous adressons un avertissement, tout comme nous attirons votre attention en vous signalant que conformément au contrat que vous avez signé avec le Comica, vous pourrez vous exposer à d'autres sanctions si éventuellement votre attitude ne s'améliore pas nettement», peut-on lire dans cette lettre. Au-delà de son goût immodéré pour l'argent, un certain nombre de rappels à l'ordre ont également été adressés à Anne Lucrèce au sujet de son indécence vestimentaire. Dans une correspondance datée du 29 juin dernier, avec en objet «mise en garde», Solange Ingrid Amougou, sur un ton violent, écrit : «Le Comité d'organisation Miss Cameroun vient par la présente vous mettre en garde pour vos tenues lorsque vous sortez en public. En effet, il nous a été donné de constater que vos apparitions en public se font de façon négligente sans tenir compte de votre statut de Miss Cameroun qui est un modèle pour la jeunesse ». Cependant, au Comica le divorce n'est pas encore consommé. On se dit même prêt à passer l'éponge sur les «frasques» d'Anne Lucrèce Ntep, si et seulement si celle-ci se conforme au règlement intérieur lié à son statut. Les belles filles sont toujours têtues.

ROGER MILLA INTRONISE NOTABLE DES PEUPLES DE L'EAU, DE LA FORET ET DE LA SAVANE.

Marie Rose Domisseck

28 décembre 2009

L'ancien Lion Indomptable, Albert Roger Milla, vient d'être une fois de plus honoré. Il a été fait par ses ancêtres, notable des peuples de l'eau, de la forêt et

de la savane. La cérémonie a eu lieu à Edéa, localité située à une soixantaine de kilomètres de Douala. C'était dimanche dernier au terme du festival culturel et traditionnel Mpoo.

L'intronisation d'Albert Roger Milla, fils biologique de la Sanaga Maritime, est l'aboutissement d'une initiation commencée depuis quelque temps. Désormais, l'ancien footballeur international est autorisé à siéger au sein du conseil de notabilité, un événement que l'intéressé a tenu à saluer devant une foule immense.

« Je suis heureux de la reconnaissance de mon peuple. Je ferai tout pour mériter cette confiance et participer à la promotion de la culture de mon peuple et de mon pays », a déclaré Roger Milla, par ailleurs ambassadeur itinérant à la présidence de la République du Cameroun.

Après l'initiation dans la case sacrée, Roger Milla a été présenté à plus de cinq mille personnes qui assistaient à ce festival, revêtu de ses nouveaux attributs. Il s'agit essentiellement d'un pagne, d'un chapeau, d'une écharpe en herbes et d'une sacoche, le tout soutenu par une canne, symbole de puissance et d'exemplarité.

Le Festival Mpoo, qui rassemble chaque année des fils de « l'eau, de la forêt et de la savane » de quatre des dix régions du Cameroun, est un cocktail de rites et de coutumes, ponctué de courses de pirogues de phases initiatiques, de danses traditionnelles et de conférences-débats pour mieux connaître ce peuple qui serait des descendants d'Égypte.

Culture : Le Cameroun, un géant au pied d'argile

Jean Paul MBIA

14 avril 2010

Le pays regorge un potentiel culturel mais très peu exploité.

Du nord au sud en passant par l'Est et l'Ouest, le Cameroun regorge un potentiel très impressionnant en matière de culture dans le sens plein du terme. Mais ce potentiel reste très peu exploité par les pouvoirs publics ; pourtant ce secteur, à d'autres cieux, participe au renforcement de l'économie. Selon certains experts, c'est la culture qui vivifie le tourisme par ailleurs, l'une des grandes puissances en terme de richesse dans tout pays ayant pour principal objectif l'amélioration des conditions des vies des citoyens.

Au Cameroun, les efforts de relance de l'économie nationale sont orientés vers tous les secteurs sensibles sauf au secteur culturel qui participe également, malgré toutes les défaillances, aux grands débats lorsqu'il s'agit de la lutte contre la pauvreté. Lorsqu'on parle de la culture dans notre pays, on projette les regards sur les arts audiovisuels et photographiques, pourtant c'est un vaste secteur qui mérite une attention particulière de par ses composés. Le ministère

de la culture est en premier interpellé dans ce sens mais les restrictions se justifieraient par le faible budget annuel de fonctionnement alloué par le gouvernement à ce département ministériel. Pour Ama tutu Muna, la Ministre de la Culture, aucun sous-secteur de la culture n'est négligé au Cameroun. Les pouvoirs publics s'attèlent à ce que les œuvres culturelles du Cameroun rehaussent l'image de marque que notre pays a toujours eu tant sur l'ensemble du territoire national que dans le monde entier et des mesures sont par conséquent mises en place pour encourager les acteurs dudit secteur.

Mais on ne le dira jamais assez, le secteur culturel camerounais mérite une révision générale pour attirer au maximum les touristes et d'autres visiteurs. D'aucuns suggèrent d'ailleurs la création des grandes écoles dans la perspective d'éduquer les générations futures. La vulgarisation de ce secteur, contribuerait aussi à la mise en place d'une nouvelle politique devant permettre audit secteur de prendre en fin son en vol. Entre temps, le Cameroun culturel souffre dans sa peau. Le monde entier est appelé au secours.

DOUALA : UNE MISS DÉCHUE RETROUVE SA COURONNE.

Pierre Rostand Essomba

17 août 2010

Pour Preuve, c'est la photo de la miss jadis déchue qui occupe l'espace Cameroun sur le site Internet du comité d'organisation de l'un des cinq plus grands concours de beauté au monde. Elle a été mise ce lundi 16 Août 2010. Joint au téléphone, Estelle Crescence ESSAME ne cache pas sa joie « *j'ai été contactée vendredi dernier par le Comité d'organisation au niveau international du concours. La conversation a essentiellement porté sur le comment disculper tout malentendu qui a eu cours à l'issue de la finale du concours Miss Supranational au niveau du Cameroun. Au finish, ils ont décidé de retenir la fille qui a été élue au soir du 24 juin 2010 devant les jurys et qui figure sur les photos aux cotés de SAMA DANGO (le responsable du concours au niveau du Cameroun), et cette lauréate n'est autre que moi. Par ailleurs, ils m'ont dit ne pas parvenir à joindre SAMA DANGO depuis quelques temps déjà* ».

La nouvelle Miss élue dans les coulisses par SAMA DANGO puis présentée au public par l'agence ISANGO, Johanna Lois MEDJO AKAMBA, ne savait déjà pas quoi dire au sujet de son futur déplacement : « *Je n'ai aucun détail sur les préparatifs et puis, vous pouvez contacter ma mère où monsieur SAMA, ils gèrent tout* », avait-elle répondu au journaliste. Et puis, aucune info consistante n'a filtré jusqu'à ce lundi.

Fini donc le suspens et la bataille médiatique autour de ce concours de beauté qui a mis en branle toute la presse camerounaise avec a la clef des intentions de procès contre certains journalistes et agence événementielle « ISANGO ». Le temps nous renseignera un peu plus, mais il est certain qu'avec la récente tournure des événements, l'épilogue, c'est pour bientôt.

La finale internationale du grand concours de beauté a lieu le 28 Août 2010 prochain en Pologne. 70 pays y sont représentés. Le Cameroun n'est d'ailleurs pas le seul pays africains devant prendre part à la compétition, comme l'ont voulu bien faire croire SAMA DANGO. La Gambie, la Guinée, le Mali et le Nigeria vont être de la grande fête mondiale de la beauté à l'état « sauvage ». Selon Estelle Crescence ESSAME, les tractations sont entreprises par la WBA pour qu'elle rallie au plus vite la Pologne, pays où se déroule la finale du concours de beauté Miss supranational

Centres culturels étrangers au Cameroun: lieux de rencontres et d'échanges.

Marie Rose Domisseck

13 septembre 2010

Ils permettent aux camerounais de découvrir des mœurs des pays concernés tout en montrant ce qu'ils ont eux-mêmes de particulier

Le centre culturel espagnol est créé en 1990 dans le but de «diffuser la culture espagnole et de former des jeunes à cette langue». Les différents aspects de ladite culture sont exposés sous forme d'ateliers lors d'une semaine culturelle organisée chaque année et à laquelle participent les nombreux clubs d'espagnol répartis dans les lycées, collèges et établissements universitaires. Les activités tournent autour de la poésie, la musique, la danse, le théâtre, l'histoire, entre autres. Le centre culturel espagnol (Cce), situé dans l'enceinte de l'Ambassade d'Espagne au quartier Bastos de Yaoundé forme environ 200 élèves par an dans le cadre des cours de langue. Les raisons du choix de ce centre par les jeunes camerounais varient. Pour certains, seul l'amour de la langue et de la culture hispanique justifie ce choix. La raison récurrente de l'adoption du centre culturel espagnol par de nombreux camerounais est l'espérance d'obtenir une bourse ou un visa facile pour continuer les études dans le pays du roi Juan Carlos. A travers le centre, gouvernement espagnol accorde des bourses aux enseignants dispense cette langue pour aller se perfectionner au royaume. Le Cce est équipé d'une bibliothèque et organise également des ateliers de formations en peinture et autres disciplines artistiques.

« L'institut Goethe de Yaoundé est le plus grand en Afrique subsaharienne en terme de formation linguistique ». Cette révélation de Marc-André Schmachtel, un responsable de l'institut, montre la place non négligeable qu'occupe l'institut Goethe de Yaoundé dans le vaste réseau des 128 instituts localisés dans 70 pays dont 13 en Allemagne. L'institut implanté au quartier Bastos de Yaoundé forme environ 450 élèves par trimestre à la langue de Goethe. La section linguistique propose des cours d'allemand, un programme d'examens (quelques 800 élèves inscrits présentent un examen officiel par an) et un autre

d'activités extra scolaires. « Apprendre l'allemand, vivre la culture ». Ce slogan de l'institut Goethe de Yaoundé est indicateur de ses missions et activités. Il se donne pour objectif de « promouvoir la langue allemande, d'encourager la coopération culturelle et intellectuelle, de même que d'informer sur les aspects de l'Allemagne contemporaine ». Dans le cadre de la coopération pour l'allemand (BKD), un appui pédagogique pour l'enseignement de la langue est proposé à des enseignants, formateurs, établissements scolaires et institutions camerounais, centrafricain et gabonais. A coté de la section linguistique, l'institut Goethe de Yaoundé s'investit, depuis 45 ans dans la « professionnalisation d'artistes camerounais ». L'Institut forme des artistes qui devront, à leur tour, former d'autres. Il se veut un espace de rencontre entre les cultures camerounaise et allemande dans le but de « susciter un intérêt pour leur histoire commune en remettant ladite histoire à sa place ». Plusieurs ateliers sont ainsi constitués dans « les domaines du chant, de la musique oral, du cinéma et de la chorale ». Un film club est aussi organisé depuis février 2008.

Situé en plein cœur de la capitale politique du Cameroun, au lieu dit 140 *avenue du président Ahmadou Ahidjo*, le Centre Culturel Français (Ccf) François Villon a ouvert ses portes en 1962. Le Ccf offre plusieurs services : Un Espace Campus France très visité par les jeunes camerounais et qui offre des informations sur les possibilités d'études en France, une importante bibliothèque et médiathèque qui offrent des ouvrages et journaux camerounais, français et multiculturels. Le Ccf dispose aussi d'une salle de spectacle qui abrite plusieurs spectacles culturels. Un cybercafé avec connexion haut débit est aussi mis à la disposition du public qui s'y aventure. La Cafétéria ouverte du Lundi à Samedi à partir de 9 heures propose aux visiteurs des mets variés qu'ils peuvent consommer dans un cadre reposant et agréable.

Les missions du Ccf sont diverses. Elles ont beaucoup évolué. Avant, il s'agissait de communiquer la culture française aux camerounais. Aujourd'hui, le centre est un cadre d'échange entre les cultures française et camerounaise. Elles visent principalement à faire émerger une culture de qualité pour une diffusion aussi bien au Cameroun qu'en France. Le Centre vise également à favoriser les échanges artistiques, culturels et les rencontres entre les hommes de culture du Cameroun et de l'hexagone. Le Ccf s'emploie aussi à autonomiser les projets présentés par les camerounais dans le domaine de la culture à travers des appuis techniques et financiers. Le Centre se positionne aussi comme un pourvoyeur d'emplois. Il a permis à certains camerounais de trouver du travail. Une vingtaine de camerounais y travaillent nous a-t-on appris à la Direction générale. On les retrouve comme agents de sécurité, d'accueil, d'entretien, secrétaires, bibliothécaires.

Les adhérents de l'Institut Goethe peuvent avoir accès à certains services offerts par le Ccf. « L'Institut Goethe a déposé une partie de ses fonds ici » nous a-t-on fait savoir à la direction, pour justifier cette coopération entre les deux centres culturels.

Outre le Centre culturel Français de Yaoundé, d'autres espaces culturels de la France au Cameroun existent. C'est le cas du Centre Culturel Français Blaise Cendrars de Douala et des Alliances franco-camerounaises dont celles de Ngaoundéré et de Garoua.

En ce 3e millénaire, les camerounais veulent apprendre les cultures de plusieurs pays sans sortir de leur triangle national. La Chine, les États Unis d'Amérique, l'Angleterre et l'Italie ont chacun un centre culturel à Yaoundé. Le Cameroun étant un pays bilingue (français-anglais) l'on dira que ses habitants sont à leur tour des polyglottes grâce à la multitude des centres culturels opérationnels dans ce pays.

LA LANGUE ESPAGNOLE SUR LES ONDES AU CAMEROUN.

Marie Rose Domisseck

1er décembre 2010

«Viva Latino», l'émission hebdomadaire animée par Don Nestor sur DBS une chaîne de télévision privée basée à Douala au Cameroun s'adresse davantage aux élèves et étudiants. Ces jeunes ayant choisi «el castellano» comme deuxième langue sont servis. Une tranche d'antenne leur est d'ailleurs consacrée tous les samedis à partir de 18 heures sur Dan Broadcasting System. «Viva Latino», ce programme hebdomadaire de 52 minutes est animé par l'enseignant d'espagnol Don Nestor, Nsang Nestor de son vrai nom. A travers Viva Latino, nous voulons mettre sur un même plateau les langues issues du latin populaire (italien, portugais etc.) ; nous voulons une sorte de rapprochement des peuples de la sous région, explique Don Nestor. La cible de ce programme en langue étrangère est diversifiée. Il s'agit des élèves et étudiants ayant choisi cette matière dans leur cursus scolaire et des amoureux de cette langue. « Nous nous adressons à tout le monde, car l'espagnol est la deuxième langue de communication après l'anglais», indique l'enseignant d'espagnol.

L'apprentissage de cette langue passe par une leçon d'espagnol en direct sur la chaîne de télévision. Les clubs espagnols de la ville de Douala sont également sollicités pour l'animation de l'une des rubriques. Une collaboration qui prend fin pendant la période des vacances scolaires. «Pendant les vacances, on fait appel aux fans clubs hispanophiles», confie l'animateur. Certains amoureux de la langue qui n'ont pas une compréhension facile peuvent suivre «Payaso», une rubrique qui fait appel aux services d'un comédien qui utilise un langage espagnol approximatif dans ses représentations. L'émission ne se limite pas seulement à la leçon de grammaire et d'orthographe. Une revue de la presse permet aux téléspectateurs de suivre les informations en espagnol. «Entrevista» est en fait un «round up» de l'actualité de la semaine.

«Viva latino» accorde également à travers la danse, une importance particulière au divertissement. «Cours de salsa est une rubrique qui est consacrée à l'apprentissage de la salsa. On fait venir un moniteur et des danseurs qui font des représentations», explique Don Nestor. Ces danseurs sont en fait des téléspectateurs qui ont accepté de suivre quelques jours plus

tôt, des cours de cette musique afro-cubaine au pas marqué. «Nous voulons allier le didactique à la détente. Le rythme le plus rapproché de l'Espagne est la salsa», explique l'animateur de l'émission. Au cours de ce programme, pendant une dizaine de minutes, les téléspectateurs se sentent transportés en Espagne avec «Pasodoble», une danse de salon de ce pays.

La culture espagnole enseignée aux camerounais par un de leur. Entre temps, le Centre Culturel Espagnol de Yaoundé fait la sourde oreille aux multiples appels de l'initiateur du programme. C'est avec l'appui des amoureux de la langue de Cervantes résidant dans la capitale économique du Cameroun que l'émission « Viva latino » poursuit encore son bonhomme de chemin. Et l'on retient que c'est le seul programme en espagnol qui attire de nombreux téléspectateurs. A Yaoundé, toutes les émissions radiodiffusées dans la langue de Camilo José Cela, Ana Maria Matute et de Raul Gonzalez ont été purement et simplement arrêtées faute de soutien.

LE TOGO CELEBRE LA CIVILIZATION AFRICAINE

Pierre Rostand Essomba

1^{er} décembre 2010

Les peuples d'Afrique de l'Ouest se donnent rendez-vous à Lomé au Togo du 15 au 19 décembre 2010. Ce sera dans le cadre de la 5^e édition d'Acofin.

Ce festival des divinités noires verra la participation des sociétés initiatiques de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Ghana, du Togo et surtout du Mali par les prestations effectives lors des festivités des peuples Dogon. La présence de Hamadou Ongoïba, secrétaire général de l'association Dogon, qui a eu à faire un exposé sur sa culture et ses rites. D'autres pays seront à rendez-vous de valorisation des cultures tels le Sénégal qui sera représenté par sa styliste Mame Faguèye Ba qui présentera au peuple togolais sa collection de haute couture et sa création de mode traditionnelle. le Brésil est le partenaire historique de l'événement. Il sera encore présent cette année avec une importante exposition sur l'œuvre de Pierre Verger en provenance de Salvador de Bahia.

Cette cinquième édition qui marquera la fin de la trilogie : «L'Afrique et sa diaspora : l'alliance éternelle» aura un cachet spécial avec la participation des Dogons du Mali. Plusieurs activités marqueront ladite édition comme le rituel de purification à Aného, sur la plage ; les prestations des Guèlède de Tchamba, des Dogons du Mali au Centre culturel français (Ccf) de Lomé et à Aného ; le grand défilé de la sénégalaise Mame Faguèye BA au Ccf de Lomé et à Aného ; le défilé des couvents à Glidji, haut lieu du sanctuaire Guin.

De hautes personnalités sont attendues du 15 au 19 décembre 2010 pour assister à ce festival des divinités noires à l'instar de Noureimi Tidjani Serpos, ancien secrétaire général adjoint de l'Unesco, Juca Ferreira, ministre de la Culture du Brésil, Abdoulaye Bio-Tchane, président de la Banque Ouest africaine de développement (Boad) ; Christian Adovelande, président de la

Banque d'Investissement de la Cedeao (Bidc) ; C. Sissoko, ancien ministre de la Culture du Mali ; Zulu Araujo, président de la fondation Palmarès du Brésil ; Héloïsa Alves, productrice de Rio de Janeiro ; Régina Oxossi, ambassadrice du Candomblé du Brésil.

Exposition des perles de l'Afrique de l'Ouest, prestations du Ballet Sojaf, conférence sur le langage des perles, conférence-débat sur la défense du patrimoine immatériel africain, sur le tourisme culturel africain, prestations des couvents du Ghana et du Bénin, des danseurs de feu du Bassar (Togo), passage de la divinité de Kelegeto sur le Lac, sont également entre autres programmations qui meubleront cette cinquième édition d'Acofin.

Le groupe de danse du Nord-Ouest Cameroun qui prendra part à cette grande fête de la civilisation africaine quitte Bamenda le 11 décembre prochain. La délégation sera conduite par un chef traditionnel.

CAMEROUN : 5ème EDITION DE LA FOIRE HUMANITAIRE DU LIVRE.

Lorraine Mbessa Ndzana

08 février 2011

Yvette est étudiante à l'université de Yaoundé 1. Elle est fière d'avoir pu se procurer deux ouvrages de langue française à 4 000 FCFA seulement. Elle se souvient encore, de son passage, dans une librairie de la place un mois auparavant, où ils coûtaient 25 000 f CFA. Presque tous les ans, à la même période, l'association « l'école sous l'arbre » basée à Paris dont l'objectif est l'éducation, la santé, et la protection de l'environnement au Cameroun ; en collaboration avec les associations locales telles que ALIPOT (livre pour tous) et AFPROFIC (association des femmes pour la promotion de la fille au Cameroun) ont une fois de plus mis des livres à la disposition du grand public. La foire humanitaire du livre s'est ouverte le 25 janvier dernier au tennis club de Yaoundé. La cérémonie de lancement de cette 5e édition a été placée sous la présidence du ministre de la culture AMA TUTU MUNA. Les visiteurs pour la plupart des enseignants, étudiants, élèves et autres professionnels de tous les corps et métiers, étaient pleins aux as au sortir de la foire. Des milliers d'ouvrages de divers genres (romans, dictionnaires, encyclopédies, ouvrages didactiques, ouvrages de culture générale, etc.) étaient proposés aux lecteurs, à des prix qui se voulaient humanitaires.

En effet près de 46 000 livres en tout étaient exposés, et à des prix variant de 1000 à 5000fcfa. Chacun y trouvait son compte, à l'exception de certains habitués au pouvoir d'achat très limité qui n'étaient pas du tout satisfaits de la légère hausse des prix des livres. En effet, l'année dernière l'on y retrouvait des livres de 500fcfa ou de 3 à 1000fcfa. Mais cette année ce ne fut pas le cas. Raison pour laquelle certains sont rentrés mécontents et insatisfaits.

Après Yaoundé, Douala et Dschang (dans la région de l'ouest), le campus de l'université d'état de Buea (dans la région du sud-ouest) accueillera dans

quelques jours cette foire itinérante de livres. La cérémonie de lancement est programmée le 10 février prochain sous la présidence du recteur de la dite institution.

Langues maternelles et scolarisation : le diktat des langues officielles

Marie Rose Domisseck

28 février 2011

Les manifestations de la douzième édition de la journée internationale de la langue maternelle ont eu lieu le 21 février 2011 à Yaoundé, sous l'égide du ministre de l'éducation nationale. Cette 12^{ème} édition était placée sous le thème : « Les technologies de l'information et de la communication pour la sauvegarde et la promotion des langues et de la diversité linguistique ».

Par définition, la langue maternelle est la première langue parlée par l'enfant. Propre à une ethnie, une tribu ou à une région, elle permet à une population donnée de communiquer. C'est ainsi que des spécialistes des langues affirment qu'on comprend mieux les choses quand elles nous sont expliquées dans nos langues maternelles. C'est l'une des raisons pour lesquelles certains gouvernements estiment que les langues introduites dans leur système scolaire sont insuffisantes pour faire de vrais intellectuels. C'est le cas de la Papouasie Nouvelle Guinée avec 450 langues nationales introduites, et du Cameroun avec 40 langues déjà emménagées avec un alphabet et des ouvrages didactiques. En plus, 32 des langues locales sont déjà enseignées à titre expérimental dans dix établissements secondaires à travers le pays.

Pourtant, bon nombre de parents aujourd'hui jugent inutile d'apprendre leurs langues maternelles aux enfants, parce qu'ils n'en auront pas besoin à l'école.

« La langue maternelle est un outil important pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous », une affirmation de Nelis Van Denbarg, le directeur général de la branche camerounaise de la Société Internationale de Linguistique (SIL). Il explique par la suite que les seules écoles disponibles dans les communautés rurales, utilisent une langue qui n'est ni comprise, ni parlée par des écoliers. Ce qui décourage bon nombre d'entre eux. Aussi, la langue d'instruction limite la compréhension des parents et leur participation à l'éducation de leurs enfants.

La rencontre de ce 21 février à Yaoundé qui a vu la participation des ministres de la Communication et de la jeunesse, d'universitaires et d'enseignants aux côtés du Ministère de l'éducation de base, marquait en réalité la clôture de quatre jours d'intenses activités, en faveur de la promotion des 285 langues maternelles du Cameroun. Une promotion de sauvegarde qui passera désormais par l'école.

Secretaries, no more GM's call girls

Marie Rose Domisseck

30 avril 2011

As secretaries commemorate their day today (29 of April 2011), focus is on fundamental ways of organizing, adapting and building their capacity. Years back, the profession of a secretary was set aside for school drop outs. Those who could not do well in school were recruited by various companies as secretaries to clean the General Manager's (GMs) office, arrange his table, serve him tea or food at the office or even undertake certain activities which were usually beyond the job description. With the impact of the global web, the story of a secretary is now different. The profession is no more for those who are half baked academically or those who are said to be at the mercy of their GMs even when they pat their buttocks against their wish.

Today, someone needs to be resourceful, particularly with the Information and Communication Technology tools (ICTs) to be able to undertake the job of secretary which is better called administrative assistant.

According to the President of the Association of Secretaries in Cameroon, Mrs Josephine Nzengue, they are far from being errand girls to their bosses, for they are an integral part of any company. Someone said "As soon as you sit down to a cup of coffee, your boss will ask you to do something which will last until the coffee is cold." This indeed is the life of the administrative assistant, Josephine Nzengue underlined. According to her, they do not only run errands for their bosses, they are like the inlet and outlet of any company. The secretary is responsible for managing every single thing in the office, running errands for the boss, typing, filling forms and fulfilling many other duties. They take care of everything so that the office and company run smoothly and that the work of their boss is completed accurately and in time. "We are the little hand which has a big role in the success of any company, but we are seldom appreciated and recognized", Nzengue noted.

The 13th edition of the Secretaries Day which is being celebrated today on the theme "Five fundamental ways for secretaries to organize, adapt and reinforce their strength" is a chance for bosses to thank their secretaries for all the support and hard work they put in. It is the day for bosses to recognize the importance of these support staff and appreciate them for all they have done throughout the year. The day makes secretaries feel that they are indeed an important and indispensable part of an institution or company.

On day in the office without these professional support staff can cause confusion because many bosses hardly know how to handle their work without the little support administrative assistants provide. They are the real oil for the smoothly running of the busiest offices. Bosses, it is time to thank secretaries in a special way because you are what they make you to be and the success of a boss can depend on the hard work of their secretary.

LITTÉRATURE

Le Certificat d'Études Primaires d'aujourd'hui a-t-il la même valeur que le Certificat d'Études Primaires Élémentaires d'hier ?

Marie Rose Domisseck

18 juin 2007

Plusieurs centaines d'enfants viennent d'affronter les épreuves du tout premier diplôme de leur vie : le **C.E.P.** qui, au Cameroun succède au **C.E.P.E.** très connu ; Les deux constituent le point de départ de tous ceux qui ont une collection bien fournie de diplômes.

Hier, Certificat d'Études Primaires Élémentaires ; aujourd'hui, Certificat d'Études Primaires. Les deux ont un dénominateur commun : Ils ont procuré et continuent de procurer les premières joies des succès scolaires de manière officielle. Avant l'indépendance du Cameroun, et tout au long de la décennie qui a suivi l'année 1960, être candidat à cet examen était pour beaucoup, synonyme de la découverte de la ville, quand il n'était donné au premier village d'être centre d'examen.

C'était l'époque du C.E.P.E. et tout le mythe qui l'entourait avec ses cahiers de morceaux choisis, ce moment solennel comme l'appel des candidats avant le début des épreuves par un enseignant qui avait à peine plus que le C.E.P.E., mais qui n'assurait pas moins son magistère.

Le Certificat d'Étude Primaires Élémentaires, à cette époque déjà bien lointaine, c'était ses dictées dont beaucoup se souviennent encore des titres : « Sur la route de Zanguelé » en 1969, « la récolte du cacao » en 1970 et « la forge de mon père » en 1971. La collecte des diplômes pour ceux qui en ont aligné plusieurs, commençait par là. C'était ça le C.E.P.E.

Disons-le, toutes ces connaissances n'étaient qu'élémentaires. C'était bien pour l'indigène à qui le colon avait voulu inculquer l'histoire de sa civilisation. Avec ce diplôme qui était élémentaire, on était professeur de lycées, haut fonctionnaire ou encore officier dans l'armée. De nos jours, le C.E.P.E. a encore sa valeur. La preuve, certaines personnalités en fonction au Cameroun n'ont pas un autre diplôme, et elles sont officiers supérieurs dans l'armée, ministre de la République, diplomates et même, professeurs d'université.

Maintenant que nous sommes entrés dans l'ère du Certificat d'Études Primaires, le candidat doit faire appel à la réflexion et à la compréhension plus qu'à la mémoire. L'anglais est obligatoire pour les francophones, autant que le français l'est pour les anglophones. Autres innovations, les sciences de l'environnement, l'exécution d'un chant classique ou d'une culture nationale. C'est ça le C.E.P. et il n'est pas du tout élémentaire. Avec lui, il faut aller très loin dans le mystère de l'intellectualisme pour être une personnalité.

Comme les sciences, l'éducation aussi évolue. Elle a évolué au Cameroun au point de modifier les appellations des diplômes et leur valeur.

Calixthe Beyala confesse sa liaison avec Michel Drucker.

Fabien Essiane

Juin 2007

Son dernier livre intitulé « *L'homme qui m'offrait le ciel* » divulgue sa liaison sentimentale avec le plus célèbre des animateurs français. Étrange livre que « *L'homme qui m'offrirais le ciel* ». Calixthe Beyala a tout fait pour que la chose se sache, avec des détails suggestifs sur l'authenticité de l'histoire racontée. Dès la parution du livre, les critiques ont découvert une liaison sentimentale entre deux personnes peintes sous des visages à peines masqués. Dans une interview accordée à Grioo.com, la célèbre écrivaine camerounaise revient longuement sur ce livre dans lequel elle raconte la romance pendant deux ans entre elle et l'animateur de télévision Michel Drucker. L'écrivaine décrite dans le livre habite Pantin en banlieue de Paris, elle s'est battue pour l'égalité. En résumé, l'un des deux acteurs principaux de cette histoire ressemble très fortement à l'écrivaine d'origine camerounaise. Le second personnage, François Ackermann, est journaliste sportif à Canal +, où il présente tous les dimanches une émission suivie par des millions de Français. Il a été marqué par la mort de son frère et est marié depuis très longtemps avec une femme qui adore les animaux. De qui s'agit-il ? Aucun journaliste de Canal + ne porte ce nom. Par contre, des rumeurs tenaces prêtent une liaison avec Michel Drucker et Calixthe Beyala. Le livre fait découvrir un personnage légèrement différent de l'image que donne l'animateur. On découvre en effet une personne n'hésitant pas à railler les salaires indécentes de ses collègues, mais laissant royalement un pourboire de un euro dans un restaurant chic ! Le livre nous montre un homme épris de passion et se découvrant une âme d'écrivain donnant des billets enflammés à sa dulcinée. On découvre également un personnage prisonnier des conventions, voire carrément raciste qui après avoir proposé à sa dulcinée de faire un enfant, cède aux injonctions de sa femme et aux conventions se demandant « *ce que penseraient les français s'ils se remariaient avec une africaine* ». Un homme qui cède avec classe puisque c'est son associée qui annonce la rupture à Calixthe par téléphone. En marge de cette histoire d'amour, passionnel entre l'animateur autodidacte et l'écrivaine, on observe avec intérêt une relation mère-fille qui verra la solide écrivaine complètement désespérée face à son adolescente de fille, une adolescente qui comprendra mieux son père Michel Drucker mieux que sa mère. On se rend compte que l'écrivaine dont on ne maîtrise pas trop, a voulu expressément susciter cette confusion et confirmer la rumeur qui se faisait déjà persistante.

NB : El libro se titula « *L'homme qui m'offrait le ciel* » es un Roman, publicado en París en las ediciones ALBIN MICHEL.

DES JEUNES POUR SENSIBILISER LEURS ÉGAUX

Marie Rose Domisseck

26 décembre 2007

Nathalie Etoké jeune camerounaise vivant aux États-Unis d'Amérique vient de publier un roman intitulé « **Je vois du soleil dans tes yeux** ». Une œuvre qui exprime le cri de la révolte de la jeunesse africaine.

Je vois du soleil dans tes yeux, paru aux presses de l'Université Catholique d'Afrique Centrale de Yaoundé en janvier 2008, raconte l'histoire d'une jeune fille contrainte de livrer sa virginité à l'autel de la prostitution pour sortir sa famille de la misère et aider ainsi sa mère, épouse d'un alcoolique invétéré, à pouvoir élever ses sept autres enfants. La jeune fille qui vient d'obtenir son baccalauréat va abandonner ses études pour partir à la recherche d'un toubab blanc qui la sortira de la misère ambiante de son pays. Poussée à la prostitution par sa mère, aidée et entraînée par une amie qui finira par mourir de SIDA, Wéli, l'héroïne abandonnera la rue après une rencontre hasardeuse qui va réveiller son âme révolutionnaire et l'amènera sur les chemins de la révolte politico-sociale.

Wéli (dimunitif de Wélisanè) qui signifie la patience en langue Douala) quittera dès lors la rue pour s'enticher d'un fils à papa, neveu du président de la République et fils d'un ministre. Le garçon a refusé, face à la misère ambiante, de vivre dans le confort familial, pour être la porte étendard d'une jeunesse africaine qui s'élève contre les maux que subit le continent noir et pour lesquels les responsables sont désignés : les dirigeants ou le pouvoir en place. Reniée par sa mère parce qu'elle a rompu avec la prostitution qui était la source de revenus de la famille, ayant perdu son amour rendu fou par les sbires du président, Wéli cherchera de nouveau un blanc pour partir. Fuir et la misère, et l'oppression, et les multiples déceptions ; bref fuir, fuir l'Afrique qui refuse de se démocratiser, qui refuse de rompre avec les grands maux qui la minent. Wéli réussira finalement son pari, mais ne résistera pas à l'envie de revenir au pays, où se joue son destin. Ce qu'elle fera pour devenir elle aussi comme son amour.

Le roman de Nathalie Etoké qui compte 193 pages pose une question au terme de la lecture, qui est un véritable cri de la jeunesse africaine. Une jeunesse que la réalité désespère ; une jeunesse que le quotidien consume ; une jeunesse que le système broie ; une jeunesse que tout pousse à la démission ; une jeunesse contrainte de se soumettre à un ordre des choses injustes. La folie ne devient-elle pas alors l'unique voie du salut pour ceux qui, comme wéli et son Ruben pensent au bonheur des autres ?

Œuvre d'engagement, « **je vois du soleil dans tes yeux** » est une révolte contre l'écriture romanesque du style de Sorbonnard. L'auteur semble dire aux défenseurs de la littérature académicienne française qu'en Afrique, la langue française s'est adaptée à un univers qui l'a enrichie de ses réalités locales et

que désormais, il faudra compter avec elles. C'est une révolte contre une occidentalisation à outrance qui amène les jeunes africains à penser que tout ce qui vient de l'occident est bon. Mais surtout, un vibrant appel aux jeunes africaines qui croient que trouver son blanc via Internet ou toute autre agence matrimoniale est la fin de ses souffrances. C'est tout le contraire, semble nous dire Wéli qui s'est retrouvée en Europe avec ses consœurs africaines.

Repères : Nathalie Etokè est camerounaise née à Paris il y a une trentaine d'années. Elle est professeur de littérature, de cinéma et d'études francophones à Brown University, aux États-Unis d'Amérique. Diplômée des universités de Lille, de Cergy-Pontoise et du North-Western University, la jeune camerounaise a aussi publié aux éditions Cultures Croisées - Paris, France en 1999, un roman intitulé « un amour sans papier ». A son actif, on retient aussi quelques nouvelles ; à l'instar de Cameroun mon pays ; Bessombé ; entre terroir et exil ; song of grace for african woman writers.

La République française sur les braises en Afrique

Pierre Rostand Essomba

11 août 2008

La leader d'opinion, Aminata Traoré dans son nouvel ouvrage « L'Afrique humiliée » lance un nouveau cri. La malienne soutient que l'Europe, la France en particulier apporte des réponses dégradantes et irresponsables à l'immigration africaine.

« Lisez ce livre. Vous serez édifiés quant à la responsabilité, dans la genèse des crimes dénoncés de la « France de la finance et du commerce », de l'Europe impérialiste, du capitalisme mondialisé, du colonialisme de naguère et de l'échange illégal d'aujourd'hui ».

Le préfacier Cheikh Hamidou Kane, annonce la couleur. 294 pages plus tard, on est en effet édifié. Mais aussi révolté et réconforté. Révolté par cet autre cri que pousse Aminata Traoré dans son dernier essai « l'Afrique humiliée ». Réconforté par le courage de cette mère blessée qui, dans le rôle de veille qu'elle s'est assignée, voudrait « contribuer à la construction d'une opinion publique malienne et africaine ».

Que dit-elle ? Que le continent dont l'humiliation a commencé il y a plus de cinq siècles, est encore humilié aujourd'hui par la manière dont l'Europe traite la question de l'immigration africaine. « Les États de l'Union européenne ont la main particulièrement lourde quand il s'agit des africains noirs ». Législations dures, barricades, murs, reconductions musclées et avilissantes aux frontières...l'immigration se poursuit parce que les africains n'organisent pas la résistance et semblent « avoir choisi d'épouser le diagnostic et les solutions du dominant ».

Aminata Traoré raconte l'histoire de ces jeunes morts à Ceuta et Melilla pour avoir tenté de rejoindre l'Europe. Celle de Fily, victime des décisions et des politiques macro-économiques qui poussent les enfants du continent noir chaque jour davantage vers le gouffre. Le marché, le néo-libéralisme, la mondialisation, etc. un système dans lequel les décideurs africains croient n'avoir d'autre choix que celui de dire oui. Pourtant, il faudra bien un jour crier avec les Samo du Burkina Faso « kia » pour inviter au combat.

L'essayiste appelle les occidentaux à reconnaître leur part de responsabilité historique et contemporaine dans ce que l'Afrique vit et qui pousse ses progénitures *désespérées* à chercher la prospérité où il y en a. Ils n'ont pas le choix, et qu'on ne viennent pas leur dire, comme le président des français le 26 juillet 2007 à Dakar au Sénégal, que « les africains n'étaient pas assez entrés dans l'histoire ».

Ancienne ministre au Mali et figure de l'altermondialisme, Aminata Traoré dont le livre vient d'être présenté au public de Yaoundé et Douala au Cameroun, ne dénonce pas sur un mode incantatoire. Chercheuse affirmée, elle brandit à chaque fois chiffres, indications bibliographiques et références historiques pour soutenir sa thèse démontrant que les politiques d'assistance conçues pour réduire la pauvreté, ne font que perpétuer la paupérisation. Le co-développement que l'on fait à présent miroiter n'y changera rien.

Comme proposition, la malienne suggère à la France de ne plus participer au pillage du continent africain au nom de ses intérêts, dans le cadre d'une mondialisation dont les africains ordinaires sont les grands perdants, afin de réduire les flux migratoires en provenance d'Afrique. Ils sont peu nombreux au sein de l'élite africaine à le dire si haut et si fort. L'auteur n'en a que plus de mérite qui assume son rôle d'intellectuelle en mettant en garde, en montrant la voie à une jeunesse africaine en mal de repères et en lui forgeant une conscience. Celle qui lui permettra de dire « kia ! ».

Aminata Traoré est annoncée à Yaoundé le 21 août 2008. Elle rencontrera des autorités camerounaises, la société civile et les jeunes. Quant à son livre « l'Afrique humiliée », l'ouvrage s'arrache comme des bouts de pain dans les librairies de la ville aux sept collines, et chaque lecteur y va de son commentaire.

DE LA MODE A LA LITTÉRATURE : IMANE AYISSI REND HOMMAGE A L'AFRIQUE

Marie Rose Domisseck

20 janvier 2009

Le créateur de mode reprend la plume et sort le recueil de contes intitulé : « *le silence du masque* ». Un hymne au continent noir.

« Le silence du masque » est le 2^{ème} livre d'Imane Ayissi. Il s'agit d'un recueil de 25 contes ayant pour cadre une Afrique imaginaire, à l'exception du dernier, « La guêpe de Paris » qui se situe dans un monde irréel mais très inspiré par la capitale française.

Dans la lignée d'Ésope, de la Fontaine mais également de la Bruyère, Imane Ayissi dans cette série de contes ou de légendes d'Afrique, compose souvent avec humour, une galerie de personnages humains, mais aussi animaux ou surnaturels. La forme « conte », la narration qui mêle situations réalistes et histoires de magie ou de sorcellerie, sont l'occasion pour l'auteur de mettre en scène de manière drôle, émouvante et parfois cruelle les travers universels du genre humain : jalousie, rivalité, égoïsme, quête du pouvoir, avidité pour la richesse, besoin de vengeance... . Travers que viennent contrebalancer parfois l'amour, la générosité et la beauté.

Ces légendes sont aussi là pour rendre hommage à l'Afrique, sa nature mais aussi la culture de ses populations si diverses. L'Afrique dont il est question est bien sûr une Afrique de légendes en grande partie rêvée, imaginée par l'auteur. Mais il a également voulu restituer les traditions, coutumes et croyances de ce continent, ainsi que ses expériences personnelles. D'ailleurs, dans tous ces textes écrits en français, se sont glissés des mots ou des expressions en *ewondo*, langue natale de l'auteur, permettant d'évoquer avec force l'atmosphère de cette partie du monde. Quant à la « guêpe de Paris », dernier des 25 contes du recueil, l'auteur refait à sa manière, pleine de drôlerie, le monde de la mode parisienne.

En plus d'être écrivain, Imane Ayissi a été mannequin et est aujourd'hui créateur de mode. Il réécrit son expérience du monde de la mode, ses aspects féeriques, glamour et scintillants qui font tant rêver. Tout autant que certains de ses aspects plus sombres : à travers l'histoire de *paripariss*, la petite guêpe partie de rien, grimpera, grâce à la mode une à une les marches du succès et de la fortune. « *Le silence du masque* » paru aux éditions « Les portes du soleil » en décembre 2008 compte 430 pages.

CALIXTHE BEYALA N'A PAS ENCORE DIT SON DERNIER MOT.

Marie Rose Domisseck

11 mars 2009

Son nouvel ouvrage *Le roman de Pauline* anime les commentaires dans les grandes bibliothèques de Yaoundé.

Ses plus fidèles lecteurs en étaient ces derniers temps, à grincer des dents. Ils avaient du mal à suivre l'une des plumes les plus trempées de l'espace francophone. Écrivaine majeure d'origine camerounaise, aujourd'hui traduite en plusieurs langues, Calixthe Beyala après une polémique « *l'homme qui m'offrait le ciel* », est de retour avec « *le roman de Pauline* ». Dans la pure lignée des

œuvres qui, depuis 20 ans, ont fait son succès ; figure de la minorité noire en France. Beyala devait dire un mot sur les banlieues, chaudron où macère et se désespère la jeunesse issue de l'immigration. Caricaturée, fichée et vouée à l'échec ? Non. La camerounaise prouve le contraire dans ce roman qui, sorti il y a un mois, recueille bien des critiques favorables.

« *Le roman de Pauline* » paru aux éditions Albin Michel de Paris en février 2009, est un ouvrage de 214 pages. Beyala comme les camerounaises l'aiment, démontre qu'il y a de la bonne graine dans les banlieues.

Pauline, une métisse noire et blanche de 14 ans, vit à Pantin, une banlieue de France ; là où les jeunes laissés pour compte issus de l'immigration brûlent des voitures. Et ça ne commence pas bien pour la petite fille qui, malgré son âge, a déjà tout échoué. La famille : sa mère est une maman indigne qu'elle n'aime pas. Son frère, un délinquant, tourne mal et finit assassiné. Son père donné pour mort, est en réalité en prison... L'école : en sixième, Pauline ne sait pas lire...L'amour : Pauline couche avec le père de son petit ami, macho et violent comme il se doit dans un environnement où « il est plus facile d'aller lui cueillir des étoiles que de lui dire je t'aime ; où la seule chose important pour une femme, c'est qu'après le travail son mari lui claque les fesses en demandant : qu'est-ce qu'on mange ce soir, bébé ? »

La banlieue, on vous dit ! il s'est passé trop de choses ces temps-ci, pour que Calixthe Beyala ne dise un mot sur le sujet, ne restitue deux ou trois vérités sur cet univers qu'elle connaît bien, qui n'est pas celui que l'on décrit et caricature à satiété. Il y a là-bas de la bonne graine, des rêves et des accomplissements. Connaissez-vous Rama Yade et Rachida Dati ? Des exceptions pour l'instant.

Mais qui sait ? Un jour, Pauline sera ministre de la République ou Présidente du Medef. Parce que, au fil des pages, Beyala, militante invétérée de la visibilité des minorités et d'une certaine idée de la femme et de la France, fait de Pauline, au fil des pages le symbole de l'espoir.

En lisant « *le roman de Pauline* », on est loin du dernier et sulfureux « *l'homme qui m'offrait le ciel* » paru en mars 2007. Avec une œuvre à l'actualité certaine et à la justesse avérée, Beyala la camerounaise fait œuvre utile. Et Pauline à elle seule nous en apprend bien plus que tous ces « banlieuologues et immigratologues ». Avec une pointe de nostalgie pour « *La petite fille du reverbère* » auquel « *Le roman de Pauline* » écrit avec émotion et humour fait penser. Certainement que les camerounais ont retrouvé leur compatriote comme ils l'aiment.

PISTES DE SOLUTIONS DANS LA PROMOTION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE ESPAGNOLE AU CAMEROUN.

Lorraine Mbessa Ndzana

20 mars 2009

L'homme pour pleinement s'accomplir dans son milieu a besoin de s'épanouir aussi bien physiquement, intellectuellement que culturellement. Dès son plus jeune âge, ce dernier est imprégné de sa culture, entendue comme l'ensemble des activités soumises à des normes socialement et historiquement différenciées, et des modèles de comportement transmissibles par l'éducation, propre à un groupe social donné (hachette2007). Un centre culturel est un espace, un lieu par excellence accordé à l'expression culturelle d'un groupe social donné ou plus largement d'un pays donné. Avec pour objectif principal la vulgarisation, la promotion, et la défense de la culture propre à un pays. On peut citer pour cela: le centre culturel François Villon pour la France, l'institut Goethe pour l'Allemagne, le centre culturel italien, camerounais ou encore le centre culturel espagnol qui nous intéresse plus particulièrement. Ce centre qui a, à son actif un nombre important de réalisations au plan culturel, fait face cependant à des difficultés qui sont aussi bien d'ordre institutionnelles qu'organisationnelles et qui freinent un temps soit peu l'élan déjà entrepris. On pourrait parler du problème des infrastructures, celui des clubs espagnols, des étudiants en espagnol et des problèmes liés à l'organisation des activités culturelles. Nous nous proposons ici d'en tirer quelques pistes de solutions quant à améliorer, voir à résorber ces problèmes.

Sur le plan institutionnel ou des infrastructures: Bibliothèque étroite à rénover, des salles d'études, de conférences, voire des salles pouvant accueillir des représentations théâtrales.

Au plan organisationnel ou des activités il faut plus d'activités culturelles et si possible déporter certaines activités dans les campus et établissements scolaires. Et enfin plus de vulgarisation auprès du grand public qui reste encore exclu.

Au sujet des étudiants et des élèves: plus d'encouragement envers les étudiants en mettant à leur disposition un cadre approprié pour étudier, des livres à bas coût...et ensuite la mise à la disposition des étudiants de plus de bourses d'études et plus de facilité pour les obtenir après la licence. Il faudra aussi soutenir et encourager les clubs espagnols représentés dans les campus universitaires et les établissements scolaires. Ceux-ci sont très souvent abandonnés à eux-mêmes. Enfin établir entre les campus universitaires et les meilleurs établissements scolaires du Cameroun et ceux de l'Espagne des échanges culturels, divers et instructifs, des échanges de connaissances, des débats sur les grandes questions de l'heure telle la protection de l'environnement...

Cependant aujourd'hui beaucoup d'espoir semble naître dans la coopération Cameroun -Espagne avec le nouvel ambassadeur d'Espagne au Cameroun Mr Arturo Spiegelberg de Ortueta qui annonce plus d'investisseurs espagnols au Cameroun et beaucoup de changements au niveau de la coopération culturelle. Il s'exprime "we will like to strenghen the presence of the spanish language in cameroon and grant more scholarships to cameroonians to study in different fields in spain" (source: cameroon-tribune). Ces paroles porteuses d'espoir nous incitent à croire que dans les mois et les années à venir, des

efforts considérables vont être entrepris pour rendre encore plus vivante, plus présente la langue et la culture hispanique auprès des camerounais.

DE LA DANSE A L'ÉCRITURE.

Marie Rose Domisseck

11 novembre 2009

Élise Mballa Méka la directrice du festival international de danses et de percussions «Abok i ngoma vient de publier aux Éditions L'Harmattan un roman intitulé : « Une nuit dans les sissongo ».

Si c'était un secret, Élise Mballa vient de le dévoiler. Dans son premier roman, « La femme, la quarantaine à peine entamée », raconte une histoire vraie qu'elle a vécu. Mais l'auteur ne dit pas de qui est l'histoire. « Une nuit dans les sissongo », ce livre de 177 pages parle de sexe, d'amour et de beauté sur un ton féministe. C'est l'histoire d'une jeune fille qui veut tout avoir pour vivre à ses désirs. Et pour y arriver, utilise sa beauté et son sexe. Pour quelques billets de banque, ou pour une promenade à bord d'une grosse voiture, Akeba vous fait découvrir son intimité. C'est ainsi que la jeune fille va évoluer au jour le jour. Elle ira d'homme en homme et pour finir dans les regrets. Akeba n'est pas seule dans ce village où le sexe est un outil nécessaire pour survivre.

En partant de la danse pour l'écriture, le saut n'est pas fatal à Élise Mballa Méka. Cette enseignante de géographie côtoie ce milieu tous les jours puisqu'elle est la présidente du conseil d'administration de la Société Civile des Droits de la Littérature et des Arts Dramatiques. Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, elle reconnaît que sa présence à la SOCILADRA lui a donné l'envie d'écrire. Puisque dit-elle, son roman était destiné à une pièce de théâtre auparavant. A la question de savoir pourquoi cette femme originaire du Sud-Cameroun a décidé de dévoiler son secret, Élise répond que c'est pour mettre à nue la vie des jeunes camerounaises en général, et en particulier celle des filles de la région du Sud. Dans cette partie du Cameroun, le sexe n'est pas « intime ». Il s'utilise par intérêt.

« Une nuit dans les sissongo », ce roman qui commence déjà à être au menu des commentaires dans la grande famille des écrivains camerounais, par le langage cru de son auteur, est préfacé par le professeur Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement supérieur. L'œuvre sera présentée au public le 10 décembre 2009.

**LE LABORATOIRE DES RESSOURCES ORALES
VOLE AU SECOURS DE LA CULTURE CAMEROUNAISE.**

Lorraine Mbessa Ndzana

27 novembre 2009.

Le laboratoire des ressources orales (LRO) géré et financé par l'ONGD CEIBA (centre d'études internationales de biologie et d'anthropologie) basé à

Barcelone (Espagne), est une institution consacrée à la recompilation, à la diffusion et à l'étude des cultures de La Guinée équatoriale, un projet qui s'élargit maintenant aux cultures du Cameroun. CEIBA est constitué par des chercheurs en sciences sociales d'origine africaine et européenne, qui partagent le même intérêt pour connaître les manifestations culturelles des diverses ethnies, ainsi que leur histoire et leur littérature.

Au cours des dernières années, CEIBA et le LRO ont établi des collaborations avec d'autres institutions et associations rattachées à la coopération culturelle. Ceci est le cas du CERDOTOLA (centre régional de recherche et de documentation sur les traditions orales et pour le développement des langues africaines) basé à Yaoundé au Cameroun. Dans le cadre des activités du laboratoire des ressources orales (LRO), le CEIBA et le CERDOTOLA ont réalisé des ateliers portant sur le thème de la « TRADITION ET MODERNITE » à l'Université de Yaoundé les 23, 24, et 25 Novembre 2009. Ces ateliers étaient dirigés par des experts du CEIBA et du CERDOTOLA, venus de l'Espagne et du Cameroun et destinés en particulier aux étudiants universitaires dans le domaine des sciences sociales telles que l'anthropologie, l'histoire, la littérature, la linguistique etc.

Le programme des activités s'articulait autour de 04 ateliers thématiques portant respectivement sur :

- tradition et modernité dans la tradition oral ;
- parures et modifications corporelles en Afrique : entre tradition et changement ;
- les récits traditionnels africains ;
- sorcellerie et vie mystique.

Ces ateliers étaient à leur tour entrecoupés de communications dont la première fut celle de Mr José Manuel PEDROSA professeur à l'Université d'Alcalá (Espagne) et membre du CEIBA. Ses exposés portaient sur des thèmes tels que « Du mythe à la légende urbaine » et « littérature, ethnographie et anthropologie ».

Les autres intervenants étaient soit membres du CEIBA, soit membres du CERDOTOLA ou encore des professeurs de l'université tels que le Pr. Tama Bena qui a intervenu sur « l'introduction à l'étude du conte en Guinée équatoriale ».

Les journées s'achevaient par un débat au cours duquel on a noté le désir des jeunes étudiants de se cultiver davantage et surtout très soucieux de l'avenir de leur culture. Comme l'a si bien dit l'un des intervenants, les traditions orales ont subi une évolution du système de conservation .c'est ainsi qu'après la période

coloniale, l'on a mis sur pied la cassette, la photographie, et la modernité est venue la rendre accessible à tous grâce à des instruments numériques et en particulier la radio. Pour cela il a exhorté les étudiants à côtoyer les dépositaires de la tradition.

Afin de se séparer en beauté, il a été décidé de réaliser un documentaire dans les prochains jours avec des étudiants et volontaires, qui portera sur la tradition orale africaine telle que les contes, chants, et proverbes.

QUI SUIS-JE ?

Lorraine Mbessa NDZANA

31 mai 2010.

De moins en moins au Cameroun les jeunes s'expriment dans leur langue maternelle. Le constat a été fait dans les familles, les écoles, les lieux publics, les lieux de service etc.

Dès l'époque coloniale l'usage des langues vernaculaires à l'école était interdit. Tout élève contrevenant était puni. La punition consistait le plus souvent à porter autour du cou un symbole, sorte de collier fait de vieilles boites de conserve ou de coquilles d'escargots vides. On ne se débarrassait de ces menottes que lorsqu'un autre élève avait « parlé patois ». c'est ainsi que les élèves qui s'exprimaient dans la langue du blanc étaient considérés comme des génies, comme des élèves doués tandis que les autres étaient traités d'idiots, d'attardés.

Durant des décennies, des générations de camerounais ont vécu avec ce complexe, ce sentiment de honte face à une culture qualifiée de « primitive », de « sauvage ». La constitution du 18 janvier 1996 stipule que l'État doit promouvoir les langues nationales, d'autre part la loi numéro 98/004 du 14 avril 1998 portant orientation de l'éducation au Cameroun précise que les langues nationales doivent être enseignées.

Cependant, malgré l'adoption de ces instruments juridiques adéquats, le problème résiste et persiste, car certaines difficultés apparaissent dans l'application de la loi. Nous avons tout d'abord la diversité ethnique du Cameroun (près de 250 ethnies et presque autant de langues) bien qu'elle soit une richesse, pose néanmoins quelques soucis. Avec l'urbanisation, la cohabitation de ces différentes ethnies n'a fait que favoriser l'expansion et l'usage du français ou l'anglais au détriment des langues locales. Nous pouvons citer par exemple les mariages interethniques qui amènent certains conjoints à choisir l'une des deux langues officielles pour communiquer.

Il est à noter par ailleurs que la quasi totalité des jeunes qui ne parlent pas leur langue maternelle réside dans les villes ; d'où l'apparition d'une forme de

snobisme dont l'origine remonte à l'époque coloniale, et qui est accentuée par les medias aujourd'hui. En effet les jeunes des villes s'identifient de plus en plus à ceux de l'occident, on s'habille à l'américaine, on parle comme des petits français ou anglais etc. par conséquent, les jeunes qui s'expriment parfaitement en leur langue maternelle sont souvent regardés par les premiers comme des «villageois », terme qui prend ici une connotation péjorative.

Le « villageois » c'est celui-là qui vient de la brousse, du village et qui a du mal à s'adapter à la vie urbaine dont il ignore tout. L'importance des langues officielles (français et anglais) est indéniable car elles ont permis jusqu'ici aux camerounais de communiquer entre eux, de bâtir l'Etat et leur unité malgré la diversité tribale ou ethnique. Malheureusement, ceci s'est fait et continue de se faire au détriment des langues locales. Quel héritage culturel et linguistique laisserons-nous aux générations futures ? Que gagnons-nous dans cet échange inégal ? Que perdons-nous ?

La spiritualité comme voie d'essor

Marie Rose Domisseck

10 février 2011

Tel est le point de vue développé par Martin Medjo, dans « Culture spirituelle : une clé pour le développement », livre dont la cérémonie de dédicace a eu lieu le 04 février 2011 à Yaoundé.

Cultiver l'esprit serait pour l'Africain le principal facteur de son accession au développement. C'est de cette opinion que traite « Culture spirituelle : Une clé pour le développement ». Œuvre de Martin Medjo, publiée aux éditions Afrédit, le 17 janvier 2011. Durant la cérémonie de dédicace à l'hôtel Hilton de Yaoundé, des personnalités religieuses (évêques) étaient présentes et cette solennité a rendu effective la représentation divine.

L'essai, comprenant 10 chapitres répartis sur 177 pages positionne la spiritualité comme une clé pour le développement de l'Afrique. Cela à travers l'économie, la politique, les relations humaines, la communication d'un idéal qui puise au fond de la relation de l'homme avec le divin. Il ne s'agit pas, comme l'a affirmé son auteur, d'une « vérité immuable » mise en exergue. Mais d'un bouquin où chacun doit trouver la vérité qui l'intéresse. Ce à quoi Martin Medjo invite les Africains, c'est savoir que « Dieu est pourvoyeur de toutes grâces et de tous dons ». D'où la nécessité de sceller une alliance avec Lui à travers l'application de ses principes. Il s'agit de pratiquer les vertus religieuses, dont principalement l'amour du prochain. Selon l'auteur, c'est ce sentiment qui commande et dirige les relations humaines. A cette vertu s'ajoutent la justice, le pardon, la charité, l'humilité, l'honnêteté et la vérité. C'est en gros, cultiver l'esprit qui, selon l'auteur est la base de tout grand projet. Ceci sans diaboliser la matière. C'est en cela qu'il rejoint le Chef de l'État Paul Biya qui pense dans « Pour le libéralisme communautaire » que 'l'esprit prime sur la matière. Il n'est

pas question de se détacher complètement du matériel, mais de mériter ce qu'on possède.

Repères :Martin Medjo, 67 ans, est administrateur civil principal. C'est le fruit de 12 années de travail qui est la traduction d'une expérience spirituelle vécue, et enrichie par la lecture des écritures saintes. C'est aussi le partage de sa vision spirituelle de l'existence humaine, qui n'a de significativité que quand la spiritualité donne sens au matériel.

QUEL AVENIR POUR LE BILINGUISME AU CAMEROUN ?

Lorraine Mbessa NDZANA

4 mars 2011.

«Êtes-vous francophone ou anglophone? » La question apparemment simple, embarrasse Roger, 28 ans.

-Je suis francophone.

-Parlez-nous de vous, en anglais svp.

-My name is roger, i... me...hum!

Le cas de ce jeune homme n'est pas isolé, mais chaque jour, des milliers de camerounais se retrouvent face à cette situation, particulièrement lors d'un entretien d'embauche. Le 31 janvier dernier le ministre des enseignements secondaires Louis Bapes Bapes procédait à une cérémonie de lancement de la semaine du bilinguisme au Cameroun, qui s'est étendue jusqu'au 04 février 2011.

Dans nos rues le bilinguisme se traduit au premier coup d'œil du visiteur par les plaques et enseignes placardées un peu partout en ville. Dans nos universités les cours sont dispensés en français et en anglais. Il existe également des écoles bilingues et centres pilotes.

Cependant cinquante ans après l'indépendance, le bilinguisme fait face à de sérieux problèmes. Notamment dans notre administration où il n'est pas une réalité mais un simple concept. C'est ainsi que Marianne, une jeune francophone affirme que, le souvent elle engage la conversation en anglais et au final parle français. Pour certains l'environnement en est un facteur à ne pas négliger car on parle beaucoup plus français en zone francophone et anglais en zone anglophone. L'anglais est donc parlé par les anglophones et le français par les francophones.

Le bilinguisme dans le vécu quotidien des camerounais a laissé place au francanglais. Le francanglais est un argot utilisé par les jeunes camerounais, né d'un mélange du français, de des langues camerounaises (douala, ewondo...) et de l'anglais.cet argot constitue également un frein qui empêche le bilinguisme d'avancer. Une illustration de ce phénomène est la chanson d'un artiste camerounais du nom de Koppo, « ma go » qui a connu un succès immense auprès des jeunes dès sa sortie.

L'origine du bilinguisme au Cameroun remonte à la période coloniale. Jusqu'en 1916 le Cameroun est une possession allemande. Après la seconde guerre mondiale, le pays est mis sous la tutelle des forces franco-britanniques qui le divisent en deux, les Français prenant la plus grosse partie du pays et les Britanniques se réservant le Nord-ouest et le Sud-ouest. Suite à ces événements le français et l'anglais seront adoptés comme langues officielles du Cameroun après l'indépendance.

La promotion du bilinguisme doit se vivre dès la base c'est pourquoi elle s'étend aux établissements scolaires. Pour marquer la semaine du bilinguisme près de 5000 élèves ont été soumis à des exercices tels que des conférences pour les plus grands, les chansons, des expositions, des sketches, récits et danses pour les plus petits. Ces activités ont été faites en anglais pour les élèves francophones et en français pour les anglophones.

Dans certains établissements, il existe même une politique générale sur le bilinguisme .les mercredis par exemple sont consacrés exclusivement à la langue anglaise. Au cours de cette journée, les devoirs, les conversations et les enseignements sont effectués en anglais.

Cette année le thème retenu est « célébrer un bilinguisme de qualité, une ouverture sur le professionnalisme ». En effet bilinguisme égal professionnalisme. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui parler anglais et français est devenu l'objectif premier de certains camerounais en quête d'emploi car de plus en plus, les employeurs insistent sur la maîtrise des deux langues. Au vu de problème majeur, une multitude de centres de formation d'apprentissage de l'anglais et du français ouvrent leurs portes tous les jours afin de faciliter leur apprentissage.

MUSIQUE

L'Abbé Jean-Marie Bodo et le chœur de la citadelle Jésus Marie Joseph viennent de mettre sur le marché, un nouvel album intitulé « la messe Marie Reine ».

Marie Rose Domisseck

30 mai 2007

Le nouvel album de l'abbé Jean Marie Bodo a été présenté au public hier soir. Dieu a été célébré dans la salle de 1500 places du palais des congrès de Yaoundé. C'était par le biais des musiques sacrées du « chœur de la citadelle Jésus Marie Joseph », conduit par l'abbé Bodo. Dieu a été loué, à travers les chansons religieuses qui ont résonné dans les oreilles des spectateurs venus assister au récital de musique sacrée. L'abbé Bodo, en chef d'orchestre, chauffeur de salle, chanteur et officiant en même temps de cette « messe Marie Reine » a étonné plus d'une personnalité présente à cette manifestation culturelle et religieuse. Dans le répertoire égrené par les choristes et chanteurs du cœur de la citadelle JMJ, on a reconnu quelques anciens titres de l'abbé musicologue du Mont Mbankolo. De « *notre père, laisse-nous te chanter* » à « *Marie notre Dame* ».

Spontanéité, sobriété et piété sont donc les mots qui collent à la performance de l'abbé Bodo, à l'occasion de la présentation de son nouvel album au public. Et la Sainte Vierge Marie est au centre de toute l'inspiration du prélat. « Ce sont des musiques spéciales pour la Sainte Vierge Marie qui ont été données au public. Ceci à l'occasion des 10 ans de Radio Reine, de l'érection en décembre dernier de la basilique Marie Reine des apôtres de Yaoundé, et parce que notre pays est sous la protection de la Sainte Vierge », déclare le prêtre.

La sortie de ce 20^{ème} album de l'abbé Jean Marie Bodo, marque aussi le 10^{ème} anniversaire de Radio Reine, niché sur les flancs du Mont Mbankolo au Nord-Ouest de la capitale.

Repères : L'abbé Jean Marie Bodo est professeur des universités pontificales. En 1997 il crée Radio Reine qui représente au Cameroun, Radio Vatican et Radio Notre Dame de Paris.

L'abbé Jean Marie Bodo est musicologue et anthropologue. Il a été ordonné prêtre en 1983 à Yaoundé.

MANU DIBANGO CHEZ LES SIENS.

Marie Rose Domisseck

26 décembre 2007

La star internationale de la musique est au Cameroun pour fêter avec ses compatriotes, ses 50 années de musique.

Sur invitation du couple présidentiel, Emmanuel Dibango est à Yaoundé pour célébrer avec les siens, son cinquantenaire musical. Depuis le 17 décembre 2007 jusqu'à ce jour, le saxophoniste de renommée internationale n'a pas eu plus de quatre heures de repos. Rencontre avec la ministre de la culture, visites des anciens compagnons, entretiens avec les journalistes et quelques discussions avec les jeunes chanteurs camerounais.

Au Hilton Hôtel où il séjourne, la star du soul makossa, le crâne chauve luisant sous les lumières et ses fines lunettes de soleil accrochées sur le bout du nez, Manu Dibango a tenu à présenter des extraits d'un spectacle donné le mois dernier à Paris avec « l'orchestre de Paris ».

Manu voulait qu'à travers ces images, le public camerounais et les artistes voient jusqu'où ils peuvent transporter la musique camerounaise. Au cours d'un point de presse, Manu Dibango a dit vouloir rehausser la musique de son pays. Et il faudra pour ce faire, emmener cette musique au stade de la musique de réflexion. L'homme a reconnu qu'il n'a aucun problème avec la musique dansante qui bien sûr, tient sa place ; mais il faut également que les artistes camerounais puissent produire des choses pouvant être jouées partout et par les orchestres de prestige. Ceci passera par la mise sur pied d'infrastructures permettant aux jeunes artistes camerounais, d'avoir une bonne formation musicale dans leur pays.

L'enfant terrible de Sawa se dit heureux d'avoir été invité par le chef de l'État, et annonce que la ministre de la culture Ama Tutu Muna, lui a demandé de l'accompagner dans sa mission sans toutefois préciser le sens des actions qu'il serait appelé à mener. Pour la célébration de ce cinquantenaire dont la commémoration en musique a eu lieu le 22 décembre 2007, deux spectacles étaient au programme : l'un au Musée national et l'autre au Palais des congrès de Yaoundé. Et comme on ne danse pas seul en Afrique quand on organise une fête, le saxophoniste a demandé que le « soweto string quartet » d'Afrique du Sud et l'artiste ivoirien Meiwai, soient de la partie, accompagnés de plusieurs autres artistes camerounais.

Manu Dibango a ouvert son cœur à ses compatriotes. Il leur a dit que seuls les imbéciles ne changent pas d'avis. Il y a quelques années, la start avait annoncé qu'il ne mettrait plus ses pieds au Cameroun. Certains artistes camerounais accusaient Manu Dibango et ses amis d'avoir mal géré la « Cameroon Music Corporation ».

LE CAMEROUN HONORE MICHAEL JACKSON

Marie Rose Domisseck

3 septembre 2009

Une cérémonie d'adieu au roi de la pop baptisée « Michael Jackson for ever » a eu lieu à Yaoundé le 29 août dernier. Diplomates, hautes personnalités d'État

et fans de l'artiste décédé le 25 juin dernier à Los Angeles, étaient tous au Palais Polyvalent des sports de la capitale camerounaise pour rendre un grand hommage à leur « frère » Michael Jackson.

Ils sont venus de tous les coins du Cameroun, les fans du roi de la pop pour témoigner leur affection à la star qui, durant des décennies a fait danser le monde à son rythme. Des filles guiziga de l'extrême-Nord du Cameroun aux pygmées de la forêt du Sud, tous ont répondu présent à l'invitation de Ola'a Film Production, une entreprise de production audiovisuelle, organisatrice de l'évènement.

C'était donc une grande cérémonie funèbre à la camerounaise, à laquelle le public de Yaoundé a assisté samedi dernier. Prêtres, imans et pasteurs étaient là pour dire des prières demandant à Dieu le repos éternel de Michael Jackson. Au Cameroun comme dans plusieurs autres pays africains, on ne pleure pas et on ne se lamente pas du décès des « grands ». On acclame leur disparition, on fête leur départ. Il s'agit du décryptage du symbolisme de la vie toujours plus forte que la mort. Le Cameroun estime que celui qui a accompli avec bravoure sa vie, c'est-à-dire son temps par la réalisation de hauts faits est éternel. Selon les fanatiques camerounais de MJ, leur idole a œuvré à la re-création du monde par ses chansons et sa danse. D'après l'Abbé Jean-Marie Bodo, l'on peut critiquer Michael Jackson mais pas son art. Il a résisté à la tempête tant bien que mal. Et malgré les bavures que l'artiste a commises, le prélat a demandé aux africains de lui pardonner. Car nul n'est parfait. Michael Jackson malgré ses multiples changements de peau, était toujours un « fils d'Afrique », a déclaré Jean-Marie Bodo. L'Afrique n'a donc pas raison de rejeter son sang. D'ailleurs on dit que le fils n'est fils qu'à partir de son père.

La cérémonie « Michael Jackson for ever » a donc été un grand témoignage de l'affection que l'Afrique porte envers l'artiste international. Il n'y a pas de complexe à se faire. Michael Jackson était un descendant du continent noir.

POLITIQUE

L'Armée camerounaise vient de perdre un grand fils.

Marie Rose Domisseck

16 mai 2007

Le Général de brigade Paul Yakana Guebama, a été enterré samedi dernier dans son village natal, Bouraka en pays yambassa. Le vaillant militaire a passé l'arme à gauche le 13 avril dernier, au Val de Grâce, un hôpital militaire de référence à Paris en France.

C'est une pluie de condoléances qui tombe depuis lundi dernier au domicile du général disparu à Yaoundé. L'unique général de l'armée de l'air camerounaise, Paul Yakana Guebama, est décédé à l'âge de 68 ans. L'officier général tire ainsi sa révérence, après avoir eu quelques problèmes de santé. Yankee, comme l'appelaient ses proches, souffrait du diabète. Après une première évacuation sanitaire en France, d'environ un mois de séjour, le général revient à Yaoundé. Il va piquer une deuxième crise au cours de la 2^{ème} moitié du mois de mars 2007. Arrivé en France le fusilier de l'air est réadmis en soins intensifs à l'hôpital militaire du Val de Grâce à Paris. Il n'en ressortira pas. Selon les sources, Yankee n'a pas souffert pendant longtemps. Son diabète était devenu aigu en janvier 2006. La pression du travail, le poids de l'âge s'ajoutant et les complications cardiovasculaires sont entre autre les causes qui ont poussé le général à craquer.

Paul Yakana Guebama était un très bon général, disent les plus avisés. Rencontré sur le théâtre de la vie, au détour de l'une de ces représentations bouleversantes dont on n'oublie jamais les séquences, les acteurs ou de l'humeur, le général s'est fait remarquer positivement. Et c'était cela son destin. Le militaire qui a cru en l'espoir. Capitaine en 1972 Paul Yakana a porté le galon de Colonel pendant 12 ans. Du jamais vu au Cameroun. Alors qu'il est âgé de 62 ans, c'est-à-dire, au-delà de la limite d'âge du grade de colonel. De soldat à général, en passant par sous-officier, officier subalterne et officier supérieur, l'homme a gravi tous ces grades et échelons de l'armée camerounaise.

Le général Yakana n'était pas seulement de l'élite militaire ; il était un militaire d'élite, fier comme un paon d'arborer ses attributs d'officier de la strate supérieure de l'armée. Loyal, patriote et républicain, sa devise aurait pu être, si l'on voulait tailler à sa mesure celle globale des Forces Armées Camerounaises : Servir avec honneur et fidélité. Voilà un camerounais qui a fait preuve justement de discipline, de patience et d'endurance. Quand on ne s'y attendait plus, il a été élevé au grade de général de brigade aérienne. Il a fait face à son destin, parfois à l'allure contraire. Il a su rester compétent et performant.

Adieu mon Général.

Repères : Paul Yakana Guebama est né le 31 décembre 1939 à Bouraka à une centaine de kilomètres de Yaoundé. Il a été le tout premier commandant camerounais de l'armée de l'air. Paul Yakana fut le tout premier pilote de chasse camerounais. Jusqu'à sa mort, il totalisait 10 000 heures de vol. Le 25 septembre 2001 ; une date inoubliable. Le colonel Yakana est élevé au grade de général de brigade aérienne. Le tout premier de l'histoire du Cameroun. Yankee fut le seul colonel à être Chef d'État major. Jusqu'à sa mort, l'homme a été chef d'état major de l'armée de l'air camerounaise.

Le Président de la République du Cameroun coincé dans les eaux de la rivière qui arrose Yaoundé.

Pierre Rostand Essomba

31 mai 2007

Les grandes inondations qui ont sinistré la poste centrale hier après-midi, ont fait une victime de taille : le Président BIYA en personne.

De retour de Abuja, où il est allé prendre part à la cérémonie de prestation de serment du nouveau président du Nigéria, Umaru Musa Ya'Adua, le Président de la République du Cameroun a fait face à une situation inhabituelle. Des inondations d'une importance exceptionnelle ont rendu impraticable le rond-point de la poste centrale. Le niveau d'eau avoisinait un mètre de hauteur. Paul BIYA et sa suite ne pouvaient plus emprunter l'axe central dont ils ont de tradition l'exclusivité. Exceptionnellement, le cortège présidentiel a contourné le rond-point vers le bâtiment du trésor, avant de regagner le boulevard du 20 mai. Du jamais vu depuis 1982 année à laquelle le Président BIYA est arrivé au pouvoir.

Les populations étaient curieuses de voir comment leur Président allait s'en sortir pour échapper à ce pied-de-nez. En effet, avant l'arrivée du locataire du palais de l'Unité, les conversations allaient bon train en ville. Chacun y allait de sa blague sur « les grandes ambitions » incarnées de manière circonstancielle par cette grande inondation. Certains citoyens ont donc tenu à voir la limousine du Président de la République patauger dans les eaux du Mfoundi. Ceux qui croyaient voir le Président embarrassé, ont quelque peu été déçus, du fait de la déviation évoquée plus haut. Mais les personnes qui ont assisté au spectacle, n'ont pas caché leur hilarité. Tout au long du passage du Chef de l'État, on a entendu quelques huées et des sifflets. Ceux-ci se sont curieusement amplifiés lors du passage du premier ministre Ephraïm Inoni.

L'idée de siphonner les eaux qui ont osé se mettre en travers du cortège de l'illustre homme a traversé l'esprit en général fertile des responsables de la sécurité du Président. Mais elle a été rapidement abandonnée, les pompiers ayant fait savoir l'impossibilité de venir à bout de ces eaux enragées qui ont inquiété plus d'un chauffeur. L'important et contraignant dispositif de sécurité qui se montre souvent impitoyable vis-à-vis des automobilistes et des piétons à

l'occasion des sorties du premier camerounais, a atteint le seuil d'incompétence. Il n'a pas pu contenir la vague déferlante qui a imposé un détour au cortège du Chef de l'État.

Dans les cercles du pouvoir, on espère que le projet d'assainissement de Yaoundé, financé par la Banque Africaine de Développement, viendra mettre fin à ce genre de cauchemar.

La forte pluie qui s'est abattue sur la capitale camerounaise hier après-midi a causé plusieurs dégâts. Des toitures emportées et des maisons envahies par les eaux.

Le gouvernement boude le parlement des enfants.

Pierre Rostand Essomba

18 juin 2007

De concert avec la Communauté africaine, le Cameroun a célébré le 16 juin dernier, la 17^{ème} édition de **l'enfant africain** placée sous le thème « **lutte contre la traite et le trafic des enfants** ». Au Cameroun, la journée de l'enfant africain depuis neuf ans est marquée par le parlement des enfants. Cette session se tient souvent à l'Assemblée nationale. C'est une occasion pour les députés juniors de s'adresser aux membres du gouvernement sur les questions qui concernent la jeunesse.

La 9^{ème} édition du parlement des enfants a été la plus courte de toutes les sessions qu'a connu le palais de verre de Ngoa Ekellé. A peine une vingtaine de minutes, et tout était bouclé. Face aux députés juniors, on n'a compté que quatre membres du gouvernement (le ministre des sports et de l'éducation physique, le ministre délégué chargé des assemblées, la ministre des affaires sociales, et le secrétaire d'État à la santé publique). Aux côtés de ces ministres, s'est ajouté le président de l'Assemblée Nationale. Où sont passés les autres ministres ? Sachant que le gouvernement camerounais en compte 65. L'excuse donnée par leur porte-parole, la ministre des Affaires Sociales, était : « ils sont empêchés ». Le parlement des enfants édition 2007, n'a donc eu que deux questions qui, malheureusement ne s'adressaient qu'aux ministres absents.

C'est à 12h30mn que le président de l'Assemblée Nationale Cavaye Yegue Djibril, après une longue attente ouvre la séance. Le député junior de Yokadouma dans l'Est du Cameroun prend donc la parole pour la première question. « *Pourquoi les élèves de campagne n'ont pas les mêmes moyens d'étude que ceux des villes ?* » la question s'adresse au ministre de l'éducation de base. Répondant en lieu et place du ministre empêché, Catherine Bakang Mbock des Affaires Sociales, a dit la préoccupation du gouvernement de la République en la matière, et déroulé l'ambitieux programme du gouvernement de doter toutes les écoles du Cameroun en tables bancs, en matériel didactique et surtout en enseignants. Car a-t-elle dit, « *il ne saurait être question d'une école à deux vitesses* ». Par la même

occasion, elle a annoncé le recrutement de plus de 5000 instituteurs cette année. La 2^{ème} préoccupation des députés juniors était le sujet des espaces de loisirs qui manquent toujours en milieu rural. Le député junior de la Mvila, province du Sud s'adressait au ministre de la jeunesse. La ministre des Affaires Sociales, toujours elle, parlant au nom de son collègue, a annoncé la construction des aires de jeux, des piscines, des manèges ainsi que l'organisation des festivals de vacances, des caravanes et du tourisme social. En ouvrant les travaux, le président de l'auguste chambre, a dit toute la disponibilité de l'Assemblée Nationale à soutenir tout ce qui promeut la culture de la démocratie et la promotion des droits des enfants. Même engagement pris par la représentante résidente de l'UNICEF au Cameroun. Et en terminant ses propos, elle a exhorté ces députés d'un jour, à respecter les valeurs positives. « Vous avez des droits ; c'est vrai, mais aussi et surtout des devoirs. Devoirs envers les familles, envers les communautés et surtout envers le pays », a-t-elle conclu.

Ils étaient 200 enfants dont 180 députés titulaires et 20 suppléants, âgés de 9 à 16 ans. Issus des dix provinces du Cameroun, ils sont allés à l'Assemblée Nationale pour représenter leurs égaux et poser les différents problèmes qu'ils vivent au quotidien. Mais à la grande surprise des uns et des autres, aucune question relative au thème de la journée de l'enfant africain n'a été posée. *Où est passée la question sur le travail des enfants ?* Et pourtant la ministre des Affaires Sociales était présente. Ces jeunes représentants de la nation d'un autre genre ont passé une semaine à Yaoundé sous la prise en charge du gouvernement. Des dizaines de millions dépensés pour deux questions seulement.

Législatives au Cameroun : 103 recours en annulation devant la Cour suprême

**Jean Paul MBIA
01 août 2007**

Les partis politiques camerounais ont déposé en tout 103 recours en annulation partielle des élections législatives du 22 juillet auprès de la Cour suprême, a-t-on appris lundi auprès de la plus haute juridiction du Cameroun.

Ces recours ont été introduits par plusieurs des 45 partis en lice lors de ce scrutin, mais notamment par les principaux partis d'opposition, le Social Democratic Front (SDF) en tête, a déclaré à l'AFP à Yaoundé un responsable de la Cour suprême qui a requis l'anonymat. Dans leurs requêtes, ces formations pointent notamment de mauvais décomptes des voix, des votes multiples, l'expulsion de représentants de partis politiques dans des bureaux de vote, mais également des cas de fraude, d'intimidation de militants de l'opposition ou de corruption.

La Cour suprême, qui siège pour l'occasion en tant que Conseil constitutionnel, dispose de 20 jours après le scrutin pour vider le contentieux électoral et proclamer les résultats définitifs des législatives.

Selon des résultats provisoires presque complets publiés la semaine dernière par les autorités, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) du président Paul Biya a raflé au moins 152 des 180 sièges de l'Assemblée nationale, contre moins d'une vingtaine à l'opposition. Les partis d'opposition ont dénoncé des "fraudes massives" lors des législatives, couplées aux élections municipales, et contesté ces résultats. Le président du SDF John Fru Ndi a réclamé lundi dernier 30 Juillet 2007, leur annulation.

Contentieux électoral : Françoise Foning en larmes.

Pierre Rostand Essomba

08 août 2007

La cours suprême siégeant comme Conseil Constitutionnel pour les législatives du 22 juillet dernier, a annulé le vote dans l'arrondissement de Douala 5^{ème} où le RDPC (le parti au pouvoir) conduit par Madame Foning avait déjà remporté les élections.

La sentence est tombée comme un coup de foudre dans la salle d'audience du Tribunal de Grande Instance de Yaoundé ; le magistrat Alexis Dipanda Mouelle a annulé les résultats des élections législatives du 22 juillet 2007, dans la circonscription de Wouri-Est. Plus d'une personne ne croyaient pas ce qu'elles venaient d'apprendre. La justice venait de piquer à plein cœur l'une des baronnes du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais. En effet, le SDF et l'UNDP, deux formations politiques de l'opposition camerounaise, avaient déposé un recours auprès de la cours suprême, demandant que celle-ci annule le résultat du vote dans l'arrondissement de Douala 5^{ème}. Le Social Democratic Front et l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès, ont accusé le parti du président Paul Biya d'avoir truqué les élections à Douala 5^{ème}. D'après les rapports rédigés séparément par ces deux partis de l'opposition, on note que Madame Françoise Foning a corrompu les électeurs le jour du vote, en leur donnant chacun des billets de banque. Les rapports soulignent également que l'accusée a organisé des charters, et a fait voter des enfants de moins de 20 ans. Il se dit également que Madame Foning a utilisé de jeunes gens qui ont voté chacun plus d'une fois. Au vu de toutes ces irrégularités avec quelques preuves à l'appui, le premier présent de la Cours Suprême et son équipe ont jugé utile d'annuler les élections à Douala 5^{ème}. La présence de quelques ministres RDPcistes et d'un grand général de l'armée camerounaise, ami du parti au pouvoir, n'a pas pu influencer le conseil constitutionnel. La tête de la liste RDPC Wouri-Est n'avait plus que ses yeux pour pleurer. Madame Foning-le- maire, comme l'appellent affectueusement ses partisans a offert un spectacle gratuit au public venu nombreux, assister à l'audience dite spéciale. Malgré cela, rien n'a changé.

Pourquoi gesticule-t-elle tant ? Qui est-elle pour perturber l'audience ? Voilà entre autre les questions posées par quelques personnes dans la foule. Après le verdict de la Cours Suprême, la députée sortante du Wouri-Est a immédiatement convoqué la presse dans un hôtel de Yaoundé. Au cours de ce point de presse, « la mère » a tenu à rappeler aux journalistes que l'Observatoire National des Élections était en train de jouer un mauvais jeu. « Ils ont validé les rapports des opposants, mais pas les nôtres », a-t-elle déclaré. Pour conclure, la malheureuse perdante a dit : « je repartirai aux élections et mon parti va toujours gagner ».

Après l'annulation du vote dans la circonscription de Wouri-Est, les commentaires vont bon train à Yaoundé. Que se passe-t-il au sein du RDPC pour laisser tomber Madame Foning ? Est-elle la future proie de l'opération épervier ? Voilà autant de questions dont les réponses resteront tenues secrètes.

**LE PRESIDENT PAUL BIYA, EGAL A LUI-MEME.
L'HOMME A DEJOUÉ TOUS LES PRONOSTICS DE SES COMPATRIOTES.**

Pierre Rostand Essomba

11 septembre 2007

Le 07 septembre dernier, un silence de morts plane sur le Cameroun à 17 heures 10 minutes. Les véhicules se garent, les piétons s'arrêtent, le souffle suspendu, seule la radio nationale émet. Et toutes les oreilles sont tendues pour écouter l'important décret du Chef de l'État qu'annonce le présentateur du journal de l'après-midi.

Le décret portant réaménagement du gouvernement. Les ténors les plus insoupçonnés sont tombés. Règlement de compte ou simple départ, les commentaires vont bon train à Yaoundé. Qui aurait pu imaginer la sortie de Léopold Ferdinand Oyono du gouvernement ? Le ministre d'État chargé de la culture est l'ami personnel du Chef de l'État. L'ancien ministre d'État chargé des relations extérieures, Jean-Marie Atangana Mebara qui a longtemps été présumé successeur de Paul Biya, quitte le bateau des « grandes ambitions ». L'argentier Polycarpe Abah Abah, le « ministre fort » comme l'appelait le public est lui aussi sorti de l'équipe biyaenne. Que dire de l'ami de l'épouse du Chef de l'État Urbain Olanguena Awono ? L'ancien ministre de la santé publique n'avait pas encore prévu son départ. L'homme croyait toujours avoir la confiance du patron.

Paul Biya veut-il renouveler d'autres amitiés ? Jusqu'à ce jour l'interrogation demeure grande, puisque aucun départ n'a eu une justification officielle. Mais selon certaines indiscretions, tous les amis du Chef de l'État chassés le 07 septembre dernier ont chacun un motif. Ferdinand L. Oyono est mis de côté pour l'âge. « Le vieux nègre est déjà fatigué, qu'il ne supporte même plus porter lui-même sa médaille ». Jean-Marie Atangana Mebara a déçu son père

dans une affaire d'achat d'un avion présidentiel. L'ancien protégé de Paul Biya avait dépensé de gros sous pour un avion (l'ALBATROZ) qui n'a même pas fait un an de vie. Polycarpe Abah Abah, lui, est dans le collimateur des américains. On accuse l'ancien ministre de l'économie et des finances de détournements des deniers publics ; bien qu'il ait gagné un procès contre les journalistes concernant ce sujet. Urbain Olanguena Awono, l'autre protégé du couple présidentiel quitte la maison à cause des fonds PPTTE alloués au ministère de la santé publique. Plusieurs fois les personnels médico-sanitaires des hôpitaux publics du Cameroun sont descendus dans la rue pour réclamer leur dû. A-t-il lui aussi détourné ? Notre source nous a répondu par un sourire que seuls les initiés comprennent.

Le réaménagement du gouvernement du 07 septembre a mis de côté 13 membres. Pour certains, c'est une bonne retraite qu'on a prise. Et pour d'autres, une sanction. Paul Biya a opéré une purge dans son gouvernement qui indique un resserrement de son entourage.

L'homme du 06 novembre 1982 vient encore de surprendre ses compatriotes.

Combat des puissances au Palais de l'Unité.

Pierre Rostand Essomba

18 octobre 2007

A l'approche de la rencontre entre les Chefs d'État camerounais et français, les réseaux de la Rose-croix et de la Franc-maçonnerie au Cameroun font feu de tout bois pour remettre solennellement leurs armes à Nicolas Sarkozy.

Depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à la tête de la France, des batailles invisibles pour le pouvoir au Cameroun ont lieu autour du Palais de l'Unité à Yaoundé

Tous les proches collaborateurs du Président Biya, ou presque, cherchent chacun à résoudre cette équation qui semble difficile : comment pénétrer les milieux sarkozystes ?

Le Ministre d'État Secrétaire Général de la Présidence de la République, présenté comme nouvelle tête de file de la Rose-croix, fort de sa position institutionnelle, s'y emploie discrètement. Ses contacts réguliers avec le Secrétaire Général de l'Élysée, Claude Gueant, alimente la chronique sur son repositionnement stratégique auprès des « maîtres français ». Chiraquien affirmé, le Ministre Esso entend devenir la nouvelle interface entre le président Paul Biya et le Président Nicolas Sarkozy.

Un rôle que le Ministre d'État chargé de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation croit déjà jouer.

Sarkozyste dans l'âme depuis quelques années, Marafa Hamidou Yaya entretient une relation particulière avec le Général français Raymond Germanos, chargé de certains aspects de la Sécurité Présidentielle.

Dans ces jeux d'influence, les officines de conseil en stratégie et d'image sont sollicitées pour assurer la facilitation des contacts. C'est ainsi que le Cabinet Euro RSCG Woldwide de Jacques Seguela, actuellement dirigé par Stéphane Fouks, se déploie pour affiner le « menu » de la rencontre Biya-Sarkozy. Le déploiement des émissaires entre les deux parties se fait naturellement sous le contrôle du Ministre d'État, Secrétaire Général de la Présidence de la République qui semble disposer de toute l'information utile pour le cadrage des intérêts en conflit

Patricia Balme du Cabinet de communication espère aussi jouer un rôle dans cet attelage, en synergie avec le Secrétaire Général du Palais de l'Unité et Secrétaire Général du parti au pouvoir. Psychologiquement proche de Dominique De Villepin et compagnon fidèle de Paul Biya, le positionnement de René Sadi donne des insomnies à Laurent Ezzo et Marafa Hamidou Yaya. Les nouvelles alliances en construction entre les réseaux français et camerounais vont s'appuyer sur les gages de chaque partie à pouvoir satisfaire les besoins de ses interlocuteurs. Les français, eux, veulent des parts de marché. Quant aux camerounais, eux, veulent le maintien ou l'accession au pouvoir suprême. Le Président Paul Biya qui suit de très près ces tractations, affiche une certaine sérénité, tant il est au courant que son homologue français est un proche du grand maître de la franc-maçonnerie, Alain Bauer. Nicolas Sarkozy selon les informations, semble ne pas partager les démarches de conquête de pouvoir des « mystiques ». Pour lui, ce sont d'abord les intérêts de la France. D'où l'échange à forte teneur économique avec le numéro 1 camerounais. La France n'entend plus perdre du terrain sur certaines parts de marché en Afrique. La visite du Président Paul Biya en France ne sera donc pas une banale escapade. Elle met en scène des enjeux de pouvoir et des enjeux économiques. Et concernant ces batailles invisibles autour du Palais de l'Unité, le lion le plus indomptable du Cameroun n'a pas encore rugit.

L'armée camerounaise perd 21 soldats à Bakassi.

Pierre Rostand Essomba

14 novembre 2007

Dans la journée du 12 novembre 2007, des individus sans attributs militaires apparents ont attaqué une position de l'armée camerounaise à Bakassi faisant 21 morts et 10 blessés graves. L'on dénombre aussi 10 assaillants tués.

Les soldats camerounais stationnés dans la péninsule de Bakassi au Sud-ouest du Cameroun ont été victimes d'une attaque le 12 novembre dernier. Les forces de défense nationale, depuis juin 2006 période à laquelle les accords historiques de Greentree qui définissaient les modalités concrètes de réappropriation de la presqu'île Bakassi au Cameroun ont été signés, ne se sentent plus véritablement sur le front de guerre. Grande a donc été leur surprise d'enregistrer une vingtaine de morts et une dizaine de blessés graves.

Des sources confidentielles dans les forces de défense camerounaises, une bande d'hommes armés, déguisés en pirates de mer, a attaqué par surprise les positions de l'armée camerounaise. Ces hommes après identification des corps récupérés, venaient du Nigéria. Ils se trouvaient à bord des chaloupes (sept au total). De sources bien informées, leur mission était de s'emparer des armes lourdes dont disposent les militaires à Bakassi. Ces armes ont-elles été emportées ? La question est encore sans réponse. La haute hiérarchie militaire camerounaise ne se prononce pas encore. Mais dans nos investigations, les assaillants auraient réussi leur coup. Ces « pirates de mer » étaient une centaine. Et l'on doute fort qu'ils aient pu évoluer du côté du Nigéria où la vigilance est de mise, sans attirer l'attention de l'armée fédérale qui est restée sur le pied de guerre, malgré toutes les résolutions qui ont consacré l'autorité camerounaise sur ce territoire particulièrement riche en ressources pétrolières et halieutiques.

Le gouvernement nigérian condamne l'acte qu'il ne dit pas reconnaître. Et d'une manière toute diplomatique, les autorités de Yaoundé épargnent l'armée nigériane. Yaoundé connaîtrait-elle alors la provenance de ses bourreaux ? Si déjà la rumeur d'un coup d'État manqué plane encore dans l'air. Une rumeur qui a été confirmée par le Premier Ministre Ephraïm Inoni sur les ondes de BBC. Quelle serait l'utilité des canons, des radars à un groupe de malfrats ? Qui a informé ces pirates de mer que l'armée camerounaise dispose d'un important dispositif et de nombreuses armes lourdes à Bakassi ? Toutes ces questions et bien d'autres trouveront des réponses dans l'enquête que vient d'ouvrir les autorités militaires du Cameroun. Mais entre temps, la tragédie du 12 novembre 2007 va naturellement alourdir les relations entre le Cameroun et le Nigéria, et remettre à l'ordre du jour le besoin d'un renforcement des troupes armées dans cette presqu'île en voie de pacification, à la faveur de l'application maîtrisée de l'arrêt de 10 octobre 2002 et surtout de l'accord de Greentree ayant facilité le retrait des troupes nigérianes de Bakassi en août 2005.

Information de dernière minute. L'armée camerounaise dans sa riposte le 12 novembre 2007, a abattu 10 assaillants, et a détruit une chaloupe. La chasse à l'homme continue. Près de 2000 militaires camerounais sont déjà allés en renfort.

Les rescapés de la tuerie de Bakassi sont menacés de mort.

Pierre Rostand Essomba

21 décembre 2007

Sept des quatorze militaires survivants de l'attaque du 12 novembre 2007 contre le poste de commandement numéro 3 de l'armée camerounaise dans le Rio del Rey à Bakassi, disent avoir reconnu quelques marins palmeurs du bataillon spécial amphibie de Tiko.

Les trois quarts des rescapés de la tuerie de Bakassi le 12 novembre dernier ne sont plus internés à l'hôpital militaire de Douala. Leur sortie de la garnison fait suite à une rumeur qui circule dans les grands milieux de l'armée, faisant état d'un complot visant à éliminer les témoins de l'attaque qui a coûté la vie à 21 soldats camerounais à Bakassi. De source bien informée, les responsables de la 2^{ème} région militaire, face à la persistance de la menace, ont décidé de renforcer la garde au bataillon blindé de reconnaissance, unité ayant enregistré à elle seule 13 des 21 morts du 12 novembre dernier.

Tués par leurs propres frères.

Au bataillon spécial amphibie de Tiko, l'information est connue de la plupart des soldats. Plusieurs marins de cette unité de l'armée camerounaise ont déjà été entendus. D'après les témoignages des rescapés, des marins palmeurs du BSA ont été reconnus, notamment par l'un de leurs camarades aujourd'hui exfiltré de la garnison de Douala. Ces soldats, dévisagés lorsqu'ils ont enlevé leurs cagoules, étaient aussi bien à bord des trois embarcations arrivées au lieu de l'attaque. Ces embarcations ont été aperçues par des survivants réfugiés dans la fosse des toilettes.

A plusieurs reprises, les enquêteurs commis par le Ministre de la Défense ont interrogé des marins palmeurs sur les mouvements des uns et des autres, le jour fatidique de l'attaque. Quelques éléments du bataillon spécial amphibie de Tiko ont confié que chacun d'entre eux, pouvait tirer des conclusions sur ce qui s'est passé le 12 novembre 2007. « Il y a parmi nos camarades, des gens qui n'étaient pas à la base ce jour-là. Où étaient-ils ? Ils veulent qu'on le leur dise », a déclaré un soldat furieux.

La tuerie de Bakassie fait déjà tomber des têtes dans l'armée. Le commandant de l'opération Delta, le capitaine de vaisseau Oyono Mveng a été remplacé par le colonel Ebaka. Et aux dernières informations, Oyono Mveng se serait effondré, avant de suivre des soins d'urgence. L'ex-commandant de l'opération Delta, avait été acculé par des questions au cours d'un interrogatoire, conduit par le commandant de la légion de gendarmerie du Sud-Ouest.

Douala : "Paul BIYA doit partir en 2011"

Jean Paul MBIA

Cameroun 07 janvier 2008

Un millier de militants dans la rue, d'autres manifestations annoncées, le slogan "Biya must go" dépeussieré.

La préparation de la marche de protestation organisée hier, dimanche 6 janvier par la coordination provinciale du Social Democratic Front (Sdf), principal parti d'opposition au Cameroun, selon le quotidien national Mutation, s'est faite en toute discrétion. Le tract distribué tard samedi soir, évoquait plutôt la tenue d'une "importante réunion du comité exécutif provincial extraordinaire", au foyer

culturel Toulah de Bépanda. Pourtant, outre les 71 membres du Nec local, simples militants, élus et sympathisants du parti de Ni John Fru Ndi se sont mobilisés pour la cause. Au bout de plusieurs heures de débat, le Sdf Littoral a publié une déclaration dans laquelle il fustige l'attitude du président Biya qui a "déversé à visage découvert dans le pays sur fond de clientélisme hideux sa caste de thuriféraires prébendiers pour appeler à la modification de cette disposition constitutionnelle relative à la limitation du mandat présidentiel". D'une seule voix, le président provincial, le député Jean Michel Nintcheu et ses camarades ont été formels : "le Littoral s'oppose fortement à ce démon de la révision, prélude à une instabilité sociale, tout en indiquant que M. Biya ainsi que tous les auteurs de cette manipulation de la constitution seront tenus pour responsables des troubles graves que leurs gestes malsains pourraient provoquer dans le pays".

Passé le temps des discours, l'aile dure du parti ne demandait plus que la mise en branle de la caravane dans les artères du quartier chaud de Bépanda. Pour le Sdf, le débat est dans la rue. "Puisque le président affirme qu'il a entendu la voix du oui, il faut que le camp du non se mette en branle", scande un militant surchauffé. Du lycée de Bépanda, les manifestants déterminés à relever le défi, se mettent en mouvement. Les éléments de la brigade de gendarmerie de Bépanda n'osent pas réagir. Les pancartes et les banderoles sont mobilisées. "Présidence à vie, Non!!!", "Biya doit partir en 2011", "Touche pas à la constitution, non", "Non à la manipulation", constituent l'essentiel des messages. La marche qui a duré une trentaine de minutes, a drainé près d'un millier de manifestants, sur près de deux kilomètres. L'arrivée de la police à la fin, n'y a rien fait.

La marche du Sdf hier à Douala, de source proche de la direction de ce parti, est le début d'une série d'actions dont le plan détaillé est en cours d'harmonisation. Des militants proposent notamment "une large coalition des forces politiques, des syndicats, des ordres divers et de la société civile", dont le Sdf sera uniquement l'aiguillon. Tout comme une autre frange se dit prête à envahir l'hémicycle de Ngoa-Ekelle le jour où la mouture modifiée de la constitution sera en débat.

Un mauvais vent souffle au sein du gouvernement camerounais

Pierre Rostand Essomba

23 janvier 2008

Une liste de personnalités du Cameroun présumées milliardaires a été publiée par la presse il y a quelques jours. Selon des informations ces présumés milliardaires à majorité des ministres de la république seront bientôt interpellés pour justifier leurs fonds. Qui a pu dévoiler ce secret-défense ? Certains membres du gouvernement pointent du doigt le Vice-premier ministre chargé de la justice.

Une lettre de mission portant la signature du ministre de la justice garde des sceaux, a été publiée par les médias. Le mandat consiste à enquêter sur les

fonds que certaines personnalités auraient déposés dans des banques étrangères. La liste des personnalités ciblées va du président de l'Assemblée Nationale, la deuxième personnalité du Cameroun, au ministre d'État chargé de l'Administration territoriale, en passant par le ministre de la Défense, le délégué général à la Sûreté Nationale, le Secrétaire Général à la présidence de la république.

Cette liste de 56 noms n'est pas une œuvre de hasard. D'après une source proche de la présidence de la république, le document publié par la presse est authentique. « Il y a une lettre et une liste », a déclaré notre source. Au ministère de la justice, l'entourage du chef des lieux affirme ne pas vraiment se reconnaître dans ce document qui se retrouve aujourd'hui entre les mains des journalistes, ces derniers n'ayant fait que leur devoir, celui d'informer le public. Lors de certaines réunions secrètes de certains ministres, il ressort qu'il est évidemment embarrassant pour le vice-premier ministre de reconnaître la paternité dudit document ; mais tout laisse à croire que l'enfant de Kolofata en sait quelque chose. « Pourquoi le nom de l'actuel patron de la justice camerounaise n'apparaît pas sur cette liste ? Question posée par un autre ministre du Grand-Nord qui poursuit en disant : « Amadou Ali lui-même, doit apporter des clarifications sur le problème de la poudrière en 2001, quand il était ministre de la défense. Impliqué ou pas, il lui appartient en tant que ministre de la justice aujourd'hui, de s'expliquer sur le sujet » a conclu notre source.

Si l'on peut voir à travers ces documents publiés la trace qu'un travail d'enquêteur se fait pour traquer les voleurs de la république, l'on ne peut manquer d'observer que la publication de cette liste de présumés détourneurs de deniers publics, après celle des homosexuels en 2006, nourrit un immense sentiment anti-élite au Cameroun. La stratégie, apprend-t-on, consiste à prendre le peuple à témoins en lui servant les noms des gens qui seraient la cause de ses malheurs. Le tout mâtiné d'une volonté de soulever les masses. Le président Biya lors de son passage à France 24 en octobre 2007, avait lui-même reconnu que les camerounais se plaignaient beaucoup. Et s'il fallait les écouter à la première rencontre, il n'y aurait plus de place dans les prisons camerounaises. Cette pensée du Chef de l'État a fait croire aux uns et aux autres que certains segments du pouvoir donnent l'impression que le système est trop corrompu, qu'il devient illégitime et ne peut pas punir les détourneurs de fonds publics.

La publication des listes au Cameroun fonctionne comme une guillotine à couper les têtes, à briser des carrières voire des vies, même si les enquêtes ne révèlent rien contre les suspects. Condamnés par les médias et l'opinion publique, les victimes deviennent une proie facile pour les juges qui ne font qu'entériner ce sentiment anti-élite. De nos jours, la haine s'est installée dans le bateau des « grandes ambitions ». Le vice-premier ministre est devenu l'ennemi commun des autres ministres ciblés. Le « père » lui, n'a pas encore tranché. Mais à en croire notre source, la deuxième phase de l'opération épervier va bientôt reprendre. Et le rapace emportera avec lui plus d'une dizaine de hautes personnalités.

Cameroun : le Président Biya siffle la fin de la récréation

Pierre Rostand Essomba

1^{er} avril 2008

L'ancien ministre de la santé publique et l'ancien ministre de l'économie et des finances sont depuis le 31 mars 2008, gardés à vue dans une des cellules de la capitale. Urbain Olinguena Awono et Polycarpe Abah Abah ont été interpellés par les éléments du Groupement Spécial Opérationnel. Sans résistance les amis de l'homme « lion » se sont rendus.

Les habitants de Yaoundé ont vécu la meilleure scène théâtrale de l'année 2008 le 31 mars. Très tôt dans la matinée les éléments du corps d'élite de la police camerounaise prenaient position tout autour des domiciles de ces deux ministres qui ont longtemps servi la nation. Les opérations étaient pilotées depuis la Délégation Générale de la Sûreté nationale. Il fallait donc obéir aux ordres pour éviter une humiliation publique. Sans aucune résistance, Urbain Olinguena Awono et Polycarpe Abah Abah se sont rendus.

Les signes ne nous ont plus trompés. Depuis le passage du vice premier ministre chargé de la justice à l'assemblée nationale le 28 mars dernier, tout est allé à grande vitesse. Le ministre Amadou Ali annonçait aux députés les arrestations de plusieurs autorités camerounaises. Quelques mois auparavant, certains ministres et bien d'autres personnalités avaient qualifié le fils de Kolofata de traître, quand celui-ci d'une manière ou d'une autre avait donné aux journalistes la liste des présumés détournateurs de deniers publics. La liste du vice premier ministre portait bien sûr les noms des ex-ministres de la santé publique et de l'économie et des finances.

Urbain Olinguena Awono gardé à vue dans une cellule. Qui l'aurait cru il y a cinq ans ? Le natif de Sa'a avait été à une période le protégé du couple présidentiel. Plus d'une personne voyait déjà en lui, l'image du futur président de la République du Cameroun. L'homme était devenu le bras droit de l'épouse du Chef de l'État. En sa qualité de ministre de la santé publique, « Olango » comme l'appellent les jeunes, pouvait donc piloter à sa guise ce département ministériel. Comité national de lutte contre le paludisme, comité national de lutte contre le SIDA, Urbain avait tout créé et mettait qui il voulait à la tête de ces structures facilitatrices de détournements des fonds et des biens. Quant à Abah Abah, l'argentier était « le seigneur » de son village natal. Plus d'une fois, le nom de ce « grand » ministre de l'économie et des finances avait été cité comme étant le plus riche du Cameroun. Il a eu à gagner plusieurs procès contre les journalistes qui le traitaient de voleur de la République. « The Chicago Boy's » régnait en grand maître à Yaoundé.

Devant la direction de la police judiciaire, les commentaires vont bon train. « Paul Biya a plus d'une face », a déclaré une femme. Un peu plus loin on entend : « l'amitié avec le Chef est une trahison ». Tous les amis du président de la République s'interrogent depuis quelques jours. Après 25 ans de règne, l'homme fort de Mvomeka siffle la fin de la récréation. Le Cameroun était devenu un champ où chacun récoltait comme il voulait.

La deuxième phase de l'opération Épervier lancée le 31 mars 2008, va transférer plusieurs dirigeants camerounais dans des prisons. Chaque empire a eu son déclin.

Détournement des deniers publics, Polycarpe ABAH ABAH et Urbain OLANGUENA AWONA de nouveau à la PJ.

Jean Paul MBIA

10 avril 2008

Les deux anciens ministres et co-accusés étaient au parquet.

Yaoundé, 19h30, ce mardi 8 avril 2008. Parquet près le tribunal de grande instance du Mfoundi. Deux cars de la police, gyrophares allumés, démarrent en trombe, suivis d'un pick-up bondé d'éléments du groupement spécial d'opérations (Gso), coiffés de casques anti-émeutes.

Double clignotant allumés, le convoi s'élance vers la direction de la police judiciaire au quartier Elig-Essono traversant, à toute allure sous le regard de badauds, le rond-point de la poste centrale. Au passage, on reconnaît dans l'un des cars, l'ancien ministre de l'Économie et des Finances, Polycarpe Abah et dans l'autre, l'ancien ministre de la Santé publique, Urbain Olanguéna interpellés et placés en garde-à-vue depuis le lundi 31 mars dernier.

Dans la foule massée devant le parquet du Tgi, certaines personnes présentes ne retiennent pas leurs émotions. L'on entend des cris, des pleurs et des gémissements. "Ce sont les membres des familles des deux anciens ministres et de leurs collaborateurs arrêtés", lance une consœur. "La dame en gang, pointe-t-elle du doigt, c'est la tante de Polycarpe Abah Abah", poursuit-elle. Plus loin, un homme vêtu d'un costume sombre, tente de consoler une jeune femme en sanglots. Dans cette ambiance de tristesse, les policiers et les gendarmes déployés veillent. Une tension est perceptible. Visiblement, des consignes sont données pour empêcher toute prise d'image. La caméra d'un agent de la Crtv est d'ailleurs brutalement confisquée.

A la suite du convoi de la police, plusieurs véhicules garés devant le parquet font aussi route vers la direction de la police judiciaire. A travers les vitres fumées d'une 4X4 noire, l'on aperçoit Mme Caroline Abah Abah, l'épouse de l'ex-ministre de l'Économie et des Finances. La brève entrevue au parquet terminée, Me Nougua, Me Billong, Me Mong et d'autres avocats, qui ont accouru, pour assister leurs clients déférés devant le procureur de la République, ont eux aussi pris place à bord de leurs véhicules. Et filent vers la Pj. Finalement, le séjour des anciens ministres au palais de justice de Yaoundé centre administratif n'aura duré que quelques minutes. Ils ont été renvoyés à la police, "pour compléments d'enquêtes", confie une source proche du dossier. Après une effervescence, la foule se disperse, plongeant le parquet dans le calme qui le caractérise habituellement.

Un peu plutôt dans la journée, la circulation a été presque bloquée dans l'après-midi au Carrefour Elig-Essono. Les populations de cette partie de la ville, y compris les passants se sont réunies aux alentours de la Direction de la police judiciaire, pour assister au transfert de Polycarpe Abah Abah, Urbain Olanguena Awono et compagnie au tribunal. Ce sont les policiers des Equipes spéciales d'intervention rapide (Esir) qui assurait la fluidité de la circulation des véhicules au carrefour. Ils ont été relayés plus tard par des policiers lourdement armés.

Parmi les curieux, faufileaient des policiers armés au point où certains se demandaient pourquoi un tel déploiement : " Est-ce que les anciens ministres peuvent fuir ? Je ne sais pas pourquoi l'on mobilise tant de policiers autour de ces personnes arrêtées", pouvait-on entendre, ou alors, "Vous avez déjà modifié votre Constitution à quoi sert-il d'humilier ces personnes ? ". Dans l'attente de la sortie des anciens ministres, les commentaires fusaient. "L'important n'est pas d'arrêter ceux qui ont détourné de l'argent, mais de retrouver l'argent détourné", lançait un jeune homme à son compagnon. Loin de ces débats, les deux anciens ministres et compagnie ont goûté, la première fois pour la plupart, à la sensation d'une promenade à bord d'un car de police. Ce, avant de retrouver leurs cellules à la Pj, pour une autre nuit.

La candidature de Paul Biya divise le département de la Lékié.

Jean Paul MBIA

07 mai 2008

Des cadres du Rdpc ont voulu susciter un nouveau mandat en 2011 au chef de l'État. L'allusion a été élaguée de la motion de soutien adressée.

De sources de Léger NTIGA du quotidien Mutation, la convocation et la tenue d'une réunion des ressortissants du département de la Lékié suscitée dans les locaux de l'Hôtel de ville par le ministre des Finances (Minfi), Lazare Essimi Menye (selon un communiqué de presse sans ordre qu'il a rendu public), mercredi, 30 avril dernier suscitent interrogation et réactions dans l'opinion. D'abord parce que, contrairement à l'esprit du communiqué du Minfi, seuls des partisans et sympathisants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) se sont retrouvés à cette rencontre. Ensuite parce que certaines personnalités pourtant des plus attendues à cette assise, le président du groupe parlementaire Rdpc à l'Assemblée nationale, Jean Bernard Ndongso Essomba par exemple étaient absentes. Enfin, du fait du fait du contexte: Celui d'un "meeting" qui se tient en réaction d'un autre ayant eu lieu douze jours auparavant à la résidence de l'ancien ministre Martin Medjo. Au cours de cet autre conclave, les ressortissants de ce département présents, entendaient adresser une pétition visant l'élargissement de l'ancien ministre de la Santé publique, Urbain Olanguena Awono, au président de la République, Paul Biya. Sur la même lancée, le conclave présidé par le ministre Essimi Menye (en l'absence du ministre des Relations extérieures, Henri Eyebe Ayissi), intervient alors que le même son de cloche visant une action publique de protestation de

certaines ressortissantes de la Lékié en direction de la direction de la police judiciaire (Dpj) au quartier Elig Essono à Yaoundé, a fait l'objet d'une dissuasion peu de temps après l'interpellation de M. Olanguena Awono, au début du mois de mars. D'où, les réactions vives qui ont suivi la lecture de la motion de soutien lue par les initiateurs de la réunion du 30 avril dernier. En effet, contrairement aux molles réactions de l'assistance lors de l'évaluation des activités de commémoration des 25 ans de l'accession de Paul Biya au pouvoir qui aboutira à l'appel dit de Monatéle demandant au chef de l'État de modifier la Constitution et aboutir à la déferlante observée par la suite à travers le pays. Pour cette fois, le texte soumis à l'attention de l'assistance a été expurgé de certains extraits. Dont le principal visant à susciter la candidature de Paul en 2011. Par la même occasion, une partie de l'assistance a tenu à dénoncer la manière avec laquelle les travaux de Monatéle avaient été conduits au soir du 6 novembre 2007. Le contenu du texte lu par les initiateurs de la motion de "l'appel de Monatéle" fait leur fierté, a, lui aussi été critiqué et jugé cavalier. Un peu comme certains leaders de parti, M. Metala du Parti de la nouvelle dynamique (Pnd), lui aussi ressortissant de la Lékié. Cet ancien de l'Union pour la démocratie et le progrès pense que "les réunions des ressortissantes de la Lékié ne sont pas des meetings du parti au pouvoir. Il n'est donc pas question de convoquer parla radio, les autres sensibilités du département comme des forçats ou des écoliers rapidement mis en rang sans en énoncer ni l'ordre du jour, ni modalités". Cette interpellation partagée y compris par certains membres de l'assistance, est d'autant plus entretenue qu'elle dénonce la formulation sur les interpellations de personnalités bien que la campagne d'assainissement de la vie publique soit à encourager. Comme on le voit, l'action et l'avenir politiques de Paul Biya provoquent dissidences et dissonances dans la Lékié.

Des commandos équato-guinéens défilent à Yaoundé.

Pierre Rostand Essomba

21 mai 2008

150 éléments du bataillon des opérations spéciales de Guinée - équatoriale ont pris part au défilé militaire, marquant la cérémonie de la fête nationale du Cameroun le 20 mai. La présence des militaires équato-guinéens au boulevard du 20 mai à Yaoundé a surpris plus d'un camerounais vu les relations froides entre Yaoundé et Malabo.

Depuis près d'un an, le Cameroun et la Guinée -Équatoriale, deux pays voisins de la sous région Afrique Centrale jouent « au chat et à la souris ». L'ancienne colonie espagnole d'Afrique accuse le pays de Paul Biya d'être responsable des grands coups de vols enregistrés dans son territoire. Selon certaines sources équato-guinéennes, les camerounaises sont au centre de la prostitution à Malabo et à Bata les deux grandes villes du pays. A en croire d'autres sources, ce ne sont pas seulement ces raisons citées qui rendent difficiles les relations entre le Cameroun et la Guinée- Équatoriale. Il se dit à

Malabo que des camerounais aussi auraient participé à la tentative du coup d'État raté contre le président Obiang Nguema il y a quelques années.

Pendant trois mois en 2007, les deux pays ont fermé leurs frontières communes. A cette période là, les équato-guinéens avaient sauvagement brutalisé les camerounais vivant dans leur territoire. Pour trouver des solutions à ce problème le président Obiang Nguema, en l'espace d'un mois, avaient fait venir à Yaoundé quatre de ses ministres chargés de mission. Ils avaient plaidé et Yaoundé avait pardonné. A peine le train de l'amitié équato-camerounaise avait redémarré qu'il s'est encore heurté à un autre rocher au mois d'avril 2008. La Guinée-équatoriale depuis le 24 avril dernier a à nouveau fermé ses frontières aux camerounais. De sources diplomatiques, Malabo confirme que la fermeture est momentanée pour cause des élections législatives tenues au pays le 04 mai 2008. Bien qu'on ait déjà publié les résultats de ces législatives, les frontières restent toujours fermées.

Que cache donc la présence du bataillon des opérations spéciales de l'armée équato-guinéenne au boulevard du 20 mai à Yaoundé ? Certains camerounais voient une autre négociation pour la renaissance d'une nouvelle amitié, pour d'autres, c'est une présence de trop. Et pourtant, les militaires équato-guinéens ont été appréciés au cours de leur passage devant la tribune présidentielle. S'il faut le dire, c'est l'un des rares carrés qui a pu arracher le sourire du Chef de l'État. D'un pas tout à fait particulier, ce corps d'élite de la guinée –équatoriale a montré de quoi il est capable. Sac au dos, arme au poing, casque sur la tête, les commandos équato-guinéens ont fait une bonne prestation à Yaoundé.

Raison pour laquelle le président Biya écrit à son homologue de Malabo : « dans une cohésion parfaite, nos forces armées traduisent notre bonne volonté d'intégration sous régionale pour la consolidation du développement de nos nations dans la paix et la stabilité ». Un message lourd de signification bien sûr.

Ayant été bien reçus dans la ville aux sept collines, ces équato-guinéens iront certainement transmettre ce message de bon voisinage à leurs compatriotes. Échanges d'adresses par ci avec des camerounais, prises de photos par là, ces soldats ne se sont pas sentis en territoire ennemi durant leur séjour au Cameroun. (Six jours).

Le S.D.F principal parti de l'opposition camerounaise traverse le désert.

Marie Rose Domisseck

26 mai 2008

Certains responsables du SDF originaires de la province de l'Ouest cameroun pensent qu'il est temps pour Ni John Fru Ndi de céder la direction du parti à la jeune génération. Une nouvelle adversité interne conduite par l'honorable Serge Siméon Noumba, député SDF de la Mifi. Il y a quelques mois, au cours d'un dîner de presse donné à Bafoussam, le député Serge Siméon Noumba a ouvertement souhaité que John Fru Ndi parte de la présidence du SDF. Le

parlementaire va plus loin en critiquant l'archaïsme du leader de son parti qui n'a plus prise sur la réalité. L'élu de la Mifi prend exemple sur l'appel à une journée de deuil national lancé par le chairman et qu'il n'aurait appris que dans les journaux. La rencontre du Comité Exécutif National du SDF, prévue le lendemain de cette sortie, a été reportée et Fru Ndi aperçu à Bafoussam. Preuve que l'affaire est prise au sérieux par le chairman et son équipe.

Depuis quelques temps, l'homme qui fait peur au président Paul Biya est perçu aujourd'hui par certains de ses camarades comme désormais incapable de provoquer le déclic d'un soulèvement populaire. Pendant la confrontation avec le parti au pouvoir, en début 2008 sur la révision constitutionnelle, et même dans la contestation post élections du 22 juillet 2007, beaucoup pensent que Fru Ndi s'est laissé déborder sur la gauche par son lieutenant Jean Michel Nitcheu, député lui aussi. Ce parlementaire, rudoyé par les forces de l'ordre qui lui ont retiré son passeport, a symbolisé pour les militants du SDF, l'opposition dont ils rêvent contre le pouvoir en place. Les camarades de Fru Ndi, Nitcheu et Nounba ne pensent plus seulement que l'échec de l'opposition est dû à la fourberie du pouvoir. Ils commencent à ouvrir les yeux sur ce qu'ils nomment les « lèpres du chairman ».

Les signes du désamour entre Fru Ndi et ses militants sont visibles dans l'incapacité du président du SDF à faire respecter ses choix, lui qui ne fait plus peur ni au régime Biya, ni à ses propres camarades. On se souvient que les magistrats municipaux à la tête des communes remportées par le SDF au terme des élections municipales du 22 juillet 2007 dans plusieurs villes de l'Ouest, le sont contre la volonté du chairman, qui a tenté en vain d'imposer ses propres hommes. Toutes les menaces d'exclusion contre ces militants « véreux » n'ont permis que de mettre à nu la ligne de fracture qui existe entre la base et son leader. Le fameux article 8.2 qui a tant servi à exclure les militants gênants, n'est plus cet épouvantail qui a eu raison des Ben Muna et autres. Ce 8.2 ne peut plus être utilisé pour régler des comptes personnels, a-t-on appris. Le bateau Fru Ndi serait-il donc en train de se noyer, lui qui a tant œuvré pour l'opposition camerounaise ?

C'est à l'Ouest que viendra la déchéance du chairman du Social Democratic Front. Jamais une province au Cameroun n'a donné naissance à autant d'adversité interne vis-à-vis d'un leader. Une province où Ni John Fru Ndi conserve une côte de popularité certaine, mais où il est devenu incapable pour lui de faire appliquer ses décisions et d'imprimer sa marque sur la marche du parti depuis près de deux ans. Pierre Kwemo, Jean Michel Nitcheu et Serge Siméon Nounba, construisent une marge de manœuvre, avec le silence complice de quelques caciques.

Cependant, il ne faut point vendre la peau de Ni John Fru Ndi avant de l'avoir tué. Cet homme au charisme très fort a surmonté tellement d'adversités et battu autant d'adversaires que rien n'indique que le « commandant » Nounba et sa troupe tiendront jusqu'au bout.

La CEMAC cherche encore ses marques

Pierre Rostand Essomba

30 juin 2008

La 9^{ème} conférence des Chefs d'État de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale s'est tenue du 24 au 25 juin 2008 au palais des congrès de Yaoundé. Pendant deux jours, aucune solution n'a été trouvée parmi les épineux problèmes que connaît la sous-région CEMAC.

Yaoundé, la ville aux sept collines a été la capitale de la sous-région Afrique Centrale la semaine dernière. Cinq chefs d'État sur les sept invités ont répondu à l'appel du président : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo de Guinée Équatoriale, Denis Sassou Nguesso du Congo Brazzaville, Omar Bongo Ondimba du Gabon, François Bozize de la République Centrafricaine et le président Menezes de l'archipel de Sao-Tomé et principe qui était à Yaoundé pour frapper aux portes de la CEMAC. Tous ces chefs d'État, plus Paul Biya du Cameroun, avaient chacun derrière lui, une ribambelle de ministres et experts.

Parmi les épineux problèmes à l'ordre du jour, figurait en bonne place l'intégration sous-régionale tant souhaitée par les populations. La libre circulation des personnes et des biens a constitué la pierre angulaire des débats entre les six chefs d'État. A force d'être examinée sans qu'elle soit suivie d'un début de mise en œuvre, cette libre circulation est devenue un véritable serpent de mer. C'est l'Arlésienne que personne n'a jamais vue et qu'on refuse de voir. En l'état actuel des choses, seuls quatre pays de la CEMAC ont présenté des dispositions à rendre effective l'intégration sous-régionale : le Cameroun, le Tchad, la Guinée Équatoriale, la République Centrafricaine. Le Gabon et le Congo Brazzaville conditionnent le projet. Pour les dirigeants de ces deux pays, l'harmonisation des documents de circulation (passeport, visa, titre de séjour, etc.) est une nécessité.

La libre circulation bute aussi sur d'autres obstacles et non des moindres. Les politiques d'immigration menées par certains pays comme la Guinée Équatoriale, s'inscrivent à rebours de l'intégration sous-régionale. Depuis des mois, des vagues de camerounais sont expulsées du pays d'Obiang Nguema Mbasogo. De nombreux autres croupissent dans les geôles à Malabo et à Bata. Que se sont dits les présidents Biya et Obiang par rapport à ce sujet ? la réponse restera toujours secrète, puisque ni l'un ni l'autre n'a voulu répondre à la presse. Pourtant, les deux hommes se sont entretenus dans la salle au palais des congrès de Yaoundé.

Toujours au sujet de la libre circulation, le projet d'une mise en route d'une compagnie aérienne sous-régionale baptisée Air CEMAC, projet intégrateur par excellence, reste encore sans suite. Des sources proches de la commission de la CEMAC évoquent un éventuel décollage en 2009. Et d'après une autre source, ce délai ne sera plus respecté. La mauvaise nouvelle était tombée au moment où Paul Biya et ses hôtes s'apprêtaient à boucler leurs travaux à Yaoundé. La compagnie SN Brussels venait de se retirer du projet de mise en service de Air CEMAC. Un poignard en plein cœur. Un choc qui vient compliquer la situation. Et l'on constate aussitôt un resserrement des États

autour de leurs compagnies nationales. Air Gabon est devenu Air Gabon International avec des capitaux marocains qui avaient été promis au départ à Air CEMAC ; le Cameroun qui n'a plus de compagnie aérienne veut faire quelque chose pour disposer d'un pavillon sur le marché du transport aérien. Le pays fait mains et pieds pour lancer de toute urgence une compagnie à capitaux publics. Signe que le Cameroun investit prioritairement dans sa propre compagnie ; même le Tchad qui ne dispose pas d'une compagnie, a lancé Toumaï Air Tchad. Cette préférence nationale laisse penser que Air CEMAC est un projet mort-né.

Le sommet de Yaoundé n'a donc pas épuisé un seul de ses sujets. Pourtant des questions aussi importantes les unes que les autres : les accords de partenariat économique qui ont semé la zizanie entre les six pays de la Communauté ; le parlement communautaire ; le réseau routier intégrateur ; les politiques frontalières ... En passant le flambeau au président centrafricain, qui devient le président en exercice de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale, jusqu'au prochain sommet à Bangui en 2009, l'on pourra dire que la CEMAC n'a pas trouvé ses marques au Cameroun

NI John Fru Ndi, Marafa YAYA, Cameroon Tribune et la Crtv à couteaux tirés.

Jean Paul MBIA

21 juillet 2008

Le président national du Sdf estime qu'ils ont diffusé des fausses informations sur sa personne.

Le Tribunal de première instance de Bamenda, s'est finalement déclaré compétent, au terme d'une audience tenue le 18 juillet dernier, pour connaître d'une affaire où le président national du Social Democratic Front (Sdf), John Fru Ndi, a porté plainte contre le ministre d'Etat chargé de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (Minatd), Marafa Hamidou Yaya. Le chef d'accusation porte sur la diffamation. Surtout que John Fru Ndi ne se reconnaît pas dans des accusations portées contre lui durant les émeutes ayant secoué le Cameroun vers la fin du mois de février 2008.

En fait, il y a cinq mois, Marafa Hamidou Yaya déclarait, au cours d'une conférence de presse à Yaoundé, que John Fru Ndi avait été aperçu, à bord son véhicule à Bamenda, en compagnie de l'assassin de Nourry, un Français tué à Douala il y a quelques années. Des propos tentant à faire croire que le leader du Sdf était responsable des remous sociaux qui ont traversé certaines villes du Cameroun. Le différend soumis à l'appréciation du juge à Bamenda concerne également deux médias de service public, à savoir la Cameroon Radio and Television (Crtv) et Cameroon Tribune. Ils traînés devant le Tpi de Bamenda pour diffamation. John Fru Ndi leur en veut parce qu'ils ont relayé les déclarations de Marafa Hamidou Yaya.

Les avocats des présumés ont plaidé, en vain, pour un désistement du tribunal de Bamenda. Ils ont expliqué cette option par le fait qu'une affaire similaire est pendante devant une juridiction à Yaoundé. Juge dans cette affaire, Anne Afong a retenu sa compétence, en précisant que les deux affaires sont distinctes. A Bamenda, le procès oppose John Fru Ndi aux présumés. Tandis qu'à Yaoundé, c'est le Sdf qui a porté plainte contre Marafa Hamidou Yaya. Après la bataille sur la forme, les différentes parties prenantes se retrouveront le 24 octobre prochain. Il s'agira de débattre sur le fond de l'affaire. Ce dossier a d'ailleurs été à l'ordre du jour d'une session du Comité exécutif national (Nec) du Sdf, organisé le 19 juillet dernier à la résidence privée de John Fru Ndi à Bamenda : " Nous avons écrit au Minatd, à Cameroon Tribune et à la Crtv pour qu'ils démentent les informations rendues publiques et présentent des excuses.

Ils ne l'ont pas fait. C'est pourquoi nous sommes au tribunal. Ils doivent prouver la véracité des faits ", a précisé Mathias Ofon, membre de la cellule de communication du Sdf. Entre autres sujets, les membres du Nec, une cinquantaine, ont évoqué l'état d'avancement de la réorganisation des structures du Sdf sur l'ensemble du territoire national. Ils ont constaté que cette phase avance dans les provinces du Littoral, de l'Ouest, du Nord-Ouest et de l'Extrême-Nord. Tout en relevant que des équipes du Nec vont bientôt se déployer au Sud, après un passage au Nord et à l'Est. Les "Nec Members" feront le bilan partiel des ces opérations, au cours d'une autre session du Comité exécutif national, prévue le 27 septembre 2008 à Bamenda.

Bakassi : Comprendre les attaques à répétition Les explications des analystes militaires.

Fabien Essiane.

Julio de 2008

Au terme de 14 ans de conflit, trois ans après les accords de Greentree, Le feu tarde à s'éteindre à Bakassi. A la veille du 14 août, date de la reprise en main définitive sur la presqu'île, trois militaires camerounais sont tombés, blessés par les balles d'assaillants non identifiés, mais présentés par le Cameroun comme des rebelles nigérian opposé au processus de paix. Encore des victimes. Malheureusement, à en croire des officiers supérieurs de l'armée camerounaise, la série noire ne prendra pas fin du jour au lendemain. Selon un cadre de la Marine, on est en présence d'une guerre asymétrique, un peu de la même nature que celle ayant, en son temps, opposée les troupes gouvernementales camerounaises aux nationalistes de l'Upc (Union des Populations du Cameroun), parti d'opposition depuis les années 40. L'ennemi vit au milieu des populations, se fond facilement dans la nature, procède par escarmouche, prend l'adversaire par lâcheté, bénéficie de complicités dans les villages... Par contre, jusqu'à la signature des accords de paix, Bakassi a été le théâtre d'une guerre conventionnelle. Une guerre à la loyale, en quelque

sorte. L'ennemi était identifiable, utilisait des armes conventionnelles. De 1994 à 2004, dans son corps à corps avec les troupes nigériennes, les Camerounais se sont toujours préoccupés d'obtenir un avantage militaire sur l'ennemi : la destruction d'un navire, la prise d'un gage territorial ... Seulement, la poursuite des objectifs purement militaires à un coût élevé: les infrastructures sociales abandonnées, les routes non entretenues, le délitement du tissu social, l'insécurité. " Le départ du Nigérien (allusion à Olusegun Aremu Obasanjo) a mis à nue ce gap sécuritaire, administratif, judiciaire et social qu'il 'agit aujourd'hui de combler. Évidemment, tout le monde n'y trouve pas son intérêt ", estime une source proche du ministre de la Défense. La zone dite spéciale, qui regroupe les localités de Idabato, Kombo abedimo et Djabané sont, théoriquement, sous administration nigérienne, et ce jusqu'au 14 août prochain.

De source militaire camerounaise, dans les faits, c'est un *no man's land* (territoire inoccupé entre deux armées ennemi). Le Nigeria n'y a maintenu qu'une vingtaine de policiers qui, d'après d'autres sources, sont plus préoccupés par divers trafics que par la sécurité des biens et des personnes. Leur boulot : détrousser les commerçants, semer l'insécurité dans la zone du delta. S'exprimant devant les députés le 7 décembre 2007, le ministre de la Défense camerounais, Rémy Ze Meka, attribuait à ces bandes armées des actes d'une rare audace perpétrés en Guinée équatoriale. Leur objectif : perpétuer l'instabilité ou, à défaut, monnayer leur reddition. A ce propos, ils exerceraient un chantage permanent sur le gouvernement équato-guinéen. Un communiqué signé du Mouvement d'émancipation du Delta du Niger (Mend) et dont La Veu d'Africa a obtenue copie fait référence à une amorce de dialogue avec les autorités camerounaises. Ces rebelles seraient encouragés dans leur stratégie par certaines personnalités politiques nigériennes. D'après nos sources, Otajiwa Olijawa ancienne sénatrice de Bakassi, originaire de la zone, est l'inspiratrice des manœuvres d'opposition à la mise en œuvre des accords de paix. Si son implication dans les attaques n'est pas prouvée, elle donnerait par contre une caution politique, et une justification prétendument nationaliste (la préservation des intérêts des " autochtones ") à des actes de violence. Embrigadant de fait une population de souche nigérienne qui n'a sans doute pas conscience que ce combat est perdu d'avance, le gouvernement nigérien s'étant engagé à respecter sa parole.

La situation observée à Bakassi n'est pas inédite, fait-on savoir au ministère de la Défense. On la vit régulièrement en zone de post-conflit. En Côte d'Ivoire, en RDC, au Congo, en Rca etc. La stabilisation de Bakassi prendra donc quelques temps. En attendant, le Cameroun entreprend de combler le gap social et administratif créé du fait de la guerre dans les zones déjà effectivement récupérées. 2,5 milliards de FCFA (dont 250 millions déboursés par l'Union européenne) ont déjà été dépensés dans le cadre du programme d'urgence en cours de réalisation. A Issobo, Kombo a Munja I, Kombo a Munja II et Akwa Mbenmong, des écoles sont rouvertes dans les zones qu'occupaient les Nigériens, cinq centres de santé tenus par des militaires camerounais et dispensant des soins gratuits sont construits, cinq forages également... Le feu n'arrêtera pas le progrès.

Trésorerie de Douala : détournement de Près de 2 milliards Fcfa

Jean Paul MBIA

27 août 2008

De lourds soupçons pèsent sur l'ex-caissier principal, qui s'est volatilisé dans la nature depuis quelques jours.

Les textes signés par le ministre des Finances vendredi, 22 août dernier, et portant nomination de nouveaux responsables à la Trésorerie de Douala, n'ont rien de banal. En provenance de Nkongsamba, M. Ndzana Jean, le nouveau Trésorier payeur général (Tpg) de la capitale économique, atterri en effet de plain-pied dans une fourmilière, où il remplace M. Jean-Louis Edou Olo'o. Ce dernier, indique une source généralement bien informée, a été "mis à la disposition de la police" aussitôt la passation de service effectuée vendredi dernier. Le même jour, un nouveau caissier principal par intérim a également pris place à la Trésorerie de Douala. Il remplace à ce poste le nommé Ibrahim Toukour Mohamed, qui a "disparu de la circulation" quelques jours avant la décision signée du ministre Essimi Menye. Selon des sources internes au ministère des Finances (Minfi), ce dernier aurait emporté avec lui "une importante somme d'argent qui avoisinerait 2 milliards de francs Cfa".

Une enquête a d'ores et déjà été ouverte pour retrouver ses traces, indique la même source. Comment en est-on donc arrivé là ? Selon des informations glanées par Mutations auprès de diverses sources, depuis trois semaines déjà, une "mission de contrôle" commise par le Minfi est à pied d'œuvre dans la circonscription de Douala, qui regroupe quelque 25 postes de Trésorerie éparpillés dans la province du Littoral. Basée à la recette des Finances, elle a pour mission principale, apprend-on, de passer au peigne fin toutes les écritures comptables consignées dans les livrets de la Trésorerie depuis le mois de janvier 2008. Après avoir fait le tour des différents postes, la mission en est presque à la dernière étape de son parcours, avec l'expertise de la comptabilité de la Trésorerie générale. Une escale qui, selon des sources internes, semble cependant poser "quelques problèmes".

Nos sources révèlent, en effet, que la mission de contrôle du Minfi aurait constaté que les écritures comptables de trois journées (29, 30 et 31) du mois de janvier 2008, sont introuvables dans les fichiers de la Trésorerie. Plus grave, alors que la recherche des failles éventuelles n'en est qu'au mois de mars 2008, un trou d'environ 900 millions Fcfa aurait été découvert dans les comptes. Ceci expliquerait-t-il la "fuite" de M. Ibrahim Toukour Mohamed, le caissier principal ? Dans les services locaux du Minfi à Douala, plusieurs thèses l'attestent, en tout cas.

La dernière fois où M. Ibrahim Toukour Mohamed a été aperçu dans les bureaux de la Trésorerie de Bonanjo (Douala), remonte en effet à la journée du mardi 19 août 2008. Comme chaque mercredi, il était pourtant attendu à son poste de travail par une escorte de forces de l'ordre aux premières heures de la matinée du 20 août, pour le transfert des recettes de la semaine à la banque (Beac). Il ne s'y est pas présenté. Il n'était pas joignable sur son téléphone

portable non plus. Accompagné du fondé de pouvoir n° 2, le Tpg Jean-Louis Edou Olo'o se serait alors rendu au domicile du caissier principal, où seuls deux messieurs qui disent travailler dans les boutiques de M. Ibrahim Toukour Mohamed, ont été retrouvés. Selon des sources policières, leurs déclarations sont assez ambiguës.

L'un d'eux, apprend-on, a soutenu que "le patron" était absent de la maison depuis la veille, mardi 19 août. L'autre, rapporte plutôt que M. Ibrahim Toukour Mohamed est sorti très tôt de chez lui, dans la matinée du mercredi 20 août. En attendant d'y voir plus clair, les deux "témoins" sont en "exploitation" à la police. Entre-temps, la rumeur continue d'enfler à propos d'une éventuelle sortie du pays du caissier principal. Des mesures dites de sécurité ont aussitôt été prises au sein de la Trésorerie. Mercredi et jeudi derniers, par exemple, seuls les agents du Trésor avaient accès aux locaux, et sous haute surveillance.

Vendredi, le jour où la passation de service a eu lieu, personne n'a été autorisé à franchir le seuil des bureaux. Dans le même intervalle, le compte de gestion de la Trésorerie logé au quartier Akwa (Douala), a été scellé. Tout comme le centre des Impôts d'Akwa et celui basé à la Recette des Finances de Bonanjo. Aux dernières nouvelles, les éléments de la police judiciaire poursuivent des enquêtes internes à la Trésorerie générale de Douala. Selon nos informations, certains agents de la Comptabilité, de la Dépense et du Service de traitement informatique de la comptabilité (Stic), ont été soumis aux contrôles tout le week-end dernier, jusqu'à des heures tardives de la nuit. Quelques indices retenus par les enquêteurs pourraient par ailleurs mieux orienter les recherches. D'abord, le listing des appels téléphoniques de M. Jean-Louis Edou Olo'o, démontrerait que l'ex-Tpg a eu une discussion téléphonique avec M. Ibrahim Toukour Mohamed dans la nuit de mardi, 19 août vers 21h. Ensuite, une doublure de la clé du coffre-fort de la Trésorerie aurait été découverte au domicile de l'ex-Tpg, affirme une source policière. Manifestement, l'affaire promet des vagues. Et, ce lundi 25 août 2008, rien n'indique que le travail reprendra normalement à la Trésorerie de Douala, où la police fait le siège depuis vendredi dernier. Les nouveaux responsables viennent d'être nommés par le ministre des finances, Lazare ESSIMI MENYE.

Un camerounais pour diriger le Conseil Économique Social et Culturel de l'Union Africaine

Marie Rose Domisseck

10 septembre 2008

L'ancien bâtonnier de l'ordre des avocats du Cameroun a été élu le 08 septembre 2008 par acclamation au cours de l'Assemblée Générale qui s'achève ce jour 10 septembre à Dar Es Salaam en Tanzanie.

C'est un nouveau défi que vient de relever Akere Muna. Quelques heures avant son départ pour Dar Es Salaam jeudi dernier, le fils de Nguembo dans le département de la Momo, province du Nord-Ouest, déclarait déjà qu'il tenait à apporter une autre contribution à l'édification de l'Afrique. Puisque dit-il, le

développement de l'Afrique passe par l'amélioration des conditions sociales et économiques des africains ; et le Conseil Economique Social et Culturel ECOSOCC, représente une chance de parvenir à ce développement. Le suspendre aura donc été de très courte durée lundi à Dar Es Salaam, pour la désignation du premier président de l'ECOSOCC. Les candidatures annoncées de Madame Hadia Moubarak, l'épouse du Chef de l'Etat égyptien et de Wangari Mataï, n'ont pas influencé le camerounais. Selon les informations qui nous sont parvenues de la capitale tanzanienne, l'on n'a même pas eu besoin d'attendre la séance de vote pour l'annonce officielle des résultats. Seul candidat en lice parce que dit-on, l'homme a gagné la confiance de tous les membres. Le camerounais Akere Muna a été porté à la présidence de l'ECOSOCC.

Tout s'est joué en une dizaine de minutes au cours de cette cérémonie présidée par le président de la République Unie de Tanzanie et en présence de Jean Ping, le président de la Commission de l'Union Africaine. S'il est trop tôt de tracer une feuille de route claire, le nouveau président de l'ECOSOCC souhaite cependant, dans l'urgence, mettre sur pied dix comités sectoriels de son institution. Ces comités seront arrimés aux 10 commissions de l'Union Africaine. Ceci de manière à fluidifier les passerelles pour créer les conditions d'un rendement optimum de l'Organisation panafricaine.

Le Conseil Économique Social et Culturel de l'Union Africaine qui vient de se tenir à Dar Es Salaam, est un organe consultatif composé de représentants des différentes couches socio-professionnelles des États de l'Union Africaine. Il a pour objectif de promouvoir un dialogue permanent entre toutes les composantes de la population sur des questions relatives à l'avenir de l'Afrique, de soutenir les politiques et programmes permanents de promotion de paix, de sécurité et de stabilité en Afrique, de promouvoir la participation de la société civile à la mise en œuvre des politiques et programmes de l'Union Africaine, entre autres.

L'ECOSOCC vise également à promouvoir et défendre une culture de la bonne gouvernance, les principes et les institutions démocratiques, les libertés et les droits humains et la justice sociale.

Le Conseil Économique Social et Culturel de l'Union Africaine est un organe essentiellement constitué des organisations de la société civile africaine.

L'épervier plane au dessus de Gervais Mendo Zé

Pierre Rostand Essomba

19 janvier 2009

L'ancien directeur général de l'Office National des Radios et Télévision du Cameroun est passé devant le Conseil de discipline budgétaire et comptable. L'on accuse Gervais Mendo Zé d'avoir mal géré l'Office durant ses 17 années de règne.

Les responsables aux services du Contrôle Supérieur de l'État le confirment, tout en se montrant peu discrets sur les détails. Le 16 janvier 2009, l'ancien

Directeur Général de la CRTV et ancien ministre délégué auprès du ministre de la communication a été à nouveau aperçu dans les locaux du Contrôle Supérieur de l'État, précisément dans l'aile qui abrite le Secrétariat permanent du conseil de discipline budgétaire et financière (CDBF). Une instance placée sous l'autorité directe du ministre Siegfried Etame Massoma qui s'intéresse depuis quelques temps à la gestion de la CRTV par l'ex-DG.

Au Secrétariat Permanent du Conseil de Discipline budgétaire et financière l'on masque mal sa gêne quand un journaliste s'enquiert de la raison de cette présence récurrente de Gervais Mendo Zé. Un responsable que nous avons approché, nous a fait savoir qu'à l'état actuel de la procédure aucune publicité ne peut encore se faire. « Le dossier est encore à la phase d'instruction et doit être entouré d'un minimum de discrétion », conclu ce responsable. Une réponse qui s'apparente à celle donnée en novembre 2008 lorsque par communiqué, le ministre Etame Massoma convoque l'ex- directeur de la Cameroon Marketing and Communication Agency et l'ex-directeur des finances à l'Office National des Radios et Télévisions du Cameroun, deux proches collaborateurs de l'ancien DG.

Le 18 novembre 2008, Gervais Mendo Zé avait été entendu par un juge d'instruction au tribunal de grande instance du Mfoundi. Une fois de plus peu de choses avaient été filtrées. Mais il est de notoriété que cet enseignant d'université, promoteur de la chorale « la voix du cénacle », fait partie de ces personnalités auxquelles la justice, les services de police et le contrôle supérieur de l'État accordent une attention particulière ces derniers jours. Entre août et septembre 2008, des mouvements suspects des forces de police avaient été observés autour de la résidence de Gervais M.Z, au quartier Nkol-Eton à Yaoundé. De même qu'à son domaine à Otoakam, à l'entrée de la ville de Sangmélina en provenance de Yaoundé, où l'ancien DG de la CRTV fait également office de chef traditionnel de 2^{ème} degré.

A l'allure où se dessinent les choses, l'opération épervier mise sur pied par le président de la République ne va pas rater sa prochaine proie. L'arrestation de Gervais Mendo Zé n'est plus qu'une question d'heures. Il sera présenté au tribunal pour avoir détourné des fonds publics à la CRTV. L'on réclame à l'ancien DG quelques dizaines de millions de Francs CFA.

Les avocats soudanais plaident pour EL BECHIR à Yaoundé

Pierre Rostand Essomba

03 mars 2009

La délégation soudanaise aux travaux de l'Union Panafricaine des avocats à Yaoundé était constituée de sept avocats, dont le président de l'ordre des avocats du Soudan, Mohamed Fathi Khalil. Au cours des travaux du Panel consacré à la question de la résolution des conflits en Afrique, le président de l'ordre des avocats du Soudan a présenté une plaidoirie de près de 30 minutes

sur la situation générale au Darfour et la question du mandat d'arrêt international qui pourrait être émis contre Omar El Béchir, le Chef de l'État soudanais.

Selon les avocats soudanais, la Cour Pénale Internationale (CPI) est en train de commettre une injustice en voulant poursuivre le président Omar El Bechir. L'un des arguments qu'ils avancent est que le Soudan n'a pas ratifié la convention relative à la CPI, donc son Chef d'État ne peut pas être poursuivi par cette juridiction. Un argument que ne partage pas le conseiller juridique de la Commission de l'Union africaine Ben Kioko, présent aux travaux de Yaoundé. « la CPI est un organe de l'ONU. À partir du moment où le Soudan est membre de l'ONU, il est soumis à toutes les règles de fonctionnement des institutions onusiennes ; surtout si les faits reprochés peuvent avoir des conséquences sur des individus ou des États qui sont sous la protection de l'ONU », a assuré Ben Kioko.

De plus, d'après les avocats soudanais, l'ONU qui prône la réconciliation dans les phases de résolution du conflit au Darfour, commet une grave erreur en voulant procéder à l'arrestation d'Omar El Bechir. Selon le barreau soudanais, cette arrestation va accentuer les dissensions et les colères dans la région du Darfour et au Soudan en général.

Au terme des travaux, l'Union Panafricaine des avocats a dit la nécessité d'envisager la prise en charge et le règlement des poursuites envers les dirigeants africains dans un contexte de droit africain et dans un cadre africain. Elle souhaite d'ailleurs que ce soit les instances africaines telle l'Union Panafricaine qui se chargent de ce type de dossier. Les avocats africains souhaitent également que les dirigeants africains en activité ou non, faisant l'objet des procédures juridiques, soient poursuivis dans le respect des lois et de l'équité, ainsi que du principe d'impunité.

Les membres du Conseil de l'Union Panafricaine des avocats se sont réunis à Yaoundé au Cameroun du 28 février au 02 mars 2009. Ils ont débattu sur les conflits, la démocratie et la bonne gouvernance. Les travaux étaient dirigés par le président de l'UPA, le camerounais Maître Akere Muna.

Inscriptions sur les listes électorales : Les partis politiques s'échauffent

Jean Paul MBIA

13 mars 2009

Considérée comme la première étape du processus électoral, l'inscription sur les listes électorales cristallise toutes les passions sous tous les cieux. Rien d'étonnant donc, ce branle-bas qu'on observe dans les états-majors des partis politiques depuis l'annonce la semaine dernière par ElecCam que ces inscriptions pourraient démarrer dans notre pays dès la deuxième quinzaine de ce mois d'août. C'est-à-dire dans deux semaines. Comme c'est souvent le cas

dans ce genre d'opération, il y a des mécontents, ceux qui auraient bien voulu une refonte totale des listes et non une simple révision. Et ce n'est pas sans raison.

A tout bien considérer, l'opération d'inscription sur les listes électorales est décisive pour la suite de tout le processus électoral. Elle conditionne la quantité et même la qualité des votants. Dans notre pays, selon la loi n° 97/016 du 10 janvier 1997 cette opération doit se dérouler chaque année, du 1er janvier au 31 décembre. Au cours d'une année électorale, comme cela se dessine pour 2011, l'opération est suspendue aussitôt que le corps électoral est convoqué. Pour des raisons évidentes. Parce que cette opération est primordiale, elle reprend au lendemain même du scrutin. La loi est claire sur les conditions de l'inscription sur les listes électorales, notamment avoir 20 ans révolus, et jouir de ses droits civiques.

Pourquoi donc commencer ces inscriptions au mois d'août cette année? Comme nous l'a expliqué, dans une interview qu'il nous a accordée la semaine dernière, le directeur général des élections à Elecama, l'organe indépendant chargé de tout le processus électoral au Cameroun, il ne fallait pas mettre la charrue avant les bœufs. Il a d'abord fallu mettre en place les structures et les hommes chargés d'animer ces structures. Au total 420 personnes ont été installées dans les dix régions. Il a aussi fallu leur donner les moyens de fonctionner de manière indépendante. Ce qui est aujourd'hui chose faite sur toute l'étendue du territoire. Ils sont déjà en possession d'un registre-type qui a été conçu pour que ces inscriptions soient difficilement contestables. Car, chaque inscrit recevra un récépissé attestant qu'il est bien inscrit dans cette circonscription électorale.

C'est là une avancée notable dont nombre d'hommes politiques rencontrés n'avaient même pas connaissance. Ils ont été très ravis de l'apprendre. En réalité, c'est-là l'une des recommandations du rapport de la défunte Onel (Observatoire national des élections) qui, en son temps, avait constaté plusieurs irrégularités sur les listes électorales. Parmi ces irrégularités, la non délivrance systématique des récépissés d'inscription aux électeurs inscrits, mais aussi l'existence ou la persistance de multiples doublons, c'est-à-dire l'inscription d'un même électeur à plusieurs reprises. De même que les erreurs sur l'orthographe des noms ou prénoms de certains électeurs sont de nature à entretenir une confusion nuisible, non seulement à la bonne tenue du fichier électoral, mais aussi à la participation des citoyens au scrutin électoral, etc. Voilà sans doute ce qui a poussé ELECAMA à lancer une grande campagne d'explication et de sensibilisation qui a démarré cette semaine même par la radio. Elle va mettre progressivement à contribution l'administration, les partis politiques, la société civile et les médias autres que la radio pour susciter la convergence des électeurs vers les listes électorales. Malgré tout, nul ne doit ignorer que l'organisation des élections est une affaire commune. Sans jouer les avocats de qui que ce soit, les pouvoirs publics ont déjà fait l'essentiel pour permettre aux Camerounais d'avoir droit à des élections crédibles. Il ne reste plus qu'aux citoyens d'aller s'inscrire massivement sur les listes électorales et exercer leur droit de vote.

L'Ambassade de Grèce ferme ses portes à Yaoundé.

Marie Rose Domisseck

19 mai 2009

La nouvelle circule déjà dans les couloirs du ministère des Relations Extérieures. Mais le ministre Henry Eyebe Ayissi, de source officielle n'a pas encore été notifié.

L'Ambassade de Grèce ferme ses bureaux à Yaoundé le 1^{er} juillet 2009. L'information n'est pas encore officielle, mais elle alimente déjà les conversations dans les milieux diplomatiques au Cameroun. Selon une source diplomatique, l'ambassadeur de Grèce, Dinisios Sourvanos a envoyé au mois d'avril 2009 une note verbale dans certaines représentations diplomatiques, leur annonçant la nouvelle.

À l'Ambassade de Grèce, la mine qu'affiche le personnel camerounais est révélatrice. Un employé ayant préféré garder l'anonymat indique que l'ambassadeur a convoqué une réunion à laquelle tous les membres du personnel ont assisté. Il était question pour Monsieur l'ambassadeur d'informer son personnel de ce que les services de l'Ambassade vont fermer leurs portes au Cameroun. Les motifs n'ont pas été communiqués ; certainement pour question d'ordre diplomatique. Même au ministère des Relations Extérieures, l'on s'interroge sur les raisons qui pourraient conduire à une telle démarche. Pourtant, en pareille circonstance, la procédure veut que le Chef de mission diplomatique introduise une audience au ministère des relations extérieures, principal interlocuteur des représentations diplomatiques, afin de l'informer sur les raisons de sa fermeture.

La rumeur étant arrivée dans les organes de presse de Yaoundé, les journalistes se sont déportés à cette Ambassade, située au 2^{ème} refuge du Mont-Fébé et juste en face de la nonciature apostolique, pour recouper l'information. Mais ils seront tous déçus chacun à son tour quand on leur fera savoir que monsieur l'ambassadeur n'a pas de déclaration à faire à la presse. Quoi qu'il en soit, à quelques semaines de la date annoncée pour cette fermeture, les employés camerounais sont inquiets et incertains quant à leur avenir. Au cours de la réunion avec le Chef de mission diplomatique hellénique au Cameroun, les questions posées au sujet de leur sort après la fermeture n'ont pas trouvé de réponses rassurantes. Bien plus, ces employés auraient été choqués par certains propos du maître de céans. « Quand nous avons demandé à l'ambassadeur ce que nous allons devenir après la fermeture de l'ambassade, il nous a répondu que la Grèce ne nous connaît même pas comme tâcherons », nous a confié un employé.

Selon des témoignages du personnel, parmi les neufs camerounais en service à l'ambassade de Grèce à Yaoundé, trois seulement bénéficient d'un contrat de travail. L'ambassadeur aurait néanmoins promis, sans plus de précisions, d'allouer une prime de bonne séparation avant son départ.

Les évêques camerounais contre le président Paul Biya

Pierre Rostand Essomba

26 juillet 2009

Il y a quelques semaines, le président de la république du Cameroun a ratifié la Convention de Maputo. Convention autorisant une interruption de grossesse. Pour l'Église catholique camerounaise, la décision de Paul Biya est sans valeur ;

Réunis à Yaoundé pour le compte de leur 34^{ème} assemblée plénière ordinaire, les évêques du Cameroun ont sur leur table de réflexion un gros dossier. Certaines hautes personnalités du pays font mains et pieds pour que l'avortement soit légalisé au Cameroun. Selon nos sources, le dossier serait déjà en route vers l'Assemblée Nationale pour l'adoption. Et sachant que l'auguste chambre est dominée à 98% par le RDPC, les dignitaires religieux camerounais craignent que le pire n'arrive par le Palais de verres de Ngoa-Ekellé. Ces dignitaires religieux chacun de son côté ont commencé à crier au scandale. L'église catholique mise au parfum de l'information, n'a pas caché son désarroi.

Tout est parti de l'archidiocèse de Douala où le cardinal Christian Tumi a appelé les chrétiens à la vigilance. L'appel du doyen s'est fait entendre dans tous les autres diocèses du Cameroun. Et d'une seule voix, la Conférence Episcopale Nationale a décidé d'écrire au président Biya. Dans leur correspondance, les évêques tiennent à rappeler au chef de l'État que l'avortement est un crime quelles que soient les circonstances de sa pratique, « il n'est pas question de reculer », déclarait le cardinal Tumi aux journalistes le 24 juin dernier.

Depuis l'arrivée de Paul Biya aux commandes du Cameroun, le 6 novembre 1982, c'est la première fois qu'il est totalement désavoué par l'église catholique. Les initiés de cette religion majoritaire au Cameroun ne comprennent pas pourquoi le fils de Mvomeka, pourtant ancien séminariste et progéniture d'un grand catéchiste est tombé si bas. Même le camarade du président Biya, Mgr Raphaël Marie Ze, évêque émérite de Sangmélina est pour une fois, contre son ami, a-t-on appris.

A l'allure où vont les choses, l'on se demande bien si le président de la république va tenir le coup. Mais il convient de souligner que sa décision est approuvée par une certaine classe des jeunes.

Présidentielle 2011 au Cameroun : la société civile s'organise pour renverser démocratiquement le régime du président Paul Biya.

Pierre Rostand Essomba

26 octobre 2009

Depuis pratiquement deux mois, tous les états-majors des partis politiques officiellement reconnus au Cameroun affûtent déjà leurs armes. Selon certains leaders, le président de la république va anticiper l'élection présidentielle en 2010. Pour cette raison, ils ne doivent pas être surpris.

Le paysage politique camerounais a donc repris vie. Bon nombres de partis politiques sont déjà en campagne. C'est le cas du RDPC, le parti au pouvoir qui ne cesse de multiplier les meetings à travers le pays. Et les militants de ce parti, à chaque rencontre envoient des lettres de motion et de soutien à leur président ; lui demandant d'être une fois de plus leur candidat à la prochaine élection présidentielle. Mais jusqu'à ce jour, Paul Biya ne s'est pas encore décidé. L'homme du 06 novembre 1982 mûrit encore son idée. Il y a 18 mois, Paul Biya a laissé planer le doute sur sa candidature prochaine. Cèdera-t-il ou continuera-t-il ? Aucun camerounais ne peut s'aventurer à donner une réponse. Et pour ne pas être surpris à la dernière minute, les organisations de la société civile ont décidé de se réunir en plateforme pour créer un parti politique.

Le parti de l'Alliance Révolutionnaire Africaine pour l'Indépendance Économique et Sociale, en abrégé le PARADIES, dont le promoteur n'est autre que Joseph Marie Eloundou, ancien militant du RDPC. Ce monsieur n'a jamais cessé de lutter pour la démocratie. Son parti bénéficie d'une virginité certaine, lui conférant une grande crédibilité. Une alliance de patriotes intègres qui ne se sont jamais compromis. Après 19 ans d'un processus de démocratisation tâtonnant et balbutiant, il est temps pour Joseph Marie Eloundou, qu'une autre équipe prenne les commandes du Cameroun et conduise le peuple vers son vrai destin.

Joseph Marie Eloundou n'est pas seul dans son combat. L'homme est soutenu par plusieurs autres organisations de la société civile. Et si l'on essaie de percer le mystère, l'on verra que le PARADIES a déjà choisi son candidat pour la prochaine élection présidentielle. Il s'agit du Dr Mathias Éric Owona Nguini. Ce fils de ministre est présenté comme étant l'homme qui fait peur au régime RDPC. Ses prises de position dans les différentes radios du Cameroun en disent tout. Mais pour certaines personnes, le Dr Mathias Éric Owona ne serrait pas l'homme qu'il faut. Ce grand politologue est le fils d'un ancien ministre camerounais, grand ami du président Biya. Mr Owona Nguini sera-t-il contre son père ? D'après JM Eloundou, c'est l'arme qu'il faut pour abattre le régime Biya.

Procès contre la justice populaire

Jean Paul MBIA

25 novembre 2009

Chaque jour à Douala, des voleurs sont brûlés ou battus à mort par les populations qui usent de plus en plus de cette manière de punir les malfaiteurs.

Pour les habitants de Douala, la capitale économique du Cameroun, la

question est sans doute banale, ordinaire. Ces jours-ci, les radios de la place n'ont cessé de signaler des cas de justice populaire à travers les quartiers de la ville. Au quartier Ngodi, c'est un malfaiteur qui a fini brûlé, il y a quelques jours. Dans la nuit d'avant-hier, au lieu-dit Grand Moulin, c'est un autre qui s'est lui-même enfoncé une bouteille cassée dans les entrailles pour, dans un geste de désespoir, échapper à la foule vengeresse. Au quartier Deïdo, il y a une semaine environ, des habitants se sont entredéchirés parce que certains ont empêché les plus irréductibles d'en finir avec un voleur de vêtements. A chaque fois, la violence avec laquelle les populations s'y prennent effraye. En parler avec les gens ici peut même laisser penser que la ville entière, ou en tout cas une bonne partie de ses habitants, plébiscite cette manière de se rendre justice.

Rencontrée dans le centre-ville, Micheline Koudjou, infirmière, est pour la justice populaire et ne le cache pas : " J'approuve ce que les gens font parce que lorsqu'on amène ces bandits à la force publique, on les relâche et ils recommencent les mêmes méfaits. La meilleure façon de faire, c'est de brûler ces voleurs-là parce qu'ils exagèrent ! J'ai moi-même été victime. Vous voulez qu'on fasse comment ? " Patricia, élève en terminale, ne comprend même pas que l'on s'indigne ou que l'on s'interroge simplement sur ces pratiques récurrentes. " Ceux qui défendent les voleurs et qui préfèrent qu'on les amène dans les commissariats ne savent pas de quoi ils parlent. Ils n'ont jamais été victimes de la cruauté, de la barbarie des bandits. Moi je connais quelqu'un qui a été cambriolé et dont on a violé la femme devant lui. Leur mariage bat de l'aile aujourd'hui. Les malfaiteurs sont tellement cruels et tellement méchants qu'ils jouent avec la vie des gens. Ils peuvent, selon leur humeur, décider de vous tuer ou de vous laisser, comme ils disent, un souvenir en vous tirant une balle dans le pied. Je dis qu'il faut en finir avec eux. Au moins ainsi, on en réduira le nombre ".

En tout cas, il reste peu de place pour ceux qui pensent que l'on pourrait et devrait procéder autrement. Un fonctionnaire qui requiert l'anonymat reconnaît que " l'on ne fait pas beaucoup confiance aux commissariats ou à la gendarmerie mais il faudra toujours qu'on se plaigne là-bas. En fait, les gens tentent d'ériger la justice populaire en règle. C'est un problème de culture également parce qu'ils sont nombreux à ne pas savoir quelles démarches entreprendre pour saisir les juridictions. Par effet de masse, ils molestent les voleurs ". Agent temporaire à la Communauté urbaine de Douala, Jean Materne Som Nzima croit qu'il faut " toujours faire appel aux autorités compétentes. Elles sont là pour quoi donc ? ".

Fort de son expérience du terrain, Rosine Nkonla, journaliste à Radio Equinoxe, résume le sentiment général : " La police qui est censée être le premier service à réagir, qui est censée réagir avec spontanéité, qui est censée être proche des gens, ne vient pas lorsque les populations l'appellent. Du coup, on ne s'en remet plus à elle et dans les quartiers, les gens prennent la sécurité et la justice en main. Ils traitent les malfaiteurs comme ils veulent, sans se poser la moindre question. On ne peut pas apprécier le problème sur le prisme du positif ou du négatif. C'est clair que se rendre justice est négatif, mais le

phénomène est presque rentré dans les habitudes et il ne se passe pas deux mois sans qu'un cas de justice populaire ne soit signalé çà ou là ".

CAMERÚN: LOS JÓVENES PIDEN AL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE RETIRARSE.

Pierre Rostand Essomba

16 décembre 2009

Más de 15000 jóvenes cameruneses acaban de reunirse en Yaundé capital de Camerún. El objetivo principal de su encuentro era escribir una carta al presidente Paul BIYA para explicarle sus preocupaciones. Según la juventud camerunesa, el presidente actual de su país ya está cansado. Por eso, tiene que dejar el poder. Critican también su manera de gobernar. "Un jefe no puede dirigir su familia viviendo fuera». Esta declaración es la del portavoz de los jóvenes, Jean Ardy ATANGA.

En octubre de 2011, se organizarán la elección presidencial en Camerún y el presidente Paul BIYA de manera informal ya está de campaña. Los miembros influyentes de su partido político se reúnen casi todos los días para examinar paso a paso todos los puntos débiles del partido. Se acercan de la población para ponderar el mérito del presidente.

Sin embargo, los jóvenes apoyados por unas organizaciones de la sociedad civil no se someten. Como argumento dicen que la política practicada por el régimen actual no convence. La corrupción, el paro juvenil y una dictadura escondida imperan en Camerún.

En su correspondencia los jóvenes agradecen al presidente Paul BIYA por sus esfuerzos. Pero visto su edad, le piden retirarse. Nacido el 10 de febrero de 1933, Paul Barthélemy Biya Bi Mvondo (su nombre integral) llega al cabo de Camerún el 06 de noviembre de 1982.

A un año y unos meses de la próxima elección presidencial en Camerún, ya se dice que el país se encamina hacia un voto de castigo. Además de los jóvenes, los nativos del departamento de la Lekie, región del Centro declaran que ya no tienen las mismas ideas con el presidente Biya. Y sabemos que es en este departamento que el régimen actual guarda su fuerza electoral. Desde la llegada de la democracia en Camerún, la elección presidencial de 2011 tendrá otra cara.

CAMERÚN - CHAD : LAS RELACIONES ESTÁN TENSAS

Pierre Rostand Essomba

26 janvier 2010

Desde hace unos días, Yaundé refuerza los efectivos de la compañía de la Intervención Rápida. Más de 1500 soldados de esta compañía llegaron a

Gazawa, localidad que está a 12 Km de Touboro (una ciudad de Chad). En esta región fronteriza el ejército chadiano violenta a las poblaciones camerunesas. Y según una información, un capitán chadiano declaró que Gazawa pertenece a Chad. Por eso, los cameruneses que viven en la región tienen que marcharse.

Las autoridades de Yaundé informadas, decidieron negociar con Yamena, capital de Chad. Pero hasta hoy no hay ninguna respuesta favorable. Según los militares cameruneses, el ejército chadiano hace como quiera desde hace un año en Gazawa. La primera intervención camerunesa hizo dos muertos. Un teniente del « BIR » con sus elementos afrontaron la semana pasada a un grupo de militares chadianos.

En Yamena se dice que el ejército camerunés ha matado a los civiles. La tensión está caliente entre Camerún y Chad desde casi cuatro meses. Para encontrar una solución pacífica, el presidente de Camerún Paul Biya invitó a su homólogo chadiano a Yaundé. Ambos hablaron de esta inseguridad que reina en la frontera sur de sus países.

Hoy, anuncian la llegada de 500 para comandos a Kuseri, otra ciudad camerunesa cerca de Yamena. Se dice que llegarán con un importante material de guerra.

Un avión militar ecuatoguineano bombardea un buque mercante camerunés.

Pierre Rostand Essomba

24 février 2010

17 muertos y muchos heridos; es el primer resultado del ataque del ejército del aire ecuatoguineano esta mañana en Limbe una ciudad costera camerunesa. Según el un general del ministerio camerunés de la Defensa, un F16 perteneciendo a la República de Guinea Ecuatorial ha bombardeado por la madrugada un buque mercante camerunés por error. Se dice que el ejército ecuatoguineano buscaba a un grupo de piratas nigerianos que atacó ayer por la noche una usina de petróleo en Guinea Ecuatorial. Las primeras investigaciones relatan que los piratas llevaban el uniforme de los marinos del ejército camerunés. Tras su ataque que ha salido mal, los piratas huyéndose se han dirigido hacia Camerún. Lo que ha planteado una confusión total a los ecuatoguineanos.

El F16 ecuatoguineano no ha estimado que estaba violando los espacios aéreo y marítimo de Camerún. Un grupo de pescadores cameruneses declara que el avión ecuatoguineano antes de bombardear, primero ha vuelto a Bata (2ª ciudad de la República de Guinea Ecuatorial) y unos minutos después ha regresado. Y es en este momento que un buque mercante camerunés entraba en Limbe. Sin reflexionar el F16 ecuatoguineano ha abierto el fuego sobre el buque con el espíritu de revancha. Informadas, las autoridades militares de Camerún han pedido explicaciones al gobierno de Malabo. Explicaciones que Yaundé espera aun.

Según un coronel camerunés, una unidad de la Brigada de la Intervención Rápida (BIR) ya se ha marchado a Limbe. Las relaciones entre Camerún y su vecina Guinea Ecuatorial estarán otra vez tensas. Hace ocho meses, un caporal ecuatoguineano mató a un pescador camerunés en Campo otra ciudad camerunesa situada en la frontera entre los dos países. En réplica, los militares cameruneses mataron a cinco soldados ecuatoguineanos entre ellos, el caporal autor del conflicto. Para encontrar una solución, el presidente Teodoro Obiang Nguema viajó a Camerún para dialogar con su homólogo camerunés.

UN GRUPO DE REBELDES NIGERIANOS ARREBATÓ LAS ARMAS A LOS SOLDADOS CAMERUNESSES EN LA REGIÓN DE BAKASSI.

Pierre Rostand Essomba

31 mars 2010

Desde hace dos días, el ministro de la Defensa camerunesa y el comandante del ejército camerunés no cierran sus ojos para dormir. Minuto tras minuto reflexionan cómo hacer para recuperar las armas que los rebeldes llevaron. A las 3 de la madrugada lunes pasado, más de 25 hombres atacaron la brigada militar de Bamoso (un pueblecito de Bakassi). Estos hombres, según unas informaciones, aprovecharon de la noche para efectuar su operación. Sin temer, entraron en la casa en la que los soldados cameruneses guardan sus armas. Al salir, arrestaron tres militares cameruneses que dormían en la casa. Nuestra fuente un coronel del ejército camerunés confirma que no hubo muertos durante el ataque. “los hombres tenían las verdaderas armas de guerra y operaron en menos de tres minutos”, declara el jefe de brigada de Bamoso.

En Yaundé, el porta voz del ejército no dice nada. La única información que sale del ministerio de la Defensa es que: “los rebeldes vienen de Nigeria”. Sí, son nigerianos. Ayer, una radio privada de Yaundé entró en comunicación con los rebeldes y éstos se presentaron como los rebeldes de la región de Calabar en Nigeria. En la entrevista con el periodista, los rebeldes piden al gobierno camerunés para liberar a los rehenes 700 millones de francos cfa lo que hace 1,5 millón euros.

Según una fuente militar, más de 2500 elementos de la Brigada de la Intervención Rápida (BIR-DELTA) ya están buscando a los rebeldes. El ataque de lunes parece mucho a él del 28 de septiembre de 2008 en Limbé. En Yaundé, dicen que son los mismos rebeldes. En Limbé llevaron sólo las armas de guerra.

Desde hace unos meses, los rebeldes dictan su ley en la región de Bakassi. De enero de 2010 hasta hoy, cuatro ataques ya han sido registrados. El Golfo de Guinea es el campo de los rebeldes. Nigeria, Gabón, Guinea Ecuatorial y Camerún cada uno de estos países tiene su pena.

Los periodistas cameruneses manifiestan en Yaundé.

Pierre Rostand Essomba

06 mai 2010

Esta mañana a las 10 y 30, más de 300 periodistas cameruneses se han reagrupado a unos metros de los servicios del primer ministro, jefe del gobierno. La razón era muy simple: una manifestación pacífica para denunciar la manera con la que el gobierno camerunés trata lo que los cameruneses han nombrado « La mort de Bibi Ngota », (la muerte de Bibi Ngota). El periodista muerto en la cárcel el 22 de abril de 2010.

En vez de una manifestación pacífica, los periodistas han sido sequestrados por los elementos de la policía y los de la guardia civil nacional. Más de 15 heridos, las cámaras destruidas. Un verdadero enfrentamiento. Según el administrador principal de Yaoundé, la manifestación de esta mañana ha sido prohibida por las autoridades de la capital de Camerún. ¿ por qué ? ninguna respuesta ha salido. Según los periodistas, el gobierno no quiere decir la verdad sobre la muerte del periodista Bibi Ngota. Viernes pasado, el ministro de la comunicación, porta voz del gobierno declaró que Bibi Ngota ha fallecido del SIDA. Dos días antes, el mismo porta voz anunció que el periodista tenía un paludismo grave. Según nuestra fuente la mujer del periodista, Bibi N. fue sequestrado por la policía en la cárcel. Tenía unos documentos del Secretario General de la presidencia de la República.

Bibi Ngota y dos de sus compañeros fueron torturados durante un mes. Hoy 3 de mayo, día internacional de la libertad de la prensa, ningún periodista ha acudido a la manifestación del ministro de la comunicación. Por un a vez, los hombres y las mujeres de medias hablan la misma lengua en Camerún. Todos llevan un brazaletes negro. El presidente de la Unión de los Periodistas Cameruneses encontrará el presidente del parlamento mañana por la mañana. Esta tarde una reunión se hará en un lugar secreto. Será para organizar los funerales del periodista muerto. Para estos funerales, el presidente Paul Biya acaba de desbloquear unos millones de francos CFA. Dinero que la familia del difunto rechaza.

Cinquantenaire de l'indépendance du Cameroun: Les grands chantiers lancés vont au ralenti

Marie Rose Domisseck

8 juin 2010

Le visiteur qui ne s'est pas rendu à Yaoundé depuis mars 2010 ne cache pas sa surprise de voir que le jardin qui autrefois s'imposait devant l'hôtel de ville n'existe plus. En lieu et place de cet espace vert prisé par de nombreux « Yaoundéens », un chantier qui dessine à peine les contours de sa forme finale est visible. Sur place, plusieurs ouvriers de l'entreprise de droit français des travaux public, Razel s'affairent à y bâtir une plate forme en pavés. Approchés, ils sont peu loquaces sur la nature de la commande qui a été faite par le maître d'ouvrage qu'est la communauté urbaine de Yaoundé (CUI). Mais quelques commerçants installés tout près pensent savoir qu'il s'agira d'un « espace entièrement vague avec au centre, le monument existant déjà et qui

va subir quelques réfections ». Nos interlocuteurs disent tenir ces informations des ouvriers de Razel qui se ravitaillent chez eux. En dehors de ces témoignages rendus, il est quasiment impossible de glaner des informations sur la date de la livraison et la nature du chantier. Même les collaborateurs du délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Yaoundé, Gilbert Tsimi Evouna, n'en disent pas plus. Mais des informations glanées à la direction technique des céans, laissent croire que le maître d'œuvre, l'entreprise Razel était sensé le livrer avant le 20 mai 2010. Délai pour lequel Razel avait aussitôt manifesté l'impossibilité de tenir. Car, ce chantier lancé à la va vite a été attribué à l'entreprise le 15 avril 2010 seulement. Lui laissant ainsi moins de 40 jours pour rendre le travail. Cependant, aucune trace de la maquette et du cahier de charge n'est visible. En attendant, on se console là bas, en disant que les cinquantenaires courent jusqu'en 2011. Plus loin à l'esplanade du stade omnisports situé à quelques 4 kilomètres, le travail est plus que lent. Le chantier du site annoncé pour accueillir le dernier défilé du 20 mai sommeille. Il n'en est plus rien des embouteillages qui y avaient légion dès l'entame des travaux en fin février dernier. Et pour cause, le travail est réduit au service minimum depuis que le chef de l'État aurait décidé que la parade militaire et civile du 20 mai dernier se tiendrait au lieu habituel. Ce jeudi 3 juin 2010, très peu d'agents de l'entreprise de travaux publics Buns, maître d'œuvre du chantier, sont à l'ouvrage. Ils avouent à demi mots que le travail tourne au ralenti. Un d'eux avoue même que « le matériel déployé début mars a été retourné dans les usines ». Il ajoute avoir appris que les patrons attendent quelques financements pour relancer les choses avant de conclure : « nous travaillons juste pour occuper le terrain dans l'attente de cet argent qu'on dit être en route ».

En gros, seule la tribune (faite en matériaux définitifs) du boulevard du 20 mai a été entièrement livrée. Pourtant, elle n'avait pas été annoncée parmi les grands chantiers des cinquantenaires. Mais à la décharge de la CUY, des personnes proches de ces dossiers signalent qu'elle n'a reçu aucun financement pour ces projets. « La communauté était sensée les préfinancer en même temps que l'embellissement de la ville à hauteur de 9 milliards de FCFA », souligne l'une d'elle. Peut être que là réside tout le mal. Selon certaines indiscrétions, le comité chargé de l'organisation du cinquantenaire de l'indépendance a arrêté de financer ses projets. Pourquoi avoir lancé tant de chantiers s'il n'y'avait pas assez d'argent ? C'est la question que se pose plus d'une personne à Yaoundé. Circuler dans la ville aux sept collines est devenu un parcours du combattant. Pour une distance de 1500 mètres, on met en moyenne 20 minutes.

Les camerounais viennent donc de fêter un cinquantenaire très riche en spectacle. Cependant très pauvre en enseignements et en réalisation.

CAMERÚN-BAKASI: CUATRO MILLONES DE DÓLARES PARA PONER EN LIBERTAD LOS MARINOS RUSOS.

Pierre Rostand Essomba

09 juin 2010

Los secuestradores de los marinos capturados a la altura de las costas camerunesas piden un rescate al gobierno camerunés. Hace ya tres semanas que dos marinos rusos y un lituano son detenidos por un grupo de piratas en la zona de Bakasi en Camerún. Según los pecadores un pueblecito situado entre Limbe y Duala, los rehenes capturados por un comando bien armado han sido trasladados a un sitio desconocido.

En Yaundé capital de Camerún, la embajada de Rusia confirma que recibe las llamadas de un grupo de personas que se presentan como los rebeldes llamados "Threen Lions". Estas personas declaran que son ellas que detienen los marinos rusos desaparecidos en Bakasi el día 17 de mayo de 2010. Pero en el ministerio camerunés de las Relaciones Exteriores, otro grupo reivindica el rapto. Este grupo se presenta como elementos del Movimiento para la Emancipación del Delta de Níger (Mend). El Mend actúa siempre con la colaboración de los elementos de Bakasi Freedom Fighthers. Las llamadas recibidas en la embajada de Rusia y las del ministerio de las Relaciones Exteriores complican las cosas. Sin embargo, los expertos del ministerio de la Defensa que trabajan con la embajada de Rusia y el ministerio de las Relaciones Exteriores en sus investigaciones excluyen la pista del Mend. Para los expertos, los secuestradores de los marinos rusos son elementos de un ejército bien equipado. El grupo utiliza un material de guerra de nueva cualidad. Lo que complicó la situación a la brigada marítima camerunesa durante el ataque.

Un coronel camerunés cuyos elementos están en Bakasi dice que unos de los secuestradores hablan perfectamente francés como si fueran cameruneses. Lo que confirma que hay un nuevo grupo de piratas en el Golfo de Guinea. Pero hasta hoy nadie puede afirmar que los nuevos "reyes del Golfo de Guinea son cameruneses.

Hace unas horas, los elementos del grupo Three Lions han pedido cuatro millones de dólares americanos al gobierno camerunés. Ayer pidieron tres millones para liberar los rehenes. Amenazan de matar a los marinos si el dinero no llega dentro de cinco días a partir de ayer 08 de junio de 2010. Según una fuente militar, el general comandante de la 2ª legión militar de Camerún ya no quiere dialogar con los rebeldes. Dice que es un chantaje sin respecto. El embajador de Rusia en Yaundé tendrá una reunión a las 8 de esta tarde con el ministro camerunés encargado de las Relaciones Exteriores. Ninguna parte no quiere decir lo que se tratará entre el embajador y el ministro. Participarán también en esta reunión el ministro de la Defensa y siete generales del ejército camerunés.

BEAC : la Guinée Équatoriale fait le bras de fer.

Pierre Rostand Essomba

13 septembre 2010

Le pays du président Obiang Nguema refuse de rembourser le trop perçu. Par «erreur», la banque centrale a transféré plus d'argent qu'il n'en fallait à la Guinée Équatoriale.

Jeudi, 26 août 2010, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a affrété un jet privé pour Malabo, capitale de la Guinée Équatoriale. A bord de cet avion, le vice-gouverneur de la BEAC, Brahim Tahir, conduisait une délégation de quatre personnes devant rencontrer Baltasar Engonga Edjo, le ministre équato-guinéen des Finances, pour négocier le remboursement d'une somme de 7 milliards de Fcfa représentant le «trop perçu» d'un transfert de fonds effectué par la banque centrale en faveur du Trésor équato-guinéen il y a un an. Une fois à Malabo, indiquent des sources très bien informées, la délégation de la BEAC s'est entendue dire par le ministre Engonga Edjo que la Guinée Équatoriale n'était pas sûre de devoir quoi que ce soit à la BEAC.

Au surplus, ce membre du gouvernement équato-guinéen a demandé au vice-gouverneur de la BEAC et à ses collaborateurs de constituer une délégation de comptables de la banque centrale, qui viendrait à Malabo travailler aux côtés des comptables du Trésor national à éplucher toutes les pièces comptables relatives aux transferts de fonds entre ce pays et la BEAC sur la période incriminée, afin d'établir si oui ou non la Guinée Équatoriale a perçu plus d'argent qu'il n'en fallait. Un rapport de ce comité conjoint de vérification sera alors adressé au ministre des Finances, Engonga Edjo, qui le transmettra ensuite au président Obiang Nguema, lequel décidera de rembourser ou non, selon les conclusions du rapport.

Vendredi dernier, 27 août 2010 dans l'après-midi, la délégation que conduisait le vice-gouverneur de la BEAC est donc revenue à Yaoundé bredouille, après les victoires remportées auprès des gouvernements centrafricain et camerounais, qui, selon nos sources, ont respectivement remboursé, au mois de mai dernier, 3 et 8 milliards de Fcfa à la BEAC. Sommes représentant le «trop perçu» par les trésoreries nationales de ces deux pays, suite à «des erreurs» commises lors des transferts de fonds effectués en leur faveur par la BEAC.

Comment en est-on arrivé là? En effet, apprend-on de très bonnes sources, depuis au moins un an, la BEAC fait face à une insuffisance de ressources consécutive à la baisse des retombées de ses produits. A titre d'exemple, au 31 décembre 2009, la banque centrale affichait une perte sèche de plus de 20 milliards de Fcfa, et en cette année 2010, la BEAC a déjà perdu 31 milliards de Fcfa au 30 juin 2010, selon le constat effectué par le comité de rémunération qui enquête au siège de cette banque centrale depuis plus de deux semaines. Ces pertes sont consécutives, a-t-on appris, à la baisse drastique et unilatérale (la décision a été prise par la partie française) du taux d'intérêt sur le compte d'opération de la BEAC logé au Trésor français, lequel taux est passé de 2,75 à 1%. Soit une baisse de 60%.

Face à cette baisse des ressources que lui procurent ses produits, d'une part, et l'obligation de jouer son rôle de pourvoyeur de fonds aux États-membres qui

la sollicitent, d'autre part ; la BEAC, affirment nos sources, a décidé d'utiliser les dépôts spéciaux, notamment le compte des générations futures renfloués par les États, pour satisfaire les besoins financiers des différents pays de la Cemac. C'est ainsi qu'à la demande des États, l'argent du compte des générations futures leur est prêté contre une rémunération de 5%. Et selon nos informations, les différents remboursements se sont effectués sans anicroche jusqu'ici.

Il se trouve simplement qu'il y a un an, à l'issue d'un pointage des fonds transférés à partir de ce compte en faveur des États demandeurs de financements, la BEAC s'est rendue compte qu'elle avait, «par erreur», transféré plus d'argent qu'il n'en fallait à trois pays : le Cameroun, la République centrafricaine et la Guinée Équatoriale. A en croire nos sources, il n'a pas été très difficile de récupérer, en mai dernier, les 8 milliards indûment transférés au Trésor camerounais, ainsi que les 3 milliards de Fcfa de trop perçu encaissé par le Trésor public centrafricain. La Guinée Équatoriale, elle, impose des vérifications préalables somme toute légitimes, mais qui vont certainement retarder la rétrocession de ces fonds à un moment où la BEAC a plus que jamais besoin d'argent.

Depuis le sommet des chefs d'État de la Cemac de Bata en 2006, la Guinée Equatoriale est le pays qui alimente le plus la chronique autour de la gestion de la BEAC. Une fois devenu le propriétaire de plus de 40% des réserves de change de cette banque centrale, le pays d'Obiang Nguema, après avoir obtenu le démarrage du chantier de la réforme de cette institution financière régionale, a continué à batailler et a finalement pris en janvier dernier le contrôle de la BEAC, en catalysant le retrait du poste de gouverneur au Gabon et la nomination à ce poste de l'équato-guinéen Lucas Abaga Nchama. Voilà que la Guinée Equatoriale refait parler d'elle, cette fois-ci en refusant, du moins pour l'instant, de rétrocéder un trop perçu à elle transféré par la BEAC. Au demeurant, si l'on a souvent hâtivement accusé le nouvel émirat pétrolier de la Cemac de revendications hégémoniques égoïstes dans la gestion de la BEAC, voire de chantage (lors du sommet de Bangui, le président Obiang Nguema a menacé de quitter le sommet si un équato-guinéen n'était pas nommé à la tête de la BEAC) chaque fois que ses desiderata ne rencontrent pas l'assentiment de ses frères de la Cemac, peut-on raisonnablement condamner le pays d'Obiang Nguema d'exiger des vérifications préalables avant tout remboursement de présumés trop perçu ?

Jusqu'à... 18 milliards de Fcfa (8 milliards de trop perçu pour le Cameroun, 3 milliards de Fcfa pour la Rca et 7 milliards de Fcfa pour la Guinée Équatoriale). Au regard de la dextérité avec laquelle les détournements au bureau de Paris (19 milliards de Fcfa) ont été opérés, du niveau d'implication au moins indirect des plus hauts responsables de cette banque centrale et des maquillages des comptes qui s'en sont suivis pendant quatre ans (2004-2008), ces «erreurs» commises dans les transferts des fonds de la Beac vers certains Trésors nationaux sont-elles de simples «erreurs» commises de bonne foi ou alors des tentatives de détournements que l'on essaye simplement de rattraper ou de camoufler ?

A la découverte de «ces erreurs», les auteurs ont-ils été au moins sanctionnés

au regard des conséquences de leur faute qui entame davantage la crédibilité de cette banque qui manipule tout de même les avoirs de six États? Loin de tout acharnement contre cette prestigieuse institution qu'est la Beac, qui s'est elle-même mise sous les feux des projecteurs depuis bientôt deux ans en alimentant la chronique des scandales, ce sont là autant de questions que l'on est fondé à se poser dans cette affaire, qui, on l'espère, ne débouchera pas sur un nouveau scandale.

UNE MONNAIE UNIQUE AFRICAINE EN 2021

Marie Rose Domisseck

7 octobre 2010

Où en est l'Afrique avec son vieux projet de monnaie unique? Les gouverneurs des banques centrales du continent, réunis à Dakar au Sénégal il y a quelques jours ont discuté du sujet. C'était à l'occasion du symposium annuel de l'Association des banques centrales africaines, qui a la mission de faire aboutir ce projet sur lequel les parties concernées disent travailler à leur rythme. A noter tout de même que l'Afrique pourrait avoir sa monnaie à l'horizon 2021. C'est à la faveur de la première réunion des Gouverneurs des Banques Centrales Africaines, tenue en Février 1965 à Addis Abeba, qu'est née l'Association des Banques Centrales Africaines, l'ABCA. Son objectif : favoriser la coopération dans les domaines monétaires, bancaires et financiers et envisager l'avènement d'une monnaie unique et d'une Banque Centrale Commune en Afrique. Un projet ambitieux sur lequel l'ABCA travaille de concert avec l'Union Africaine. Mais sur le terrain, rien de concret.

Philippe Henry Dacoury Tabley, Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, BCEAO ne partage pas cet avis « Non, ce n'est pas qu'on ne voit rien de concret sur le terrain, ce n'est pas facile. L'Union Européenne est arrivée à ce niveau là en commençant le processus dès la fin de la 2ème Guerre Mondiale et ce n'est qu'en 1999 qu'elle y est parvenue. Donc c'est un processus de mutation qui prend son temps parce qu'il ne faut pas courir le risque d'échouer »

A leur réunion à Dakar, (Sénégal), les Banques Centrales Africaines ont décidé de donner un coup d'accélérateur au projet de monnaie unique. Un nouveau réveil, puisque depuis le 04 septembre 2002, l'ABCA avait déjà adopté à Alger, un programme de travail pour doter l'Afrique d'une monnaie et d'une Banque Centrale à l'horizon 2021.

Il ne reste donc qu'à travailler véritablement pour faire de cet ancien projet une réalité. C'est l'attente exprimée par certains acteurs de l'économie africaine.

Alassane Kouanda, Président de la Fédération Nationale des Petites et Moyennes Entreprises du Burkina Faso. Pour lui, l'heure n'est plus aux

tergiversations « La monnaie unique, est une obligation pour nous. Quand vous prenez les différentes Unions Économiques telles la CEDEAO, avec des pays comme le Nigeria, où la monnaie est le Naïra, le Ghana, le Cedit, le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée, d'autres monnaies. Les échanges entre commerçants, opérateurs économiques ne sont pas facilités. Même pour accompagner des programmes de facilitation d'investissement mis en place pour les hommes d'affaires, c'est difficile ».

Ce projet de mise en place n'emballa pas tout le monde cependant.

Tahirou Sy, homme d'affaires Malien, estime que l'on se trompe de priorités. La diversité des monnaies ne constitue pas un obstacle aux échanges entre pays africains « Nous sommes au Mali, nous achetons beaucoup maintenant avec la Tunisie, notre monnaie n'est pas un frein pour commercer avec ce pays qui a une façade maritime. Lorsque nous commandons un produit cela met 3 fois plus de temps qu'une marchandise que nous importons d'Europe.» Pour cet homme d'affaires, basé à Bamako (Mali), l'urgence en Afrique, c'est d'abord de constituer un marché intégré lequel requiert un développement des infrastructures du continent africain. Acheminer des marchandises du Zimbabwe au Mali, n'est pas évident. La première étape, c'est d'abord la communication entre les états, la seconde, l'intégration des différentes économies. Pour lui, même s'il y a une monnaie unique, sans le développement des moyens de communication, le résultat qu'on cherche, c'est-à-dire développer les échanges commerciaux entre les pays africains, ne sera pas au rendez vous.

Au niveau de l'Association des Banques Centrales Africaines, plus rien ne s'oppose à la création de la monnaie unique. La volonté politique dit on est là et les banques centrales au cœur de ce processus, s'y attellent. Toutefois, il y a des préalables à satisfaire. Les systèmes économiques sont différents, les niveaux aussi, le droit qui régit les pays est différent. Il faut donc que tout cela soit pensé, harmonisé afin que nous arrivions à cette monnaie unique.

A écouter les uns et les autres, il y a des conditions à définir, à identifier et à réaliser. Il ne faut donc pas jouer avec cette matière qui est la monnaie. 2021, c'est encore une décennie de longue attente pour certains, pour d'autres, c'est le temps requis pour poser les fondements d'une banque centrale africaine solide qui aura la charge d'émettre la monnaie pour un marché qui sera constitué alors de plus d'un milliard de consommateurs. Un comité conjoint : Commission de l'Union Africaine – ABCA a été constitué à cet effet. Objectif intermédiaire, l'adoption par les sous régions d'un programme formel d'intégration monétaire à l'horizon 2015.

Avec l'arrivée de cette monnaie unique, l'on dira que la création des États unis d'Afrique ne sera plus un rêve. Le projet très cher au guide de la Révolution libyenne prend progressivement corps malgré quelques oppositions observées par groupuscule de chefs d'État africains.

Francophonie, Yaoundé boude la candidature de Calixte Beyala.

Pierre Rostand Essomba

15 octobre 2010

La franco-camerounaise et écrivaine de renommée internationale est candidate au poste de Secrétaire Général de l'Organisation Internationale de la Francophonie. L'élection a lieu à Montrieux en Suisse le 23 octobre 2010, au cours du sommet de l'OIF qui démarre le 22 octobre et s'achève le 24 du même mois.

A quelques jours de ce grand rendez-vous, Yaoundé reste toujours muette. Aucun dîner d'État offert par le gouverneur camerounais aux diplomates accrédités sur son territoire pour leur demander de façon officielle de soutenir la candidature de Calixte Beyala. Que se passe-t-il entre la candidate et les personnalités de son pays d'origine ? A cette question Beyala répond qu'il n'ya aucun problème fâcheux entre elle et sa nation. Il ya deux semaines, l'écrivaine déclarait qu'elle compte sur la bonne compréhension du Président Paul Biya. « Celui-ci a toujours su accompagner ses compatriotes au niveau international a-t-elle déclaré.

Mais cette fois, Calixte Beyala, du moins pour le moment est toute seule. Dans les coulisses du ministère des Relations Extérieures, il se dit que la candidate n'a pas consulté les autorités avant de se déclarer ; « ...et ce n'est donc pas à la dernière minute qu'on fera l'union sacrée », a dévoilé une source. Yaoundé, sans toute fois le dire à haute voix soutient plutôt la candidature du Secrétaire Général sortant, Abdou Diouf. L'ancien président de la République du Sénégal bénéficie de la confiance de ses anciens homologues et autres amis. L'homme, apprend-on, est protégé par des « puissants » de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Paul Biya et son équipe passent des nuits blanches. Faut-il s'aligner derrière l'ami en sacrifiant sa compatriote ou trahir l'amitié pour les liens du sang ? Chacun y va de son commentaire. Signalons tout de même que Calixte Beyala n'est pas la première camerounaise à ne pas avoir l'onction de la patrie. Et d'ailleurs ceux qui bénéficient de cette onction depuis un certain temps échouent. Beyala en « cavalière solitaire » peut aussi faire mieux comme Maître Akéré Muna à la Commission de l'Union Africaine.

Le 23 octobre 2010 à Montrieux en Suisse, comme une orpheline, la romancière se retrouvera toute seule pour défendre sa candidature. C'est vrai ce sera en présence de la délégation camerounaise.

LIBERTÉS PUBLIQUES: LE GOUVERNEMENT CAMEROUNAIS PRÉPARE UN PROJET DE LOI LIBERTICIDE...

Pierre Rostand Essomba

20 novembre 2010

Une rumeur persistante sur les desseins du gouvernement de restreindre les libertés publiques affole l'opinion. Selon certaines sources, le printemps des libertés publiques vivrait ses dernières heures au Cameroun. Nos sources évoquent une régression du code pénal camerounais. "Cette réforme, peut-on y lire, au vu du draft avant-projet, conduirait si elle était adoptée par l'Assemblée nationale, à un État de non droit essentiellement répressif et sans liberté dans aucun domaine". Les nouvelles dispositions de ce code concernant la déclaration des biens donnent plein pouvoir au "procureur de la République d'interpeller, même de manière des plus arbitraires, tout citoyen dont il suppose le niveau de vie élevé". Une disposition qui devrait avoir pour vocation d'élargir le champ de compétence de l'article 66 de la Constitution de janvier 1996, qui pour l'heure ne s'applique qu'aux gestionnaires de crédits publics. Mais d'aucuns craignent avant la lettre que ce super pouvoir accordé aux procureurs, n'ouvre la porte aux abus de toute nature. Et livrent par la même occasion les fortunes privées à la merci de "petits fonctionnaires arrivistes".

S'agissant des médias, le document renseigne qu'un seul éditeur ne sera plus autorisé à imprimer plus d'un journal privé. Ce qui n'est pas nouveau en soi, puisque les textes en vigueur interdisent à la même personne d'être à la fois patron d'un groupe de presse, de télé et de radio privé. "Concernant les documents administratifs, renchérit le texte dont l'auteur est réputé digne de foi et dont nous conservons secrète l'identité, tout document publié par un journal privé non obtenu sur demande à une administration sera qualifié de document obtenu indûment. La peine ici est de 10 à 20 ans d'emprisonnement ferme, sans préjudice d'amendes". Joint au téléphone, un haut cadre du ministère de la Justice a marqué son vif étonnement, avant de qualifier le document de "tissu de ragots". "Vous dites qu'il n'y a pas de fumée sans feu, et le gaz lacrymogène donne-t-il du feu ? C'est des esprits dérangés qui inventent toute cette histoire, pour créer la zizanie et la psychose dans le pays. Jamais, ils ne réussiront", martèle le collaborateur du ministre de la Justice.

Le 04 avril 2006, le ministre de la Communication de l'époque, Pierre Moukoko Mbonjo et certains de ses collègues ont soumis à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à renforcer les mesures de police administrative et fiscales contre la presse. Celui-ci prévoyait : la soumission de la création d'un organe de presse à l'autorisation préalable du Préfet (la loi en vigueur demande qu'il en soit simplement informé), le pouvoir de saisie des journaux ou de suspension d'un directeur de publication au ministre de l'Administration territoriale et à celui de la Communication et le paiement des impôts et taxes auxquelles les entreprises de presse sont soumises avant toute autorisation de paraître. Aussitôt informé, le chef de l'État, Paul Biya, avait ordonné son retrait pur et simple.

Assiste-t-on à une nouvelle velléité de durcissement de la loi sur les médias ?
Vigilance donc!

L'affaire albatros sera mise en délibérée le 02 décembre prochain

Jean Paul MBIA

21 novembre 2010

L'ancien Secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Marie Atangana Mebara, était au tribunal de grande instance du Mfoundi, à Yaoundé, jeudi, 18 novembre dernier pour répondre des faits de tentative de détournement de deniers publics.

On a vu à ses côtés, Patrice Hubert Otelé Essomba, autre accusé qui n'a pas pris la parole au cours de l'audience. En l'absence du troisième accusé, Kevin Joseph Walls, les débats se sont ouverts à 14 h 10, au lieu de 11 h 30 comme prévu.

D'entrée de jeu, le ministère public a déclaré que la demande introduite par les conseils de Jean-Marie Atangana Mebara n'est nullement fondée. Les avocats de la défense de Mebara, quant à eux, en l'occurrence Me Nguini a insisté sur l'annulation de l'ordonnance de renvoi qui, d'après lui, « compte des éléments contradictoires. Elle devrait être annulée car, l'ordonnance de renvoi dit que nous sommes en matière criminelle or nous sommes en matière correctionnelle». Me Nguni se pose des questions sur la nature des deniers dont parle le juge d'instruction. « Le Sgpr est accusé de tentative de détournements de deniers publics, or, si cet argent dont les échanges se sont faits en son absence était détenu par la société GIA, peut-on encore parler de deniers publics? », s'est-il interrogé. Dans le même ordre d'idées, Me Assira a quand à lui, dit rester sur sa faim. D'après l'avocat, l'ordonnance de renvoi repose sur une ordonnance de disjonction qui est nulle. Il a ajouté que le juge d'instruction a violé l'article 6 du code de procédure pénale, ce qui pénalise l'accusé. D'où la demande d'annulation formulée. Les conseils de Jean-Marie Atangana Mebara sont encore à s'interroger sur la nature de l'infraction reprochée aux accusés. Pour Me Atangana, « Lorsque l'État du Cameroun pour l'acquisition de l'avion, cet argent ne lui appartenait plus. On ne peut pas parler de deniers publics. Par conséquent, les accusés ne peuvent donc pas être jugés en matière criminelle, mais en matière correctionnelle. Nous demandons au tribunal de se déclarer incompétent », a-t-il dit. Le juge Gilbert Schlick, a mis l'affaire en délibéré pour le 02 décembre 2010.

YVES MICHEL FOTSO DERRIERE LES BARREAUX.

Pierre Rostand Essomba

02 décembre 2010

La famille du milliardaire camerounais Fotso Victor est dans la tourmente. L'enfant chéri de « papa Fotso » vient de passer sa première nuit comme

prisonnier à la prison centrale de Yaoundé. Yves Michel Fotso, une autre proie de l'« Opération Epervier ».

Un dispositif armé impressionnant des forces de l'ordre a de nouveau assiégé la résidence de l'ancien administrateur directeur général de la défunte compagnie aérienne publique Camair au quartier Bali à Douala en mi-journée aujourd'hui. Interpellé, l'homme d'affaires a été conduit manu militari à Yaoundé où il était censé répondre à une énième audition à la sous-direction des enquêtes économiques et financières de la Direction de la Police Judiciaire (DPJ). Des indications font état d'une perspective de détention provisoire immédiate à la prison centrale de Yaoundé-Kondengui après l'audition et l'étape du parquet d'instance. Après avoir fait l'objet d'une dizaine d'entrevues de plusieurs heures chacune à la DPJ sur de multiples accusations (Affaires Bombardier, The Albatros, APM, GIA, BBJetII, Camair, CBC, etc...), le fils du milliardaire proche du président Paul Biya, Victor Fotso, connaîtra peut-être finalement l'incarcération tant souhaitée par d'innombrables contempteurs du sérail.

Selon des sources à la chancellerie, l'arrestation spectaculaire d'hier a été instruite directement par le vice-premier ministre, ministre de la justice, garde des sceaux, Amadou Ali, à qui il a adressé récemment une correspondance dénonçant la cabale médiatique et judiciaire dont il est victime depuis l'année dernière.

« Depuis mon passage à la direction de la défunte compagnie aérienne nationale Cameroon Airline (Camair) - de juin 2000 à novembre 2003 -, écrivait-il, je fais l'objet d'une virulente campagne médiatique sur fond de désinformation jamais égalée dans notre pays. Ceux qui en sont les auteurs tendent à imprimer dans l'opinion l'idée selon laquelle je serai le responsable de la cessation d'activités de cette société. De plus, tout est fait comme si la Camair a été créée le 20 juin 2000 à ma nomination et liquidée le 03 novembre 2003 à mon départ ».

L'ineffable destinataire de la correspondance qui, il faut le dire, relance l'opération « Main Propre » pour faire diversion sur l'affaire des biens mal acquis du président Paul Biya à Paris ne décolérerait pas depuis sa publication dans la presse. De fait, Yves-Michel Fotso qui a « tout perdu depuis le début de ces affaires » s'est vu séquestrer, de nouveau, son passeport le 08 novembre 2010 par le commissaire spécial de l'aéroport international de Douala, sans explication, ni attestation de confiscation. L'homme d'affaires dont le patron de la Justice avait déjà souhaité, dans une suggestion au Palais, qu'il soit mis aux arrêts pour "satisfaire l'opinion" a fait l'objet de confiscation de passeport deux fois de suite.

Le rapace le plus puissant du Cameroun vient donc encore d'emporter un « gros poussin ». A quelques mois de la prochaine élection présidentielle, le candidat pour le moment non-déclaré du parti au pouvoir (RDPC) rase son entourage. Selon certains, Le président Paul Biya veut sauver sa peau devant son peuple qui, depuis un bon bout de temps le critique sévèrement. Selon nos

sources, d'autres grands fils du pays passeront devant les tribunaux. En une phrase, l'heure de la vérité a sonné.

La situation politique en côte d'Ivoire inquiète le Cameroun

Jean Paul MBIA

06 décembre2010

La jeunesse africaine dit non à l'ingérence des occidentaux dans les affaires du continent. C'est en ces termes que pouvaient se résumer les assises tenues hier dimanche, 05 Décembre 2010 à Yaoundé dans un hôtel de la place.

La jeunesse camerounaise dans toutes ses composantes a tenu à fustiger l'immixtion des occidentaux en général et les français en particulier dans les affaires des pays ex colonies de la France. Les débats étaient coordonnés par l'association Jeunesse Unie contre la Souffrance en abrégé JUS. Le cas de la Côte d'Ivoire a été longuement évoqué.

De multiples leaders d'associations de jeunes ont expliqué que la communauté internationale en général et la France en particulier entendent imposer Alassane Watara à la tête du pays pour que celui-ci leur facilite la tâche dans le pillage des ressources du pays. Ils ont par ailleurs soutenu le président Laurent Gbagbo dans sa politique de sauvegarde des intérêts de la Côte d'Ivoire.

Mongo Jean Marie Magloire, le président de JUS a rappelé que la jeunesse africaine fera tous les efforts pour que le continent africain soit réellement autonome tel que le disent les textes. Il a poursuivi en ajoutant que le Cameroun n'est pas à l'abri des manoeuvres de la France. La campagne a d'ailleurs été lancée par la soit disante affaire des biens mal acquis du Président Paul BIYA en France. Selon lui, c'est la France qui monte la diaspora camerounaise contre son président. Toute chose qui ne va pas réussir au Cameroun car ce pays reste et demeurera un pays de paix et de stabilité. D'autres actions sont annoncées dans les autres villes du pays pour démontrer aux yeux du monde, le mécontentement d'une jeunesse africaine se voulant responsable.

JUSTICE POPULAIRE AU CAMEROUN : LORSQUE LE PEUPLE PREND LES CHOSES EN MAINS.

Lorraine Mbessa NDZANA

Décembre 2010.

L'insécurité dans les villes et villages du Cameroun, pose depuis longtemps déjà la question des solutions efficaces pour y remédier. En effet, vols, viols, braquages, rapt, meurtres sont le lot quotidien des populations, surtout celles des quartiers populaires ou s'entassent brigands, violeurs et autres repris de justice, qui terrassent les pauvres citoyens, les délestant du pain gagné à la

sueur de leur front.

Ces forfaits perpétrés de nuit sont de plus en plus commis le jour et les membres des gangs se recrutent déjà auprès des jeunes filles. Arrêtés, puis déferés auprès des autorités compétentes, l'on est très souvent surpris de voir au bout de quelques semaines, ces mêmes individus, libres et de retour pour se venger. Cela est possible grâce à la complicité ou à la corruption de quelques « brebis galeuses » à qui l'on a versé des pots-de-vin. Quelques fois, informées d'un braquage, les autorités de la police ne se déplacent pas, prétextant une insuffisance de leurs éléments ou un manque de carburant.

Face à cet état de choses, et exaspérées ou réticentes à déclencher la machine judiciaire, qu'elles jugent longue et coûteuse, les populations sont devenues à la fois victimes, juges, et bourreaux. Préférant elles -mêmes se faire justice au lieu de laisser faire la justice : c'est le phénomène de la vindicte populaire qui s'est emparé des grandes métropoles parmi lesquelles Douala, Bamenda, ou Yaoundé.

Surpris et arrêté par les populations, le présumé voleur sera copieusement battu, souvent à mort à l'aide de machettes, gourdins, barres de fer, pierres, etc. Le pire des scénarios veut que le voleur soit déshabillé, battu et ses blessures badigeonnées de jus de citron ou encore qu'il soit recouvert de pneus afin d'être brûlé vif. Des scènes effroyables qui laissent pourtant indifférents les passants et autres badauds parmi lesquels des enfants. Ces actes posés au mépris de la loi sont de véritables dénis d'humanité qui amènent les éducateurs à se demander si l'on n'est pas rentré à l'état de nature tout simplement.

Au delà, ces actes sont condamnables sous tous les points étant donné que les lois et les autorités existent bel et bien malgré les pesanteurs et que personne n'a le droit ou le monopole de se rendre justice ou d'ôter la vie d'un être humain comme bon lui semble.

Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur en juillet 2005 est une véritable révolution à ce sujet, puisqu'il précise les actes pouvant faire l'objet de poursuites pénales, les procédures, les responsabilités, les sanctions encourues par les auteurs et même les autorités ayant compétence pour les exécuter. On ne peut donc qu'espérer, qu'au lieu de se faire justice, les populations laisseront la justice faire.

Dimisión un alto cargo del RDPC en Camerún.

Fabien Essiane

13 de enero de 2011

Un diputado del partido al poder RDPC (Reunión Democrática del Pueblo Camerunés) en Camerún dimite. Ayah Paul Abine, diputado del RDPC en el

departamento de la Mani se ha declarado candidato en la próxima elección presidencial prevista en mes de octubre de 2011. Aunque la victoria de Paul Biya está casi segura, esta dimisión divide los miembros de esta formación política.

Todo empezó el 10 de abril de 2008 cuando la Asamblea Nacional voto una ley que modifica la constitución dando al futuro presidente posibilidad de ser presidente hasta su muerte. Camerún vivía una crisis debida al aumento de los productos en los mercados. Hay que notar que en antigua constitución, el mandato del presidente era de 7 años renovable una vez. Y la actual (después de su modificación) es el mandato es ilimitado. Con 61 años de edad, Ayah Paúl Abine, no ha sido de acuerdo con la modificación de la constitución en 2008. En una rueda de prensa organizada en Bamenda, rindió publica su dimisión del RDPC. Para mostrar su buena voluntad como futuro candidato en la elección presidencial, Ayah Paúl ha declarado sus bienes, conforme al artículo 66 de la constitución que dice que "*cada camerunés debe rendir pública sus bienes*". Hasta hoy ninguna otra persona ha respectado esta ley. Según Ayah Paúl, Camerún está mal gestionado por el gobierno actual que desvió fondos públicos. Paúl Biya particularmente está acusado de desviar el dinero de Camerún, y todavía no quiere declarar sus bienes. Por eso, una asociación camerunesa se quejo en el tribunal de París sobre los bienes mal adquiridos de Paúl Biya. Esta dimisión de Ayah Paúl es la quinta de un alto cargo del partido en el poder. En el pasado hemos visto las dimisiones de Pierre Mila Assouté, Jean Jacques Ekindi, Albert Dzongang y Adama Modi. Este último era diputado de la parte norte donde vienen la mayoría de los votos de Paul Biya.

Appel aux protestations: opinion politique, médiatique à Yaoundé

Jean Paul MBIA

02 mars 2011

La période allant du 21 au 27 Février 2011 a été marquée sur le plan politique par l'appel des populations à la révolte contre le régime en place. Pour ce faire, des tracts ont été distribués plusieurs jours avant dans toutes les grandes villes du pays notamment à Yaoundé, à Douala, à Bafoussam etc. Lesdits tracts demandaient aux citoyens camerounais de descendre tous dans les rues le 23 Février 2011 pour un seul objectif, déstabiliser le pouvoir en place.

Des témoignages recueillis ça et là, il ressort que certains leaders politiques résidant ou non au Cameroun souhaiteraient l'alternance sans condition au sommet de l'État dans une logique que le Président Paul Biya, après 29 ans passé à la tête de l'État, n'a plus rien de concret à proposer aux citoyens. « Son imagination a tari ». Selon certaines indiscretions, la voie des urnes ne s'avère plus nécessaire étant donné, la non transparence observée depuis lors dans le processus électoral au Cameroun. Il faudrait noter que les instigateurs à la révolte populaire colent les réalités politiques camerounaises à celles de

certaines pays du Maghreb où le peuple a mis fin à ce qu'il considérait comme dictature. L'exemple le plus frappant est l'Égypte.

Malheureusement, le peuple camerounais n'a pas répondu à l'appel et pourquoi ? Cette question fera l'objet de plusieurs débats dans presque toutes les chaînes de radio émettant à Yaoundé. Mercredi, 24 Février Sky One Radio, Magic Fm, Siantou et Satellite Fm ouvrent le bal dans leurs différents journaux de la mis journée à travers reportages et interviews. De là, il ressort que les populations n'ont pas jugé opportun de descendre dans les rues. De plus, les émeutes de février 2008 restent encore gravées dans des mémoires, elles (ces émeutes) qui ont paralysé les activités commerciales à Yaoundé comme ailleurs. Des chicanes auront lieu dans les bus, les taxis et même dans les débits de boisson mais il faudrait attendre le week-end pour écouter profondément les leaders politiques et d'opinions. Ainsi Samedi, 26 Février Plein phare de Sky One invite Paul Zambo, président national d'un parti politique, MDIR. Pour lui, les mouvements de telle sorte ne peuvent être qu'odieus. Il ajoute : « Le pouvoir ne se conquiert pas dans la rue, plutôt par les urnes. ». Ici, Paul Zambo semble soutenir Duval Lebel Eballe, un autre président de parti politique, UNITOC qui demandait déjà aux populations le 22 Février de vaquer librement à leurs occupations habituelles. Le président de l'UNITOC rappelait à certains que le Cameroun n'est pas la Tunisie, ni l'Égypte encore moins la Libye.

Au cours du même programme, le conseil national de la jeunesse invité, abonde dans le même sens que Paul Zambo. Le porte parole de la jeunesse ajoute aussi qu'aucun étudiant d'université privée ou publique n'est prêt à commettre des bavures qui n'honorent pas le statut d'étudiant. Il ajoute d'ailleurs que tous les étudiants préparent sereinement les compositions de fin du 1er semestre. Tandis que le programme se poursuit, Édith Kawalla, candidate à la prochaine présidentielle intervient par téléphone. La dame reconnaît son implication dans la mobilisation des foules pour la descente dans les rues mais regrette que le message à véhiculer n'ait pas été bien appréhendé par les forces de maintien de l'ordre. Pour elle, il ne s'agissait pas de chasser Paul Biya du pouvoir plutôt de commémorer la journée des martyrs. Kawalla souligne en outre les cas de blessures graves sur quelques manifestants à Douala. Les images ont été diffusées sur internet. Satellite Fm, magic Fm, Radio venus etc reviennent chacune sur la tournée nationale du leader du Sdf. Apparemment, Ni John ne se reconnaît pas dans cette mobilisation. Issa Tchirouma tenant un meeting politique à Maroua demande aux citoyens de s'abstenir de toute mauvaise intention. La priorité revenant aux inscriptions sur les listes électorales. Le même sujet fera la une de poly came et Zapresse à Siantou. Les invités de Paulin Mballa (zapresse) adoptent un débat contradictoire. Les maires Rdpc, Jean Simon Ongolo Omgba et Christophe Miemzock soutiennent que l'heure n'est pas à l'incitation à la révolte mais à la mobilisation des électeurs pour Octobre Prochain. Les résultats des urnes étant la seule solution pour accéder à la magistrature suprême. Pendant ce temps, Jules Domché, journaliste, s'interroge sur la légalité des manifestations publiques au Cameroun. Jules estime que les textes ne favorisent que le parti au pouvoir et condamne toute autre activité contraire aux aspirations du pouvoir. La même analyse est soutenue par plusieurs auditeurs intervenant par

sms depuis l'Europe et l'Amérique. Ajoutons que de nombreux citoyens surtout de la diaspora auraient souhaité que la marche ait lieu mais sous le contrôle des forces de police et militaire dans la perspective d'éviter des casses et des troubles à l'ordre public. A noter que les représentants des pouvoirs publics intervenus dans les médias audiovisuel et presse écrite ont martelé que le pouvoir ne baissera pas ses bras et qu'aucune déclaration ne sera négligée.

ÉTATS UNIS D'AFRIQUE : GARGA HAMAN ADJI MILITE POUR

Pierre Rostand

05 avril 2011

Cet ancien ministre camerounais a présenté son dernier livre considéré par les africanistes comme étant le testament des Etats Unis d'Afrique.

Son livre ne possède ni préface, ni prologue. Comme une ordonnance, Garga Haman Adji présente la situation du Mal Africain et dans une deuxième partie un paquet de solutions pour venir à bout de ce mal. « Ce livre concrétise notre modeste contribution à la réflexion commune tendant à sortir l'Afrique de ses innombrables problèmes qui ne cessent de fermenter le borbier dans lequel elle semble se complaire de patauger », a-t-il fait savoir justifiant sa démarche. L'auteur qui se reconnaît « engagé », montre comment l'Afrique reste un continent de l'anormalité. Un continent où les dirigeants se jouent avec désinvolture des espoirs et de la patience des populations. Plaçant sa production dans le contexte actuel, l'auteur interpelle les africains à la vigilance face à un Occident qui n'a aucun intérêt que celui de maintenir l'Afrique dans l'asservissement. Il revient sur le nouveau conflit « économique entre l'Afrique et l'Europe » pour dénoncer son caractère inéquitable et hypocrite. Cependant il ne manque pas de critiquer l'attitude des dirigeants des pays africains qui, selon lui, ont leur part de responsabilité. « L'irresponsabilité, le déficit du sens de l'Etat, le mépris de l'intérêt général, le manque de foi et de volonté politique affirmée des dirigeants d'une part ; l'inconscience, le manque de maîtrise organisationnelle et d'initiatives dignes d'intérêt, l'absence d'objectifs et de projets programmés, la gabegie, le népotisme des autorités d'autre part caractérisent la gestion des affaires publiques de la majorité des Etats africains » écrit-il. Les africains, dit-il, doivent se réapproprier leur indépendances. Comme solution Garga Haman Adji demande aux dirigeants du continent de s'approprier les nouveaux concepts, et se mettre résolument dans le cadre des Etats unis d'Afrique.

« Le Mal Africain : diagnostic et thérapie » ainsi s'intitule ce nouvel ouvrage de Garga Haman, grand homme politique camerounais. Le livre, bien que paru il y a deux ans a seulement été dédicacé il y a quelques jours. L'auteur affirme pourtant que même s'il devait l'écrire aujourd'hui, il garderait la même forme et les mêmes thématiques. « Voyez ce qui se passe autour de nous, on se refuse à l'admettre mais les conflits qui naissent partout en Afrique

sont loin d'être des conflits politiques, ce sont des conflits économiques » a fait savoir l'auteur. Le livre comporte 322 pages. Il a été édité aux éditions l'harmattan Cameroun et est disponible dans toutes les librairies du Cameroun. Il est aussi disponible sur internet. L'ouvrage comporte deux parties. La première, « voyage au bout du mal africain », s'adosse sur deux chapitres qui présentent pour le premier, « le mal africain », le 2ème bâti sur le « désir d'assistance ou volonté de domination ». Ici, l'auteur constate la faillite en béton d'un continent qui s'est laissé prendre au piège en se faisant « bercer » par : des procédés et techniques néocolonialistes, l'aide au développement ou stratégies de diversion, les institutions de Bretton Woods. Dans la 2ème partie consacrée aux remèdes et maux de l'Afrique, l'auteur « clique » dans le chapitre premier sur la nécessité de déjouer les causes des échecs politiques, car il s'agit de « rompre avec l'étroitesse de vue et le manque de perspective ». Dans les deux derniers chapitres, l'auteur suggère de « décoloniser, repenser et renflouer les économies africaines ».

L'ouvrage de Garga Haman Adjii appelle ainsi à l'idée d'une ambition continentale, comme défi pour les dirigeants africains. « Finalement, force sera de constater qu'il ne revient qu'à nous même Africains de prendre conscience de notre inconcevable retard et de provoquer conséquemment un sursaut continental à la dimension de ce retard pour forcer nos partenaires historiques ou à venir à nous prendre désormais au sérieux » a conclu Garga Haman. Un véritable testament, même si peu de personnes étaient présents à la cérémonie.

SANTÉ

Hospital sin corrupción: El gobierno camerunés sigue su campaña de información contra las malas prácticas en los hospitales públicos. El objetivo de esta cruzada es mejorar la cualidad de los servicios.

Pierre Rostand Essomba

15 mai 2007

En el ámbito de la operación Hospital sin corrupción iniciada en 2005, el ministro camerunés de la Sanidad Pública lanza una campaña multimedia, hacia los personales de la salud y los usuarios sobre las buenas prácticas en las formaciones sanitarias.

Desde hace unas semanas, los anuncios están en los hospitales. Tienen un papel muy importante; El de llamar al orden todo el personal médico. En cuanto a los enfermos, tienen que pagar todo en las cajas únicamente. Según el ministro de la Sanidad Pública estos anuncios de sensibilización han sido iniciados primero para implantar una relación de diálogo y de confianza entre los usuarios y los servicios públicos de la salud. Luego, para erradicar la corrupción en el sistema nacional de la Sanidad Pública. El ministro Urbain Olanguena Awono precisa que la corrupción y otras malas prácticas en los centros sanitarios tienen que estar abolidas para asegurar el bien estar de cada persona.

La corrupción ha consumido Camerún y el sector hospitalario ha sido su principal blanco. « Habla bien. Haz el gesto que salva. Hay que sangrar ». He ahí tantos códigos utilizados en los hospitales para comprender lo que uno tiene que hacer. Con esta manera, la vida cuesta muy caro. Y cada día, hay muchos muertos. No es porque luchan contra las malas prácticas que mueren, sino porque no tienen dinero para distribuir a quien lo pide.

La corrupción ya había tomado un paso increíble en Camerún. Muchos sectores como la aduana, la policía y la justicia estaban consumiendo por esta mala peste. Pero desde hace unos días la situación está cambiando pasito a paso. En algunos centros sanitarios de Yaundé que hemos visitados, los usuarios confirman que la campaña del ministerio de la Sanidad Pública hace buenos resultados. « Estoy aquí desde la semana pasada, y hasta hoy, no me han pedido nada, solo los 1500 francos CFA, para la entreda », así nos cuenta un enfermo interno en el hospital central de Yaundé.

¿La sensibilización alcanzará su blanco? La pregunta es importantísima porque los personales sanitarios han provocado una huelga. Entre las condiciones que

piden al gobierno, hay el aumento del salario. Al contestar a los médicos, el ministro Olanгуena ha dicho que todo se arreglará dentro de poco.

Hospital sin corrupción tendrá éxito si lo quiere el gobierno.

Les personnels médico-sanitaires et assimilés des hôpitaux publics observent une grève depuis le 09 juillet dernier.

Pierre Rostand Essomba

10 juillet 2007

Assis à même le sol, vêtus de blouses blanches, les infirmiers, les aides soignants et le personnel d'appui de l'hôpital Central de Yaoundé, ont tenu à exprimer leur colère au gouvernement camerounais. C'étaient des messages poignants qui se lisaient sur les pancartes que tenaient les manifestants. « Où est passé l'argent du point d'achèvement de l'initiative PPTE ? » ; « 15 ans de service toujours temporaire...Ekiéé ! » ; « Diplôme supérieur = 25 000 FCFA à la fin du mois » ; Paul Biya, juge toi-même ».

Les personnels médico-sanitaires et assimilés des hôpitaux publics du Cameroun accusent le gouvernement camerounais d'être irresponsable. Celui-ci, par la voix de son ministre de la Santé Publique avait fait des promesses aux infirmiers temporaires le 02 avril dernier. Promesses pas tenues. Depuis quelques années, les personnels médico-sanitaires et assimilés des hôpitaux publics du Cameroun, réclament :

- l'harmonisation des âges de départ en retraite à au moins 60 ans des personnels de la santé, car les hôpitaux se vident de plus en plus.
- La contractualisation de tous les personnels dits « temporaires » des hôpitaux publics et para publics.
- Le paiement des arriérés de salaire de 15 mois du personnel « PPTE ».
- L'accélération du processus d'intégration des personnels PPTE à la Fonction Publique.
- Et la revalorisation des salaires des fonctionnaires ayant subi plus de 50% de perte depuis 14 ans.

La grève s'est généralisée mardi dernier à travers le Cameroun. Seules les urgences et les maternités sont assurées par des services minimums. « Ces services seront bientôt arrêtés si rien n'est fait d'ici peu », menacent les grévistes. Le mouvement des personnels médico-sanitaires dirigé par le Syndicat National des Personnels Médico-Sanitaires (Synpems) est symptomatique du malaise dans la santé publique au Cameroun. Il intervient au lendemain du lancement officiel de la campagne électorale pour le double scrutin du 22 juillet 2007. « C'est notre façon de battre campagne contre le régime en place qui promet tout et ne réalise rien. Si cette grève peut réveiller la conscience des politiques, c'est une bonne chose », déclare un infirmier. Dans leur grande majorité, les grévistes comptent sur l'effet de la campagne pour faire passer leur message. Car disent-ils, il est temps que le gouvernement soit reconnaissant envers les temporaires médico-sanitaires et

les autres. Et depuis ce matin le message passe. L'on a vu certains leaders politiques dialoguer avec les manifestants. La situation des infirmiers et aides-soignants des hôpitaux publics du Cameroun, occupe déjà la première page des meetings qui se tiennent dans les grandes villes du pays. Le gouvernement par son ministre de la Santé Publique, a rencontré ce jour les représentants du Synpems.

Le ministre Urbain Olanguena Awono a demandé aux grévistes de reprendre immédiatement le travail, et que leurs problèmes trouveront des solutions dans les plus brefs délais. En réponse, les grévistes confirment qu'ils attendent voir le gouvernement manifester sa bonne foi au regard des doléances exprimées. La confiance autorisant l'apaisement, le mot d'ordre de grève vient d'être suspendu. Les hôpitaux publics du Cameroun vont reprendre leur cours normal à partir de demain. La campagne électorale des législatives et des municipales du 22 juillet prochain apportera-t-elle de bons fruits aux personnels médico-sanitaires et assimilés des hôpitaux publics et au régime en place ? Seules les urnes détiennent la réponse.

Un député déshabille un mort à quelques minutes de son enterrement.

L'ex-président du groupe parlementaire RDPC à l'Assemblée Nationale vient de compromettre sa dignité.

Pierre Rostand Essomba

26 juillet 2007

Il y a quelques jours, il s'est passé quelque chose d'incongru à la morgue de l'hôpital de district d'Obala où doit s'effectuer la levée de corps du frère du député. C'est alors que l'honorable constate que le costume porté par le défunt frère n'est pas celui qu'il a acheté. Par erreur, ce costume avait été affecté à un autre corps. L'honorable pique alors une colère et s'en prend aux morguiers. Mme Ndzana et M. Ndongo sont accusés d'avoir vendu le costume en question. « Ce n'est pas possible. Je vais appeler le Chef de l'État », crie M. Ndongo. Après avoir fait le cinéma avec le nom du président de la République, il appelle le ministre de la Santé Publique Urbain Olanguena, qu'on dit son ami. Le député va mettre son téléphone portable sur kit mains libres que la foule, pourtant triste suit la conversation. C'est ainsi que le ministre de la Santé va ameuter son cabinet, exigeant qu'on lui communique le numéro de téléphone du médecin en Chef de l'hôpital de district d'Obala. Entre temps, les deux morguiers étaient déjà placés en garde-à-vue à la brigade de gendarmerie. Le médecin de l'hôpital est menacé d'être débarqué si le costume n'est pas retrouvé. Toutes les forces de maintien de l'ordre de la localité, sans omettre le sous-préfet sont mobilisées.

Dans la cour de l'hôpital, une rumeur circule. Elle laisse croire que le costume de l'honorable n'est pas loin de l'endroit où se produit le spectacle. Informé, M. Ndongo va embarquer tout le monde pour aller vérifier l'information. Les

populations de ce petit village seront ahuries de voir un cortège de grosses cylindrées. Sans s'offusquer, le député demande que le cercueil soit ouvert. Et effectivement, il reconnaît son costume.

En ce moment, le sous-préfet de l'arrondissement d'Obala reprend conscience et pense que même mort, la dépouille d'un homme a besoin d'être traitée dignement. M. Ndongo avait déjà engagé une femme pour déshabiller le corps. Combien a coûté le costume ? Toute honte bue, l'honorable répond : « je l'ai acheté à 60 000 francs CFA, soit 91 euros. En un instant par ces tournements que seul Dieu maîtrise, ce qui reste de conscience humaine, amène l'ex-président du groupe parlementaire RDPC à l'Assemblée Nationale à mettre fin à la violation ou profanation du cercueil. Actuellement le médecin et les deux morguiers ne savent pas ce que leur réserve l'avenir ; compte tenu des menaces proférées par le ministre de la Santé Publique. Selon de nombreux témoignages recueillis à Obala, on apprend que le frère défunt du député n'avait jamais souhaité que son grand-frère vienne organiser ses obsèques, alors que de son vivant, il ne l'avait jamais aidé.

Cameroun : la Croix- Rouge s'implique dans le combat contre la prostitution.

Pierre Rostand Essomba

21 juillet 2008

Depuis le début des vacances, une prostitution à grande échelle sévit dans les grandes villes du Cameroun. Et les pratiquantes de ce plus vieux métier du monde, ne sont autres que des jeunes filles dont l'âge varie entre 15 et 27 ans, toutes élèves ou étudiantes.

La dignité de la femme a foutu le camp chez la fille camerounaise. Depuis le mois de juin 2008, vêtues de façon légère, l'on rencontre dans certaines rues de Yaoundé, Douala et Ebolowa, ces filles à la recherche de l'argent. A partir de 18h30, les grands carrefours des trois villes citées ci-dessus ont un autre visage. A Ebolowa dans le Sud du pays comme à Yaoundé la capitale ou à Douala la ville des affaires, les jeunes filles se livrent à la vente de leur corps. Et les prix sont à la portée de tout homme qui veut exploiter un corps féminin pendant quelques heures ou une nuit. Quatre cents francs CFA pour s'amuser pendant une heure avec une fille âgée de 15 à 17 ans, 600 F pour les filles de 18 à 23 ans et 800 F pour exploiter pendant une nuit le corps d'une jeune femme de 24 à 27 ans. Le phénomène est devenu aussi déplorable que les autorités camerounaises ne savent plus à quelle gamme jouer. Les carrefours où se pratique cette prostitution ont changé de nom. À douala, le carrefour ELF village s'appelle désormais « carrefour j'ai raté ma vie ». A Yaoundé, c'est « le carrefour de la joie » et à Ebolowa, le fameux carrefour « tam-zou » (vient un instant).

Depuis quelques jours donc, la Croix Rouge camerounaise s'est alignée aux cotés des âmes de bonne foi pour lutter contre ce métier qui ne recrute que des jeunes filles. Ces dernières vous font savoir que c'est à cause de la pauvreté qu'elles sont devenues des prostituées. Pour toucher la cible, une équipe de responsables de la Croix rouge, dirigée par le docteur Emmanuel Essaka sillonne les boîtes de nuit et les rues occupées par ces jeunes filles à la nuit tombée. Accompagnés des prostituées reconverties, ces responsables parlent de la prévention du VIH/SIDA aux jeunes filles et à toutes les autres personnes présentes dans les lieux de sensibilisation. L'opération s'inscrit dans le cadre du projet SIDA/filles libres lancé à Yaoundé en 2003.

Par cette initiative, la croix- rouge camerounaise appuyée par la Fédération Internationale de la croix- rouge et du Croissant –Rouge veut aider les filles de la rue à gagner autrement leur vie qu'en vendant leur corps. Elles bénéficient des financements sous forme de prêts. D'après les informations recueillies au siège de l'Institution à Yaoundé, plus de 1500 filles ont déjà bénéficié de ces financements. Une prostituée âgée de 23 ans nous a fait savoir que c'est vraiment difficile de vivre dans la rue. Le pire a-t-elle ajouté, c'est que le métier n'a pas de repos. C'est donc avec joie qu'elle a saisi l'opportunité que lui a offert la croix- rouge pour ouvrir un salon de coiffure.

Des bébés prisonniers dans les hôpitaux publics de Yaoundé.

Marie Rose Domisseck

17 octobre 2008

Faute de moyens financiers, leurs parents n'ont pas pu payer les frais de maternité. Une obligation pour l'hôpital de retenir le bébé et sa maman, en attendant que le père de l'enfant ou les autres membres de la famille viennent solder la facture.

Rachel Amboki, une jeune fille de 30 ans, vient d'être séquestrée à la maternité principale de Yaoundé pour frais d'hospitalisation non payés. La jeune femme, aux dires de son mari, souffre depuis quelques jours du mal de dos. Le bébé quant à lui a la toux et le rhum. Selon nos informations, la mère et la fillette ont été contraintes de dormir au sol alors qu'il y avait des lits vides. C'était le 3^{ème} enfant qu'attendait le couple. Et malgré les sollicitations de la rentrée scolaire des autres enfants, le couple a prévu 50 000 fca pour l'accouchement. Le mari de Rachel raconte qu'il avait pourtant fait part de ses difficultés financières au médecin. Après l'accouchement, l'on a brandit au couple une facture de 153 750 fca.

Comment croire que dans un hôpital public, les prestations se paient aussi cher ? S'interrogent les uns et les autres. Rachel Amboki et sa fillette n'étaient pas les seules à être retenues à la maternité principale de l'hôpital central de Yaoundé. Au total, l'hôpital retenait 10 mères et 9 bébés ; puisque celui de Darelle Mentsong ne verra jamais la lumière du jour. Il est mort dans le ventre

de la mère. Et pour évacuer le bébé des entrailles de sa mère, il a fallu une intervention chirurgicale rapide qui a couté 170 250 fca. Pendant trois mois elle sera gardée à vue à la maternité. Les informations révèlent que Darelle M. dormait assise sur un tabouret dans le couloir, et le jour, elle était obligée de travailler pour les autres femmes afin de se nourrir.

La libération.

C'est grâce à la rébellion d'Anne Masse, une fille-mère de 16 ans, que les responsables du ministère de la santé publique seront informés de la situation des « détenus » de cette maternité. Anne qui menaçait physiquement les infirmières, les médecins et les vigiles, était retenue pour une facture de 170 000 fca. La fille va profiter de la présence d'un journaliste à la maternité pour lui raconter ses déboires. Les infirmières s'en rendront compte trop tard. Le journaliste avait déjà tout enregistré. C'est donc au cours d'une émission de radio que le ministère de la santé publique, dit-on, sera informé de la situation des bébés et mamans retenus à l'hôpital. Après l'émission, André Mama Fouda, le Minsanté, va ordonner qu'une équipe aille à cette maternité vérifier l'information.

Libérées aujourd'hui grâce à l'appui du ministre de la santé publique, ces jeunes mères ont retrouvé la sérénité et remercient de tout cœur le ministre pour son geste. Une autre source nous apprend que le patron de la santé a demandé que les bébés et leurs mères fassent des examens médicaux gratuitement dans un autre hôpital, et soient traités gratuitement.

Prisonniers de leur pauvreté : ça s'est passé à Yaoundé.

Le Pape Benoît XVI côtoie le monde de la souffrance au Cameroun.

Marie Rose Domisseck

20 mars 2009

Au troisième jour de sa visite à Yaoundé au Cameroun, le Pape Benoît XVI a rencontré les malades. C'était au Centre National de réhabilitation des handicapés d'Etoug-Ebé, dédié au cardinal Leger de nationalité canadienne, fondateur dudit centre il y a 32 ans.

La joie était grande ce 19 mars après-midi au quartier Etoug-Ebé de Yaoundé. Le centre « Cardinal Leger » a reçu un grand invité de renommée internationale. Benoît XVI et sa suite l'accompagnant dans son voyage ont rendu visite aux malades. Occasion pour le Saint Père de dire à ces personnes qui souffrent : « qu'elles ne portent pas toutes seules le poids de leur souffrance »; des mots de réconfort pour les pauvres et les malades.

La visite du Pape qui est avant tout pastorale, constituait aussi en un hommage à la mémoire du fondateur du centre, Paul Émile, cardinal Leger. Cet homme a été une grande figure de l'Église ; un apôtre de la justice sociale. Il a légué au Cameroun son œuvre noble, sa mission étant l'allègement de la souffrance humaine. Au cours de la rencontre avec les malades à Etoug-Ebé,

ceux-ci ont présenté en quelques mots seulement, la belle histoire du centre des handicapés de Yaoundé. En répondant à la question d'un malade, le Saint Père dit : « je suis très heureux d'être avec vous ce soir, pour supporter le poids de vos maladies et de la souffrance. Sachez que vous n'êtes pas seuls ». La foule venue très nombreuse, a commencé à applaudir après ces paroles du Pape, venu soulager le monde de la souffrance. Le souverain pontife entre les malades, a prié pour que Dieu le Père tout puissant vienne à leur secours. Il n'a toutefois pas oublié de citer les trois maladies qui font des ravages en ce moment en Afrique. Le SIDA, le paludisme et la tuberculose.

Benoît XVI a quitté le Cameroun le 20 mars 2009 pour l'Angola. Il est venu à Yaoundé entre autre pour remettre aux évêques africains « *l'Instrumentum Laboris* » : document de travail du prochain synode de l'Afrique qui se tiendra au Vatican en octobre 2009. Tous les camerounais l'ont donc accueilli avec ferveur, joie, et se sont sentis honorés de sa présence. Puisque disent-ils, le onzième voyage du 265^{ème} Pape de l'Église catholique romaine est un privilège exceptionnel pour le Cameroun. Ce pays de paix où la justice a quelques entorses, est le tout premier à être visité par Benoît XVI.

La providence a voulu que la visite du Saint Père soit l'occasion de la publication de *l'Instrumentum laboris*, qui marque le début de la préparation concrète de la deuxième assemblée spéciale au Synode des évêques pour l'Afrique. Les camerounais sont donc réjouis de ce que leur pays soit ainsi devenu une « terre synodale », ou tout au moins, comme l'a dit un fin observateur « un cadre idéal pour s'adresser à l'Afrique ».

Un hôpital abandonné à Penja

Pierre Rostand Essomba

27 mai 2009

Fautes de médicaments, de médecins et d'appareils appropriés, l'hôpital de district de Penja dans le Mungo, région du Littoral ne reçoit plus de malades depuis presque 6 mois.

Ce matin, la cour de l'hôpital jadis pleine de monde, était déserte. A l'entrée de ce centre hospitalier l'on apercevait deux infirmières couchées sur un banc en train de se raconter des histoires. D'après les informations recueillies auprès de ces jeunes filles, il ressort que le peu d'infirmiers qui s'y trouve encore passe trois à quatre jours sans voir un malade. Dans la douzaine de chambres que compte le pavillon de la maternité, seules trois femmes sont couchées.

Depuis presque deux ans, l'hôpital de Penja se meurt à cause de ses infrastructures de plus en plus détruites. Une dégradation qui a fait perdre confiance aux usagers. Les portes, les fenêtres et les toits sont endommagés. Les murs longtemps peints en jaune et rouge s'effritent au jour le jour. Dans les laboratoires plusieurs appareils sont en panne. Dans les pavillons de cardiologie et de chirurgie, aucune opération chirurgicale ne peut se faire. Tout

le matériel approprié est atteint par la rouille. Sur les 180 lits dont disposait l'hôpital, il n'en reste plus qu'une vingtaine. Les autres lits sont usés et entassés dans la salle destinée auparavant à la grande chirurgie. Aujourd'hui, cette salle s'est transformée en magasin.

Considéré autrefois comme un hôpital de référence, l'hôpital de Penja ne reçoit presque plus de malades. Le seul pavillon encore opérationnel est celui de la maternité. Les autres ont tous été abandonnés. Cette formation sanitaire qui comptait jadis une cinquantaine d'employés n'a plus que 11 infirmiers ; ceux-ci essaient de donner les premiers soins aux malades qui arrivent quand ils n'ont pas les moyens de se rendre à Njombé.

Le ministère de la santé publique ignore tout ce qui se passe à Penja. Pourtant le délégué départemental sillonne le coin. Selon certaines sources, ce sont de faux rapports qui sont envoyés à Yaoundé.

Cameroun, VIH/Sida: Les pronostics sont effrayants

Marie Rose Domisseck

29 septembre 2009

Malgré des annonces rassurantes du Ministre de la Santé Publique camerounais, l'actualité n'augure rien de bon. Depuis l'année 2008, il ne se passe pas de mois sans que l'on ne déclare les ruptures d'une ou de deux molécules antirétrovirales (ARV) ou de réactif. Dans les centres de Prise en charge (PEC) des malades du sida et dans les hôpitaux, l'actualité est rythmée par ces carences qui épuisent patients et soignants. Les faits qui ont été vécus au cours de la première semaine du mois de Février à l'hôpital de District d'Akonolinga dans la région du Centre ne sont que la face visible de l'iceberg. Parce qu'outre l'absence de réactifs nécessaires pour la réalisation des analyses biologiques, les tensions des ARV sont quasi permanentes.

Et ce ne sont pas les 8,187 milliards à dépenser sur 2 ans qui viennent d'être alloués au gouvernement camerounais par le Fonds Mondial (FM) qui viendront régler les problèmes qui subsistent sur le terrain. Dans la mesure où cette enveloppe servira seulement à l'achat des ARV comme l'a annoncé le Ministre de la Santé Publique, André Mama Fouda le 04 Février 2010 dernier, au cours de ses échanges avec la presse nationale. Illustration. A l'Hôpital du Jour (HDJ) de l'Hôpital Central de Yaoundé (HCY), il est un peu plus de 15 heures de l'après-midi ce 28 avril 2010 lorsqu'une jeune malade du sida émerge du cabinet du médecin en poussant des cris stridents.

Âgée d'environ trente ans, elle est soutenue par une jeune paramédicale visiblement désorientée. Deux autres infirmières qui reviennent du point de distribution des ARV font irruption dans la salle d'attente où la malade vient d'être installée. «Elle n'a pas un sou susurrent-elles, et à la pharmacie il n'y pas

tous ses produits». De ces médicaments qui manquent-elles citent un antipaludique, le Coartem, et un autre remède sur un ton inaudible. Parce que m'ayant reconnues, elles ont baissé le ton tout en s'éloignant. Elles sont rattrapées par la coordonnatrice du service, qui suggère que ce cas soit transmis au service social.

Ce d'autant que, comme le lui ont révélé ses collaboratrices, ce sont elles qui se sont souvent cotisées pour lui acheter certains produits, même ses repas. La facture de ce jour est estimée à 1.700 FCFA (mille sept cent), mais aujourd'hui, elles-mêmes sont démunies. C'est Sarah, une ARC (agent relais communautaire) qui est allée la chercher à son domicile à Madagascar car elle est la seule à pouvoir la localiser. Amaigrie et faible, la jeune femme est incapable de marcher sans s'appuyer sur quelqu'un d'autre.

Le médecin traitant a prescrit une radio du thorax puisqu'elle disait avoir mal sur le côté gauche. Mais au service d'imagerie, «la radio est en panne et les techniciens sont déjà rentrés», selon les infirmières qui l'y ont conduite. Rendu vers la fin de l'après-midi, ces dames envisageaient de la faire interner. Mais il fallait que quelqu'un ou le service social accepte de supporter les frais y afférents. Et qu'un autre bienfaiteur prenne en charge sa petite fille de 8 ans qui a échappé à la vigilance de la voisine pour se lancer à la chasse de sa mère. Peu avant 17 heures au moment où je quittais l'hôpital, Sarah la recherchait toujours.

Selon les statistiques officielles, on comptait jusqu'à la fin de l'année 2009, 543.000 personnes vivants avec le VIH/Sida (PVVIHS) sous ARV, dont 45.000 enfants et 300.000 femmes âgées entre 15 et 49 ans. Les PVVIHS avaient atteint les 75.900 à fin Décembre 2009 selon les révélations d'André Mama Fouda. Ils oscillaient entre 51.000 et 55.000 au milieu de l'année. Les professionnels du terrain font savoir que «la file active de patients sous ARV croît de manière vertigineuse tous les trimestres». L'Enquête Démographique et de Santé (EDS) 2004, avait établi à 5,5% le nombre de camerounais touchés, dont 6,5 % de femmes. Compte non tenus des disparités dans la prévalence observée entre les localités du pays.

Au cours d'un précédent échange avec la presse à la fin de l'année écoulée, Mama Fouda assurait déjà les malades de la disponibilité des ARV pour une période de 18 mois. Ce sera le cas jusqu'à fin Décembre 2011, en raison de l'enveloppe octroyée par le FM. Et bien plus parce que le Min santé a inscrit diverses lignes totalisant 09 milliards devant d'une part couvrir la contrepartie de l'État sur l'achat des ARV, et d'autres parts, la prise en charge des nouveaux malades éligibles aux traitements en 2010, ainsi que le fonctionnement du Cnls (comité national de lutte contre le sida).

Dans ce volet, il faut inclure la participation du secteur privé à travers le GICAM (groupement inter patronal) suite à la défiscalisation de leur contribution à l'achat des ARV édictée par la loi des finances 2010. A la lumière de ce qui précède, on a des raisons de douter de la volonté des pouvoirs publics à supporter leurs charges dans la réalisation de ce projet à financement conjoint. Car le FM ne finance que les Gap et non la globalité des programmes pays. Le

Cameroun a ces quatre dernières années été recalé aux rounds successifs de financement de cette institution (2006, 2007, 2008 et 2009). Dans les formations sanitaires et les communautés, l'incidence de ces déboires est importante.

Douala-Hôpital Laquintinie : Des employés revendiquent leur contractualisation

Pierre Rostand Essomba

09 août 2010

Les 170 membres du personnel administratif s'étaient pourtant désolidarisés d'un mouvement d'humeur de leurs collègues il y a quelque temps.

Ils sont au moins 170 personnels administratifs et manuels de l'hôpital Laquintinie de Douala en fonction avant juin 2006, qui clament haut et fort leur contractualisation à la Fonction publique. Ce collectif dénonce la «discrimination» dans le processus d'intégration. Car, contrairement au décret du président de la République portant sur le recrutement direct de 3.000 personnels de l'Etat et la contractualisation de tous les temporaires et vacataires en place avant juin 2006, ces derniers sont toujours en attente. Alors que la situation de leurs collègues, personnels soignants, est régularisée depuis janvier 2010, soutiennent-ils. Après plusieurs requêtes sans suite adressées aux ministères de la Santé publique, du Travail et de la Sécurité sociale et auprès du Premier ministre, ce collectif s'est finalement tourné vers la Confédération des syndicats autonomes du Cameroun (Csac).

«Après plusieurs requêtes adressées à tous les niveaux du gouvernement, 170 employés de l'hôpital Laquintinie de Douala ont saisi le syndicat de leur mise à l'écart dans le processus de contractualisation à la Fonction publique», indiquait vendredi dernier Louis Sombes, Secrétaire général du Csac au cours d'une conférence de presse. Au niveau de ces départements ministériels, l'allusion est chaque fois faite à l'incompatibilité de leurs diplômes avec les postes de travail au ministère de la Santé publique (maîtrise en informatique, Bts, Bac, probatoire G2, Bepc, Cap), ou encore à la compétence du ministre de la Santé. Il leur est par exemple rappelé que leur sort dépend du directeur de l'hôpital Laquintinie. Pour d'autres, la question de l'âge (plus de 45 ans) est évoquée.

Cette requête ne concerne pas uniquement le personnel vacataire et temporaire de l'hôpital Laquintinie de Douala, mais ceux de toutes les formations sanitaires publiques du pays. «Ceux de l'hôpital Laquintinie ne sont qu'un déclic d'un processus», précise Louis Sombes.

Ces employés qui attendent toujours leur contractualisation craignent aujourd'hui pour leur avenir. «Nous sommes de toute évidence à la fin du processus de contractualisation. Le silence qui nous entoure laisse donc croire que demain, c'est la porte», mentionne un document signé du collectif, mais qui s'apparente beaucoup plus à un tract, car ne comportant aucun nom. Une non

contractualisation qui ne leur donne pas droit à un contrat de travail avec leur employeur et ne les assure aucune sécurité sociale. «Nous prendrons nos responsabilités et nous allons engager des actions conséquentes», promet le Secrétaire général du Csac.

On se rappelle que ce personnel qui dénonce aujourd'hui sa situation précaire avait refusé, il y a quelques mois, de se joindre au mouvement de grève de leurs collègues des hôpitaux publics du terroir. Ces derniers revendiquaient déjà cette intégration entres autres.

« A chacun son tour chez le coiffeur », dit un proverbe africain.

DROIT DES ENFANTS : PLUS DE 4 MILLE ENFANTS VIOLÉS AU CAMEROUN

Pierre Rostand Essomba

28 mars 2011

Selon l'étude rendue publique par une vingtaine d'associations et d'organisations, le phénomène connaît une ampleur particulière dans les régions septentrionales, ainsi que celles du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

L'on savait les fillettes particulièrement visées par les attouchements sexuels, les relations bucco-sexuels, les pénétrations sans consentement et autres formes de violences sexuelles, mais les spécialistes laissent croire à une progression du phénomène chez les enfants de sexe masculin. Cette catégorie avoisinerait le taux de 40%. Ainsi, dans les différents hôpitaux et autres organisations spécialisées, l'on note une augmentation de violences sexuelles sur les enfants de sexe mâle. Des comportements qui laissent des traumatismes tant physiques que psychologiques chez ces garçonnets.

Dans le cadre du suivi d'une étude récemment réalisée par une vingtaine d'associations et d'organisations non gouvernementales, regroupés au sein du centre international pour la promotion de la création (cicpre), l'on apprend que plus de quatre mille enfants sont victimes d'abus sexuels de toute nature. La même étude fait savoir que 36% de ces victimes ont moins de 13 ans. Le reste étant constitué d'adolescents.

Les chiffres révélés par cette étude dressent un tableau des régions les plus touchées par le phénomène. La région septentrionale occupe le sommet de ce hit parade avec près de 33% des cas signalés à l'échelle nationale. Dans la même logique, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest talonnent le grand Nord avec un peu plus de 27% des cas signalés au Cameroun, tandis que les régions du Centre et du Sud occupent la troisième position de ce hit parade déshonorant avec 12% d'enfants violés par des adultes.

A en croire Blanche Ongmessom, la présidente de l'association nationale sur la prévention et l'information concernant la pédophilie et l'aide aux victimes (Anpicpav), "Ces enfants sont utilisés dans les points chauds des villes et

campagnes.” Ces points selon cette étude sont les hôtels, les motels, les auberges, les circuits, les bars et autres points à forte rotation humaine. Dans ces coins, précise la même source, ils sont “transformés en machine à sexe” et travaillent sept jours sur sept. Une activité qui, à en croire les spécialistes, rapporte des millions de francs cfa, à leurs ravisseurs.

SOCIÉTÉ

Yokaduma: un gorila en una escuela.

Pierre Rostand Essomba

25 avril 2007

Lo que nunca hemos visto. Hace unos días, un gorila irrumpió en la escuela pública de Ngatto, un pueblo del distrito de Yokaduma, ciudad situada a 350 kilómetros a Este de Yaundé. Esta visita extraña sembró el pánico entre los alumnos y los maestros de la escuela, incluso los habitantes del pueblo. Unos valientes, armados de flechas y una escopeta después de un duro combate con el animal, lo mataron.

Una reacción desaprobada por los responsables de la protección de la naturaleza. Según ellos, las condiciones climáticas pueden explicar esta aparición. « Si el animal no amenaza, se puede distanciarlo del pueblo sin matarlo », declaró el jefe de los responsables de la naturaleza.

Sin embargo, el comportamiento de los habitantes, fue motivado por la carne del gorila que es muy apreciada en la localidad. Y como en cada pueblo de Camerún, la gente se puso a discutir esta carne. Cada uno quería una gran parte. Al final unos habitantes tuvieron heridas.

El gorila de Yokaduma fue matado cuando en Yaundé (capital de Camerún), el gobierno camerunes estaba buscando soluciones para proteger mejor la fauna. Quizá, nuestro gorila quisiera seguir unos cursos de derecho de la protección de la naturaleza. Mala suerte para él, fue matado por la gente que tenía hambre.

El episcopado camerunés lucha contra la pornografía.

Marie Rose Domisseck

26 avril 2007

El presidente de la Conferencia Episcopal Nacional de Camerún (CENC) Misesñor Victor Tonye BAKOT, el arzobispo de Yaundé, pide a los cristianos que ya no miren los canales de televisión como RTL9 y XXL. En su discurso de abertura de la segunda reunión anual del episcopado camerunés cuya reflexión fue sobre la vida económica y la gestión de la iglesia, el arzobispo de Yaundé denunció unas orzas de quilla de los medios de comunicación.

El presidente de la CENC aprovechó la ocasión para criticar los programas de RTL9 y XXL. Fue también una ocasión para hablar de una revista camerunesa que según el prelado, no respecta la deontología y la ética. Como los canales citados arriba difundan las películas prohibidas a los menores de 18 años, la iglesia romana católica de Camerún pide a los distribuidores de cable que pongan un código secreto para ver RTL9 y XXL. Según el presidente de la CENC, los niños esperan que duerman los padres para ver las películas a ellos prohibidas. Y después practican lo que han visto. Y el resultado final es la prostitución y la violencia. Para la Conferencia Episcopal Nacional de Camerún, este problema grave tiene que ser resuelto por la evangelización, y las autoridades públicas tienen que reaccionar. Misionero Tonye BAKOT apreció también la acción de la justicia. El tribunal de Yaundé convocó el 15 de abril pasado, el director de publicación de la revista « Le Démenti ». Esta revista publicó al principio de abril, las fotos de dos hombres en acción. Los jóvenes identificados como las víctimas de la homosexualidad, una práctica todavía ilegal en Camerún. Y según el periodista Georges G. Baongla, muchos jóvenes cameruneses son los productos de la homosexualidad para una clase de las autoridades del gobierno. Al publicar las fotos en su revista, Georges G. Baongla declaró que es una manera para él de denunciar los actos ocultos del gobierno. Una manera que al arzobispo de Yaundé no le gusta. Ahora la gente se pregunta cómo la iglesia católica va a actuar para luchar contra la pornografía; porque condena el acto del director de publicación de la revista « Le Démenti ». ? Cúal es el color de la sociedad camerunesa? Se pregunta la opinión. Durante esta segunda reunión anual del episcopado camerunés, los obispos también hablaron de la corrupción y el interés personal. El encuentro de Yaundé duró cuatro días. Para las autoridades religiosas presentes a las discusiones entre las cuales el representante del Vaticano en Camerún Misionero Eliseo Antonio ARIOTTI, esta reunión fue perfecta.

Referencia: Camerún tiene un cardenal, cinco arzobispos 17 obispos. Lo que hace 23 diócesis. Desde el 03 de febrero pasado, el diócesis de Yaundé tiene un obispo auxiliar.

**Crash d'un Aéronef Sud-africain en Terre Camerounaise.
Le chasseur Ikome Martin retrouve l'appareil écrasé au sommet du Mont
Cameroun depuis le 24 février dernier.**

Jean Paul MBIA

23 Mai 2007

"Il y a deux mois, nous avons été saisis par une alerte de détresse venant du Nigeria voisin. Elle signalait la disparition d'un avion privé dans le ciel camerounais. Nous sommes en droit de dire aujourd'hui que l'information est vraie, puisque l'équipe de reconnaissance mise en route pour confirmer la

découverte faite dans un premier temps par un chasseur vient de nous ramener les images de ce crash survenu au sommet du Mont Cameroun " L'annonce est de Louis Eyeya Zanga, gouverneur de la province du Sud-Ouest dans une déclaration officielle succincte et expéditive faite à la presse dimanche 20 Mai. C'était suite à la reconnaissance conduite par le sous-lieutenant Tinwa du bataillon de Tombel.

Comment en est-on arrivé là ?

Jeudi 17 mai 2007. Ikome Mwambo Martin est intrigué pendant sa partie de chasse par un gros objet blanc à perte de vue et un peu plus en hauteur dans cette savane au sommet du char des dieux. " Lorsque je me rapproche après un peu plus d'un kilomètre de marche, je suis effrayé par ce que je vois. Un avion désagrégé en trois morceaux où se retrouve deux corps d'hommes de race blanche en état de putréfaction avancée et encore accroché sur les sièges ", raconte Ikome Mwambo. Cette découverte effroyable perturbe sa partie de chasse qu'il interrompt aussitôt. Car, il ne reste de ces deux corps encore non identifiés que les cavités crâniennes, et les bras où les muscles sont encore frais. " Les deux corps auraient pu être davantage conservés au regard du climat qu'il fait, mais les charognards sont certainement passés par là " indique Njie John, cousin du chasseur.

Une mission de constat pas plus. De retour à Bokwoango son village natal, il fait appel à son frère aîné Mokake Max Gérard, employé à la Sonara. Il informe aussi le chef supérieur Bokwoango, sa majesté Molua Messe, de sa découverte. Ce dernier va le conduire auprès du sous-préfet de Buea, Yves Bertrand A. Awounfack. A son tour, celui-ci saisit le gouverneur Louis Eyeya Zanga. Une réunion urgente de crise s'ensuit. Il est demandé au chasseur de s'apprêter à conduire sur les lieux une équipe de reconnaissance. Ikome Mwambo s'oppose. " Il prend peur de l'importance que les autorités administratives donnent à cette affaire ", avoue Mokake Max Gérard. Le chasseur va même faire une fugue, la nouvelle se répand dans le village comme une traînée de poudre et les populations sont mises à contribution pour le retrouver. Pendant ce temps, les responsables des forces de défense sont mis à contribution pour sélectionner les éléments aguerris, capables de faire le parcours.

Quatre militaires venant des différents camps militaires à travers la province du Sud-Ouest sont retenus. Le sous-lieutenant Tinwa, le soldat de 2^e classe Chia, le soldat de 1^{ère} classe Ndong et un quatrième (démissionnaire en mi-parcours). Tous sont des athlètes participants régulièrement à l'ascension du Mont Cameroun. Ils prennent la route à minuit ce vendredi, guidés par Ikome Mwambo Martin en compagnie de son cousin Njie Mwambo John. Ils sont suffisamment équipés, car la température est de -3°C au sommet du char des dieux. Ils sont dotés d'un téléphone Thuraya pour rester en communication avec le poste de commandement avancé (Pca), dirigé par le sous-préfet Awounfack, au niveau de la chefferie Bokwoango. Ils ont aussi un caméscope d'emprunt mis à leur disposition par le sous-préfet de Buea pour ramener les images témoins de ce drame. Mission commandée accomplie avec succès. Elle a consisté à constater et immortaliser par les images, pas plus. Ikomé Martin finit à l'hôpital. Partie dans un groupe de six, c'est finalement à

cinq que l'équipe de reconnaissance atteint le lieu du drame à 11h25mn, le samedi 19 mai. Un militaire va démissionner à mi-parcours. " Il n'a pas pu supporter la rudesse du parcours, difficile, accidenté et éprouvant ", déclare Njie Mwambo John. Pour le sous-lieutenant Tinwa, il n'y a pas de commune mesure à faire entre le parcours de la course de l'espoir et celui qu'ils viennent d'effectuer. " Je préfère de loin l'itinéraire aménagé de la course de l'espoir à celui que nous venons de parcourir. Avec moins de quatre heures nous faisons l'aller et le retour lors de l'ascension alors que celui-ci nous a pris près de douze heures. C'est tout dire " précise Tinwa. Au sommet, le chasseur Ikome Martin est attaqué par une gastro-entérite aigue. Rendant le retour difficile. " Il va m'appeler sur mon mobile pour me dire qu'il souffre d'une dysenterie aigue et qu'il n'est pas certain d'atteindre le village vivant " indique Mokake son frère aîné. Une nouvelle panique embrase le poste de commandement. La famille du chasseur et la chefferie se mettent en branle. On concocte des décoctions et des médicaments pharmaceutiques et une seconde équipe de jeunes gens prend la route. Pour aller porter main forte au chasseur. La rencontre se fait à mi-parcours, et le chasseur reçoit les premiers soins. " Nous lui avons administré une cure de flagyl associée à un traitement traditionnel, avec en prime un rite traditionnel. Cela lui a permis de se remettre d'aplomb " confie Mokake Max Gérard. Toutes ces deux équipes sortent de la montagne du côté de la chefferie Bokwaongo aux environs de 18h 30. Tous sont immédiatement conduits dans les services du gouverneur. Mais le chasseur présente un état de fatigue et d'anémie inquiétant, il est aussitôt conduit à l'hôpital provincial à bord du véhicule de la Crtv Buea. " Il avoue avoir mangé avant le départ un poisson braisé mal cuit " déclare Mokake.

C'est un autre crash après celui de Mbanga-PONGO à 10 Km de la ville de Douala, chef lieu de la province du littoral et capitale économique du Cameroun, survenu le 5 Mai dernier et qui a fait 114 morts dont tous les passagers à bord du boeing 737-800 la compagnie kenyane du transport aérien, Kenya-Airways. Une journée de deuil national a d'ailleurs été décrétée par le chef de l'Etat, Paul BIYA, vendredi ,18 Mai dernier à la veille de la fête nationale de l'unité qui se célèbre au Cameroun chaque 20 Mai.

Libération de onze otages camerounais et centrafricains

Jean Paul MBIA

01 Juillet 2007

Les otages camerounais et centrafricains ravis dans le Nord Cameroun et détenus depuis le 8 juillet par des rebelles centrafricains ont été libérés dimanche, a appris la PANA lundi de source autorisée.

Selon le Gouverneur de la province de l'Adamaoua (Nord), Joseph Noutsu, cette libération est intervenue suite à l'assaut lancé conjointement par les armées camerounaises et centrafricaines dans la localité de Ngalui (Nord-Est du Cameroun) et de Sangani (village centrafricain à 30 km de la frontière avec le Cameroun) où s'étaient réfugiés les rebelles centrafricains "Au cours de cette

opération de sauvetage, nous avons enregistré la mort d'un des otages", a précisé Joseph Noutsa.

Les otages libérés ont regagné leurs pays respectifs, tandis que les mesures de sécurité ont été renforcées de part et d'autre de la frontière.

Le Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine envisagent la constitution de brigades mixtes, composées d'éléments originaires des trois pays, en vue de faire face au phénomène.

Il y a un peu plus d'un mois, des hommes lourdement armés, présentés comme des rebelles centrafricains, avaient mené une expédition en territoire camerounais, incendiant des maisons, enlevant onze personnes et emportant du bétail et quelque millions de FCFA.

Les ravisseurs avaient exigé le paiement d'une rançon de 100 millions de FCFA avant la libération des onze otages.

Des condamnés à mort s'évadent de la prison de production de Yoko. 10 ont été rattrapés et tués, ainsi qu'un civil. Le ministre de la justice met le régisseur en cause.

Marie Rose Domisseck

5 juillet 2007

Si l'on n'est pas encore fixé sur d'éventuelles complicités évoquées par le vice-premier ministre, ministre de la justice garde des sceaux dans une interview accordée lundi au journal parlé de 20 heures à la CRTV, une chose est au moins sûre maintenant. M. Amadou Ali établit clairement la responsabilité du régisseur de la prison principale de Yoko. Dans un message porté adressé le 29 juin 2007 au ministre d'État, secrétaire général de la présidence de la République, souligne l'assurance donnée par le régisseur, qui disait alors être en mesure d'assurer la bonne garde « des grands criminels » issus des prisons centrales de Kondengui à Yaoundé et de New-Bell à Douala, et transférés à Yoko « du fait de leur dangerosité ». Le vice-premier ministre poursuit que le régisseur a garanti à la hiérarchie que son pénitencier offrait des conditions idoines pour ce faire. Le garde des sceaux attire par ailleurs l'attention du ministre d'État, secrétaire général de la présidence de la République sur l'absence du régisseur à Yoko au moment des faits sur autorisation du délégué provincial.

D'ores et déjà, M. Amadou Ali a annoncé des mesures disciplinaires et pénales au terme de l'enquête menée par l'inspecteur général de l'administration pénitentiaire, qui est épaulée par un magistrat de la direction des affaires pénales et des grâces et d'un administrateur. Même si la correspondance sera muette sur l'identité des responsables sur lesquels s'abatront le moment venu, les sanctions du ministre de la justice. Ce dernier sait en la matière, comme lors

du mouvement d'humeur qui a paralysé certains établissements pénitentiaires en décembre 2006, passer de la parole aux actes.

Mais auparavant, il importait d'abord de parer au plus pressé, c'est-à-dire rattraper les 28 fugitifs. Ainsi, dès les premières heures de la journée du 29 juin, les éléments de la gendarmerie et de la police ont organisé une chasse à l'homme à travers les vastes forêts et savane du Mbam et alentours. Pendant la battue, 10 évadés et un civil servant de guide ont été tués au cours des échanges de coups de feu, quatre autres ont été repris. Il reste trois jours, si l'on s'en tient au délai fixé par le vice-premier ministre, aux forces de maintien de l'ordre pour capturer les 13 évadés encore en fuite. A moins qu'ils ne se rendent avant, la zone ayant été isolée. Mais à toutes fins utiles, le secrétaire d'État auprès du ministre de la justice chargé de l'administration pénitentiaire a reçu instructions de faire diffuser partout les photos et les filiations des bandits.

Selon la correspondance du ministre de la justice, les 28 évadés « auraient emporté trois Bereta, un chargeur, huit fusils MAS 36, 53 munitions de 9mm, une cinquantaine de munitions de 7,5mm. Le conditionnel est toujours de mise lorsqu'il s'agit de donner le nombre de gardiens de prison qui assurait la garde cette nuit-là. Selon les chiffres de M. Amadou Ali, ils n'étaient que trois. Ce qui semble normal pour une prison qui n'emploie que 17 gardiens.

Etats-Unis d'Afrique : Paul Biya parie sur le temps et la méthode

Jean Paul MBIA

05 Juillet 2007

Accompagné de la première dame, le président Paul Biya a regagné Yaoundé hier, après avoir participé au neuvième sommet de l'Union africaine.

La petite saison sèche et fraîche qui enveloppe Yaoundé depuis une semaine a fait une brèche à un timide soleil, à 14h 44, lorsque " l'hirondelle", l'avion présidentiel, a touché l'asphalte de l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen. Le chef de l'Etat rentrait d'Accra, capitale du Ghana, où il a pris part aux travaux du neuvième sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine. La première dame, Chantal Biya, l'accompagnait à Accra où elle a participé, sur invitation de la première dame ghanéenne, aux assises de l'Organisation des premières dames africaines contre le sida (Opdas).

Le sommet d'Accra a débattu de la création d'un gouvernement africain. Dans une déclaration faite à la presse, au salon d'honneur de l'aéroport de Nsimalen, le président Paul Biya a notamment affirmé que, " bâtir les Etats unis d'Afrique est une entreprise difficile. L'Afrique va s'y atteler, mais on a besoin d'un peu de temps, de compétences et d'autres réunions au niveau des chefs d'Etat et d'experts pour y arriver " (voir texte intégral ci-dessous).

Le couple présidentiel a été accueilli au bas de la passerelle par le Premier

ministre, chef du gouvernement, Ephraïm Inoni et le ministre d'Etat, secrétaire général de la Présidence, Laurent Ezzo.

Le chef de l'Etat, après avoir traversé la haie d'honneur constituée de quatorze éléments de la garde présidentielle, a serré la main, tour à tour aux hauts responsables ci-après : Philemon Yang, ministre, secrétaire général adjoint de la présidence de la République, Joseph Le, directeur adjoint du Cabinet civil, Bienvenu Oubelabout, directeur général de la Recherche extérieure, Francis Fai Yengo, gouverneur de la province du Centre, Joseph Beti Assomo, préfet du département du Mfoundi, Georges Obate, préfet de la Mefou-et-Afamba et Gilbert Tsimi Evouna, délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Yaoundé.

Le chef de l'Etat a ensuite accordé de brèves audiences au Premier ministre, chef du gouvernement et au ministre d'Etat, secrétaire général de la présidence de la République. Au même moment, la première dame s'entretenait cordialement dans un salon attenant du pavillon d'honneur, avec les épouses de proches collaborateurs du chef de l'Etat venues l'accueillir. Chantal et Paul Biya, avant de prendre le chemin du palais de l'Unité, ont répondu aux ovations d'une foule de militants et de militantes du Rdpq qui les attendaient au rythme de danses traditionnelles.

Yaoundé : il coupe un bras à son épouse

Jean Paul MBIA

27 Juillet 2007

Patrice F., 53 ans, habitant du quartier Emombo, a découvert que sa très jeune épouse le trompait.

Tout le monde l'avait averti de ce qui se tramait. Mais Patrice F. refusait de le croire. Sa femme, " sa chère Louise " ne pouvait pas le tromper. Mariés depuis 3 ans, les deux tourtereaux filaient le parfait amour. Du moins, c'est comme ça que Patrice vivait. Jusqu'à ce qu'il découvre, par l'entremise de son entourage, que Louise le trompait avec un de ses collègues. " On lui avait dit que c'était une femme légère qui n'en voulait qu'à son argent mais il n'a jamais voulu nous croire. Elle nous avait mise au défi de le faire croire à son mari, tant elle était certaine de son emprise sur lui. Il aura fallu qu'on oblige Patrice à regarder la vérité en face pour qu'il comprenne enfin ", explique Armand, le frère de Patrice.

Au courant des allées et venues de l'épouse infidèle, la famille et les amis de Patrice l'ont conduit dimanche dernier dans un hôtel au quartier Fouda où sa femme dînait en compagnie de son amant. " Patrice est rentré sans rien dire, puisqu'elle ne l'avait même pas vu. Il a attendu qu'elle rentre et l'a interrogée. Elle lui a dit qu'elle sortait de chez sa mère malade. Ce qui a énervé Patrice qui a ramassé une machette dans la cuisine. On a tenté de l'arrêter, mais il a été

plus rapide que nous ", ajoute Armand. La jeune femme, le bras coupé, a pris ses jambes à son cou pour échapper à la mort. Ce dernier, commerçant âgé d'une cinquantaine d'années, n'arrête pas de se maudire. Lui qui a épousé une jeune fille de 21 ans contre l'avis de sa famille.

OMAR BONGO ONDIMBA en Corée du Sud

Jean Paul MBIA

13 Août 2007

Le président gabonais Omar Bongo Ondimba, qui avait quitté Libreville le mercredi le 8 Août 2007 pour Séoul, la capitale de la Corée du Sud, y poursuit son séjour et sa délégation conduite par Jean Ping le Vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Francophonie, a visité l'usine Samsung, a-t-on appris samedi de source officielle.

La veille, Bongo Ondimba avait eu un entretien avec le président coréen Roh Moo Hyun avec une volonté affichée de renforcer la coopération entre les deux pays. La délégation gabonaise, sans le chef de l'Etat, a visité l'usine Samsung créée en mars 1938 à Daegu par Lee Byungchul. Samsung est active dans la recherche et dans la vente de produits de télécommunication, d'électroménager, des médias digitaux, des écrans et des semi-conducteurs.

Elle est aussi présente dans le bâtiment et les travaux publics et elle a notamment construit le gratte-ciel Burj Dubaï. Lee Kun-hee dirige actuellement le groupe Samsung. Et Samsung a la réputation d'être le meilleur fabricant de téléviseur à écran plat au monde (HD ACL Plasma).

L'usine employait en 2005 plus de 220 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 140,9 milliards USD (2005). Le résultat net fut de 9,4 milliards USD (2005). FIN/IPG/HGV/2007.

Haute saison chez les grands sorciers camerounais.

Pierre Rostand Essomba

16 août 2007

Depuis quelques jours, ces gens souvent critiqués sont devenus les personnes les plus fréquentées du Cameroun.

En effet, depuis que court la rumeur d'un éventuel remaniement, tous les ministres en poste au Cameroun ont abandonné leurs domiciles pour trouver asile chez les marabouts. Ils y vont avec une même idée : celle de demeurer au pouvoir. Peu importe le bilan du travail qu'on a abattu depuis qu'on est en poste.

Samedi dernier, dans un village situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de Yaoundé, l'on a vu un ministre de la République assis à même le sol, calebasse sur la tête, invoquant tous ses ancêtres pour qu'ils viennent à son secours. Le monsieur en question vient encore d'après ses déclarations, servir le Cameroun. Dans un entretien amical, l'homme dit qu'il a fait le devoir que le Chef de l'État attendait de lui : lui donner un bon résultat lors des dernières élections législatives et municipales du 22 juillet dernier. Mais en regardant autour du Président Biya, l'on s'aperçoit que ce sont tous ses amis qui lui ont donné de très bons résultats. Raison pour laquelle il faut multiplier ses chances pour toujours mériter la confiance du patron.

Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest du pays à forme triangulaire, tous les grands sorciers du pays sont sollicités. Et chacun y va de son prix. Chèvres, poulets, vin rouge, dents de mort, sans oublier une forte enveloppe, tout ceci vous est demandé si vous voulez être ministre au Cameroun. Aux femmes, s'ajoute à la liste une sieste intime avec le grand esprit. Un marabout qui a voulu se confier nous a dit que c'est une période pour eux d'avoir tout ce qu'ils demandent, puisque le poste de ministre ne s'achète pas dans une boutique.

Tous seront-ils ministres ? Il est vrai qu'au Cameroun il y a des ministères inutiles ; mais il est aussi vrai que le Président Paul Biya ne peut pas trouver de la place à tous ses amis. Ils sont plus d'une centaine. Certains membres du gouvernement actuel sont vomis par le peuple. Quelque soit leur puissance mystique, ils ne peuvent plus être acceptés dans la maison du pouvoir. Et le Chef de l'État, dans son discours du 14 août dernier a tenu à rappeler aux uns et aux autres que le Cameroun doit avancer et non reculer. C'était un message fort évocateur. A en croire Paul Biya, l'équipe sera modifiée. Qui restera ? Ou qui fera son entrée ? Même le plus grand sorcier du monde ne peut s'aventurer dans ce domaine.

Gabon : La peine de mort sera t-elle abolie ?

Jean Paul MBIA

17 Septembre 2007

Le Conseil des ministres gabonais a annoncé vendredi 14 Septembre 2007, sa décision d'abolir la peine de mort au Gabon, qui n'est plus appliquée depuis plus de vingt ans.

Cette décision devra être entérinée par le parlement gabonais.

"Prenant en considération le fait que depuis plus de vingt ans, le Gabon (...) a renoncé à l'application effective de la peine de mort, le Conseil a décidé de l'abolition de cette peine dans notre pays", selon le texte. Cette "nouvelle réflexion approfondie sur le problème capital de la peine de mort" a été faite "à la demande expresse du président de la République", Omar Bongo Ondimba.

"Instruction a été donnée au ministre de la Justice, Garde des Sceaux, de prendre toutes les dispositions devant conduire à l'abolition de la peine de mort", poursuit le communiqué du Conseil des ministres.

Le Gabon devrait être, à la demande des gouvernements espagnol et français, et de l'union européenne, "co-auteur du projet de résolution sur l'abolition de la peine de mort qui sera présentée par l'UE au cours de la 61e assemblée générale des Nations unies" en septembre, annonce le gouvernement. Il est bon à noter que la dernière exécution d'un détenu remonte en novembre 1985.

Un différend frontalier oppose le Gabon et la Guinée équatoriale : la médiation de Nicolas Sarkozy envisagée.

Jean Paul MBIA

05 Octobre 2007

Le Président français, Nicolas Sarkozy, pourrait être le médiateur de l'interminable feuilleton sur l'île Mbanié que se disputent Malabo et Libreville. Le Gabon s'est dit favorable à la médiation du numéro un français dans ce différend frontalier. Selon nos sources, le Gabon est favorable à une éventuelle médiation du président français Nicolas Sarkozy dans le différend frontalier qui l'oppose à la Guinée équatoriale pour le contrôle de l'îlot de Mbanié, aurait déclaré le porte-parole du gouvernement gabonais René Ndemezo Obiang.

"Nous ne pouvons voir aucune objection (...) à une initiative qui pourrait être celle d'une médiation, si elle devait venir du président Nicolas Sarkozy nous ne pourrions que la saluer puisque c'est un ami du Gabon", a affirmé le ministre de la Communication à des journalistes.

Les efforts de médiation, s'il les acceptait, ne pourraient en aucune manière gêner le Gabon, bien au contraire", a-t-il ajouté. "L'initiative que le président français pourrait éventuellement prendre est une initiative qui serait saluée par le Gabon".

La déclaration du porte parole du gouvernement gabonais fait suite à celle du , Président Equato-guinéen qui a demandé, le 2 octobre sur les antennes de Radio France Internationale(RFI), la médiation de Nicolas Sarkozy.

La souveraineté sur l'île de Mbanié, 30 hectares, qui fait partie d'un petit archipel composé des îles de Conga et de Corisco oppose depuis depuis de longues années le Gabon à la Guinée Equatoriale. Pour les autorités équato-guinéennes ces trois îlots n'appartiennent pas au Gabon. Elles se réfèrent à l'histoire coloniale pour rappeler que ces îlots appartenaient à l'Espagne qui administrait également la Guinée équatoriale.

En 1900, les deux puissances coloniales, l'Espagne qui avait colonisé la Guinée équatoriale et la France, puissance colonisatrice du Gabon, n'avaient pu se mettre d'accord sur l'affectation du petit archipel. Les convoitises sur ces îles se sont précisées dès la fin des années 70, depuis qu'on sait que cette partie du golfe de Guinée regorge d'hydrocarbures. Dans le cadre de la relance des discussions, une rencontre avait été prévue à Genève (Suisse) du 2 au 4

octobre 2006, entre le président du Gabon, Omar Bongo et son homologue équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema. Elle avait été reportée sine die Pour Teodoro Obiang Nguema «Mbanié appartient à la Guinée équatoriale, c'est incontestable, il en a toujours été ainsi». Il affiche également sa confiance dans les instances de l'ONU «pour régler le problème». Les cas échéant, il n'exclut pas de porter l'affaire devant la Cour internationale de justice de La Haye.

Sorcellerie à ABONO, petite localité du Sud du Gabon: un enfant de 8ans retrouvé sur un baobab.

Jean Paul MBIA

18 Octobre 2007

C'est un véritable miracle que les populations d'Abono, petite localité du Sud du Gabon à quelque kilomètre de la capitale Libreville, ont vécu en direct. Fabrice, gamin de 8ans et unique survivant d'une famille de 7 enfants a été retrouvé tôt hier matin (mercredi, 17-10-007), perché sur un baobab estimé à plus de 110 mètres d'hauteur. C'était incroyable, selon les initiés aux pratiques occultes, Fabrice et complices de sorcellerie sortaient d'un long voyage des Etats Unis d'Amérique et pour se reposer chez eux, il leur fallait un plat consistant. Et Fabrice n'ayant pas encore cotisé il lui a été demandé séance tenante de livrer son papa vu son gabarit et sa valeur intellectuelle, chose que l'élève de la SIL aurait refusé d'où le mécontentement de ses amis qui n'ont trouvé qu'une solution, balancer le gamin à travers la fenêtre de l'appareil mystique. Raison pour laquelle, Fabrice, s'étant servi de sa touffe de cheveux comme parachute, s'est retrouvé sur un baobab.

Pendant plusieurs heures, l'on a tenté par tous les moyens de sauver le petit, mais les équations restaient difficiles. Pourtant, les plus âgés du village, en l'occurrence, l'ancien catéchiste, Anaba Mvondo Simon, avaient déjà souligné que ce n'était qu'à partir de 16 heures que fabrice pouvait descendre de cet arbre. A 17 heures 04 min, incroyablement, l'enfant, plus rapide qu'un avion en décollage, a atterri sans cassures ni écorchures .On dirait, un fantôme parmi les hommes, c'est chacun qui faisait l'effort de s'éloigner du danger; n'eut été l'intervention des initiés aux pratiques mystiques.

Il ressort de la famille du présumé sorcier que ce dernier serait l'auteur de plusieurs crimes parce qu'ayant livré sa maman, ses 6 frères et 4 oncles et tantes sans oublier ses cousines qu'il aurait mystiquement engrössées. Lorsque je quittais les lieux, Fabrice Eyala était conduit chez un tradipraticien pour le désensorceler.

Immigration clandestine : les camerounais paient le prix au Maroc.

Marie Rose Domisseck

26 octobre 2007

De source diplomatique à l'Ambassade du Cameroun au Maroc, de nombreux jeunes camerounais errent dans les villes marocaines. Et pour survivre, bon nombre d'entre eux deviennent des footballeurs.

Partis du Cameroun pour aller chercher fortune en Europe, ils sont nombreux ces jeunes camerounais qui voient leur aventure s'arrêter sur les côtes marocaines de la méditerranée. La manière par laquelle ceux-ci arrivent dans le royaume chérifien est compréhensible. Ce sont des jeunes emmenés par des personnes véreuses qui, une fois au Maroc, les abandonnent après leur avoir dépouillé de tous leurs biens (vêtements, argent et plusieurs autres choses). Et pour survivre ils deviennent des footballeurs.

Chaque footballeur camerounais rencontré au Maroc a une histoire particulière à raconter. Albert Eboa, âgé de 27 ans, est arrivé au Maroc il y a deux ans. Le jeune homme raconte qu'il est le miraculé d'une bande de 15 camerounais qui avaient été traînés jusque là par un individu. Albert évolue en ce moment dans un club de 2^{ème} division (Union Sportive de Terama). A la question de savoir où sont passés ses autres compatriotes, le « miraculé » répond que certains sont allés en Libye et d'autres emportés par les vagues de la méditerranée. Au Cameroun, Albert soutient qu'il jouait dans Aigle de Nkongsamba. Combien gagne -t-il dans son club ? Le camerounais s'est réservé, et s'est contenté simplement de dire qu'un joueur de D2 du Maroc n'a rien à envier à un joueur de D1 du Cameroun.

Pami Sango, un autre camerounais, lui aussi est un « miraculé ». Âgé de 24 ans, il est arrivé au Maroc pratiquement dans les mêmes conditions que Albert Eboa. Bien qu'il soit originaire du département du Ndé à l'Ouest du Cameroun, Sango a un passeport malien. « Quand je suis arrivé ici, j'ai perdu mon passeport camerounais. Et à l'Ambassade du Cameroun, on a refusé de m'établir un autre. A l'Ambassade du Mali, on ne m'a pas compliqué la tâche ». Pami Sango joue aussi au football. Il est sociétaire de Justice Club de Rabat (équipe de 3^{ème} division). Mais sa carrière reste statique à cause de sa nouvelle nationalité. En matière de football au Maroc, le Mali n'est pas réputé autant que le Cameroun. Le fils du Ndé veut donc retrouver sa nationalité camerounaise qui, d'après lui, pourrait lui ouvrir les portes de la première division marocaine.

**Un morceau de viande divise un couple à Mbalmayo au Cameroun:
l'époux s'est servi dans la marmite à l'absence de sa femme.**

Jean Paul MBIA

07 Novembre 2007

Mbockoulou par Mbalmayo dans le département du nyong et so'o, province du centre, il est environ 17 heures 35 min, quand des cris et pleures se font entendre au domicile de Monsieur et madame Tsanga . Tout le monde pense à

un début d'incendie ou un braquage. L'entourage se mobilise et chacun est prêt à apporter son secours au cas où...C'est en ce moment que la voix de Madame s'élèvera pour annoncer la surprenante histoire. La dame va citer entre autres " ne me tue pas, tu n'as pas honte, parce que je te défends d'entrer dans ma marmite que tu me tapes...Je rentre chez mes parents tout de suite."

En réalité, c'est un, pas deux, un morceau de viande boucanée qui sépare Jean-Joel et Françoise. Les deux amoureux se sont officiellement mariés en 2001 et tout se passait mieux entre eux, excepté quelques incompréhensions comme il est de nature dans de couples modernes. Mais depuis quelques temps, Jean-Joel Tsanga, âgé déjà de 34 ans, ne résiste plus à la loi du ventre et du bas ventre. Hier, Lundi, 05 Novembre 2007, c'est la disparition d'un délicieux morceau de viande à la sauce tomate qui a ajouté de l'eau dans le moulin de son épouse qui avait toujours pensé que son mari volait dans la marmite. Françoise en racontant la scène, révèle qu'elle a fini de préparer comme d'habitude et est sortie momentanément en laissant à la maison son époux qui somnolait. De son retour, elle a trouvé quelques tâches d'huile sur le sol et un plat maladroitement nettoyés. Ce qui, selon, elle, a attiré son attention. La dame de 28 ans ajoute que ce n'est pas la première fois et dit-elle, les enfants écopaient de la bastonnade pendant les grandes vacances croyant que c'étaient eux les véritables auteurs de ces actes malhonnêtes.

Françoise Missoumé a besoin des excuses de son mari parce qu'elle estime qu'un morceau de viande, c'est de trop. Rencontré à la gare routière de Mbalmayo, Jean-Joel, nous a confié qu'il se battra pour ramener son épouse à de meilleurs sentiments. Il avoue qu'il s'est servi dans la marmite parce qu'il ne pouvait plus supporter, qu'il avait passé toute la journée sans rien manger.

Le prix à payer : dix neuf élèves de la terminale F2 du Lycée technique de Bertoua dans l'Est du Cameroun exclus pour revendication.

Marie Rose Domisseck

12 novembre 2007

Regroupés dans un hangar à quelques mètres du Lycée technique de Bertoua, tous les 19 élèves de la terminale F2 de cet établissement public étaient furieux. Ils soutiennent collectivement qu'ils ont été mis à la porte par l'administration de leur lycée. De là nous apprenons qu'ils sont dehors parce qu'ils ont engagé une revendication visant à éloigner le professeur de technologie de leur classe. Depuis les années antérieures, déclarent les élèves, ce professeur ne donne pas suffisamment ses connaissances, de manière à affronter avec courage les épreuves des examens officiels.

Ces grévistes inopinés ont depuis le mois de septembre dernier entrepris des négociations avec l'administration. Ils ont rencontré leur professeur principal, le Chef de département et le Censeur du lycée. Et ces responsables ont fait savoir aux élèves que le problème était difficile à résoudre. Face à cette

réponse, les 19 élèves de la terminale F2 du lycée technique de Bertoua, ont jugé nécessaire de cesser les cours pour se faire entendre.

La source du problème est que tous les élèves aujourd'hui en classe de terminale, avaient tous repris la classe de première en 2006, à cause de l'épreuve de technologie des microprocesseurs. Les cours étaient alors dispensés par le professeur contesté. Grâce à leurs efforts personnels, ils ont eu une année après leur accès en terminale. Maintenant à un pas de l'université, ces apprenants estiment que leur professeur qui d'après eux, donne des leçons hors programme, n'a pas le niveau requis pour préparer un élève à affronter le baccalauréat. D'ailleurs ajoutent les élèves, leur professeur depuis le 03 septembre 2007 (jour de la rentrée scolaire 2007-2008), n'a même pas encore achevé deux chapitres. A ce rythme, il risque encore d'être l'origine de leur échec au baccalauréat en mai - juin 2008.

Du côté de l'administration du lycée technique de Bertoua, l'on voit la situation d'une autre manière. On interprète la doléance et la revendication des élèves de terminale F2 comme un cas d'indiscipline. Le proviseur de cet établissement fait savoir aux uns et aux autres que les revendications des enfants sont un coup monté par certains responsables de son lycée. Pour avoir les idées claires, monsieur le proviseur a convoqué les parents de tous les 19 élèves à assister au conseil de discipline qui devait avoir lieu le 07 novembre 2007. Mais grande a été sa surprise ; au lieu de voir les parents, c'est plutôt une citation à comparaître du Tribunal de Bertoua qu'il recevait. Au ministère des enseignements secondaires à Yaoundé, on dit que le problème est purement pédagogique et non disciplinaire. Les parents des 19 élèves exclus soutenus par l'Association des Parents d'Élèves du lycée technique de Bertoua, n'entendent pas retirer leur plainte. « Monsieur Bienvenu Nguem a exclu nos enfants de son lycée, lui, sera exclu du personnel du ministère des Enseignements secondaires », déclarent les parents.

Quelques jours avant la publication de cette information, les élèves de la terminale F2 du lycée technique de Bertoua rédigeaient une correspondance qui devait être adressée au ministre Louis Bapès Bapès.

Enseignant de qualité pour une école de qualité.

Des têtes et des ossements humains découverts dans un taxi.

Pierre Rostand Essomba

05 décembre 2007

La scène s'est produite le 03 décembre 2007 au boulevard du 20 mai à Yaoundé. Les sacs contenant ces organes appartenaient à une dame de nationalité nigériane

Le boulevard du 20 mai a encore présenté au public de Yaoundé une autre scène sur les faits divers. Pendant que les yaoundéens vaquaient à leurs occupations après un week-end sans grand événement dans la cité capitale, un véhicule de couleur jaune va attirer les foules à son périmètre.

Tout partira d'une discussion entre le chauffeur de taxi et une dame assise à bord. La femme en question demandait au chauffeur de ne plus prendre de clients, puisqu'elle lui a proposé une somme de 1500 FCFA. La discussion est montée d'un cran au point d'attirer l'attention d'un monsieur qui lui aussi se trouvait dans le même véhicule. Devant l'ampleur de la discussion, l'homme en question va se présenter comme étant un policier de l'opération « dragon noir ». Par la suite, il va demander au chauffeur de bien garer son véhicule pour qu'ensemble ils puissent trouver une solution au problème de la femme. Cette proposition sera rejetée par la femme qui dira au policier qu'elle est trop pressée et qu'elle a encore du chemin à parcourir. Le « dragon noir » va sentir du louche. Poliment il demande à la femme de se présenter. La première demande du policier a été refusée. La deuxième aussi. Face à la pression, la dame ayant refusé de décliner son identité dira qu'elle sort du Gabon et qu'elle est de nationalité nigériane. Sur ses genoux elle porte un sac. L'ordre lui sera donné de l'ouvrir et grande sera la surprise du policier et du chauffeur de découvrir que le sac contient des liasses d'argent. Tous les bagages de la femme seront systématiquement fouillés. Dans la malle arrière du taxi, l'on découvre un sac bien enfoui. Il contenait des ossements humains et trois têtes d'adolescents maculés de sang. Sur le champ, le policier a appelé ses patrons. Une forte équipe bien armée dirigée par un commissaire de police est arrivée. Le taxi et tous ses occupants y compris les têtes, les ossements humains, les liasses d'argent de la femme seront escortés par les « dragons noirs » dans un commissariat de Yaoundé. Dans une technique que seules les forces de l'ordre maîtrisent, la propriétaire des sacs va passer aux aveux complets. Du commissaire nous apprenons qu'elle est vraiment de nationalité nigériane. Son passeport nous a été présenté. Mais à la question de savoir d'où viennent et où vont les bagages, la réponse ne nous a pas encore été donnée.

L'opération « dragon noir » est une œuvre du patron de la police camerounaise, Edgar Alain Mebeng'o'o. Son but est de traquer à bord des taxis et autres moyens de transport en commun de masse, les malfrats qui s'y trouvent. Les éléments de cette nouvelle unité de la police créée en juillet 2007, opèrent en civile. Et jusqu'à ce jour ils ont de bons résultats.

Marie de Nsimalen : bientôt la lumière.

Pierre Rostand Essomba

08 janvier 2008

La commission de discernement chargée de mener les enquêtes sur l'apparition de la Vierge Marie à Nsimalen remettra son rapport à l'Archevêque de Yaoundé dans un délai très proche.

La vierge Marie serait-elle apparue à Nsimalen localité située à 20 kilomètres de Yaoundé en 1986 ? Toute la lumière sur ce gros dossier sera rendue publique par le Vatican avant la fin de cette année 2008. Les enquêtes menées par la commission de discernement sont sur le point de s'achever. De source

sûre, cette commission aurait rendu sa copie à Monseigneur Victor Tonye Bakot, archevêque de Yaoundé, il y a deux mois. À en croire notre source, les travaux sont déjà bouclés.

Pendant deux ans et quelques mois, les membres de la commission d'enquêtes mise sur pied par l'archevêque de Yaoundé ont recueilli une trentaine de témoignages concernant l'apparition de la Vierge Marie à Nsimalen. Des hommes, des femmes, et des enfants, chrétiens catholiques pour la plupart affirment que c'est la Mère de Jésus-Christ qui est apparue à Nsimalen en 1986. Dans leurs déclarations, quelques vérités se confirment. « Mama Philomène » comme on l'appelle, est celle-là qui détient le plus grand mystère du phénomène de Nsimalen. Enseignante de profession, cette femme d'une quarantaine d'années aujourd'hui, d'après son témoignage nous a fait savoir que le pape Jean Paul II de regrettée mémoire avait prédit un événement au Cameroun lors de son premier voyage en 1985. Selon « mama Philomène », le 264^{ème} pape de l'Église Catholique Romaine lui avait révélé dans un tête-à-tête qu'une boule d'or survolait l'Afrique. Et il croyait qu'elle devait se poser au Cameroun. Un an après, le 13 mai 1986, la Reine des apôtres apparut à Nsimalen. Les commentaires sont allés bon train au pays de Paul Biya. Pour les uns c'était une fée qui, avec la complicité des natifs de ce petit village, ne voulait pas que soit construit l'aéroport international sur leur terre. Il fallait donc créer l'impossible pour que le gouvernement se décourage. Dans ce groupe appelé aujourd'hui « le groupe des incroyables », on notait la présence de certains hommes d'église. Marie de Nsimalen était devenue un phénomène au Cameroun. Ceux qui allaient sur le lieu d'apparition avec foi, retournaient chez eux avec des grâces, et pour cela « mama » Philomène a résidé plus d'une fois dans une cellule pour pratique de sorcellerie disait-on.

L'Église catholique Romaine de Yaoundé avait fait la sourde oreille et joué à l'aveugle pendant près de 17 ans. On se souvient que le regretté Mgr André Wouking alors archevêque de Yaoundé, avait demandé aux autorités administratives en 2001, de détruire le site. Ce qui avait été fait. L'homme de Dieu avait pris cette décision à cause des mauvais rapports qui lui parvenaient. Aujourd'hui l'Église de Yaoundé veut se racheter. Monseigneur Victor Tonye Bakot, arrivé en novembre 2003, a mis sur pied quelques mois après une commission de discernement chargée de recueillir toutes les informations sur l'apparition de Marie à Nsimalen. Cette commission est composée de prêtres et de laïcs.

Des signes qui ne trompent pas

Depuis 2005, le site de l'apparition de la Vierge Marie porte un nom officiel donné par l'Église : « le Sanctuaire Marial Notre Dame de la Paix de Nsimalen ». Son recteur est l'abbé Dieudonné Désiré Ondo. Et tous les dimanches à 11 heures une messe est dite en ces lieux. Le 1^{er} janvier 2007, le Sanctuaire Marial Notre Dame de la Paix enregistrait son tout premier invité de marque. C'était l'archevêque de Lyon en France. Le Cardinal Philippe Barbarin, sous un chapiteau, avait célébré une messe au nom de la paix au Cameroun. La veille de son retour en France, le plus jeune des 114 cardinaux au dernier conclave de Rome en avril 2005, avait été reçu par le président Paul Biya. Et quelques jours après, l'on apprenait qu'une basilique sera construite à Nsimalen

La maquette a déjà été faite, l'on n'attend plus que le début des travaux. Que cache cette basilique qui sera située à 200 mètres de la piste de l'aéroport international Yaoundé-Nsimalen ? La Vierge Marie serait-elle vraiment apparue dans ce petit village le 13 mai 1986 ? Seul le Vatican nous le dira.

Okola: Un policier abat un citoyen.

Jean Paul MBIA

12 Février 2008

Un litige foncier, à l'origine du meurtre qui s'est produit hier, 11 février 2008

Pleurs et lamentations ont rythmé la vie à Leboudi ce 11 février 2008. Le jour s'est levé dans ce petit village situé à une dizaine de kilomètres de Yaoundé, sur la route d'Okola., avec l'assassinat de Achille Ekassi, un jeune garçon de 28 ans éliminé par un policier non loin de son domicile. Le garçon a été abattu par un policier en service à la Division provinciale de la police judiciaire du Centre, selon notre source, camerounlink. La victime a reçu une balle sur la côte gauche.

Ernest Ndzana, le propriétaire du champ où a eu lieu le crime est celui qui a découvert le corps. L'homme qui travaillait dans sa plantation témoigne avoir entendu les coups de feu. Tout serait parti d'un conflit foncier au sein de la famille. Colette Nkoa, une dame qui se présente comme la nièce de Jean Tabi, raconte avec émotion : " le père du défunt n'a pas eu d'enfants garçon. Il a donc cédé son héritage à ses petits-fils. Un mode de succession contesté par le chef de groupement, et Jean Tabi ". La dame et d'autres voisins ajoutent que : "les contestataires disent que les neveux ne sont pas de la même tribu, et ne sont que leurs neveux qui ne doivent pas prétendre à la succession. "

Cameroun/Nigeria: Une Nouvelle attaque à Bakassi

Jean Paul MBIA

13 Juin 2008

Les armes ont encore tonné dans la presqu'île de Bakassi Lundi 9 juin 2008 dernier.

Une embarcation camerounaise a été la cible d'une attaque en mi-journée. Selon des sources proches de l'administration camerounaise, l'embarcation en question était constituée d'une dizaine de personnes dont le sous-préfet qui allait en tournée dans la zone.

C'est au cours de cette tournée administrative, indique notre source, que la délégation camerounaise a été prise à partie par des assaillants. Ces derniers ont ouvert le feu dans la zone d'Idabato, supposée être entièrement sous

contrôle camerounais.

Le chef de terre, apprend-on, voulait rassurer les populations, en majorité nigériane, sur le fait qu'elles n'avaient rien à craindre pour leur sécurité dans la perspective du transfert définitif en août prochain de la zone querellée au Cameroun. Sur l'identité des assaillants, pas de doute, selon nos sources : il s'agit d'une agression étrangère sur le Cameroun. Des officiers de l'armée camerounaise formulent l'hypothèse d'un déchaînement des sécessionnistes nigériens du Delta du Niger dont on connaît l'opposition farouche à la rétrocession de la presqu'île de Bakassi au Cameroun.

Les auteurs de cette nouvelle attaque n'ont pas encore pu être identifiés. Les autorités annoncent l'ouverture d'une enquête à cet effet.

L'information ne fait par contre aucune mention sur les faits. Le bilan provisoire fait état de trois disparus, quelques otages parmi lesquelles le sous-préfet de la localité (côté camerounais).

Comment une telle attaque a-t-elle pu être possible ? « Nous cherchons encore à comprendre ce qui s'est passé », a annoncé dans l'une de ces éditions de journaux d'hier soir Rfi, citant un responsable de l'armée camerounaise. C'est pourtant la question à laquelle la hiérarchie militaire camerounaise doit d'urgence des réponses précises. Dans les rangs, on a sa petite idée là-dessus. On se rappelle en effet que le 12 novembre dernier, 21 soldats camerounais avaient été tués dans une attaque similaire. Ce précédent aurait-il donné des idées aux assaillants d'hier ?

En tout cas, cette nouvelle attaque montre que la zone de Bakassi n'est pas entièrement pacifiée. Qui plus est, elle remet en cause l'efficacité du dispositif militaire qui, même s'il a été renforcé, demeure insuffisant pour prévenir et riposter efficacement à des attaques. Dans son livre consacré aux relations tumultueuses entre le Cameroun et le Nigeria, Zacharie Gnimann, parlait d'une guerre permanente entre les deux voisins. On s'achemine encore dans les prochains jours soit à une escalade militaire, soit à un nouveau ballet diplomatique : premièrement pour libérer les otages, deuxièmement pour pacifier la zone, et troisièmement pour sécuriser l'avenir afin que le transfert définitif de la souveraineté camerounaise sur Bakassi se passe sereinement.

Douze enfants enlevés par des coupeurs de route à Ngaoundai dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

Marie Rose Domisseck

24 juin 2008

Les ravisseurs réclament une rançon de 100 millions de FCFA. La consternation est générale dans le village de Ngaoundai, suite à l'enlèvement de douze enfants.

Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, des bandits non identifiés sont entrés subrepticement dans le village et ont capturé douze enfants. Selon le témoignage de nombreux villageois, les ravisseurs ont pris la direction de la frontière avec le Tchad, couvrant leur fuite de tirs d'armes nourris. Avant de quitter le village, ils ont donné sept jours aux familles des enfants pour verser une rançon de 100 millions de FCFA.

Cet autre enlèvement se produit cette fois dans le village de l'ancien ministre des Transports, Dakolé Daissala. Une source crédible, qui a souhaité garder l'anonymat, trouve un lien entre la recrudescence des enlèvements observés dans cette localité et les problèmes de succession intervenus à la tête de la chefferie du coin.

Informé de la situation Mgr Barthélémy Yaouda, l'évêque du diocèse de Yagoua a organisé une descente sur le terrain dimanche dernier. Le prélat a initié une négociation avec les ravisseurs pour les ramener à des sentiments meilleurs. Mgr Barthélémy Yaouda explique son geste : « Le Seigneur peut les faire changer d'avis. Je demande à tous les camerounais de prier pour ce peuple ». Pour Garba Bakary, le sous préfet de l'arrondissement de Taibong, « la situation est plus que dure. Il faut installer dans la zone frontalière un poste de contrôle de défenses pour juguler le phénomène ».

On se souvient que ces bandits ont pris en otage dix-sept personnes au mois de mai dernier et exigé environ 15 millions de FCFA de rançon, pour la libération des otages.

En juin, l'un des parents des otages décide de racheter son fils. Et, par maladresse, il dévoile le plan de sauvetage des autorités tchadiennes et camerounaises qui avaient prévu une descente concertée. En représailles, les ravisseurs exécutent froidement leurs otages le 14 juin dernier.

Toutefois, les autorités camerounaises signalent qu'un coupeur de route est tombé dans une embuscade du BIR (Bataillon d'Intervention Rapide) et qu'un autre a été tué par l'armée tchadienne. Cela porte à deux le nombre de mort dans le camp des ravisseurs.

Bakassi : Comprendre les attaques à répétition à travers les explications des analystes militaires.

Fabien Essiane

Julio de 2008

Au terme de 14 ans de conflit, trois ans après les accords de Greentree, Le feu tarde à s'éteindre à Bakassi. A la veille du 14 août, date de la reprise en main définitive sur la presqu'île, trois militaires camerounais sont tombés, blessés par les balles d'assaillants non identifiés, mais présentés par le Cameroun comme des rebelles nigérian opposé au processus de paix. Encore des victimes.

Malheureusement, à en croire des officiers supérieurs de l'armée camerounaise, la série noire ne prendra pas fin du jour au lendemain. Selon un

cadre de la Marine, on est en présence d'une guerre asymétrique, un peu de la même nature que celle ayant, en son temps, opposée les troupes gouvernementales camerounaises aux nationalistes de l'Upc (Union des Populations du Cameroun), parti d'opposition depuis les années 40. L'ennemi vit au milieu des populations, se fond facilement dans la nature, procède par escarmouche, prend l'adversaire par lâcheté, bénéficie de complicités dans les villages... Par contre, jusqu'à la signature des accords de paix, Bakassi a été le théâtre d'une guerre conventionnelle. Une guerre à la loyale, en quelque sorte. L'ennemi était identifiable, utilisait des armes conventionnelles. De 1994 à 2004, dans son corps à corps avec les troupes nigériennes, les Camerounais se sont toujours préoccupés d'obtenir un avantage militaire sur l'ennemi : la destruction d'un navire, la prise d'un gage territorial ... Seulement, la poursuite des objectifs purement militaires à un coût élevé: les infrastructures sociales abandonnées, les routes non entretenues, le délitement du tissu social, l'insécurité. " Le départ du Nigérien (allusion à Olusegun Aremu Obasanjo) a mis à nue ce gap sécuritaire, administratif, judiciaire et social qu'il 'agit aujourd'hui de combler. Évidemment, tout le monde n'y trouve pas son intérêt ", estime une source proche du ministre de la Défense. La zone dite spéciale, qui regroupe les localités de Idabato, Kombo abedimo et Djabané sont, théoriquement, sous administration nigérienne, et ce jusqu'au 14 août prochain. De source militaire camerounaise, dans les faits, c'est un *no man's land* (territoire inoccupé entre deux armées ennemi). Le Nigeria n'y a maintenu qu'une vingtaine de policiers qui, d'après d'autres sources, sont plus préoccupés par divers trafics que par la sécurité des biens et des personnes. Leur boulot : détrousser les commerçants, semer l'insécurité dans la zone du delta. S'exprimant devant les députés le 7 décembre 2007, le ministre de la Défense camerounais, Rémy Ze Meka, attribuait à ces bandes armées des actes d'une rare audace perpétrés en Guinée équatoriale. Leur objectif : Perpétuer l'instabilité ou, à défaut, monnayer leur reddition. A ce propos, ils exerceraient un chantage permanent sur le gouvernement équato-guinéen. Un communiqué signé du Mouvement d'émancipation du Delta du Niger (Mend) et dont *La Veue d'Africa* a obtenue copie fait référence à une amorce de dialogue avec les autorités camerounaises. Ces rebelles seraient encouragés dans leur stratégie par certaines personnalités politiques nigériennes. D'après nos sources, Otajiwa Olijawa ancienne sénatrice de Bakassi, originaire de la zone, est l'inspiratrice des manœuvres d'opposition à la mise en œuvre des accords de paix. Si son implication dans les attaques n'est pas prouvée, elle donnerait par contre une caution politique, et une justification prétendument nationaliste (la préservation des intérêts des " autochtones ") à des actes de violence. Embrigadant de fait une population de souche nigérienne qui n'a sans doute pas conscience que ce combat est perdu d'avance, le gouvernement nigérien s'étant engagé à respecter sa parole. La situation observée à Bakassi n'est pas inédite, fait-on savoir au ministère de la Défense. On la vit régulièrement en zone de post-conflit. En Côte d'Ivoire, en RDC, au Congo, en Rca etc. La stabilisation de Bakassi prendra donc quelques temps. En attendant, le Cameroun entreprend de combler le gap social et administratif créé du fait de la guerre dans les zones déjà effectivement récupérées. 2,5 milliards de FCFA (dont 250 millions déboursés par l'Union européenne) ont déjà été dépensés dans le cadre du programme d'urgence en cours de réalisation. A Issobo, Kombo a Munja I, Kombo a Munja II et Akwa Mbenmong, des écoles sont

rouvertes dans les zones qu'occupaient les Nigériens, cinq centres de santé tenus par des militaires camerounais et dispensant des soins gratuits sont construits, cinq forages également... Le feu n'arrêtera pas le progrès.

Un chimpanzé domestique sème la panique dans un quartier résidentiel de Yaoundé

Marie Rose Domisseck

22 juillet 2008

Un canadien résidant à Bastos à Yaoundé, a sauvagement été tabassé et mordu par son propre chimpanzé qu'il héberge depuis plus de 3 ans. L'homme grièvement blessé sera évacué dans son pays d'origine pour des soins intensifs.

Jonas né à Montréal au Canada il y a une quarantaine d'années, vit au Cameroun avec un vieux chimpanzé qui répond au nom de Max. le canadien faisant dans les 127 kg coiffe habituellement la bête, l'habille et la balade dans sa voiture dans toutes les rues de Yaoundé. Jonas a appris à son fidèle compagnon à fumer, à bien s'asseoir dans un fauteuil, à manger dans un plat et à bien tenir une cuiller. L'animal déjà dressé marchait sous les ordres de son maître, qui racontait à qui voulait l'entendre que Max était tout pour lui.

Que s'est-il donc passé ce jour ? C'est au cœur de la journée que la bête s'est mise dans tous ses états. Une bête insaisissable qui gambadait dans toute la maison cassant tout au passage. Pots de fleurs et téléviseur renversés, fauteuils détruits... l'animal a semé un grand désordre dans l'appartement. Le chimpanzé cherchait son maître qui a trouvé refuge dans sa chambre. Croyant retrouver la bête dans une accalmie après deux heures de fureur, Jonas sortit de sa cachette pour constater les dégâts. L'animal qui avait peut-être utilisé sa tactique pour faire sortir son maître de sa cachette, dans tous ses états a foncé sur le pauvre. Des griffes, des coups de pied, avec le concours de ses dents le chimpanzé a mordu le canadien dans le dos et aux mollets. Des blessures suffisamment graves. Il a fallu l'intervention téléphonique des voisins pour qu'une équipe de vétérinaires spécialistes de colères d'animaux arrive sur les lieux. Et c'est avec un bout de pain et une tasse de lait imbibé d'un produit que ces spécialistes ont pu calmer l'animal qui devenait de plus en plus dangereux. Quant au canadien, il a été transféré aux urgences de l'hôpital central de Yaoundé. Mais aux dernières nouvelles, Jonas demande son évacuation à Montréal pour mieux suivre ses soins.

Jusqu'ici, personne ne saurait expliquer les origines de la violente colère de l'ami de tous les jours de Jonas. Depuis le drame, l'animal est gardé au parc zoologique de Yaoundé, et les commentaires animent les rues de Yaoundé. Un animal qui tabasse un homme.

Kondengui à Yaoundé : rafle de la gendarmerie

Jean Paul MBIA

13 Août 2008

Plus de 12 millions Fcfa retrouvés parmi les prisonniers hier lundi, 11 Août 2008 lors d'une fouille spéciale

Les détenus de la prison centrale de Kondengui à Yaoundé disposeraient-ils d'une énorme fortune ? Une opération mixte orchestrée par la tutelle qu'est le ministère de la Justice et conduite par les éléments de la gendarmerie nationale et les gardiens de prison, sous l'encadrement des secrétaires d'Etat à la Justice et à la Gendarmerie nationale, a permis de "sortir " des vins de marque, du champagne, des téléphones et ordinateurs portables, et, surtout, plus de 10 millions Fcfa en liquide, retrouvés dans les quartiers féminins et quelque deux millions Fcfa dans les quartiers spéciaux, où l'on retrouve principalement d'anciens membres du gouvernement dont certains sont encore en détention préventive et d'autres condamnés pour détournement des deniers publics. Les hommes en tenue auraient également retrouvé des correspondances officielles adressées au chef de l'Etat, dont les contenus restent confidentiels.

Selon nos sources, les soldats ont également emporté des téléviseurs, dans l'optique de les démonter et vérifier s'ils ne servent pas de cache pour certaines choses prohibées par la prison. Notamment le chanvre indien, les armes blanches (couteaux, machettes, poinçons, etc.), les fortes sommes d'argent, les téléphones portables ou autres matériels multimédias. D'ailleurs, le chanvre indien a aussi été retrouvé après l'opération "coup de force ". La descente hier, des gendarmes à la prison centrale de Yaoundé intervient dans un contexte où de nombreux hauts fonctionnaires accusés de malversations financières sont placés sous mandat de dépôt. Mais aussi au lendemain de deux attaques de prisonniers munis d'armes de guerre à Douala.

Selon des sources bien introduites à la prison centrale de Kondengui, tout serait parti des coups de fil que certains prisonniers "de haut vol " auraient passé à quelques hauts responsables de la présidence de la République. Informé, le secrétaire général de la présidence aurait alors informé le vice Premier ministre Amadou Ali qui, à son tour, a décidé de mettre fin à cette démarche des détenus. Le secrétaire d'Etat à la Justice, en charge de l'Administration pénitentiaire Emmanuel Ngafesson confirme à sa manière ces informations en indiquant à nos confrères de la Crtv hier après cette opération spéciale, que des informations sont parvenues à son ministère selon lesquelles, "il y avait beaucoup de choses interdites en prison ".

Comment s'y retrouvent-elles ? "C'est avec la complicité des gardiens de prisons et des visiteurs ", accuse Emmanuel Ngafesson. Quant au butin, il a indiqué que la fouille n'a pas fait une grande moisson. Etonnant ! Car, hier matin au quartier Kondengui, ce n'était pas une simple escouade d'une brigade de gendarmerie qui s'est rendue à la prison centrale aux premières heures de la matinée. Ce fut tout un bataillon qu'ont transporté tour à tour cinq camions et plus d'une dizaine de véhicules double cabine, tous verts, de la gendarmerie nationale.

Elèves gendarmes, hommes de troupes, sous-officiers et officiers à la tête desquels se trouvait le Colonel Tchinda, ont pris d'assaut le grand hangar de la

prison centrale, armés "jusqu'aux dents ", sous le regard des populations du quartier, presque surprises par le déploiement des bidasses et dont certains ne cachaient pas leur désapprobation. " Vous ne les avez pas assez humiliés comme ça ? Il faut maintenant les empêcher de boire du vin ou du champagne, ou de recevoir des appels de leur famille et amis pour un petit réconfort ? " Indiquait une dame dont les yeux étaient masqués par de grosse lunettes de soleil.

Quelque 500 soldats pour venir porter main forte aux gardiens de prison, s'il faut en croire un maréchal des logis, qui a préféré requérir l'anonymat, indiquant seulement que les camions qui les ont transportés ont effectué plus d'un tour. Les uns en treillis verts ordinaires du corps, les autres en treillis bleu marine du Groupement polyvalent d'intervention de la gendarmerie (Gpic), arborant, en plus, des gilets pare-balles.

" Il s'agit d'une fouille spéciale, telle que prévu dans le fonctionnement de la prison. Car, certains détenus possèdent parfois des objets prohibés par l'institution ", peut indiquer un gardien de prison, apparemment surpris par le cérémonial de la gendarmerie. Pendant que les uns disposaient leurs armes au sol sous la forme de pyramides, les autres encerclaient la prison de l'extérieur, arme au point, "afin de parer à toute éventualité d'évasion ", avant le grand saut à Kondengui, pendant toute la journée.

Yaoundé ; les malheurs accablent le Chef de l'État

Pierre Rostand Essomba

08 septembre 2008

Le cuisinier personnel du président de la république est mort. La première dame sous un choc psychologique.

Louis Marie Désiré Ngah a vécu. Lorsqu'on a prononcé son oraison funèbre le 06 septembre dernier, c'est à ce moment là que beaucoup même dans sa famille ont découvert que c'était lui le chef des banquets d'État au Palais de l'Unité, cumulativement avec ses fonctions de cuisinier personnel du président Paul Biya. Depuis une dizaine d'années c'était lui l'homme-orchestre pour entretenir la table du Chef de l'État.

Réputé discret et affable, Louis Marie Désiré Ngah travaillait sous l'autorité de l'épouse du président de la république. La conjugaison des deux sensibilités apprend-t-on, offrait à la table présidentielle des saveurs à la fois exotiques et traditionnelles. Et le président Biya aimait bien cela. C'était à la fois une garantie de qualité et de sécurité. La disparition « du chef Ngah » laisse donc un grand vide dans l'environnement du couple présidentiel.

Né le 27 mai 1967, le cuisinier du Chef de l'État était diplômé de l'Académie Culinaire de Paris. Dans son art, il avait le titre de cordon bleu et de critique culinaire. Il était aussi pâtissier. D'après certaines informations, c'est par un gâteau qu'il avait séduit le couple Biya. Depuis trois ans, le fils de Nkol-Assa a résisté à diverses attaques cardio-vasculaires. Des attaques dit-on, causées

par sa propre épouse. Paul Biya aimait bien son employé qui était devenu comme son fils, il s'était toujours déployé pour lui assurer de bons soins dans les hôpitaux occidentaux. Le destin étant ce qu'il est, le cordon bleu du Palais de l'Unité a finalement succombé le 22 août dernier à l'hôpital de la CNPS à Yaoundé.

Un décès qui vient encore ajouter des soucis à un président qui croule sous le poids de ses lourdes responsabilités et que le destin, parfois afflige sans ménagement. Le 25 août encore, la première dame quittait un peu brutalement Yaoundé pour l'Europe, visiblement épuisée... Une autre source de préoccupation pour Paul Biya qui l'a rejoint deux jours plus tard pour un accompagnement psychologique approprié.

Quant à Louis Marie Désiré Ngah, l'homme repose désormais en grand maître devant la case de son père à Nkol-Assa par Evoudoula dans la Lékié, où il attend selon les chrétiens le jugement dernier.

Scandale à l'Église. Un prêtre vole l'argent d'une fidèle.

Pierre Rostand Essomba

16 décembre 2008

La scène s'est produite le 13 décembre 2008 à la cathédrale Notre Dame de victoire de Yaoundé. Sous un soleil ardent, les fidèles catholiques de la citée capitale sont venus rencontrer des prêtres pour se faire pardonner leurs péchés. Question pour les bons chrétiens de mieux préparer l'arrivée du petit Jésus.

Au Cameroun comme partout dans la plupart des pays catholiques, la religion est plus pratiquée par les femmes. Il est vrai qu'à Yaoundé, plusieurs de ces femmes sont des chrétiennes de nom. Elles vont à l'Église pour vanter les mérites de leur corps, faire le défilé de mode, ou encore chercher un éventuel copain. Pour Mademoiselle F. la trentaine dépassée, il était question d'aller se confesser.

Belle comme un ange, Mademoiselle F. est allée se confier à un jeune prêtre en service à la cathédrale de Yaoundé. A huis-clos avec l'homme d'Église, la femme a dévoilé ses péchés. Même les plus intimes. Et c'est après avoir tout dit au prêtre qu'elle sera victime d'un malaise. La jeune femme va donc laisser son sac pour aller se soulager. De retour, elle constate que son argent a disparu. Une forte somme d'après les enquêteurs de la brigade de recherche de Yaoundé 4^{ème}. Et puisque le prêtre est resté seul dans la salle, la femme va le traiter de voleur. C'est ainsi qu'elle déposera une plainte contre l'homme d'église à la brigade de recherche de Yaoundé 4^{ème}. Convoqué ce 15 décembre 2008, le prêtre va se rendre. Interrogé, le prélat va d'abord nier le fait qui lui est reproché. Quelques temps après, le présumé voleur va se confier à l'enquêteur. Il reconnaît avoir soutiré de l'argent dans le sac de la demoiselle, tout en présentant ses excuses à celle-ci. Pour ne pas traduire l'affaire au Tribunal, le prêtre sera sommé de dédommager la femme.

Un prêtre voleur, c'est du scandale. Comment comprendre qu'un maître de la morale tombe si bas ? Depuis quelques années, les prêtres camerounais sont devenus de vrais « argentiers ». Pour certains, le sacerdoce est devenu un emploi. Dans certains villages, ils sont cités par les élites. Et quand vous rencontrez ces ministres du Christ en route, rien de religieux sur eux. Ils fréquentent les boîtes de nuit, achètent de belles villas et s'offrent les plus belles voitures. La soutane pour ces prêtres-là est devenue une tenue de travail puisqu'elle ne se met qu'au moment de dire la messe. L'Église catholique romaine du Cameroun est vraiment malade. Et le virus de cette maladie n'est autre que l'argent. Aucun sacrement n'est plus gratuit. Même la messe de requiem a son prix à payer.

Bon nombre de chrétiens camerounais ont compris aujourd'hui que les places s'achètent au paradis. Sinon comment comprendre qu'une femme, pour aller se confesser, doit emporter avec elle tant d'argent ?

L'Église catholique romaine de Yaoundé traverse le désert depuis quelques mois. Des évêques accusés de détournement de fonds, des prêtres violeurs, des religieuses retrouvées dans des chambres d'hôtel avec des hommes mariés. Au vu de tout cela, l'on confirmera que Dieu est devant la barre à Yaoundé.

Yaoundé ! Un débat sur la virginité anime les commentaires.

Marie Rose Domisseck

22 décembre 2008

Que représente la virginité aujourd'hui ? A-t-elle encore une quelconque importance pour qui que ce soit ? Qu'apporte-t-elle en définitive ? Un long questionnement de la philosophie, voire de la fiction, sur un statut qui n'en n'est visiblement plus un. Pendant 120 minutes, des hommes d'Église, des traditionalistes, des médecins et des jeunes ont parlé de virginité en long et en large dans « A propos », émission de débat mensuel sur la « Cameroon Radio Television ».

Il a été très difficile pour les partisans de l'affaire de soutenir que : rester vierge jusqu'au mariage était encore un principe ; un vœu pieux ! Aux dires des autres, ni sur le plan moral, ni sur le plan traditionnel, ni sur le plan affectif, sexuel, sanitaire, être le premier homme d'une femme ne revêt plus spécialement le caractère sacré que l'on a longtemps accordé à cet acte-là. Cela ne serait en rien la garantie d'une vie sexuelle épanouie, d'une suite des plus morales, d'un mariage heureux, ont soutenu des jeunes filles et garçons faisant comprendre aux traditionalistes que les temps ont changé. « Depuis des années, on a tenté d'atteindre certains objectifs ; mais au finish, rien n'a été fait, a déclaré le président des jeunes d'Oback, un village situé à une soixantaine de kilomètres de Yaoundé. Ce garçon, fils d'un chef traditionnel a étonné plus d'une personne.

Le prêtre invité sur le plateau a bien tenté d'expliquer la position de l'Église, en même temps qu'il se démenait pour conserver à cette fameuse virginité tout son côté pur. Malheureusement pour lui, parler de virginité c'est parler de sexe, de sang, de rapports sexuels. Et pour un prélat, même parfaitement au fait, c'est avec peu de gêne qu'il peut dire sans détour de quoi il retourne. Comme qui dire haut ce que quasiment tout le monde dit bas. Aussi, sur un plateau de télévision crédité d'une certaine liberté de ton, un homme d'Église aura toujours du mal à faire face aux arguments de jeunes fougueux qui n'hésitent pas à afficher et à énoncer en terme précis leur choix clair pour la fille « déviégée » de toute barrière, de tout préjudice, de toute inhibition. Si un prêtre est obligé d'entendre des arguments crus, il n'a pas d'autres alternatives que de se taire. L'abbé François s'est donc tût jusqu'à la fin du débat, tout en faisant savoir au modérateur qu'il n'était pas à la hauteur des discussions. L'attitude de l'homme de Dieu a plongé les téléspectateurs dans une profonde interrogation. Etait-il à cours d'idées, ou avait-il en face de lui des filles et garçons très tenaces. Pourtant ces hommes d'Église sont censés maîtriser tous les secteurs. Pour Madame W. qui suivait le débat à la maison, le comportement su prélat n'a pas été apprécié. Que venait donc faire un prêtre dans les affaires de couette ? Le chef traditionnel présent sur le plateau a aussi essayé d'intimider les jeunes. Malheureusement il n'a pas eu le dessus.

Au final, on aura retenu qu'il est bon de laisser aller la vie, tout comme il est bon de laisser la religion, la tradition, la moral se battre efficacement ou vainement. En général, la vie se charge de faire le tri. Ni discours, ni émissions, ni mines effarouchées n'y peuvent grand-chose. Un débat télévisé a besoin d'hommes.

Le concours à la police fait un mort et 50 blessés à Yaoundé

Jean Paul MBIA

30 Décembre 2008

Les bousculades sont à l'origine du drame qui s'est produit à l'Ecole de police.

Impossible de circuler sur la route menant à l'Ecole nationale supérieure de police sise au quartier Ekoudou à Yaoundé en ce lundi 29 décembre. Une voiture de la police stationnée sur la chaussée, en empêche l'accès à tous les automobilistes. La banque Uba a dû fermer, de peur de voir ses locaux saccagés par la masse. Une foule compacte, constituée de jeunes gens - un millier environ - obstrue la chaussée. Il s'agit notamment de candidats venus remplir les formalités d'inscription en vue de passer le concours de la police récemment lancé par la Sûreté nationale. Agglutinés devant le grand portail bleu, certains postulants guettent désespérément l'ouverture des portes. D'autres, exténués, n'ont trouvé mieux que de s'asseoir à même le sol, soit pour piquer un petit somme, reposer les jambes endolories par une longue attente debout, ou se remplir le ventre. Tandis que d'autres en profitent pour faire la causette, histoire de tuer le temps.

Toutes les conversations tournent ainsi autour du "drame" qui s'est produit plus tôt dans la matinée. Et qui a officiellement fait un mort, Wirbo Elvis Berenuy, et 45 blessés, d'après le communiqué rendu public hier par le Délégué général à la sûreté nationale (Dgsn) Edgar Alain Mebe Ngo'o, descendu à l'Hôpital central de Yaoundé (Hcy) où ont été conduits les victimes. Profitant par là pour adresser ses condoléances et celles du gouvernement à la "famille éprouvée". Un bilan qui semble avoir été revu à 50 blessés à la lecture de "la liste des victimes de l'accident qui s'est produit ce matin à l'Ecole de police" affichée à l'entrée du service des urgences de l'Hcy à Messa, soit cinq de plus que ceux annoncés précédemment par le Dgsn. "Nous attendions tous devant le portail. Lorsque le portail a été ouvert, tout le monde a voulu se ruer à l'intérieur. Les policiers ont voulu refermer le portail, mais la pression était trop forte. Il y a eu des bousculades, les gens sont tombés et ont été piétinés. C'est ça qui a causé le drame", raconte Mohamadou. "Il y avait des blessés et des gens évanouis partout. Les policiers ont déchargé certains taxis pour les évacuer à l'hôpital. L'ambulance des sapeurs-pompiers est arrivée un peu plus tard. C'était vraiment la panique", renchérit Martine Mendouga, venue retirer la fiche de versement des frais de concours. Ajoutant que : "Certains en ont profité pour fouiller les poches avant d'être interpellés par la police"

Aux urgences de l'Hcy, les blessés sont, "tous pris en charge par le gouvernement", selon le communiqué du Dgsn, on apprend du chef de service des urgences, le Dr Etoundi Mballa, que plusieurs souffrent de contusions, de fractures ou de chocs émotionnels. Si certains ont pu sortir hier, ceux dont l'état de santé est jugé préoccupant - une dizaine- reste en observation, parmi lesquels "quatre cas de traumatisme crânien et un cas de fracture du fémur" précise les sources hospitalières. Assis ou couchés sur des civières, des lits ou des bancs, les vêtements poussiéreux ou tâchés de sang, les "accidentés" semblent encore être en état de choc. Si c'est derniers peuvent se réjouir de s'en tirer vivants, ce n'est pas le cas du frère aîné de Wirbo Elvis Berenuy, le jeune étudiant en Master II en histoire à l'université de Yaoundé I, âgé de 24 ans, qui a trouvé la mort dans "cet incident malheureux" tel que qualifié par le Dgsn.

"On m'a appelé pour me dire que mon frère a eu un accident. Je suis arrivé à l'hôpital et j'ai trouvé qu'il est mort", lâche dans un souffle Wirbo Humphrey, la mine assombrie par la douleur. "Le corps ne pourra être rendu à la famille qu'après l'autopsie", affirme le Dr Etoundi Mballa. "On a frôlé la mort !", laisse tomber Constant Tsague Metampa, assis sur une chaise roulante, avant d'être pris d'un rire convulsif. "J'ai vu des gens tombés sous l'effet de la bousculade et être piétinés. Moi aussi je l'ai été. Je m'en tire d'ailleurs avec une fracture au genou. Je dois faire la radio", avance cet étudiant. Un autre, le visage marqué par la douleur, claudique jusqu'à l'une des salles de soins, soutenu par un vigile et une infirmière. Même si nombreux sont ceux qui disent avoir perdu leurs frais d'inscription ou leurs dossiers de candidature dans la mêlée, notamment les diplômés, tous remercient le ciel d'être encore en vie.

Les familles, alertées, ont aussitôt rejoint à l'hôpital. Un vigile, indifférent aux supplications et autres menaces proférées par les proches des victimes, leur interdit toutefois l'accès. "On ne nous laisse pas entrer. On ne sait pas

comment vont nos enfants", s'écrient plusieurs mères, dont la mère de Raymond Bitjick, âgé de 20 ans. Certains sortent leurs téléphones pour joindre leur fils ou fille. Soulagement quand la victime répond au téléphone, angoisse quand la ligne sonne dans le vide. L'anxiété se lit sur les visages et certains ne peuvent refouler leurs larmes.

Depuis le lancement du concours direct pour le recrutement dans la police d'élèves commissaires, officiers, inspecteurs et gardiens de la paix - concours réservés aux jeunes gens des deux sexes de nationalité camerounaise âgés entre 17 et 27 ans, les concours spéciaux étant destinés aux fonctionnaires en activités - élèves, étudiants et personnes sans emploi se bousculent devant les portes de l'Ecole de police. Certains sont là pour déposer leurs dossiers, d'autres pour retirer les fiches de versement ou payer leurs frais de concours (10.000 Fcfa pour les inspecteurs et les gardiens de la paix et 15.000 Fcfa pour les commissaires et les officiers).

Un policier en fonction à l'entrée de l'école ordonne aux jeunes de reformer des rangs. "Dégagez ! Ne bouchez pas l'entrée", s'époumone un autre devant le portail central. Face à la réticence de certains postulants, des policiers casqués font semblant de se servir de leur matraque. Devant le bâton noir, les candidats reculent précipitamment. Manquant de se marcher dessus. "Le matin, l'une des files arrivait jusqu'à l'échangeur simplifié", soutient Désiré Many, sans emploi, venu tenter sa chance comme les autres. "Mon dossier est complet, je dois juste retirer la fiche. Cela fait plus d'une semaine que je suis là", affirme Martine Mendouga. Comme cette dernière, plusieurs candidats hantent ces lieux depuis des jours, voire des semaines, dans l'espoir de retirer ladite fiche. Certains, découragés, ont fini par jeter l'éponge. Lorsque les rangs se forment à nouveau, on apprend que les fiches sont finies. "Que chaque candidat prenne un format A4 et y inscrive son nom, son prénom, le concours sollicité et le montant des frais d'inscription", hurle un policier en équilibre sur un tabouret, essayant de couvrir le bruit des voix. Aussitôt dit, aussitôt fait. Les candidats sortent papier et stylo pour marquer lesdites indications. Ceux qui ne disposent pas de papier de format A4 vont en acheter auprès du vendeur ambulancier. La grogne monte dans les rangs, les candidats imputant cette "pénurie de fiches" à la "maffia" créée par les hommes en tenue.

"Les policiers nous vendent les fiches de la banque alors que celles-ci sont gratuites. Or sans fiche, impossible de payer les frais de concours et ils le savent", tempête Maxime Olivier, étudiant à l'université de Yaoundé I. Plusieurs candidats se disent également victimes de "l'arnaque" organisée par les policiers. "J'ai dû donner 2.000 Fcfa pour avoir cette fiche. C'est un business qui se passe sous le manteau", ajoute ce dernier. Florent. Il a cependant réussi à se procurer ladite fiche sans avoir eu à soudoyer les policiers. "Je suis allé directement à la Bicec retirer la fiche". Une joie de courte durée hélas ! "Le problème, c'est que la fiche est remise en même temps que le coupon sur lequel est écrit le numéro de passage à la banque. Or, il me faut également ce coupon". Lequel est vendu "illégalement à 5.000 Fcfa".

"Nous avons pris des dispositions pour identifier et interpellier les auteurs de ces réseaux" a déclaré le Dgsn Edgar Alain Mebe Ngo'o sur les ondes de la Crtv. Suite à l'incident d'hier, ce dernier a décidé de repousser le délai de dépôt des dossiers initialement prévu le 2 janvier, au vendredi 16 janvier 2009 pour

les élèves commissaires et officiers de police et au vendredi 30 janvier 2009 pour les élèves inspecteurs et les élèves gardiens de la paix, afin de "permettre au maximum de candidats de poursuivre les formalités d'inscription". Une nouvelle accueillie comme une bouffée d'air par les candidats qui mettent aussi à profit ce temps pour compléter la constitution de leur dossier par des attestations de réussite aux examens nationaux auprès des ministres compétents où, au vu des files des postulants, ce n'est non plus une partie de plaisir.

Mais qu'est-ce qui explique cette ruée de jeunes Camerounais vers ce concours de la police ? A cette question, les réponses sont unanimes : "C'est pour le matricule !". Autant dire que ces jeunes, en proie à la précarité du marché de l'emploi, disent vouloir intégrer le corps de la police, "faute de mieux". Pour certains même, il est plus que primordial de tenter le coup, surtout "qu'une occasion pareille ne se représentera pas de si tôt". Cependant, il ne suffit pas de déposer un dossier pour avoir accès à la police. Certains sont car jugés incomplets - reste à être retenu après les épreuves écrites et orales. Et ce, dans la limite des places requises : 40 pour les commissaires, 100 pour les élèves officiers, 300 pour les inspecteurs et 1.200 pour les gardiens de la paix. Ce qui n'est pas gagné d'avance.

Yaoundé, les enfants de la rue écrivent à l'épouse du Chef de l'État.

Pierre Rostand Essomba

12 mars 2009

Une correspondance des enfants de la rue a été adressée mardi 10 mars 2009 à Madame Chantal Biya. Réunis le 08 mars dernier dans leur quartier général à la gare ferroviaire de Yaoundé, les enfants abandonnés ont tenu leur assise appelée « Assemblée Générale des enfants de la rue ».

C'est au cours de cette assemblée générale que l'idée d'écrire à la première Dame du Cameroun sera émise et adoptée. La correspondance intitulée « Mémoire des enfants de la rue du Cameroun », est un document de quatre pages regroupant une dizaine de doléances. Les *nanga-boko* comme on les appelle au Cameroun, demandent à Madame Biya de leur créer des centres éducatifs, des aires de jeux et surtout, que la première dame plaide pour eux auprès de son époux, afin qu'ils soient intégrés dans l'armée camerounaise. Ils soutiennent d'ailleurs leur idée en disant qu'ils sont suffisamment forts pour supporter les manœuvres militaires. Ils demandent aussi la prise en charge sanitaire. Dans leur correspondance, il est écrit : « Madame la première dame, notre mère, beaucoup d'entre nous ont trouvé la mort parce qu'ils ont été chassés des hôpitaux. Même dans votre fondation, les portes nous sont fermées.

A la question de savoir qui leur a donné l'idée d'écrire à Chantal Biya, les enfants n'ont pas dévoilé leur secret. Ils ont juste rassuré que leur courrier arrivera et aura une réponse.

Le mémoire des *nanga boko* du Cameroun, arrive au palais présidentiel au moment où le Délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine

de Yaoundé, demande aux jeunes garçons de quitter le centre commercial. D'après Gilbert Tsimi Evouna, ces enfants sont de connivence avec des bandits de grand chemin. Une accusation repoussée par les jeunes abandonnés. Certainement qu'un autre bras de fer opposera à nouveau les deux camps. Puisque pour partir du centre commercial, les *nanga boko* exigent que la communauté urbaine leur construise des mini-cités. Une condition que Gilbert Tsimi Evouna qualifie de chantage.

La portière de l'avion du Pape ne s'ouvre pas

Jean Paul MBIA

18 Mars 2009

Le souverain pontife est resté coincé dans le ventre de l'avion d'Alitalia, qui l'a transporté de Rome à Yaoundé, pendant près d'une trentaine de minutes. L'incident s'est produit en mondovision, il était 16 heures à l'aéroport international de Yaoundé Nsimalen. Que s'est-il passé à l'atterrissage de l'aéronef qui transportait le Sain Père sur le tarmac de l'aéroport international de Yaoundé Nsimalen? La question brûle les lèvres de nombreux téléspectateurs qui ont en effet vu s'affairer la garde du pape autour de la portière de l'avion d'Alitalia, près d'une trentaine de minutes après l'arrivée du Pape. En effet, le souverain pontife est resté coincé dans le cockpit de l'appareil. Selon les images diffusées à la Crtv, le média officiel, la portière de l'avion qui l'a transporté avait manifestement du mal à s'ouvrir. L'incident serait passé inaperçu n'eût été l'activité étrange et dense autour de la portière de cet avion. Heureusement tout est rentré dans l'ordre à la suite de nombreuses manoeuvres. Quelle frayeur! Paul Biya a eu chaud.

Yaoundé, les forces de l'ordre stoppent net une marche des vendeurs à la sauvette.

Marie Rose Domisseck

10 avril 2009

Protestant contre les casses du Délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Yaoundé, Gilbert Tsimi Evouna, les vendeurs à la sauvette du marché central de la cité capitale, ont tenu à marcher le 08 avril 2009. Ces vendeurs sont aussi victimes des casses, et voulaient aller remettre leur mémorandum au président Paul Biya.

Cette marche qui se voulait pacifique, avait été annoncée quelques jours auparavant aux autorités administratives de Yaoundé. Mais grande a été la surprise des vendeurs de se voir encerclés par un dispositif sécuritaire sans

nom. Policiers et gendarmes tous armes à la main, contrôlaient la situation. Cette présence de nos forces de l'ordre a découragé certains manifestants qui ont rejoint leurs comptoirs sous le regard contrôlé des policiers et gendarmes.

A coté de cette justification, il faut souligner que le président de l'Association Nationale des Opérateurs du secteur informel pour la lutte contre la pauvreté au Cameroun, Moussa Yimga, a été neutralisé grâce à un piège de la police, d'après certains confrères. Il se dit que ce monsieur a passé toute la journée du 07 avril dans les bureaux d'un Commissaire à la Direction de la police judiciaire à Yaoundé.

Les regroupements de plus de trois personnes étaient interdits dans les pourtours et sur le marché central dans la journée du 08 avril 2009, sous forte menace de gaz lacrymogène et de matraque. La marche devait aller du boulevard du 20 mai jusqu'au palais de l'unité. Objectif : remettre un mémorandum au président de la république. « Il faut que le président Biya essaie de remédier à la situation des jeunes. Le taux de chômage a atteint un niveau insoutenable », a déclaré un manifestant. Comment comprendre qu'une marche qui a été annoncée aux autorités soit interdite le jour j ? Pourtant, le Chef de l'État dans son message à la nation le 31 décembre 2008 reconnaissait le droit de grève au Cameroun. Selon une source policière, la forte présence des forces de l'ordre était d'encadrer les manifestants pour qu'ils ne sortent pas de leur objectif. Mais rien n'a eu lieu. Même pas un mètre franchi. Et toutes les voies accédant au palais présidentiel avaient été sécurisées très tôt le matin par l'armée.

Aux dernières nouvelles, les vendeurs à la sauvette du marché central de Yaoundé se sont réunis dans un lieu secret et ont reprogrammé leur marche. Cette fois, ni le jour, ni le point de départ n'a été donné.

Un coq à quatre pattes découvert dans un marché à Yaoundé

Jean Paul MBIA

21 Mai 2009

L'animal a fait la curiosité de plus d'un citoyen

C'était une surprise générale vendredi, 15 Mai dernier au marché Mokolo à Yaoundé, lieu dit Marché du poulet. Une dame, la nommée ANABA Germaine s'y était rendue pour faire les deniers achats comptant pour les funérailles de sa soeur aînée décédée dix jours avant des suites d'une courte maladie. N'ayant pas prêté attention lors du service, la dame ne se rendra compte que quelques heures après au moment même de bien ranger le contenu de son panier.

Germaine ANABA se rendait à TOM, son village natal dans le département de la Lékié et lieu du deuil. Selon les témoins rencontrés sur les lieux, les premières personnes ont été alertées par les cris de la dame. "J'ai même pensé que c'était une crise d'épilepsie" lance un

monsieur dans la foule. A la découverte, c'est chacun qui voulait bien observer les quatre pattes de l'animal pour enfin commenter. C'est ainsi que la foule va encercler la dame en

causant un grand embouteillage au carrefour NikiMokolo. La police du deuxième arrondissement de la ville de Yaoundé interviendra. Le cop sera même bloqué pendant quelques temps et Germaine le récupérera bien après.

Un événement qui a déplacé des populations à de dizaines de kilomètre. Du jamais vu, comme beaucoup pouvaient le dire. Ce coq bien vivant, présente par l'arrière l'état de deux poulets avec une seule tête par l'avant. Il se déplace comme d'autres mais a la possibilité de poser les deux autres pattes par terre à l'exemple du lapin.

Le vendeur nommé EPINI NOMO, bien aussi étonné, dit qu'il ne connaissait pas l'état de son coq. Si non, il l'aurait refusé à la ferme ou l'aurait vendu un peu plus cher que d'habitude. Un coq à quatre pattes, il fallait être un observateur averti pour ne pas penser à la sorcellerie.

Archidiocèse de Yaoundé : des chiens pour garder les églises.

Pierre Rostand Essomba

27 avril 2009

En l'espace de deux mois, plus d'une dizaine de chapelles et paroisses ont été cambriolées par des inconnus. Et dans leurs forfaits, ces hommes qui n'ont plus peur de Dieu n'emportent que des objets sacrés.

Les vols perpétrés dans les paroisses de l'archidiocèse de Yaoundé sont le plus souvent effectués dans la journée. Le mode opératoire des bandits montre bien qu'ils sévissent en terrain connu. A la chapelle Saint Philippe apôtre d'Etoug-Ebé, le voleur avait choisi une heure où l'église n'est pas fréquentée. Il a également pu trouver la cachette de la clé du tabernacle. A la chapelle située dans l'enceinte du Centre national de réhabilitation des handicapés de Yaoundé, les malfrats ont emporté des soutanes, des aubes, du vin de messe, des ciboires, des patènes et des calices. Rappelons que cette chapelle a été visitée le 18 mars 2009 par le Pape Benoît XVI, lors de son séjour à Yaoundé. D'après le curé de la paroisse, cela s'est passé entre 11h et 15h, après que les gens qui viennent prier soient partis.

Conscients de la recrudescence des vols dans leur cadre de vie, les curés se préparent en conséquence. Mais les différentes initiatives prises ici et là ne font pas toujours l'affaire. Ainsi les paroisses dont les moyens financiers le permettent, s'offrent les services d'un vigile. Ce dernier ne travaille que la nuit, et ne garde pas de manière permanente l'église qui reste un lieu de piété. Pour

les paroisses aux moyens financiers limités, les curés préfèrent confier la garde aux chiens. A l'évêché de Mbal Mayo, dix gros chiens assurent la sécurité de l'évêque des lieux. A la paroisse Sacré cœur de Mokolo à Yaoundé, la sécurité est assurée par cinq chiens. Et depuis quelques jours, l'on constate la présence de ces animaux dans ces lieux sacrés.

Ces chiens gardiens des temples, animaux pas toujours formés pour la circonstance, viennent renforcer le travail du vigile. Ils sont lâchés dans la nuit après avoir passé toute une journée enfermés dans une cache. A la paroisse Saint Joseph d' Oveng, l'expérience a porté des fruits le 23 avril dernier. A 3heures du matin, deux adolescents ont été rattrapés par ces gardiens du temple. Pendant l'audition à la gendarmerie, les enfants ont fait savoir aux enquêteurs qu'ils voulaient rencontrer le curé. Une raison qui n'a pas convaincu les gendarmes.

Une fillette de 3 ans vit à la prison d'Abong-Mbang

Pierre Rostand Essomba

11 mai 2009

C'est depuis l'âge de deux mois que la petite Darling réside à la maison d'arrêt du Chef-lieu de Département du Haut-Nyong. Elle s'y trouve avec sa mère qui purge une peine de 5 ans.

L'information bouleverse les âmes sensibles depuis qu'elle est connue à Yaoundé. Jusqu'à ce jour, les curieux se déplacent pour la capitale départementale du Haut-Nyong. Et à la prison principale de cette ville, se trouve une fillette de 3 ans qui vit avec des prisonniers.

Pieds nus, les cheveux courts, vêtue d'un vieux T-shirt ample qui laisse voir sa petite culotte, une fillette au teint noir se distingue dans la cours de la prison. De temps à autre l'enfant s'agrippe au pantalon d'une des détenues. Les gestes ne nous mettent plus dans la confusion pour imaginer que l'enfant est aux côtés de sa maman. La mère de Darling d'après nos informations, est la plus jeune des pensionnaires. Elle est arrivée dans cette prison qui compte 156 détenus en 2006. Elle avait alors 15 ans. Dans notre enquête il ressort que Gaëlle la mère de Darling est incarcérée pour pratique de sorcellerie. La jeune mère avait mangé mystiquement son oncle. Condamnée à une peine de 5 ans, Gaëlle sera obligée d'emmener son bébé de deux mois en prison, faute d'avoir trouvé quelqu'un à qui le confier. Tous les membres de sa famille, même sa propre mère, apprend-t-on, avait refusé de garder sa petite fille.

Âgé de 18 ans aujourd'hui, Gaëlle et sa fille vivent avec neuf autres femmes dans le quartier de la prison à elles réservé. Depuis 7 mois la mère et l'enfant dorment à même le sol. Le vieux lit de bambous qu'elles occupaient auparavant s'est complètement abimé. Elles survivent avec les restes de nourriture des autres prisonniers. L'adolescente, depuis son incarcération a été abandonnée

par sa famille. Le père de Darling n'a jamais été connu. D'après les déclarations de Gaëlle, leur relation n'a duré qu'une semaine. Ce monsieur dont la fille ignore même le nom serait un agent d'une société de téléphone mobile, venu à Abong-Mbang pour un dépannage.

Il reste à cette fille deux ans à passer en prison. Et ce sera peut-être avec sa fille puisque jusqu'à ce jour il n'y a encore personne pour s'en occuper. La jeune mère implore donc la grâce des âmes de bonne foi, afin que sa fille puisse aller à l'école au mois de septembre 2009. Précisons que Darling, âgée de 3 ans n'a jamais passé plus de 15 minutes avec des enfants.

La situation de l'enfant préoccupe mais le droit camerounais reste muet. Pourtant le pays a ratifié des textes internationaux interdisant la présence des enfants en prison. Selon la Charte africaine de la protection du bien-être de l'enfant, dans son article 30, il est demandé aux États signataires de veiller à interdire qu'une femme mère soit emprisonnée avec son enfant.

Cependant, au ministère de la justice, l'on nous a fait savoir qu'il n'existe pas dans le Code Pénal camerounais une loi spécifique interdisant que des enfants accompagnent leurs parents condamnés en prison. Celui-ci peut même y rester jusqu'à 21 ans, âge de maturité au Cameroun.

Une mineure derrière les barreaux avec son bébé. L'information se vérifie à la prison principale d'Abong-Mbang, département du Haut-Nyong, région de l'Est, République du Cameroun.

Immigration clandestine : 22 camerounais payent le prix à Tripoli en Libye.

Pierre Rostand Essomba

29 juillet 2009

Partis du Cameroun par route à la recherche d'une vie meilleure en Europe, une vingtaine de camerounais croupissent depuis près de 18 mois dans un camp de rétention des « sans papiers » africains dans la capitale libyenne. D'après notre source, aucun de ces 22 jeunes gens ne détient un passeport. Les garçons ont été arrêtés au large des côtes libyennes au moment où ils s'apprétaient à traverser la méditerranée. Parmi ces détenus camerounais, on note la présence d'une fille. Elle est âgée de 26 ans. En quittant Yaoundé en mars 2007, elle a laissé un bébé de 17 mois. Les informations nous parvenant de Tripoli laissent entendre que ces « sans papiers » camerounais ne vivent pas dans de bonnes conditions.

Ce camp de rétention n'est pas différent d'une prison. Il comptait il y a cinq mois 23 camerounais. Nyamsi Didier l'un d'eux, est mort en février 2007 de suite de maladie, faute de moyens financiers. Le jeune homme dont la famille serrait à Yaoundé, a été inhumé comme un chien à Tripoli. Pour que ces jeunes regagnent le berceau de leurs ancêtres, le gouvernement libyen leur demande

de payer chacun son billet d'avion retour. Et cette tâche revient au gouvernement camerounais qui, de source proche du ministère des relations extérieures est informé de la situation depuis quelques mois, par l'ambassade de Libye à Yaoundé. Mais jusqu'à ce jour, Yaoundé n'a pas encore réagi.

Depuis quelques années, ils sont des centaines de jeunes camerounais à quitter leur pays par tous les moyens possibles et même impossibles pour aller chercher fortune ailleurs. Malgré les complications qui se posent dans les ambassades des pays européens à Yaoundé, les camerounais trouvent toujours des issues. Parfois avec la complicité de certains diplomates. Comment admettre qu'une prostituée quitte le Cameroun pour l'Europe avec un visa long séjour ? Un exemple pris parmi tant d'autres.

Bakassi, un an après le transfert d'autorité au Cameroun

Jean Paul MBIA

14 Aout 2009

La paix retrouvée, place au développement de la presqu'île et au raffermissement des relations de bon voisinage avec le Nigeria.

Il y a exactement un an, c'était le 14 août 2008. Ce jour-là s'était tenue à Calabar au Nigeria la double cérémonie de retrait de l'administration et des forces de police nigérianes de la presqu'île de Bakassi ainsi que du transfert d'autorité au Cameroun. Concrètement les autorités d'Abuja avaient finalement rétrocédé les 20 % restants de la péninsule au Cameroun, parachevant ainsi un retrait entamé en août 2006, conformément à l'accord de Greentree (Etats-Unis) signé le 12 juin 2006 par nos deux pays, en présence d'Etats témoins. C'est donc le 14 août 2008 que notre pays a recouvré son entière et effective souveraineté sur la presqu'île de Bakassi après huit ans de procès. Ce jour-là restera donc à jamais gravé dans notre mémoire comme un moment fort de la vie nationale. Une journée du souvenir.

Un an après cette décision, on se rend compte que les deux gouvernements ont tenu leurs promesses. L'administration camerounaise se met progressivement en place. Les Nigériens habitant cette zone (Idabato notamment) avant le retrait bénéficient toujours, et ce, jusqu'en 2013, d'un certain nombre de facilités liées à l'exercice de leurs activités en terre camerounaise. La politique d'apaisement et de bon voisinage choisie par le président Paul Biya et son homologue nigérian d'alors Olusegun Obasanjo, politique poursuivie par son successeur à la tête de l'État, Umaru Yar'Adua porte déjà des fruits. Et il est légitimement permis de penser, comme l'expliquait déjà le chef de l'État dans son discours à la nation, qu'une ère nouvelle est en train de s'ouvrir dans les relations entre le Nigeria et le Cameroun, une ère de paix et de fraternité qui nous permettra de mener, main dans la main, les vrais combats, ceux du progrès et du développement. Quotidiennement, on assiste à des actes apparemment anodins, mais qui prouvent la solidité des liens entre

nos deux pays à l'instar de cet attaché militaire nigérian décoré le 4 août dernier par le Mindef.

Le Cameroun et le Nigeria ont donc tourné définitivement la page de leur différend sur Bakassi pour se tourner vers l'avenir. Et cet avenir, c'est le développement de la région. L'ensemble des actions répertoriées à mener dans cette région de près de 1000 km² va coûter la somme de 246 milliards de francs Cfa. Ce qui devrait logiquement faire de cette presqu'île " un endroit où tous les Camerounais pourront se rendre comme dans toute autre partie du pays " a indiqué Jacob Lekunze Ketuma, le conseiller du PM chargé de suivre les projets prioritaires de cette région.

Parmi ces projets prioritaires, figure en bonne place, le problème d'infrastructures routières, celui de l'éducation de base, avec la construction, la réhabilitation et l'équipement annoncés d'une centaine d'écoles, la création d'une Ecole normale d'instituteurs de l'enseignement général. Le développement du tourisme est aussi envisagé avec des prévisions de 22 milliards de francs qui seront nécessaires à l'inventaire et l'aménagement des sites touristiques, la construction d'un complexe hôtelier à Akwa, la construction d'un port de plaisance dans la même zone.

L'autre préoccupation des membres du Comité du suivi des projets est le volet lié à la communication. Dans une zone où la couverture médiatique de Bakassi par les médias camerounais est inexistante il urge de procéder à la construction d'une antenne relais des signaux Tv et radio à Ekondo Titi et Mundemba, la construction de stations de radio à Akwa, Idabato ou Isangélé... C'est la raison pour laquelle il se passe rarement une semaine sans que des appels d'offres ne soient lancés pour concrétiser ces projets.

Une jeune femme de 27 ans condamnée à mort pour avoir assassiné une jeune fille enceinte de 8 mois.

Pierre Rostand Essomba

24 août 2009

Après quatre années de vie commune avec son fiancé, Solange Augustine Ngono n'avait jamais enfanté et voulait à tout prix donner un enfant à son conjoint. Le jeune couple habitait le village Koun, à quelques kilomètres de Ntui dans le Mbam-et-Kim région du centre. Las d'attendre un enfant, Solange sera chassée de son foyer par son mari et ce dernier prendra une autre épouse. La femme répudiée qui aimait son époux, ira dans un village voisin afin de simuler une grossesse. Là-bas Solange va lier une amitié avec Solange Akansa âgée de 18 ans et enceinte de quatre mois.

Entre Solange et Nadège, l'amitié sera plus que la fraternité. La jeune fille de 18 ans aura même des causeries intimes avec sa copine. Quand elle va à l'hôpital pour des visites prénatales, elle se fait accompagner par Solange. Le

fiancé de Nadège va apprécier la complicité des deux filles ; puisque dit-on, Solange était très serviable, Joviale et sympathique. Elle aimait partager. Et personne ne pouvait imaginer que Solange Augustine Ngonu était en train de monter un gros plan.

Au 8^{ème} mois de la grossesse de Nadège, et tout en sachant que son amie mettra au monde dans 23 jours d'après le diagnostic du médecin, une fillette, Solange l'invitera à l'accompagner dans le village de son ex-fiancé ; vu la confiance qui régnait déjà entre les deux filles, cette dernière ne refusera pas l'invitation. Entre temps le fiancé de Nadège est allé à une partie de pêche, sa compagne quittera donc le village sans son accord. Solange qui avait pris le soin d'emporter discrètement un couteau et une lame, dira à son amie de passer par la forêt pour arriver vite. Nadège après deux Km de marche dans la forêt, sera brutalement assommée à la nuque. La jeune fille sans pousser un cri, va tomber. Une fois par terre, Solange lui assommara encore deux autres coups. Ayant constaté le décès, elle va traîner le corps derrière un baobab. Elle sortira de son sac une lame rasoir pour éventrer celle qui pendant quatre mois, a été son amie et enlever le bébé. D'après Solange l'opération a duré trois bonnes heures.

Le bébé enlevé, la criminelle va le conduire dans un autre village, puis tiendra informé son ex-fiancé qu'elle vient de mettre au monde une fillette, fruit de leur amour. L'homme ne va pas croire à la nouvelle. Quelques minutes après, Solange se présentera portant dans ses bras une fillette emballée dans un vieux pagne. Le bébé, vu les conditions dans lesquelles il est né, va mourir 12 heures après.

Au cours de son procès, Solange qui est passée aux aveux complets a présenté des excuses publiques. Devant le juge elle a dit regretter son acte. Aujourd'hui incarcérée à la prison principale de Sa'a, elle n'a pas vu ses remords cesser. « Je regrette ce que j'ai fait. C'est mon mari qui m'a poussé à le faire. Il est déjà venu deux fois me demander pardon, expliquant que c'est sa mère qui l'a poussé à me mettre à la porte », explique Solange du fond de sa cellule.

Démunie, Solange Augustine Ngonu n'a pas pu payer les frais de justice, ni les honoraires de son avocat. Mais aux dernières nouvelles la jeune femme qui ne cesse de pleurer, veut introduire un dossier d'appel. Pendant son procès, aucun membre de sa famille ne s'était présenté au Tribunal. Les populations de Ntui demandent que Solange soit fusillée sur la place publique du village avant décembre 2009.

Ebolowa : une école publique abandonnée à elle-même

Pierre Rostand Essomba

17 septembre 2009

L'image frappe à l'œil, quand vous arrivez au cœur du quartier Angounou à Ebolowa. Une école publique abandonnée à elle-même. Ses locaux de

planches sont dans un état très déplorable. Sans table-bancs, ni tableaux, exposés aux intempéries, 250 écoliers de cette école n'ont pas commencé les cours le 07 septembre 2009 comme les autres jeunes camerounais. Puisqu'à l'école publique d'Angounou-Ebolowa, le personnel enseignant est obligé de suspendre les cours pendant la saison pluvieuse. Pour les parents d'élèves, cet établissement bien qu'il soit public est victime d'une injustice, pourtant il produit de bons résultats.

Vu les conditions déplorables, les enseignants de l'école publique annexe d'Angounou ne baissent pas les bras. L'établissement a eu un taux de réussite de 76,8% au Certificat d'Études Primaires, session 2009. D'après Paul Medjo, instituteur dans cette école depuis 10 ans, ce ne sont pas les meilleurs locaux qui font de bons résultats ; plutôt la qualité du travail.

Le 03 avril 2003, l'établissement avait reçu la visite d'Haman Adama, alors Secrétaire d'État à l'Éducation Nationale. D'après le délégué départemental à l'Éducation de base de la Mvilan qui confirme l'information, le gouvernement avait promis la construction d'une école : un don japonais au quartier Angounou. Mais selon une source, le projet a été détourné. Et il nous a été révélé que l'ancien directeur de cette école publique avait reçu des menaces pour avoir fait pression auprès de sa tutelle. Malgré cela, l'actuel directeur continue les négociations avec le ministre de l'éducation de base.

L'année dernière, Ruben Ezo'o Ezo'o a remis à mains propres un document à la ministre Haman Adama, lui rappelant sa promesse faite à son prédécesseur en 2003. Cette école compte 9 salles de classe toutes construites en planches depuis les années 70. Les portes et les fenêtres ont été arrachées. Le seul tableau digne de ce nom dont dispose l'école se trouve en classe de cours moyen 2^{ème} année. Dans les autres salles de classe, le maître ou la maîtresse écrit sur une vieille planche servant également de mur séparation avec l'autre salle.

Dans notre enquête, il ressort que l'école publique annexe d'Angounou-Ebolowa purge une peine politique. Cet établissement se trouve dans un quartier où réside un grand opposant du régime en place : Abel Eyinga. Un temple du savoir qui n'est pas différent d'un poulailler. Assis à même le sol, des jeunes camerounais apprennent à lire, à compter et découvrent les réalités du monde.

La protection de la couche d'ozone préoccupe les autorités camerounaises.

Jean Paul MBIA

18 Septembre 2009

La célébration de la journée internationale pour la protection de la couche d'ozone a eu lieu hier au parc zoologique de Mvog-Betsi à Yaoundé. La présence des concentrations d'ozone dans les hautes couches de

l'atmosphère, sur plusieurs dizaines de kilomètres d'épaisseur, permet de nous protéger des rayons ultraviolets et de n'en laisser passer qu'une faible quantité. Sans ce filtre, la vie sur terre serait impossible, estiment les spécialistes. Or, cette couche d'ozone est soumise à l'action nocive des SAO (substances qui appauvrissent la couche d'ozone), et des CFC (Chlorofluorocarbones), favorisant ainsi l'apparition d'un trou de plus en plus étendu en son sein. Cette dégradation est responsable de nombreux changements climatiques qui bouleversent la vie et les habitudes des populations.

D'où l'importance de la journée internationale de la protection de la couche d'ozone, qui, chaque année, vient rappeler à la communauté internationale, la place vitale de cette dernière. Et c'est au cœur de la nature, dans le parc de Mvog-Betsi de Yaoundé, que la célébration de cette journée a eu lieu mercredi dernier au Cameroun. C'était sous la supervision de Nana Aboubakar, ministre délégué à l'Environnement et de la protection de la nature, qu'entourait pour la circonstance des représentants de la primature, du PNUD, de L'ONUDI, et des douanes. Dans son discours, Nana Aboubakar a déclaré que le thème de cette année, à savoir « une participation universelle : la protection de la couche d'ozone unit le monde » a été choisi pour mettre en relief l'approche multiforme suivie par les parties pour faire appliquer le protocole de Montréal sur les SAO du 16 septembre 1987. « C'est un véritable défi, qui nous engage à nous impliquer résolument dans la lutte contre la circulation des produits dangereux pour notre environnement. » a –t-il ajouté.

A ce jour, à travers des actions telles la sensibilisation des populations, et la formation des principaux acteurs, et grâce à l'assistance technique et financière du Fond Multilatéral, le Cameroun a réduit de 98,5% les SAO. Un bilan certes élogieux, mais qui appelle à plus de vigilance. A ce titre, Nana Aboubakar a mis en garde les opérateurs véreux importateurs frauduleux des SAO, qui ont un effet pervers sur les équipements, et reviennent plus cher aux consommateurs, avant de recommander à ces derniers d'exiger un certificat de qualité à chaque achat des réfrigérants. En outre, il a invité la Société Générale de Surveillance et les services de douanes à un contrôle scrupuleux des produits visés par le protocole de Montréal.

Les différents sketches des groupes « Little Angels of Environment Cameroon », et le « Kéguégué International », en plus du match des incollables sur les questions relatives à la protection de la couche d'ozone remporté par le refuge collège, ont permis aux participants d'avoir une idée sur l'urgence de la situation. Une urgence soulignée dans le message du SG de l'ONU que sa représentante au Cameroun a délivré à l'assistance. Selon ce dernier, « si nous n'agissons pas maintenant face aux changements climatiques, nous allons au-devant de profonds dérèglements sociaux, écologiques et écologiques ».

**Commission mixte Cameroun-Nigéria : Les travaux d'abornement
reprentent. en fin octobre.**

Jean Paul MBIA

19 Octobre 2009

Une campagne de sensibilisation à l'attention des populations frontalières concernées sera organisée avant les travaux. Nigéria a achevé ses travaux vendredi dernier par d'importantes conclusions. Durant deux jours, les 8 et 9 octobre, sous la présidence du représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies Said Djinnit, la commission a examiné toutes les questions relatives aux problèmes de la démarcation de la frontière terrestre dans les zones concernées et ce, conformément aux rapports de la sous-commission de démarcation. Après l'entente intervenue sur les spécifications techniques des bornes frontalières, il a été décidé que l'équipe technique mixte poursuivra ses travaux du 31 octobre au 15 décembre dans les zones concernées.

Toutefois, une campagne de sensibilisation et d'explication sera organisée à l'intention des populations frontalières avant la descente de l'équipe technique mixte sur le terrain. La commission a apprécié l'ensemble des initiatives entreprises ou mises en étude afin de contribuer à la consolidation des relations de bon voisinage et de coopération entre le Cameroun et le Nigéria. Il en est ainsi du projet de construction de la route transfrontalière Enugu-Abakalik-Mamfé-Mutengene, du projet de construction par le Cameroun d'un pont sur le Mayo Tiel, ainsi que du projet d'interconnexion électrique entre les deux pays. Quant à la frontière maritime, la commission a pris bonne note des recommandations du groupe de travail compétent portant sur la préparation d'un rapport en vue de la conclusion d'un accord-cadre de coopération transfrontalière en matière d'exploitation des ressources hydrocarbures.

Le chef de la délégation camerounaise, le vice-Premier ministre, ministre de la Justice garde des Sceaux, Amadou Ali et le chef de la délégation nigériane à la 15e session, S.M. Diggi, dans leurs propos conclusifs lors de la cérémonie de clôture vendredi en fin de journée à l'hôtel Hilton de Yaoundé, se sont réjouis du bel esprit d'entente et de coopération qui a prévalu tout au long des travaux. Quant au représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, il n'a pas manqué de remercier toutes les parties prenantes, les pays témoins et les donateurs pour leur engagement et leur appui en vue de la finalisation sur le terrain de l'arrêt de la Cour Internationale de Justice du 10 octobre 2002 portant sur le règlement pacifique et juridique de l'affaire Bakassi ainsi que de l'accord de Greentree. C'est Abuja qui accueillera les 4 et 5 mars 2010 la prochaine réunion de la commission mixte.

Insécurité: le ministère camerounais de la Défense cambriolé

Jean Paul MBIA

01 Decembre 2009

Des personnes non encore identifiées ont emporté de l'argent et des documents du bureau du contrôleur financier. Jusqu'à jeudi 26 Novembre dernier, l'un des bâtiments annexes de l'immeuble principal abritant les services du ministère chargé de la Défense semblait encore porter les habits du deuil. Quelques soldats, arrivés tôt au bureau trois jours auparavant (lundi le 23 novembre) avaient eu la stupeur de découvrir que le bureau du contrôleur financier était entrouvert, alors que ce dernier n'était pas encore là. Selon nos informations, M Ntjek Serge, serait arrivé à son bureau autour de 8h 30 et l'aurait découvert sens dessus dessous. «Nous avons pu entrer dans le bureau du chef», précise un adjudant chef sous anonymat. «Il y avait de la paperasse dans tous les sens. Une mallette était posée sur la table, vidée de son contenu. La grande armoire en bois massif a été forcée».

La police scientifique a été aussitôt alertée. Et une équipe a effectué ses premiers constats hier en fin de matinée. S'il est prématuré de tirer les premières conclusions, l'un des enquêteurs aurait laissé entendre à un militaire sur place que les premiers indices permettaient d'envisager des pistes sérieuses, des traces de pas de chaussures militaires ayant été identifiées. Autre information ayant pu filtrer de la première descente de la police scientifique : aucune porte n'a été forcée, alors même que chacune des entrées du bureau du contrôleur financier (par le secrétariat comme par l'entrée directe) comporte une double porte. Aucune trace de passage par le plafond. Un des militaires aurait cependant découvert que les cambrioleurs ont démonté les antivols de l'entrée par le secrétariat, avant d'entrer dans le bureau du contrôleur financier. Ce qui laisse penser à des complicités internes, à moins que les auteurs du cambriolage aient bien préparé leur coup en se faisant obtenir les doubles des clés.

«Aucune personne ne peut venir opérer ici en venant de l'extérieur ; les voleurs sont certainement des connaisseurs des lieux», soupire une source. Les mêmes sources laissent également entendre que, si on ne peut pas savoir avec certitude ce qui a été emporté, il apparaît clairement que des documents professionnels ainsi qu'une relativement importante somme d'argent ont disparu. «J'ai entendu le chef dire qu'il avait dans sa mallette des francs Cfa et des euros», indique une source. L'une des énigmes à éclairer déjà était de savoir à quel moment s'est opéré le cambriolage, la dernière journée de travail ayant été le vendredi. Une certitude, les malfrats ont manifestement pris tout leur temps puisqu'ils ont pu forcer l'armoire en bois massif. Ils ont même eu le temps de vider le réfrigérateur de son contenu (des jus, de l'eau et des olives) qu'ils ont consommé sur place, en laissant bouteilles vides et noyaux sur place.

Mais est-ce ce petit butin qui a poussé les malfrats à opérer ? Difficile de le penser. D'autant que des sources au ministère de la Défense indiquent que, dans la perspective de la fin de l'exercice budgétaire (le ministre des Finances a publié, entre temps, un communiqué indiquant la fin des engagements à ce jour, 30 novembre), le contrôleur financier était sous pression pour valider toutes sortes de dépenses. A-t-il posé quelque acte de résistance et des responsables auraient voulu le contourner ? C'est possible. On devrait en savoir plus avec les auditions des principaux acteurs par la police scientifique qui ont commencé mardi dernier, mais où rien n'a encore filtré. Quelques

indiscrétions laissaient cependant entendre que l'une des choses recherchées par les cambrioleurs, le composteur, cet appareil qui permet de valider les opérations du contrôleur financier et de permettre les encaissements, n'avait pas été emporté. Après deux cambriolages signalés dans ce département ministériel à l'époque de Remy Ze Meka, le nouveau ministre chargé de la Défense, Edgar Alain Mebe Ngo'o, nommé le 30 juin dernier, gère sa première patate chaude chez les militaires.

CAMEROUN : L'EGLISE CATHOLIQUE SE MOBILISE CONTRE LES AVORTEMENTS VOLONTAIRES.

Lorraine MBESSA NDZANA

Décembre 2009

Fidèle à son rendez-vous, la communauté charismatique colonne de feu est une fois de plus allée en campagne contre les avortements volontaires depuis le début du mois de décembre 2009. Cette campagne qui se limitait uniquement à Yaoundé et ses environs a innové cette année en parcourant près de 8 provinces du Cameroun avec l'autorisation des évêques des dites provinces. Cette communauté, constituée des hommes et des femmes, évangélise en parcourant les écoles, les marchés, les universités, les églises...

Au Cameroun on estime le nombre de bébés avortés chaque mois à 20.000. Ceci est le plus souvent dû au manque d'emploi et de moyens matériels, l'impréparation à la vie des mères, les pressions familiales, les perturbations des études, les menaces, les insultes, les rejets, etc.

L'église ne pouvant rester insensible à ce phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans notre société a décidé d'agir.

L'avortement du point de vue médical est l'expulsion volontaire ou involontaire d'un fœtus avant terme. Cependant l'église dénonce quelques méthodes d'avortement parfois déguisées telles que les pilules d'urgence, le stérilet, les avortements de bébés mal formés, drépanocytaires...elle dénonce également les méthodes contraceptives qui suppriment parfois la fécondité de manière temporaire ou définitive.

L'église met également en avant les conséquences d'ordre physiques et psychologiques. Même lorsqu'elle est pratiquée par des « mains expertes » comme le disent les femmes l'on constate que les complications surviennent dans 3% à 15% des cas. Nous avons notamment les troubles de santé, le décès de la mère, des risques pour les grossesses ultérieures, les enfants anormaux (physiquement ou mentalement), les risques de stérilité (50% de stérilité sont consécutives aux avortements provoqués), le traumatisme, etc.

Dans sa campagne elle fait état du droit camerounais qui définit l'avortement comme étant le fait d'expulser un fœtus avant terme. Ceci entraîne la mort du fœtus et partant l'interruption de son évolution ; c'est donc une entrave à la vie. Or le droit à la vie est l'un des droits fondamentalement reconnu à tous et consacré par la constitution camerounaise en son préambule. Et toute violation à ce droit constitue une infraction c'est-à-dire une transgression de la loi, par conséquent elle doit être réprimée. L'avortement a été classé comme une atteinte contre l'enfant et la famille, les textes de base sont les articles 337 et 338 du code pénal.

Les auteurs et les complices c'est-à-dire toutes les personnes qui ont pris part de manière directe ou indirecte, tacite ou non à l'avortement sont punies. Cependant il existe des exceptions légales comme l'avortement médicalisé ou résultant d'un viol.

En définitive pour l'église catholique qui mène cette campagne, l'avortement est un acte intrinsèquement mauvais, c'est un péché mortel, un crime contre la vie. Pour cela elle argumente en montrant que dès sa conception, le fœtus est informé par l'âme rationnelle, la vie a déjà commencé. Et le 5^e commandement le dit « **tu ne tueras point** » (exode 20,13). Selon l'église il existe une relation privilégiée entre le fœtus et le créateur dès sa conception : « **avant d'être façonné dans le ventre maternel, je te connaissais. Avant ta sortie du sein je t'ai consacré** » (jeremie1, 5a). Toutefois, l'église n'abandonne pas le pécheur, elle propose des solutions par le sacrement de réconciliation.

Cette campagne de lutte contre les avortements volontaires prendra fin le 28 décembre prochain dans l'espoir qu'elle aura suscité une prise de conscience sur l'importance de toute vie humaine et sur la nécessité d'être en accord avec le seigneur.

Olembé : 1200 logements sociaux d'ici 2011

Jean Paul MBIA

26 Decembre 2009

La première pierre du projet a été posée hier 23 Décembre 2009 par le Premier ministre, chef du gouvernement, Philémon Yang.

L'aperçu du futur camp, préfiguré par les maquettes présentées par les hôtes, est pour le moins aguicheur. Des appartements modernes, de quatre ou de cinq pièces, dotées de la panoplie complète de services et d'infrastructures nécessaires à assurer un cadre commode et agréable. Côté bourse, il faudra compter à partir de 15 millions de F pour devenir propriétaire de l'un de ces logements sociaux à Olembé. Mais, à n'en point douter, l'avènement prochain de ces 1200 logements, constitue un soulagement pour les foyers à revenus modestes de la capitale, qui caressent également le doux rêve de l'accès à la propriété immobilière. Et pour souligner l'importance de ce

projet, qui rentre dans le cadre d'un des principaux programmes de la politique des Grandes ambitions du président Paul Biya, la quasi-totalité du gouvernement était mobilisé pour la cérémonie de pose de la première pierre, présidée par le Premier ministre, chef du gouvernement, Philémon Yang.

Dans son allocution, le PM s'est notamment félicité des efforts du gouvernement pour « doter nos villes d'équipements collectifs fonctionnels ». Le projet d'Olembé, mis en œuvre par le ministère du Développement urbain et de l'Habitat (Minduh) par l'entremise de la Société immobilière du Cameroun (Sic), rentre en effet dans le cadre d'un programme plus large qui prévoit la construction de 10.000 logements sociaux et l'aménagement de 50.000 parcelles à l'horizon 2013. Ainsi, pour Yaoundé, Olémbe est la première étape des 4500 logements sociaux attendus d'ici trois ans. Et d'ici peu, la première pierre d'un chantier similaire devant doter Douala de 4500 logements sociaux, sera posée dans la capitale économique. Les chefs lieux de région, villes universitaires et industrielles et quelques chefs-lieux de départements, bénéficieront également du programme. 400 logements sociaux pour les chefs-lieux de région, 150 pour les villes universitaires, 150 pour les villes industrielles et 300 pour les chefs-lieux de départements. Après plusieurs années où les investissements dans le secteur étaient gelés, le PM a indiqué que ces chantiers constituent l'une des réponses que le chef de l'Etat a décidé d'apporter à un problème crucial. En effet, selon le PM, plus de la moitié de la population en zone urbaine est dans le besoin d'un logement obéissant aux normes modernes d'urbanisation, et salubre. Un besoin dont le chef du gouvernement assure qu'il sera comblé progressivement, avec le concours des opérateurs institutionnels et privés du secteur, appelés par ailleurs à placer leurs actions respectives sous le signe de la performance.

Pour ce qui est du projet Olembé, il s'étale sur une superficie de 10 hectares, et sera constitué de 60 immeubles de 20 appartements chacun en R+4. Les travaux se dérouleront durant 15 mois, pour un coût total de 24 à 25 milliards de F. Des parkings, aires de jeux et de loisirs, centres commerciaux et de santé, lieux de culte, sont également prévus.

Adamaoua : Quatre lions sèment la panique

Jean Paul MBIA

31 Janvier 2010

Ces fauves provenant du parc de la Bénoué ont pris leurs quartiers dans le district de Kontcha.

Les populations de l'arrondissement de Mayo-Baléwo et du district de Kontcha dans le Faro et Déo, région de l'Adamaoua ont perdu le sommeil depuis quelques semaines. Quatre lions, marqués à la puce au niveau de l'oreille, probablement sortis du parc de la Bénoué, sèment la terreur. Ces fauves (un mâle, une femelle et deux petits), se baladent de jour comme de nuit à travers les collines et broussailles de ces localités. Bien évidemment dans leur tournée

à travers ces pauvres villages, ils s'attaquent aux bœufs des bergers Mbororos qu'ils dévorent allègrement. Et depuis deux semaines, ils ont abandonné les troupeaux de bœufs pour jeter leur dévolu sur les animaux sauvages. Mais, le plus inquiétant est qu'ils ne décampent pas des lieux après avoir dévoré leurs proies. Au contraire, ils ont trouvé refuge sur l'axe routier Mayo-Baléwo-Kontcha. En tout cas, les villageois curieux et courageux racontent qu'ils ne libèrent la route que lorsqu'ils ont faim. Du coup, la circulation est paralysée : les rares automobilistes, cyclistes et piétons ont peur de passer par là. Les activités tournent au ralenti. a situation a conduit le préfet du Faro et Déo, Nkengue Marc, à convoquer son état-major pour savoir ce qu'il faut faire afin de ramener la sérénité au sein des populations et surtout faire rentrer la famille des lions dans leur biotope. Alerté par le préfet, le gouverneur de la région de l'Adamaoua, Enow Abrams Egbe, a instruit au délégué régional des Forêts et de la Faune de prendre toutes les dispositions en vue du retour de ces lions dans le parc indiqué. L'option proposée est celle d'utiliser des cartouches blanches munies de somnifères pour capturer et ramener ces fauves. Avant que cette solution ne soit effective, le sous-préfet de Mayo-Baléwo et le chef de district de Kontcha mènent pour le moment une campagne de sensibilisation tous azimuts à travers villages et campagnes pour exhorter les populations à ne pas abattre ces animaux protégés et surveillés au niveau mondial.

Cameroun : RETOUR AUX SOURCES.

Lorraine MBESSA NDZANA

28 février 2010

Où est passée l'eau potable? C'est la question que se posent les populations de la ville de Yaoundé et ses environs .En effet depuis quelques mois, la capitale politique du Cameroun connaît une crise d'eau sans précédent. La situation s'est généralisée dans la plupart des quartiers de Yaoundé .Du coup, c'est le retour à l'eau des sources, des puits comme au bon vieux temps. C'est ainsi que dès 4h du matin ces coins d'eau qui étaient jusqu'aujourd'hui négligés sont envahis par des hommes, femmes et enfants venus de loin afin de se procurer ce liquide précieux.

Dans certains quartiers de la ville, les populations se sont familiarisées aux sirènes des camions-citernes des sapeurs pompiers qui annoncent la distribution de l'eau. Sur les lieux le spectacle est accablant : bidons, bassines, cuvettes et à coté leurs propriétaires. Ceux-ci attendent ainsi dans des files de rangs interminables d'être servis.

Face à ce problème qui s'accroît considérablement, les autorités en charge de questions d'eau au Cameroun sont pointées du doigt. En l'occurrence la cameroon water utilities corporation (camwater) et la camerounaise des eaux(CDE). Ces derniers tentent d'expliquer la situation en dégageant leur part de responsabilité. Selon les dirigeants de la CDE, cette pénurie serait due à la baisse du débit du fleuve Nyong, l'accroissement rapide de la population de

Yaoundé qui s'étend chaque jour, la situation géographique de Yaoundé coincée au milieu des collines, la saison sèche et l'absence des pluies.

Pour combler ce déficit, l'on annonce un programme de réhabilitation des infrastructures en trois temps dans la ville et certaines zones. Les travaux qui démarrent cette année s'étaleront sur une durée maximale de 36 mois selon la CDE. La réhabilitation des vieilles canalisations de certains quartiers de la ville, bénéficie d'un financement de 2 milliards de FCFA. Enfin la construction d'une usine sur la Sanaga permettra de produire 100 mille m3 par jour dans quelques années.

A l'analyse de cette situation, il est tout de même déplorable que le Cameroun, 2ème potentiel hydraulique d'Afrique manque d'eau. En attendant la résolution de ce problème, la population continue de s'approvisionner dans les puits et les sources qui constituent un grand danger pour leur santé.

Cameroun : LE PHENOMENE DE LA MENDICITE DANS LA VILLE DE YAOUNDE.

Lorraine MBESSA NDZANA

Mars 2010

Il est 13h et il est fait un soleil de plomb dans la cité capitale Yaoundé. En traversant le rond point de la poste centrale Nadège est accostée par petit enfant qui lui demande de l'argent par un signe de la main. Prise de compassion pour ce dernier, elle lui donne aussitôt une pièce d'argent. Mais ceci ne sera pas le cas pour le passant suivant qui repoussera vite fait l'enfant.

La mendicité est devenue un fléau social qui prend de l'ampleur dans les villes de Yaoundé et Douala. En effet dans ces grandes villes l'on retrouve des usines, des entreprises, des banques, des ministères...qui constituent des endroits propices à la mendicité.

Chaque jour l'on voit arriver à Yaoundé des personnes provenant des autres régions du Cameroun (en particulier des villages), à la recherche des conditions de vie favorables. La vision qu'ils ont de la ville est celle d'un eldorado où chacun trouve son compte. Cependant ils sont très vite confrontés à la réalité ambiante et sombrent dans la mendicité, le banditisme ou encore la prostitution. Le phénomène touche plusieurs couches sociales à savoir les femmes, les personnes âgées, les personnes atteintes de handicaps physiques et surtout les enfants. Ces derniers dont l'âge varie entre 03 et 13 ans sont le plus souvent utilisés par leurs parents ou un proche de la famille pour récolter de l'argent. Et chaque enfant a un versement journalier à faire auprès de son tuteur. Il y a quelques années de cela, l'on a vu arriver ces mendiants de race blanche (provenant certainement de l'Afrique du nord) et procédant à peu près de la même manière au rond point de la poste centrale de Yaoundé. Martin, étudiant à l'université de Yaoundé¹ traversait cette partie de la ville pour se rendre au campus quand il fut interpellé par une fillette de race blanche : «

celle-ci s'est accrochée à mon bras, me tendait la main en parlant sa langue maternelle dont je ne saisissais aucun mot. Finalement arrivée à un niveau et voyant que je ne lui avais rien donné, elle est repartie.»

Il est à noter que les faits et gestes de ces enfants sont surveillés au loin par leurs mères (également mendiante). Et ceux-ci ne doivent pas déborder le territoire qui leur est assigné. Aujourd'hui ce phénomène prend des formes diverses. Il n'est plus étonnant de rencontrer dans la rue un jeune homme, couché à même le sol, une bande imbibée de mercurochrome et rattachée autour de la taille afin de faire croire aux passants qu'il s'agit du sang. Sur une pancarte placée tout près de lui l'on peut lire « SVP plait aidez-moi. On m'a diagnostiqué à l'hôpital une maladie incurable. » Il est même possible d'apercevoir le même jeune homme dans d'autres endroits de la ville à la recherche du gain facile.

Une autre forme de mendicité récurrente dans notre société est le fait d'être abordé par un inconnu qui vous demande une pièce de 100f pour prendre le taxi prétextant qu'il/elle vient de loin et voudrait arriver chez lui. Ceux-ci sont le plus souvent bien vêtus et s'expriment plutôt bien. Quelques mètres plus loin le même jeune homme ou la jeune femme raconte la même histoire à un autre passant. Que l'on soit piéton ou automobiliste, il est impossible de ne pas les apercevoir et cela semble devenir un métier pour certains. Auparavant les mendiants étaient ceux-là qui ne pouvaient travailler à cause de leur handicap physique mais aujourd'hui ils sont de plus en plus nombreux et bien portant à s'adonner à cette pratique. D'autres se montrent quelquefois agressifs et insolents lorsqu'ils ne sont pas satisfaits.

Les africains de par leur nature sont solidaires. Cependant face à ces diverses formes de mendicité l'on ne saurait devant quel mendiant manifester sa solidarité. En 2003, le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Yaoundé de l'époque avait signé un communiqué interdisant ce phénomène de mendicité dans les rues de Yaoundé. Mais à la surprise générale cela a plutôt pris de l'ampleur après sept ans. Il est tout de même à noter qu'au vu des causes et conséquences de ce phénomène, la réinsertion socioprofessionnelle des jeunes et des personnes âgées peut être un début de solution à ce problème de la mendicité.

Bakassi : Sept Chinois enlevés

Jean Paul MBIA

15 Mars 2010

Ils ont été kidnappés vendredi 13 mars dernier dans les eaux internationales ; ils appartiennent à une compagnie privée de pêche

Ces informations viennent du quotidien camerounais mutation. Sept ressortissants de Chine ont été enlevés vendredi 13 mars dernier dans la matinée au large de la péninsule de Bakassi, dans le Sud-Ouest du Cameroun.

La nouvelle qui a été d'abord annoncée par les agences internationales d'information dont l'Afp samedi, a été reprise de sources concordantes par d'autres organes de presse. Cette nouvelle a été confirmée à la représentation diplomatique de la Chine dans la capitale camerounaise où les autorités de cette mission diplomatique n'ont pas souhaité faire le moindre commentaire. L'agence de presse officielle Chine Nouvelle a, elle aussi, donné sans développement cette information au cours de la journée de samedi. "L'ambassade chinoise a affirmé qu'elle fait de son mieux pour sauver les otages", a souligné l'agence publique de presse.

Les sept Chinois kidnappés vendredi, 12 mars 2010 au matin dans les eaux internationales, au large de Bakassi sont des employés d'une compagnie privée de pêche. Selon quelques indiscretions de certains officiels chinois à Yaoundé, ce nouvel enlèvement d'employés des entreprises qui exercent dans les eaux internationales aux larges de Bakassi serait le fait d'un groupe jusqu'alors inconnu se présentant sous la dénomination de l'Africa Marine Commando (Amac). Une source officielle camerounaise proche du dossier à Yaoundé, mais qui n'a pas souhaité être citée, l'a également affirmé au reporter de Mutations samedi, 13 mars dans la soirée. "Nous ne pouvons pas vous en dire plus. Dans ce type de dossier, il vaut mieux travailler dans l'ombre que de faire des déclarations", s'est limité à indiquer cette autorité des services de sécurité au Cameroun. Auparavant, une source proche des diplomates chinois a fait savoir au reporter de Mutations que la nouvelle de l'enlèvement était exacte. La même source a confirmé la nationalité chinoise des employés enlevés ainsi que le nombre.

Travail de l'ombre

Les Chinois de la société de pêche, Dalian Beihai se trouvaient à bord de deux chalutiers lorsqu'ils ont été attaqués par des hommes lourdement armés. L'incident a eu lieu à 02h00 locales vendredi, les deux bateaux sont rentrés au port de Limbé vers 7h00 avec les autres membres d'équipage, dont deux personnes légèrement blessées. Des indiscretions faites par la partie camerounaise font savoir que des concertations se multiplient depuis vendredi entre autorités camerounaises et chinoises à Yaoundé. Les deux parties laissent entendre cependant que pour l'instant, les sept ressortissants chinois enlevés ne risquent rien. "Les assaillants leur ont donné de l'eau et de la nourriture", affirment des officiels camerounais. Dimanche soir, l'Africa Marine Commando n'avait pas matérialisé ses revendications par rapport à cet autre incident armé qui survient dans la péninsule de Bakassi. Toujours est-il qu'au cours de la journée de dimanche, l'ambassade de Chine a annoncé que "les gouvernements chinois et camerounais portent une grande attention à cette affaire et des mesures ont été prises pour faciliter la libération la plus rapide possible des otages".

Plusieurs groupes armés, sont actifs dans le golfe de Guinée. Une région côtière et marécageuse de 1000 km², réputée riche en pétrole, en gaz naturel et en ressources halieutiques. Dans cette zone, la péninsule de Bakassi au centre d'un conflit frontalier entre le Cameroun et le Nigeria, a été entièrement rendue par le Nigeria au Cameroun en août 2008 après 15 ans de différend. Depuis lors, des attaques en mer s'y sont multipliées. En décembre 2009, un gendarme camerounais a été tué lors de l'attaque d'une pirogue. En octobre,

une personne avait été tuée et deux blessées lors de l'attaque d'un chalutier. Quelques jours plus tard, l'armée camerounaise a tué quatre pirates qui tentaient d'attaquer un bateau. Déjà, fin 2008, un petit groupe armé peu connu, les Bakassi Freedom Fighters (Bff), s'était fait connaître en prenant en otages un pétrolier travaillant pour la société pétrolière française Total, a été attaqué par un groupe d'hommes armés près de la péninsule Bakassi. Dix des 15 membres d'équipage à bord du pétrolier "Bourbon Sagitta" ont été enlevés.

Nyong-et-Mfoumou : Des éléphants sèment la panique

Jean Paul MBIA

27 Avril 2010

Plusieurs cultures dévastées. Le Minfop annonce une battue en début mai.

Le phénomène est récurrent, selon le préfet du département du Nyong-et-Mfoumou. Joint hier au téléphone par le quotidien national Cameroun Tribune, Jean Claude Tsila précise que « chaque année, des troupes d'éléphants s'échappent de la réserve du Dja et rentrent dans des villages de l'arrondissement d'Endom, où ils dévastent plusieurs cultures vivrières sur leur passage ». Et cette année en particulier, les éléphants sont à nouveau présents et leurs destructions sont visiblement plus importantes, selon l'autorité administrative. Pour sa part, Roger Nkodo Dang, en fin de tournée parlementaire dans la localité, explique qu'en réalité ce sont les trois arrondissements limitrophes de la réserve du Dja qui sont touchés. En l'occurrence Endom, Akonolinga et Bengbis. Le problème, selon le député, « c'est que la réserve du Dja n'est pas formellement délimitée. Et faute de barrière, les éléphants de plus en plus nombreux, se retrouvent dans les champs. Ces éléphants laissent tellement de désarroi derrière eux que les populations craignent qu'ils finissent par s'attaquer à leur habitations ». Au préfet d'ajouter que les populations impuissantes ont sollicité l'aide des autorités locales, qui à leur tour, ont saisi le ministre des Forêts et de la Faune (Minfop).

Jean Claude Tsila explique que face à la récurrence du phénomène et à l'ampleur des dégâts qui, par ailleurs, s'intensifient, le Minfop vient de prendre la décision d'organiser une battue administrative et le refoulement de ces éléphants. « Un expert Allemand, Visse Renhart, exerçant dans certaines réserves du septentrion, a été désigné pour cette opération prévue d'ici début mai », selon le préfet du Nyong-et-Mfoumou. Il explique que d'autres mesures sont en cours d'étude, notamment la mise sur pied d'un observatoire de suivi des éléphants dans la localité. Par ailleurs, dans l'immédiat, face à la crise alimentaire qui menace les paysans sinistrés par cette balade d'éléphants dans leurs villages, neuf au total, Jean Claude Tsila dit avoir mis sur pied une commission chargée d'évaluer l'ampleur des dégâts ainsi causés. Et jusqu'à leur dernière descente sur le terrain, les 23 et 24 avril derniers, cette commission n'a fait état que de cultures dévastées. Et son rôle, entre autres, est de faire une expertise agricole sur le terrain, question de solliciter et de leur apporter une éventuelle aide alimentaire du gouvernement.

Cameroun, Industrie du sexe: De hautes personnalités dans le collimateur.

Pierre Rostand Essomba

30 avril 2010

La banalisation perceptible du phénomène de la prostitution en milieu urbain malgré les critiques médiatiques aura malheureusement favorisé l'élargissement et la modernisation de cette activité illicite au point de faire du Cameroun, l'un des pôles référentiel du fléau en Afrique central. Désormais, après le Nigeria, le Cameroun semble avoir emboîté le pas en développant une prostitution protéiforme, notoire et universelle qui place aujourd'hui le pays de Paul Biya, dans le sillage de la police internationale.

Selon certaines sources proches du bureau National d'Interpol, loin de la prostitution manifeste et classique rencontrés d'antan dans la rue, l'activité est devenue atypique grâce aux progrès des nouvelles technologies de l'Information et de la Communication. Cette versatilité du phénomène provient du fait qu'elle est animée par des hommes d'affaires et politiques qui en plus de s'enrichir illégalement, alimentent les grands foyers internationaux à l'issue d'une ingéniosité machiavélique hors du commun.

En effet, via des réseaux Internet dits de rencontre, de nombreux sites camerounais mis à la disposition généralement des expatriés, des étrangers en visite d'affaire et même parfois des nationaux, mettent en exergue des visages de femmes impudiques prêtes à assouvir les besoins libidinaux de ces derniers pour quelques billets de banque. Des femmes d'âge compris entre 19 et 35 ans, dont le deux tiers serait recruté dans les universités. Dans le but d'appâter un maximum de clients, ces sites poussent l'imagination loin en proposant aussi aux individus gays, des partenaires masculins prêts à tout à l'unique condition d'être prêt à dépenser beaucoup d'argent.

Ainsi, variant entre 25.000 Fcfa et 200.000 FCFA la nuit, les différents clients sélectionnés à partir d'un large réseau incluant des hôtels, certaines institutions diplomatiques, des boîtes de nuit et des grands magasins peuvent s'assurer les services des filles qui n'en recueillent que le tiers. Ce qui permettrait à ces promoteurs de glaner par jours des millions et par an des milliards de francs CFA. Cette activité limitée il y a à peine un an à Douala, étend désormais ses tentacules à Yaoundé, Kribi et Limbé et il est même possible de se faire escorter d'un bout à l'autre du pays par la fille de son choix.

Toutefois, le point qui semble intéresser la police internationale demeure celui de la transhumance sexuelle. D'après notre source, de jeunes filles seraient également enrôlées par ces sites, dont quatre ont été officiellement répertoriées, pour des destinations internationales étrangères afin de servir de

prostituées dans des harems, casinos et hôtels de luxes en Europe, en Amérique et beaucoup plus en Asie, dans les pays arabes d'extrême Orient. « Généralement, pour ces filles, le problème de visa ne se pose pas. Les ennuis débutent dès qu'elles y arrivent. Loin de chez elle, contrairement à tout ce qu'on leur avait dit au préalable pour les séduire, elles sont réduites en esclavage et obligées de se livrer jusqu'à épuisement. ».

Il convient de préciser que cette forme de tourisme international originaire d'Asie, prolifère désormais en Afrique en raison de l'accroissement de la pauvreté. Si on parle beaucoup d'implication libanaise, il est important de préciser que les camerounais sont loin d'être exempt de tout reproche. Une dizaine d'hommes d'affaire très connus, touchant d'importantes commissions seraient directement indexés. Toutefois, comme nous précise une autre source, la difficulté réside souvent au niveau des multiples connections qui résident entre les suspects et certains barons du régime. « Dans la mesure où de hauts fonctionnaires corrompus et des institutions diplomatiques sont pointés du doigt, la marge de manœuvre de la police, locale nationale comme internationale reste limitée. En attendant, il faut continuer de recueillir davantage de preuve et nous à notre niveau, je peux vous assurer que nous faisons notre travail ».

Pour les observateurs, cette énième histoire risque simplement de s'achever en cul de sac. En effet, similairement à l'opération « Gbanda » et aux rumeurs de véhicules volés dans le collimateur d'Interpol il y a à peine un an, même si quelques voitures ont été saisies, personne n'a été véritablement inquiété. Comme à l'accoutumée, les nombreux réseaux et forces sous-jacentes, risquent une fois de plus, d'interférer sérieusement au bon déroulement de cette opération pourtant louable.

CAMEROUN : QUEL AVENIR POUR LES « FOUS » DANS NOTRE SOCIÉTÉ ?

Lorraine MBESSA NDZANA

Juin 2010.

Il y a de cela quelques jours, il était impossible de se promener dans la ville de Yaoundé sans rencontrer ces malades mentaux généralement appelés « fous » errant de ça et là, bravant les intempéries de jour comme de nuit. Ici, c'était une femme âgée qui livrait sa nudité aux regards « surpris » des passants. Plus loin c'était un jeune homme également nu portant sur son torse des lambeaux de tissus en guise de vêtement et traînant des sacs plastiques remplis d'ordures. Ce genre de spectacle est récurrent dans les autres villes du Cameroun et cela ne semble gêner personne. Ces « fous » proviennent pour la plupart des villages et trouvent refuge dans le centre urbain le plus proche. Et plusieurs d'entre eux pour se nourrir s'alimentent dans les poubelles ou se livrent à la mendicité, mais

d'autres n'hésitent pas à dérober ou à se montrer agressif. On vous racontera toujours une histoire surprenante où un « fou » a frappé, bastonné ou violé un passant (des femmes dans la totalité des cas).

Afin de mettre fin à ce phénomène, les services de la communauté urbaine de Yaoundé (cuy) ont entamé le 22 juin dernier des interpellations en vue de débarrasser la ville des mendiants, enfants de la rue et malades mentaux qui encombrant les trottoirs.

Ceux-ci ont été embarqués dans des camionnettes avant d'être conduit au commissariat central No 01 où ils passeront la nuit. Plus tard les « fous » seront transportés à l'hôpital Jamot de Yaoundé (unique centre public de psychiatrie, à capacité d'accueil limitée). Et l'on annonce l'arrivée de dizaines d'autres dans les prochains jours.

Le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Yaoundé affirme que ces personnes mènent des activités dangereuses pour la salubrité de la ville et pour la sécurité des populations. Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, dans les autres villes du Cameroun ce phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur. Alors l'on est tenté de se demander, pourquoi en Afrique où la relation entre l'individu et la famille est très importante, ces malades mentaux sont ainsi laissés à l'abandon ?

Mais la réponse est simple : pauvreté et superstition !

Les familles, épuisées et désespérées finissent par baisser les bras face au coût élevé du traitement ou de l'internement en confiant le tout au bon Dieu. D'autres trouvent une cause mystique à la maladie mentale. On pense que le « fou » c'est celui-là qui a touché à des « choses pas bien » : sorcellerie, magie noire, sectes ésotériques etc. De ce fait il est responsable de son état et mérite sa souffrance. Ainsi, la famille se déculpabilise face à l'abandon d'un de ses membres. Mais il arrive qu'on puisse reconnaître que le malade n'est responsable de son état, c'est le cas de ceux à qui on a jeté un mauvais sort par jalousie ou par vengeance.

Un dernier facteur non négligeable mais qui prend de plus en plus de l'ampleur est la drogue. Nombreux sont les schizophrènes qui étaient des drogués et continuent de l'être dans leur maladie. Les opérations actuellement en cours à Yaoundé ont déjà été menées dans le passé pour libérer la ville de malades mentaux, mais celles-ci ont toutes échouées car ils revinrent de nouveau dans les rues quelques semaines plus tard. En attendant que de véritables hôpitaux psychiatriques soient créés dans les principales villes du pays et que les

autorités soient plus attentifs à ce problème, les charlatans et autres « guérisseurs » se frottent les mains. /.

CAMEROUN :

LES MOTOS TAXIS GAGNENT DU TERRAIN.

Lorraine MBESSA NDZANA

31 juillet 2010

Roulant à tombeau ouvert sur leurs engins à deux roues comme des rois, les conducteurs de motos taxis encore appelés communément « bend skineurs » ou « moto boys » transportent les personnes et les biens vers une destination précise. Ils sont pour la plupart des jeunes, anciens élèves ou étudiants qui exercent ce métier, même si l'on y retrouve aussi une certaine catégorie de conducteurs d'un âge avancé. Selon les estimations, on dénombre environ 40 000 motos taxis dans la seule ville de Douala et le phénomène ne cesse d'aller croissant jours après jours.

Cette activité est née à cause de l'absence de moyens de transport dans les grandes métropoles du pays comme Yaoundé et Douala, et dans les zones reculées, dont l'accès est difficile. Les motos taxis aident donc les usagers à se déplacer notamment dans ces zones enclavées du pays, inaccessibles par les autres moyens de transport.

Cependant les « bend skineurs » n'appliquent pas toujours les mesures prises par le gouvernement à savoir l'interdiction de rouler au cœur de la capitale, le respect du code de la route, l'excès de vitesse, la possession des deux casques de protection (conducteur et passager), d'un gilet (immatriculation et identification), d'un réservoir peint en jaune, d'une plaque d'immatriculation, des chaussures de sécurité et d'un dossier complet. Pour l'instant ils sont une minorité à respecter ces conditions.

Mise à part ces mesures, les bend skineurs font preuve d'irresponsabilité vis-à-vis de la société. La surcharge est devenue une règle pour eux, sur une moto l'on peut voir deux à trois passagers en dehors du conducteur et ceci au regard passif et insouciant des forces de l'ordre. En plus de cette surcharge, les bend skineurs roulent à vive allure, doublant à droite et fauflant entre les voitures, ils ne respectent aucune signalisation et sont insolents.

Après observation de tous ces maux, comment pourrait-on s'étonner si les motos taxis constituent l'une des principales causes des accidents de circulation sur nos routes. Car tous ces ingrédients réunis aboutissent nécessairement aux accidents.

Face à ces problèmes qui minent les activités des motos taxis dans nos villes et afin d'assainir le paysage routier urbain, plusieurs décisions ont été prises malgré les grincements de dents des conducteurs de motos taxis.

À Douala la communauté urbaine a décidé de circonscrire leur champ d'exécution. L'activité des motos taxis a ainsi été interdite dans les centres urbains et leur zone de compétence définie à la périphérie du quartier administratif.

Des initiatives de ce genre ne datent pas d'hier, car des mesures semblables ont déjà été prises dans le passé mais dont l'accomplissement n'a pas vu le jour. En attendant leur probable effectivité l'on assiste tous les jours aux accidents de la route causés par les motos taxis.

PRÈS DE 1200 ÉCOLIERS DERRIÈRE LES BARREAUX AU CAMEROUN.

Pierre Rostand Essomba

06 octobre 2010

La récente rentrée scolaire a servi de cadre au lancement de l'opération baptisée "l'école derrière les barreaux" dans les prisons du Cameroun. L'opération a démarré dans la région de l'Ouest. L'initiative est de l'association Grain de Sable (AGS), une ONG que dirige Annette Ntignoi. L'AGS milite depuis quelques années pour la scolarisation des enfants défavorisés du Cameroun. Le diagnostic est alarmant: "La plupart des enfants en prison ne sont pas allés au delà de l'école primaire, certains disent n'avoir jamais mis les pieds à l'école et expriment le souhait d'apprendre à lire et à écrire pendant leur emprisonnement. Incapables de subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille en gagnant de l'argent, les enfants considèrent que ce temps passé en prison est le moment d'apprendre. Mais les prisons n'offrent aucune possibilité d'éducation formelle. Dans certains pénitenciers, des prisonniers adultes ont organisé des cours informels de lecture" révèle le rapport de l'AGS.

L'association de droit belge milite désormais pour le renforcement des capacités des mineurs en prison, le but étant de favoriser leur réinsertion durable tout en luttant contre la récidive. Les objectifs de l'AGS sont entre autre de:

- Restaurer une image positive de soi chez les détenus ; par l'apprentissage de la lecture, l'écriture.
- Favoriser un cursus scolaire identique à celui du milieu libre (CEP, BEPC, PROBATOIRE, BAC...);
- Faciliter l'accès au savoir des détenus : bibliothèques, nouvelles technologies éducatives, pratiques culturelles et socio-éducatives ... ;
- Développer la confiance en soi des jeunes en prison pour une meilleur responsabilisation ;
- Stimuler la population les jeunes à créer des activités génératrices de revenus ;

- Mettre à disposition des jeunes en prison une salle de télévision et de détente ;
- L'amélioration des conditions de vie des mineurs en prison.

L'AGS estime à environ 179, le nombre de mineurs de moins de 18 ans en détention dans les prisons de la région de l'Ouest Cameroun. Même si les statistiques officielles font défaut, le nombre de mineurs incarcérés dans les prisons camerounaises est en nette augmentation et l'âge du délinquant de plus en plus jeune. "Cette sonnette d'alarme signifie que nous devons nous attarder, en tant que société civil et corps politique aux nombreux aspects de la problématique de la délinquance juvénile, pour réduire non seulement l'insécurité et le sentiment d'insécurité dans nos villes" prévient Annette Ntignoi.

La création des centres de réinsertion relèvera non seulement le déficit de la gestion des crises aiguës d'adolescence mais elle permettra surtout d'assurer l'éducation et la formation des jeunes en difficultés. Cette démarche devant aboutir à éviter que les jeunes camerounais ne prennent plus le chemin de la prison. "L'enfermement systématique des mineurs va en l'encontre de la convention des droits de l'enfant" remarque la présidente de l'AGS qui ajoute : «la montée de la délinquance juvénile, les mineurs en prisons, la problématique de la réinsertion de ces enfants en difficulté dans la société, sont des thèmes qui nécessitent une solution durable et surtout urgente. Tout l'intérêt est de trouver un équilibre entre l'ordre public et l'éducation des enfants en difficulté. Car quand la jeunesse trébuche c'est la société qui tombe. La réhabilitation et l'intégration passe par l'éducation ».

Pour l'Année scolaire 2010/2011 l'AGS se propose d'assurer l'équipement des milieux carcéraux en matériel didactique notamment dans 8 des 9 prisons de la région de l'ouest. Elle souhaite jouir à cet effet de la collaboration des encadreurs éducateurs locaux.

Le projet pilote « l'école derrière les barreaux » avait démarré dans la prison de Mbouda depuis la rentrée scolaire 2008-2009. L'initiative visait la réinsertion du jeune délinquant par le biais de son éducation, de son instruction ainsi que de sa formation professionnelle. Suite à son succès, l'AGS a décidé de prolonger l'expérience dans plusieurs autres prisons du Cameroun.

El fenómeno de los matrimonios de jóvenes camerunesas por Internet gana el terreno.

Fabien Essiane

14 octobre 2010

Esta actuación que ha aumentado estos últimos años, queda un verdadero problema social tanto por África como por Europa. Investigación sobre este fenómeno en Camerún.

Encontrar un marido blanco, eso es el deseo de todas aquellas jóvenes que invaden los cibercafés en Camerún. Si el sueño no se inicia hoy, el Internet ha revolucionado los encuentros entre africanos y europeos. Estamos en un cibercafé en el barrio Briqueterie, un barrio pobre de Yaundé, Anita Esther, 22 años, esta instalada en un ordenador. Esta en el chat. Vestida de un pantalón negro, una camiseta pegada a la piel, parece a todas estas chicas que invaden los cibercafés cameruneses cada día y que se concentran en su discusión en línea. Una vez que el buzón esta cerrado, ojos brillantes, Anita saca un billete de 5.000f CFA (7,60€) e invita a su novio a comprar bebidas para los empleados del cibercafé.

"Estoy anticipando sobre mi boda. Este cibercafé me ha dado la oportunidad de encontrar a mi blanco. Llega el próximo lunes por la noche por un vuelo de la compañía Air France. Viene con todo para celebrar el matrimonio. Estáis todos invitados ¡Oh, mis hermanas, nunca Dios olvida a nadie. Yo también voy a poder salvar a mi familia de la miseria e irme a vivir en Europa como mis amigas."

Como Anita, el sueño de las mujeres jóvenes de cambiar la vida a través de un marido blanco es cada vez más en aumento. Internet es el salvador. Según Anita, *"Estoy en relación por Internet desde hace cinco años con este blanco. Cuando mis amigas en el barrio comenzaron a buscar no me dijeron nada. Yo me case aquí y mi novio me trataba muy mal, como una prostituta. Cuando les vieron casarse aquí en Camerún con sus blancos, y su vida cambiando con la de sus familias, empecé a envidiarlas. Desde este momento, mi decisión fue tomada. Y cuando mi novio de aquí me dejó, el camino era libre para que me case con un hombre blanco. Mis hermanos viven muy mal. Cada vez que planteaba un problema a mi blanco, me envía dinero para poder resolverlo muy bien"*.

Un marido blanco para cambiar su condición social. Así pues lo vemos en casi todos los cibercafés de Camerún. Yaundé, a las dos de la madrugada, en un cibercafé llamado MHNet. Esta cerca del estadio de fútbol de Yaundé. Aquí, encontramos a Sandra Aline. Está en discusión en línea con sus "chicos". Uno de ellos tiene sesenta años, es un francés. Esta joven chica tiene en cuanto a ella 20 años. Pero desde la edad 17, tiene relaciones con europeos. El último, fue un italiano. Desde que regreso en su país, el nivel de vida de Sandra se ha reducido considerablemente. Sandra fue obligada de mudarse del piso que compartía ella con el italiano en Bastos un barrio rico de Yaundé, y ahora vive con sus padres en un barrio popular de Yaundé llamado Mokolo. La joven abandono los estudios y no tiene ninguna formación profesional. Sandra se viste con ropas de las últimas tendencias en la moda, un lujo que le permite ocultar su condición social.

Cuando la preguntamos sobre sus condiciones de vida nos responde *"Debo casarme y como este hombre blanco de edad avanzada está decidido a casarme, estoy seguro que al fin y al cabo viviremos muy bien juntos en nuestro matrimonio. Mi madre tiene muchos problemas, tengo que aumentar su negocio y nuestra casa debe ser renovada antes de mi boda."* Para muchas

jóvenes, casarse con un hombre blanco es de hecho la única manera de cambiar su estatuto social. Esta es la solución para trabajar en Europa, permitiendo a su familia vivir bien. *"Me siento mal. Dice Sandra. Tuve una gran cantidad de blancos que me dieron mucho dinero y mira, yo ni siquiera podía realizar algo interesante para mi familia. Tengo la intención de establecerme definitivamente en Europa."*

De Amina (revista femenina) hacia anuncios y diálogo en línea. La búsqueda de un marido blanco por correspondencia se inició hace veinte años. Amina el diario africano consagrado a la actualidad de las mujeres, y sus anuncios publicados, fueron en estos años la felicidad de muchas africanas. Las palabras suaves se intercambiaron por correo y luego se tomaron a veces un mes y medio para llegar a su destino a través del correo. Regularmente, las cartas fueron destruidas en los centros postales por parte de agentes deshonestos. El Internet ha revolucionado el sistema: el e-mail, chat, sitios de fotos en línea... Hoy en día, los cibercafés están siempre llenos. En Yaundé, una hora de conexión cuesta 500 francos CFA (0,76 €).

Algunos cibercafés están abiertos las 24 horas del día y ofrecen tarifas de noche, 400 o 350 francos CFA la (0,53€ y 0,61€) la hora. *"Las mujeres forman parte de la mayor parte de nuestros clientes"*, dice Marcelle Ongolo, gerente de un cibercafé. Se trata de cuarenta o cincuenta al día, de todas las edades. *"Conozco a una señora de edad 35 que ha encontrado un marido en mi cibercafé, un belga y se fue a Bélgica. Ella monopolizaba una máquina durante 3, 4 horas o todo el día. Es el mismo fenómeno en todos los cibercafés. La ciudad de Yaundé tiene aproximadamente 200 cibercafés. Imagínese el número de mujeres que viajan diariamente a Europa a través de Internet!"*.

Criterios de selección.

¿Cómo puedo entrar en contacto con una persona a través del Internet? *"El proceso es simple y fácil"*, dijo Marcelle Ongolo. *"Sólo tiene que registrar y entrar en un sitio de encuentro entre hombres y mujeres para chatear en línea. Una vez que su anuncio está en línea, recibirá una multitud de mensajes. Algunos sitios son preferidos por las mujeres en búsqueda de un marido blanco en Internet. Algunos se pagan, otros no"*. Los anuncios son similares: *"Jóvenes de Camerún (Negro o hermosa) de 23 años, mide 1m65 de 45 kg, en busca de hombres de 40 a 60 años para el matrimonio o la amistad podría conducir al matrimonio..."* Algunas viven con su novio y otras están casadas. *"Las niñas o las mujeres delgadas y oscuras son las más solicitadas"* añade Marcelle. *"Hay una muchacha que se casó recientemente con un francés, y un suizo que debe casarse en diciembre próximo. Su novia camerunesa explica que tiene un montón de dinero y que vivirá para siempre con él. ¿Usted ve eso?"*. Critica Marcelle.

Cuando el sueño se convierte en pesadilla.

Los matrimonios por Internet tienen también sus riesgos. Algunas mujeres encuentran psicópatas anterior, proxenetes... Una vez que el matrimonio es

oficializado, la sequita puede transformarse en un calvario. Hace dos años, murió Madeleine Etoundi, una joven de Yaundé. Esta última se caso con un canadiense Remy. El matrimonio entre los dos tortolitos se había celebrado en el Hotel de Yaundé. Después de la celebración del matrimonio Remy regresó a su país. A pesar de varios intentos de reunirse con él, Madeleine no podía volar a Canadá. Morir de amor por su esposa, Remy vendió todo lo que tenía para instalarse en Douala segunda ciudad de Camerún y capital económica. Pero después de unos meses, Remy se dio cuenta que se equivocó. El ambiente de la casa familiar se convirtió en insoportable y disputas sin fin. Una noche, Remy asesinó a su novia y se suicidó. Fue durante los trámites para la repatriación de su cuerpo, que la familia de Madeleine se enteró de que Remy era un ex condenado por asalto y abuso de menores.

EL INFANTICIDIO: UNO DE LOS MALES QUE MINAN NUESTRA SOCIEDAD.

Lorraine MBESSA NDZANA

Novembre 2010.

La espera o el nacimiento de un bebé en una familia es habitualmente sinónimo de felicidad, amor, alegría y ternura. Pero para otras es causa de depresión, desesperación o tristeza, impulsando al crimen. Estos niños son de alrededor de cuatro a nueve meses. Su único delito es tener vida en un mundo donde su presencia no es bienvenida.

Hoy es el cuerpo de un recién nacido de unos seis meses que encontraron en un cubo de basura en yaundé. La persona que descubrió el espectáculo horrible fue un chico que iba a tirar la basura. Hace una semana, se trató de los cadáveres de dos recién nacidos que se encontraron esta vez a orillas de un río, en un barrio de la ciudad de dualá. Los cadáveres estaban cubiertos de sangre y su cordón umbilical aún en su lugar. Al verlos todo indicaba que fueron asesinados y abandonados después del parto.

El infanticidio es recurrente en nuestras sociedades y tiende a convertirse en algo común. En efecto no pasa un día sin que se encuentre un cuerpo sin vida de un recién nacido abandonado como un mero objeto. Algunas veces los autores fueron detenidos, pero en la mayoría de los casos no se encuentran a estas mujeres cuya edad oscila entre 16 y 30 años.

¿Cuáles son los motivos que les impulsan a hacerlo?

Responder a esta cuestión, conlleva enunciar algunas características propias de estas mujeres, que son en su mayoría jóvenes: Fueron abandonadas por su pareja durante el embarazo o rechazadas por sus familias; afirman que no poseen los recursos financieros que les permitan cuidar al niño; ya tienen uno, dos o tres hijos y no desean tener más; temen la responsabilidad y no quieren cambiar su estilo de vida.

Hace pocos meses una mujer de 26 años, divorciada y madre de tres niños fue hospitalizada debido a unos « vértigos acompañados de hemorragias ». Poco después de su admisión al hospital, los médicos diagnosticaron una "hemorragia postparto muy reciente". Después de la confesión e indicaciones de la mujer, el cuerpo del niño recién nacido se encontró en un montón de basura, con las fosas nasales y la garganta tapados con papel higiénico, el cuerpo envuelto en un paño viejo.

« O tempus, O mores » estamos lejos del proverbio africano según el cual la riqueza de los padres son los hijos.

JUSTICE POPULAIRE AU CAMEROUN : LORSQUE LE PEUPLE PREND LES CHOSES EN MAINS.

Lorraine MBESSA NDZANA

Décembre 2010.

L'insécurité dans les villes et villages du Cameroun, pose depuis longtemps déjà la question des solutions efficaces pour y remédier. En effet, vols, viols, braquages, rapt, meurtres sont le lot quotidien des populations, surtout celles des quartiers populaires où s'entassent brigands, violeurs et autres repris de justice, qui terrassent les pauvres citoyens, les délestant du pain gagné à la sueur de leur front.

Ces forfaits perpétrés de nuit sont de plus en plus commis le jour et les membres des gangs se recrutent déjà auprès des jeunes filles. Arrêtés, puis déférés auprès des autorités compétentes, l'on est très souvent surpris de voir au bout de quelques semaines, ces mêmes individus, libres et de retour pour se venger. Cela est possible grâce à la complicité ou à la corruption de quelques « brebis galeuses » à qui l'on a versé des pots-de-vin. Quelques fois, informées d'un braquage, les autorités de la police ne se déplacent pas, prétextant une insuffisance de leurs éléments ou un manque de carburant.

Face à cet état de choses, et exaspérées ou réticentes à déclencher la machine judiciaire, qu'elles jugent longue et coûteuse, les populations sont devenues à la fois victimes, juges, et bourreaux. Préférant elles-mêmes se faire justice au lieu de laisser faire la justice : c'est le phénomène de la vindicte populaire qui s'est emparé des grandes métropoles parmi lesquelles Douala, Bamenda, ou Yaoundé.

Surpris et arrêté par les populations, le présumé voleur sera copieusement battu, souvent à mort à l'aide de machettes, gourdins, barres de fer, pierres etc. Le pire des scénarios veut que le voleur soit déshabillé, battu et ses blessures badigeonnées de jus de citron ou encore qu'il soit recouvert de pneus afin d'être brûlé vif. Des scènes effroyables qui laissent pourtant indifférents les passants et autres badauds parmi lesquels des enfants. Ces actes posés au

mépris de la loi sont de véritables dénis d'humanité qui amènent les éducateurs à se demander si l'on n'est pas rentré à l'état de nature tout simplement.

Au delà, ces actes sont condamnables sous tous les points étant donné que les lois et les autorités existent bel et bien malgré les pesanteurs et que personne n'a le droit ou le monopole de se rendre justice ou d'ôter la vie d'un être humain comme bon lui semble.

Le nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur en juillet 2005 est une véritable révolution à ce sujet, puisqu'il précise les actes pouvant faire l'objet de poursuites pénales, les procédures, les responsabilités, les sanctions encourues par les auteurs et même les autorités ayant compétence pour les exécuter. On ne peut donc qu'espérer, qu'au lieu de se faire justice, les populations laisseront la justice faire.

La piraterie règne à BAKASSI

Jean Paul MBIA

11 Février 2011

Douze officiels camerounais, dont le sous-préfet de l'arrondissement de Kombo à Bedimo, le maire d'Akwa, des cadres de la police et de la gendarmerie ont passé depuis hier, leur troisième nuit en captivité dans un lieu inconnu au large de la péninsule de Bakassi.

Ils ont été kidnappés dans la nuit de dimanche par des hommes armés se réclamant des Africa Marine Commando, l'un des groupes extrémistes opérant dans la presqu'île de Bakassi. Les personnes prises en otage sont tombées dans une embuscade, alors qu'elles retournaient d'une mission d'accompagnement d'officiels onusiens, venus dans la région s'enquérir de la saine application des accords de Green Tree portant rétrocession de la péninsule de Bakassi au Cameroun par les occupants nigériens.

Cette énième prise d'otages, sans riposte appropriée et efficace, alourdit le bilan de l'activité criminelle des « rebelles ». Depuis le 29 octobre 2008, 50 personnes environ ont été capturées au large des eaux camerounaises par « des assaillants puissamment armés, portant des cagoules et opérant à bord de pirogues à moteurs ». Le dernier cas de piraterie, avant le rapt du week-end dernier remonte au 22 septembre 2010, jour de l'attaque du site Addax Okwori (Oml 126), situé à 25 milles nautiques, au sud de la Bony River, à 2 heures du matin. Cette nuit-là, le supply Bourbon Alexandre a été victime des pirates et 3 français et trois autres expatriés ont été enlevés, tandis que la barge Jascon subissait une attaque le même jour.

Le 12 septembre 2010, six marins étrangers avaient été enlevés dans un bateau belge au large de Douala, dans la zone de mouillage situé à près de 40 kilomètres du Port. En mars 2009, les Africa Marine Commando avaient déjà revendiqué l'enlèvement de sept pêcheurs chinois travaillant pour une société de pêche basée à Limbe et appartenant au promoteur de Fini Hotel.

Auparavant, deux ressortissants russes et un Lituanien avaient été capturés à bord d'un navire, au large des eaux territoriales camerounaises le 16 mai 2010 par des assaillants. Ils ont été libérés le 4 juillet 2010, après 49 jours de captivité, contre le paiement d'une rançon. La capture des trois expatriés intervenait moins de deux mois après celle de deux marins ghanéens en même temps qu'un travailleur camerounais, kidnappés le 16 mai 2010 à bord bateau Mv Seagull. Cette série de prises d'otages clôturait une année noire pour les pêcheurs, les pétroliers ainsi que l'armée camerounaise. En effet, le bilan ainsi établi exclut de nombreux blessés et des morts victimes des assauts répétés des pirates de mer.

Les eaux de Bakassi étaient moins troubles au cours de l'année 2009. Le 14 mars 2009, une bande d'hommes armés avait attaqué de nuit, un bateau de la société Tide Water, un sous-traitant de la compagnie pétrolière Pecten. Quatre personnes ont été capturées à bord et emmenés vers une destination inconnue. Les négociations en vue de la libération desdits otages étaient houleuses, les ravisseurs arguant après la libération des captifs qu'ils avaient été financièrement floués dans l'opération. Moins de trois mois après ces enlèvements, soit le 6 juillet 2009, six Chinois ont été enlevés à bord d'un chalutier ; une attaque suivie de celle du chimiquier Siehem Peace, avec capture de six personnes dont trois Russes, deux Philippins et un Indien. C'est l'attaque du bateau Bourbon Sagitta qui avait inauguré un nouveau visage de la piraterie maritime à Bakassi. Avant le 29 octobre 2008, date du kidnapping de 10 marins dont sept Français et deux Camerounais, les assaillants prenaient pour cible les chalutiers et des positions de l'armée camerounaise. Ces premières opérations portaient la signature des Bakassi Freedom Fighters, alors dirigés par le commandant Ebi Dari et le « général » A. G. Basuo. Depuis la reddition de ces derniers et leur acceptation de l'offre d'amnistie faite par les autorités du Nigeria, les combattants des Africa Marine Commando sont devenus les maîtres de la mangrove. Ils capturent en priorité des étrangers, et les libèrent en échange d'espaces sonnantes et rébuchantes.

8 MARS : LES FEMMES A L'HONNEUR !

Lorraine MBESSA NDZANA

10 mars 2011

« Égalité d'accès à l'éducation, à la formation, à la science, et à la technologie : sentier pour un travail décent pour les femmes ». C'est sur ce thème que se célèbre en ce jour la 26^e édition de la journée internationale de la femme. Comme de coutume, les femmes sont une fois de plus à l'honneur ce mardi 8 mars. Vêtues de leur pagne de couleur rose ou vert, elles sont toutes joyeuses et ont assiégré les rues de la cité capitale Yaoundé.

Les manifestations marquantes cette journée internationale de la femme ont été lancées depuis le 18 février dernier. Elles ont été menées par les associations, les ministères et autres structures publiques et privées. et portaient

généralement sur les conférences, tables rondes, dons, foires, expositions, sport, campagnes de sensibilisation, etc. Au sortir de ces activités, l'on a tout d'abord remarqué le savoir-faire de ces femmes, qui ont démontré qu'elles étaient de plus en plus capables d'exercer des métiers « réservés » aux hommes. Pour cela, elles ont prôné l'orientation vers les filières scientifiques des jeunes filles, ce qui leur facilitera l'accès aux formations.

Le souci de la femme camerounaise est donc de se hisser une place de choix dans la société. Les femmes ont également montré à travers les dons qu'elles ont fait dans les hôpitaux, les orphelinats et les prisons qu'elles restaient sensibles, attentives et surtout à l'écoute de tout ce qui se vit autour d'elles. Aujourd'hui, le défilé a été présidé par Mme Marie-Thérèse OBAMA, ministre de la promotion de la femme et de la famille, et représentante personnelle de la première dame, Mme Chantal Biya. Elles étaient plus de 40.000 au boulevard du 20 mai à yaoundé. La grande parade, riche en couleurs, a duré trois heures environ. Le passage des Bayam-Sellam (revendeuses) et d'une quinquagénaire sur un compacteur a particulièrement ému plus d'un homme et arraché une salve d'ovations de la gent féminine et masculine.

Après le défilé, place aux réjouissances populaires. En associations, en entreprises, entre amies, ou en familles, les femmes se retrouvent pour faire la fête. Et c'est malheureusement le moment où tous les excès sont permis. Ici c'est une femme ivre qui danse de manière suggestive en plein carrefour, de l'autre coté c'est une autre d'une quarantaine d'années, ivre également qui se jette dans les bras des inconnus. Tous les recoins de la ville sont parés aux couleurs du pagne. Les bars et les restaurants sont bondés de femmes. Elles mangent, chantent, et dansent, en exhibant fièrement le modèle du vêtement tant réfléchi pour la circonstance. Cependant s'il ya quelque chose à déplorer c'est le comportement irresponsable de certaines femmes qui ne contrôlent pas leurs émotions et se laissent aller aux excès qui ne les valorisent pas. car au-delà du pagne et des agapes, le 8 mars se doit d'être une journée de réflexion et de valorisation de la femme.

Église catholique : les femmes de « l'Ekoan Maria » à l'honneur.

Marie Rose Domisseck

28 mars 2011

La confrérie *Ekoan Maria* était au centre d'une triple célébration religieuse célébrée jeudi dernier à Akono, présidée par l'archevêque de Yaoundé.

Le curé de la paroisse Notre Dame des sept douleurs d'Akono, Joseph Abanda a fait une déclaration révélatrice. « C'est la toute première fois que j'accueille autant de femmes de cette confrérie ». En effet, jeudi dernier autour de 08 h 00, près de 3 000 femmes de l'association *Ekoan Maria*, venues de Yaoundé, Ebolowa, Bafia, Douala et Sangmélina, se sont retrouvées dans cette église pour célébrer trois événements : le pèlerinage de cette confrérie pour le temps

du carême, la consécration de 161 nouveaux membres et l'anniversaire de l'archevêque de Yaoundé.

Comme dans tout rassemblement de femmes, la triple célébration s'est muée en une grande fête. Le temps d'une journée, ces femmes d'église dont on connaît le calme, ont dansé, présenté des contes et sketches, exposé leur savoir-faire au public. Mais c'est la messe dite par l'archevêque de Yaoundé qui aura été l'un des arrêts les plus marquants. En près de 3 heures, Monseigneur Victor Tonye Bakot a exhorté la femme camerounaise à suivre l'exemple de la vierge Marie. « Marie est la femme choisie pour devenir la Mère de Dieu. Nous la vénérons parce qu'elle a accepté de devenir la servante de Dieu. Je voudrais retenir de cette fête de l'annonciation célébrée par anticipation, que Marie est le modèle de toutes les femmes. Le monde des personnes pieuses dévouées, consacrées, soumises à Dieu. » Et en exaltant la vierge Marie, a-t-il ajouté, je voudrais inviter toutes les femmes à être dignes, nobles, pleines de vie et de foi.

C'est dans cette optique que l'archevêque a encouragé les membres de *l'Ekoan Maria*. Un regroupement de chrétiennes catholiques qui, pour la propagation de la foi, s'engagent librement et fermement à la dévotion mariale, par un effet d'admiration de la totalité des vertus que Dieu a déposées en la Vierge Marie. L'association est créée en 1906 par Monseigneur Henri Vieter. Elle est déjà vieille d'un siècle et regroupe aujourd'hui environ 7 000 adhérentes. L'association est ouverte à toute chrétienne baptisée. Et d'après Brigitte Essimbi, présidente diocésaine de ladite association, la confrérie a plusieurs objectifs : notamment la pratique de piété par des actions apostoliques : prières, messes et des recollections.

SPORTS

L'université de Yaoundé II honore Samuel Eto'o

Jean Paul MBIA

28 juin 2007

Le footballeur camerounais du Fc Barcelone en Espagne reçoit aujourd'hui 29 juin 2007, le prix "Inguenium" au campus universitaire de la banlieue de Soa, près de Yaoundé.

La banlieue universitaire de Yaoundé II à Soa est en effervescence depuis le 25 juin 2007 (jour du lancement d'une semaine en l'honneur de l'Etudiant citoyen). Depuis cette date, trois grandes attractions sont au menu du quotidien à l'université de Yaoundé I. Hier, mercredi, c'était " la journée de l'étudiant sportif et acteur culturel". L'institution a démontré sa reconnaissance aux étudiants méritants de l'année académique écoulée, notamment dans les domaines sportifs et culturels. Demain vendredi, 29 juin 2007, il est prévu l'inauguration du complexe académique " Soa la Neuve ", par le ministre de l'enseignement supérieur, Jacques Fame Ndongo. Ce complexe comprend quatre amphes nouvellement construits et une " maison de l'enseignant ". Paré aux couleurs de la fête, et à en juger par ses habits neufs, le complexe sportif, a fait une toilette des grands jours. La visite de Samuel Eto'o Fils est annoncée pour aujourd'hui, dans ce haut lieu de sports. L'institution va lui décerner le prix "Inguenium". Par la même occasion, la Fondation Samuel Eto'o signera une convention de parrainage avec le Club des amis universitaires de Samuel Eto'o (Cause).

Célébrer le génie

Selon les responsables de l'université de Yaoundé II – Soa, la distinction décernée à Samuel Eto'o est une marque de reconnaissance pour le génie par lequel le footballeur lie la science à l'art du football, pour les valeurs sociales et humaines qu'il incarne et fait voir, pour le modèle de réussite pour la jeunesse qu'il est devenu. " Il représente aux yeux de la jeunesse un modèle d'ascension et de réussite sociale à partir du football. L'hommage que l'université rend à ce footballeur émérite a un sens : chacun doit pouvoir se dire qu'en excellant dans son domaine, il peut être un Eto'o fils. On pourrait avoir une multitude d'Eto'o Fils : en droit, en lettres, en économie, en gestion... Au moment où certaines langues parlent de jeunes en manque de repères, en voilà un qu'il faut montrer. Nous célébrons le génie d'un Camerounais en le montrant en exemple. Il est également question pour nous de montrer aux Espagnols que Eto'o fils est aimé dans son pays ", soutient le recteur Jean Tabi Manga. L'attaquant camerounais inaugure une nouvelle tradition des récompenses à la " Scienia – Inguénium – Artes ". A en croire les responsables de l'institution

universitaire, la nouvelle ère va désormais consacrer le talent et le génie créatif de tous ceux qui vont émerger... "Cette année, c'est Eto'o fils. Il a la connaissance du football. Dans son jeu, il assure sa maîtrise de cette science. A travers ses prestations artistiques, on ressent le génie. Bien des Camerounais, comme lui s'imposent dans leur domaine de prédilection. Demain, ce pourrait être le tour de Manu Dibango ou de André Marie Tala", conclut Jean Tabi Manga.

Françoise Mbango Etoné et Joseph Batandong, tous deux athlètes de haut niveau, boudent le ministre camerounais des Sports et de l'Éducation Physique.

Marie Rose Domisseck

20 juillet 2007

9^{èmes} jeux africains d'Alger. C'est confirmé. Françoise Mbango Etoné, triple championne d'Afrique, et championne olympique du triple saut féminin ; et Joseph Batandong, champion d'Afrique, 200m homme ; ne font pas partie de la délégation des athlètes camerounais à Alger. L'absence de ces deux athlètes de haut niveau, fait des commentaires.

Selon les informations recueillies dans les couloirs de ce ministère, nous avons appris que Françoise Mbango avait confirmé au ministre des sports, il y a quelques jours, qu'elle serait présente à Alger. En ce moment, la lionne du triple saut est à Paris, d'où elle a fait savoir à la délégation camerounaise à Alger, qu'elle ne participera pas aux 9^{èmes} jeux africains. C'était alors à moins de 15 minutes du début des compétitions d'athlétisme. Entre temps, Françoise Mbango faisait croire à la « Cameroon Olympic Team », qu'elle était déjà arrivée dans la capitale algérienne. Du côté de sa famille au quartier Melen ici à Yaoundé, on nous avoue que Françoise ne peut pas aller compétir pour perdre, parce que pour le moment elle a un moral bas.

Joseph Batandong, lui, n'a pas voulu jouer au cache-cache. L'homme est resté catégorique sur sa décision. Il a demandé qu'on augmente sa prime. Aux dernières nouvelles, Joseph Batandong serait en train de négocier la nationalité française.

Françoise Mbango et Joseph Batandong, dit-on, ont boudé le ministre des Sports et de l'Éducation Physique parce que le gouvernement camerounais ne tient jamais ses promesses. Aux athlètes camerounais présents dans la capitale algérienne, il leur a été promis une prime de participation de 500 000 FCFA, soit 765 Euros. A ce jour, aucun de ces athlètes n'a reçu la totalité de cet argent. Ce fait vient-il confirmer les raisons du refus de Françoise et de Joseph ?

Les sportifs camerounais ont toujours été abandonnés à eux-mêmes. Seuls les footballeurs de l'équipe nationale senior reçoivent leurs primes avant le match.

Et ceci ne date que de trois ans. Auparavant, on a vu plusieurs « lions indomptables » bouder la sélection nationale.

Encore Françoise Mbango Etonè

Marie Rose Domisseck

22 juillet 2008

Pour la deuxième fois, la lionne indomptable du triple saut féminin vient encore d'écrire toute seule en lettre d'or le nom du Cameroun dans l'histoire des jeux olympiques.

Comme en 2004 à Athènes en Grèce, Françoise Mbango Etonè a fait danser les camerounais hier. De Maroua à Ebolowa, de Meloundou à Bakassi passant par Yaoundé et Douala, tous les camerounais ont sauté de joie le 17 août 2008. Pour certains, les signes de ce dimanche ne trompaient pas. Quelques minutes avant le début de la compétition à Beijing en Chine, une pluie arrose le Cameroun. Une pluie dont seuls les initiés comprenaient le sens. Et comme une histoire magique, la dernière goutte d'eau venant du ciel a touché le ciel au moment où la camerounaise faisait son premier essai.

Françoise Mbango médaillée d'or olympique pour la deuxième fois. Comme un soleil ardent de foi, la fille de mini-ferme Melen à Yaoundé est allée avec dignité, briser les cœurs russes et grecs pour décrocher la médaille d'or du triple saut féminin. Jalouse de sa liberté, Françoise a fait retentir l'hymne national de son pays. En réalisant un saut de 15mètres 39 cm, Mbango a hissé très haut le chapeau camerounais à Beijing. Une victoire qui certainement viendra remettre de l'ordre au sein des instances camerounaises. Ne dit-on pas que la beauté du nouveau-né fait oublier les souffrances de l'enfantement. A quelques jours du début des 29èmes olympiades modernes, la participation de Françoise Mbango à ces jeux a divisé plusieurs personnalités du Cameroun. Pour le premier groupe dirigé par le président de la Fédération Camerounaise d'Athlétisme (FCA), la sauteuse était devenue indisciplinée et n'était plus en compétition depuis 3 ans. Après Athènes 2004, la lionne avait fondu dans la nature avec sa médaille pour réapparaître en 2006 avec un bébé dans les bras. En 2007, elle boude le ministre des sports et boycotte les jeux africains. Mbango sera alors suspendue par la FCA pour une durée indéterminée. Il a fallu des négociations à haut niveau, pour que la Fédération revienne sur sa décision. Et nous étions déjà à quelques trois mois des jeux de Pékin. Malgré son indiscipline, le président du Comité Olympique Camerounais, « le vieux lion Roger Milla », et le ministre des sports faisaient toujours confiance à la jeune mère. Ces trois personnalités n'avaient pas hésité le temps même d'une seconde, à dire que leur fille était en forme et ira remporter l'or à Beijing 2008. L'histoire a donc donné raison à ce dernier groupe. Hasard ? Magie ? Compétence ? La réponse est unique : Françoise Mbango Etonè a encore remporté la médaille d'or aux jeux olympiques 2008.

Sur 33 athlètes pour 9 disciplines, le Cameroun retourne au bercaïl avec une seule médaille. L'or arraché au triple saut féminin. L'équipe de football qui pouvait remporter une des trois médailles a vu son parcours s'arrêter en quart de finale par la sélection du Brésil soutenue mains et pieds par l'arbitre de ce match qui ne cachait pas ses sentiments. Le reste de la délégation sorti sans manœuvre de l'arbitrage, était allé en Chine pour une bonne promenade.

Les lions indomptables du Cameroun ne font plus peur

Pierre Rostand Essomba

30 mars 2009

L'équipe nationale de football du Cameroun a été battue le 28 mars 2009 par le Togo, zéro but contre un. Une défaite qui plonge les camerounais dans une inquiétude totale. 70% des camerounais ne croient plus à la qualification de leur équipe nationale à la coupe du monde 2010 qui va se dérouler en Afrique du Sud.

Qui aurait cru que les *Éperviers* du Togo mettraient les *Lions indomptables* du Cameroun dans une situation difficile ? A peine le match commencé, les fanatiques du football voient déjà une équipe des *Lions* diminuée. Pourtant cette équipe qui a joué contre le Togo était au complet. Tous les ténors étaient là. Samuel Eto'o Fils, Rigobert Song Bahanag, Geremi Njitap, Kameni Carlos, Makon et autres. Une formation de stars et de vedettes qui ne font qu'à leur guise depuis un certain temps. Pour certains, s'entraîner avec leurs coéquipiers est une punition.

Un laisser-aller s'est installé au sein des *Lions indomptables* au point où l'on se demande si c'est une sélection nationale ou une association de copains. Chacun est maître de lui-même et fait ce qu'il veut. Résultat, la première équipe nationale d'Afrique (classement FIFA) a été battue par une sélection qui, depuis trois décennies n'a jamais franchi le deuxième tour de la coupe d'Afrique des nations. Les Lions indomptables du Cameroun ont été méconnaissables le 28 mars dernier à Accra au Ghana. Une rencontre qui s'est déroulée sur un terrain neutre. A dire que si ce match venait à se jouer à Lomé, les poulains de Martin Otto Pfister auraient encaissé plus d'un but. Puisque les togolais auraient envahi les tribunes pour encourager leur équipe.

La victoire du Togo sur le Cameroun vient compliquer l'avenir du sélectionneur national du Cameroun. Depuis quelques mois, l'ancien lion indomptable Roger Milla et d'autres anciens footballeurs camerounais demandent à l'allemand Otto Pfister de démissionner. Milla Roger et sa bande disent qu'il manque du charisme à l'allemand. Et selon les autres camerounais, l'âge de Martin Otto Pfister ne lui permet plus de rester sur le banc de touche d'une équipe nationale. Ce n'est pas à cacher, les Lions indomptables sont entraînés par un « papi » âgé de 73 ans. Raison de plus, il n'est pas respecté par les ténors de

l'équipe. A en croire certains journalistes sportifs camerounais, Otto Pfister n'est que l'ombre d'un entraîneur.

Pour avoir les cœurs nets, les fans des Lions demandent au ministre des sports de remercier l'actuel staff technique de l'équipe nationale. Le Cameroun évoluant dans une poule plus ou moins difficile, bon nombre de camerounais ont peur du futur. Le match contre le Maroc à Yaoundé le 06 juin 2009 sera donc celui de tous les défis. Les coéquipiers du capitaine Song devront prouver à leur public que rien n'est perdu.

Le Cameroun n'avait pas pris part à la phase finale de la coupe du monde de 2006 jouée en Allemagne. Et c'était à cause d'un match nul enregistré contre le Soudan avant le coup de poignard des pharaons d'Égypte le 08 octobre 2005 à Yaoundé. L'histoire ne doit pas se répéter. Que sera une coupe du monde en Afrique sans le Cameroun ? C'est vrai que les togolais et les marocains, et même les gabonais ont tous l'ambition de défendre valablement leurs couleurs nationales et celles du continent noir, devant le monde entier.

Le lion de la forêt équatoriale ne fait plus peur. Un épervier vient de le vaincre.

Rigobert Song enflamme le camp Sic Nlongkak à Yaoundé.

Fabien Essiane

30 juin 2009

Le capitaine des Lions Indomptables et une quinzaine de ses coéquipiers de l'équipe nationale ont pris part il y a quelques jours à la cérémonie d'ouverture de la « *Bundesliga* ». Même le championnat national de football première division, n'a pas connu ce niveau de popularité.

Mardi dernier, le stade du camp Sic Nlongkak à Yaoundé a connu une effervescence particulière, avec des spectateurs estimés à près de 7 000 personnes venues prendre part à la cérémonie d'ouverture de l'édition 2009 de la Bundesliga, un des plus célèbres championnats de vacances de la capitale camerounaise. La Bundesliga est organisée cette année par la fondation Jean II Makoun, milieu de terrain des Lions Indomptables et sociétaire de Lyon en France. Lequel a invité une quinzaine de ses coéquipiers de l'équipe nationale et autres internationaux camerounais, qui ont formé une équipe. Le match d'ouverture a donc opposé les amis de Jean II Makoun à As Etoa Meki, une équipe de la ligue du Mfoundi, dont Makoun est le promoteur. Dans les rangs des amis de Jean II Makoun, l'on a noté quelques curiosités. Idriss Carlos Kameni, gardien de buts chez les Lions et à l'Espanyol de Barcelone a joué comme avant-centre ! Et il n'a pas déçu. A plusieurs reprises, il est même passé à côté des buts, au grand plaisir des supporters, qui ne le connaissaient pas dans ce registre là. C'est l'arrivée de Rigobert Song qui va « mettre le feu » au stade du cap Sic Nlongkak. Torse nu avec une culotte rouge de l'équipe nationale, « *Magnan* » a rapidement enfilé un maillot et est rentré sur le stade, applaudi par une foule enthousiaste. Malgré le match nul du 7 juin dernier

contre le Maroc, *Rigo* n'a rien perdu de sa popularité et il l'a bien rendu au public de Nlongkak en inscrivant le 3^{ème} but des amis de Makoun après ceux de Pierre Boya (avant-centre de Grenoble en France) et de Edel Apoula (gardien des buts au Psg en France et reconverti en avant-centre dans ce match). Score final, 3-0 pour les amis de Jean II Makoun. On a aussi aperçu au stade du camp Sic Nlongkak, d'autres internationaux camerounais qui en voulaient presque à Makoun de ne les avoir pas contactés pour le match. Il en est par exemple de Jean Alain Boumsong, Camerounais et défenseur de l'équipe nationale de France. A la fin de la rencontre, les internationaux camerounais ont été assaillis par la foule, donnant ainsi du fil à retordre aux forces de l'ordre. Mais la fête a été belle et le ton a ainsi été donné pour ce que sera la Bundesliga cette année. Liste des internationaux camerounais présents à la cérémonie d'ouverture de la Bundesliga :

Edel Apoula (Psg)
Jean II Makoun (Lyon)
Stéphane Mbia (Nantes)
Joslain Mayébi (Tel-Aviv)
Gilles Augustin Binya (Benfica)
Nicolas Nkoulou (Monaco)
Achille Emana (Bétis Séville)
Timothée Atouba (Hambourg)
Pierre Boya (Grenoble)
David Eto'o (?)
Idriss Carlos Kameni (Espanyol de Barcelone)
Rigobert Song (Trabzon sport)
Gustave Bebbe Mbangué (Turquie)

Angola 2010 : Le lion, la queue entre les jambes.

Marie Rose Domisseck

28 janvier 2010

L'équipe nationale de football du Cameroun a été éliminée en quart de finale à la Coupe d'Afrique des Nations 2010 « Angola 2010 ». Selon bon nombre d'observateurs, Samuel Eto'o Fils et ses coéquipiers sont sortis par la petite porte. Pourtant, pour une première, le gouvernement avait mis les petits plats dans les grands. Avant de quitter Yaoundé le 05 janvier 2010, chaque joueur camerounais avait reçu des mains du ministre des sports un chèque de 7,5 millions de francs CFA. L'équipe était aux grands soins. Le Chef de l'État, qui ne possède pas un avion personnel a mis à la disposition de son équipe nationale un aéronef.

Que s'est-il donc passé pour que les lions indomptables du Cameroun soient méconnaissables sur les terrains angolais ?

De retour à Yaoundé depuis hier très tôt (3 heures du matin), les vérités se dévoilent. Nos confrères accompagnant l'équipe à la 27^{ème} édition de la CAN,

font savoir au peuple camerounais qu'une indiscipline à forte échelle a dominé le groupe. Les belles de nuit, parties de Yaoundé, Douala et Paris ont assiégé l'hôtel des lions indomptables à Lubango. De plus, certains joueurs ont fait venir leurs petites amies. D'autres comme Samuel Eto'o s'entraînaient quand ils le voulaient. On accuse donc l'entraîneur Paul Marie Le Guen de sentimentalisme. Le breton n'a pas été en mesure de dire un mot critique à son capitaine. Bien au contraire, il jouait à l'avocat. Dans cette ambiance, la plus petite des erreurs est fatale. Comment comprendre qu'un entraîneur de haut niveau dans une compétition professionnelle aligne des joueurs qui ne sont plus en jambe ?

La sortie du Cameroun en quart de finale à la CAN est une pilule difficile à avaler. Le « vieux lion » Roger Milla demande qu'on revoie immédiatement l'effectif des lions. D'après certains observateurs, Rigobert Song Bahanag, Gérémi Njitap et Achille Webo ne doivent plus porter le maillot national. La nation tout entière leur est d'ailleurs reconnaissante pour leurs loyaux services rendus sous le drapeau.

Au cours de la conférence de presse d'hier après-midi à Yaoundé, le sélectionneur national Paul Le Guen a tenu à présenter ses excuses au peuple camerounais. Il a promis de corriger les erreurs avant le début de la coupe du monde. « La CAN m'a fait découvrir certains visages », a déclaré le breton.

À cinq mois du début de la coupe du monde, on annonce donc des innovations au sein des lions indomptables. Les négociations avec les parents du jeune Joël Matip reprendront d'ici peu. La piste de David Ngog est relancée.

Lions indomptables du Cameroun: 235 millions Fcfa remboursés après la coupe du monde.

Jean Paul MBIA

20 Juillet 2010

Le Premier ministre a exigé et obtenu de quelques fonctionnaires du ministère des Sports et des agents de la Fécafoot, le remboursement aux caisses de l'Etat d'une somme de 235 millions de Fcfa. Cette mesure fait suite à la débâcle des Lions Indomptables du Cameroun à la Coupe du Monde 2010 en Afrique du Sud. Selon le Premier ministre, ces sommes représentent le trop-perçu des primes de participation des concernés à la Coupe du Monde 2010.

Le Jour a pu se procurer une correspondance du ministre des Sports adressée au Premier ministre et datée du 5 juillet dernier et dont l'objet est « Transmission des photocopies de quittances ». Dans cette correspondance, Michel Zoah écrit : « A la suite des hautes directives de monsieur le Premier ministre, chef du gouvernement relatives au remboursement des trop-perçus des primes de participation de certains officiels et encadreurs de l'équipe nationale de football internationale du Cameroun, j'ai l'honneur de vous faire tenir pour prise en compte le reversement de la somme de deux cent trente

cinq millions (235 000 000 Fcfa), conformément aux photocopies des quittances de versements ci-joints ».

Le président de la Fédération camerounaise de football, Iya Mohammed et Paul Le Guen, l'ancien coach des Lions, sont ceux qui occupent le premier rang du trop-perçu. Ils ont remboursé, chacun, 45 millions Fcfa. Il s'agit du trop-perçu. La somme de départ ne nous a pas été révélée. Ils sont suivis par Cécile Bétala, directrice du développement du sport de haut niveau et par André Nguidjol Nlend, directeur administratif et financier. Chacune de ces personnes a remboursé 35 millions Fcfa. En tout, 13 personnes sont concernées par ces remboursements et les sommes vont de 45 à cinq millions Fcfa. (Voir le tableau ci-contre).

Au regard de cette liste des trop-perçus, des questions se posent : sur quelles bases a-t-on attribué ces sommes ? A quel titre ces personnes bénéficient-elles de ces primes ? Pourquoi y a-t-il eu un trop-perçu ? Qui en est responsable ? y a-t-il eu juste une erreur ou une connivence ? Autant de questions qui, pour l'instant, restent sans réponses.

La mesure du Premier ministre a suscité quelques grincements de dents chez les concernés alors que ceux des fonctionnaires qui n'ont pas eu la chance de bénéficier de ces largesses applaudissent des deux mains. « Il était temps, confie, un agent du ministère des Sports qui affiche un sourire carnassier. Sur la liste des remboursements, il y a des gens qui méritaient de garder leur argent, parce qu'ils ont effectivement travaillé. Mais les autres, ceux qui ont même le plus perçu, n'auraient pas dû. Dites-moi ; au nom de quoi quelqu'un comme le président de la Fécafoot doit-il percevoir de l'Etat une soixantaine de millions en 14 jours ? Tout ça alors que lui-même a un budget qu'il a géré en solitaire pendant la Coupe du Monde. Je salue la mesure du Premier ministre, même s'il n'a pas fait preuve de discernement sur certains cas », se réjouit notre source qui a requis l'anonymat. Il ajoute que en plus de cette mesure, le gouvernement doit absolument voir clair sur comment le ministère des Sports et la Fécafoot a géré toutes les sommes qui ont été mises à leur disposition pour la Coupe du Monde.

LE COME BACK DU LION

Marie Rose Domisseck

19 août 2010

Douze ans après avoir quitté la tanière, François Omam Biyick retrouve les Lions Indomptables. Plus comme joueur mais comme entraîneur. Après la Coupe du monde de 1998, l'un des grands hommes du Mondial italien, avait commencé à passer ses diplômes d'entraîneur. Aujourd'hui, il a ses parchemins en poche. Ancien joueur de Canon de Yaoundé, de Laval, Rennes, Châteauroux, Cannes, Marseille, Sampdoria Gênes, François Omam Biyick qui

compte une soixantaine de sélections avec les Lions Indomptables, a également joué et travaillé au Mexique où il a éterné ses galons d'entraîneur. L'ancien attaquant, connu pour son excellent jeu de tête et sa détente, est propulsé au devant de la scène. Il a sauté plus haut que tous ses challengers. Devant les adversaires coriaces annoncés dans la presse tels que Jean Paul Akono (intérimaire en 2000), Emmanuel Kunde (entraîneur au Gabon), Patrick Mboma ou Joseph Antoine Bell, François Omam Biyik a sauté plus haut que tout le monde. Comme ce 8 juin 1990 où il s'élança dans le ciel, plus que tous les défenseurs argentins. Omam-Biyik a rabattu le ballon de la tête. Le gardien argentin a bien vu le coup venir et plonge du bon côté. Il semble maîtriser la situation, mais il est surpris par la direction multiforme du ballon.

L'enfant de Pouma, frère cadet de Kana Biyick, sera le principal collaborateur de Javier Clemente. Moins de vingt quatre heures après sa nomination au poste d'entraîneur adjoint N°1 des Lions indomptables, l'ancien international camerounais, François Omam Biyik a dévoilé les grandes lignes de son programme d'action pour les deux prochaines années. François « le grand » s'appuiera sur son expérience de grand footballeur. L'homme annonce déjà ses couleurs. La discipline, a-t-il dit, sera de rigueur au sein de l'équipe nationale.

Le sélectionneur va également compter sur le vétéran de Jacques Songo'o, entraîneur adjoint numéro 2, ancien joueur du championnat de France et d'Espagne et jusque-là actuel intérimaire. Clemente et Omam n'ont pas encore pris leurs fonctions parce que n'ayant pas encore signé de contrat. Logiquement, c'est Jacques Songo'o qui sélectionnera les joueurs pour le match Ile Maurice-Cameroun du 5 septembre prochain. La liste sera dévoilée le 25 août 2010, soit trois jours avant l'arrivée annoncée au Cameroun de Javier Clemente. Concernant le déploiement du staff technique, certaines clarifications s'imposent. Qui fait quoi ? Avec quels moyens ? Outre le staff technique, le staff médical et l'équipe administrative ne devraient logiquement pas être épargnés par le vent de restructuration qui souffle. Quatre ou cinq joueurs ne peuvent pas porter à eux seuls le chapeau de la débâcle en Afrique du Sud. Malade depuis le mois de mars, le Pr Guillaume Atchou, médecin officiel des Lions, n'est toujours pas rétabli. Une équipe médicale assermentée devrait être nommée. Selon les informations puisées à bonne source, le texte portant nomination du sélectionneur et de ses adjoints ne serait que le premier d'une série.

UNE PREMIERE VICTOIRE POUR JAVIER CLEMENTE ET LES LIONS INDOMPTABLES DU CAMEROUN.

Lorraine MBESSA NDZANA

4 Septembre 2010

Javier Clemente et François Omam Biyick ont été installés le samedi 28 Août dernier par Michel ZOA, ministre des sports et de l'éducation physique. Dans son discours d'installation le ministre a rassuré Javier Clemente du soutien

des pouvoirs publics dans sa mission et les grands axes de sa feuille de route ont été dévoilés.

Dans sa mission, le technicien espagnol âgé de 60 ans se devra de bâtir une équipe nationale qui intègre fortement les joueurs évoluant dans les compétitions locales ; tous les 2 mois et ceci pendant 15 jours le technicien basque a obligation de superviser les championnats locaux ; regrouper et entraîner les meilleurs éléments, et restaurer une discipline de fer au sein du groupe tout en ayant à cœur d'exploiter au maximum le potentiel des joueurs afin que les lions indomptables renouent avec les victoires.

Totalement libre dans ses choix, le cadre de travail de Javier Clemente à été tracé, indépendante, sans interférences du ministre des sports et de l'éducation physique, encore moins de la fecafoot.

Arrivé vendredi 27 Août à Yaoundé, l'ancien entraîneur de l'athletic Bilbao, de l'espagnol Barcelone et de l'olympique de Marseille revient sur les principales motivations qui l'ont amené à accepter d'entraîner la Cameroun : « le Cameroun est une équipe très forte dans le football mondial. Pour moi venir ici c'est important. Les camerounais veulent que le Cameroun retrouve sa position de prestige dans le football mondial et c'est un travail très important pour moi ».

Javier Clemente hérite d'une équipe malade, minée par une kyrielle de problèmes. Ceci se reflète au niveau de son rang, car 19^e au classement mondial FIFA avant le mondial en Afrique du sud, aujourd'hui il se retrouve à la 40^{ème} position. L'obligation de résultats et l'instauration d'une discipline de groupe figurent en bonne place dans le cahier de charge du nouveau staff technique. Michel Zoa a également rappelé que « la sélection à l'équipe nationale est essentiellement contingente et constitue le plus grand honneur qui puisse être fait à un joueur. Seul la forme du joueur, son attitude positive, son esprit d'équipe, sa combativité et surtout son patriotisme l'imposent à l'équipe nationale ».

Javier Clemente sera assisté de François Omam Biyick comme entraîneur sélectionneur adjoint No 1 et par Jacques Songo'o comme entraîneur sélectionneur No 2, chargé spécialement des gardiens de but. C'est la première fois pour le technicien espagnol de travailler en Afrique et il devra résider le tiers de son temps au Cameroun, la durée de son contrat est de 2ans.

Ce samedi 04 septembre l'île Maurice a reçu le Cameroun à Port-Louis au cours d'un match comptant pour les éliminatoires de la CAN 2012. Javier Clemente, nouveau sélectionneur a effectué à cette occasion son baptême de feu. Le score sera de 3-1 en faveur du Cameroun.

Championnat de vacance : Un capitaine d'une équipe de football refuse de passer 3 nuits dans un cercueil pour le trophée.

Jean Paul MBIA

30 Octobre 2010

C'est un championnat de vacance qui se joue depuis le 11 juillet dernier. Un championnat organisé par un groupe de jeunes de la localité d'Enobita par Elig-mfomo dans le département de la Lékié, à 65 km de Yaoundé. 18 équipes prennent part à celui-ci parmi lesquelles, Arsenal qui a fait un parcours sans faute lors des matchs de poule, concernant la phase championnat. La finale pour cette phase est d'ailleurs prévue pour dimanche, 29 Août prochain et sont qualifiés, cet Arsenal d'Etaka et Hirondelle de Poupouma.

Visiblement, le président d'Arsenal voulait à tout prix gagner ce prestigieux trophée. C'est ainsi qu'il a mis tous les moyens en jeu en proposant plus loin à son capitaine de passer 3 nuits dans un cercueil fabriqué pour la circonstance à la demande d'un marabout résidant à Obala. Passer 3 nuits dans un cercueil se serait avéré impossible pour le jeune Michel Etogo, 20ans environ et l'unique garçon d'une famille de 9 enfants. Michel qui n'a pas tardé à révéler cela non seulement à sa famille mais aussi à ses plus proches qui ont de si tôt saisi les organisateurs dudit championnat. Approché, le président de l'équipe reconnaît les faits mais soutient que cette pratique est sans danger et ne pourrait conduire à la mort. Il ajoute je cite : « les gens ont peur pour rien » fin de citation.

De ces propos, la famille du capitaine est déterminée à faire recours à la justice pour pratique de sorcellerie. Entre temps, Arsenal est radié du championnat. Je vous rappelle que son gardien de buts témoigne qu'à chaque match, le président Essama Embolo exigeait deux bûchettes d'allumettes placées chacune sur les poteaux servants de goals dans la perspective d'éviter de buts dans son camp. Aux dernières nouvelles, le président Essama est porté disparu à l'annonce d'une réunion convoquée par le chef de village. Les forces de l'ordre sont à sa recherche. L'intéressé risque d'une peine d'emprisonnement et une lourde amende à payer à la famille du capitaine.

INDEX.

AVANT-PROPOS, pages 3-4.

INTRODUCTION, pages 5-7.

Arts, pages 9-16.

Commerce, pages 17-24.

Culture, pages 25-43.

Littérature, pages 45-58.

Musique, pages 59-61.

Politique, pages 63-114.

Santé, pages 115-126.

Société, pages 127-189.

Sports, pages 191-201.

INDEX, page 203.



**ARTS
COMMERCE
CULTURE
LITTÉRATURE
MUSIQUE
POLITIQUE
SANTÉ
SOCIÉTÉ
SPORTS**

CAMEROUN, UN MELTING POT.

ISBN: 978-84-938989-0-8



9 788493 898908